RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-333 NOMINATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Nomenclature des actes : 5.2

Vu l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), transposable aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) par application de l'article L. 5211-1 du même Code, qui dispose que « *Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.* » ;

. . . / . . .

Vu la réponse du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation à la question écrite n° 04239, publiée au Journal Officiel du Sénat le 5 juin 2025 page 2989, relative au contrôle de légalité des délibérations du Conseil municipal, et précisant que « *Aussi, les délibérations relatives à la nomination du secrétaire de séance et à l'arrêt du procès-verbal de la séance précédente doivent bien être transmises au titre du contrôle de légalité.* » ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de nommer en qualité de secrétaire de séance pour le Conseil communautaire du 23 septembre 2026 Madame Laure ROUET, Conseiller communautaire de la commune de Saint-Germain-de-Prinçay ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-334 ARRÊT DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU PAYS DE CHANTONNAY DU 1ER JUILLET 2026

Nomenclature des actes : 5.2

Vu l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), transposable aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) par application de l'article L. 5211-1 du même Code, qui dispose que « *Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Président et le ou les secrétaires.* » ;

. . . / . . .

Vu l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021, portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, et dont les dispositions, hors article 7, entrent en vigueur le 1er juillet 2022 ;

Vu la réponse du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation à la question écrite n° 04239, publiée au Journal Officiel du Sénat le 5 juin 2025 page 2989, relative au contrôle de légalité des délibérations du Conseil municipal, et précisant que « *Aussi, les délibérations relatives à la nomination du secrétaire de séance et à l'arrêt du procès-verbal de la séance précédente doivent bien être transmises au titre du contrôle de légalité.* » ;

Considérant que le procès-verbal a pour objet d'établir et de conserver la mémoire du déroulement de la séance et des décisions des assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs groupements ;

Considérant la tenue de la séance du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay en date du 1er juillet 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'arrêter le procès-verbal du Conseil communautaire du Pays de Chantonnay du 1er juillet 2026 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

Pays de Chantonnay
Communauté de communes

PROCÈS-VERBAL

Séance du Conseil communautaire du 1er juillet 2026

Le premier juillet deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-cinq juin deux mille vingt-six, s'est réuni à l'espace de l'amitié à Saint-Hilaire-le-Vouhis pour une septième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	P	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	P	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	E
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	P	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	E		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

M. ROUSSEL de COURCY Arthur a donné pouvoir à Mme MEUNIER Céline – Mme VRIGNAUD Charlène a donné pouvoir à M. BONNEAUD Yoann

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 34
Nombre de conseillers communautaires votants : 36

Monsieur Pierrick BRETEAU est nommé secrétaire de séance.

L'ordre du jour :

AFFAIRES GÉNÉRALES

1) APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 3 JUIN 2026
2) DÉCISIONS PRISES PAR LA PRÉSIDENTE SUITE AUX DÉLÉGATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
3) COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

4) ÉLECTION DU NOUVEAU 4ÈME VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES EN REMPLACEMENT DU 4ÈME VICE-PRÉSIDENT DÉMISSIONNAIRE
5) ABROGATION PARTIELLE DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026-156 EN RAISON DE LA DÉMISSION DU 4ÈME VICE-PRÉSIDENT MONSIEUR DOMINIQUE PAILLAT ET APPROBATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DU NOUVEAU 4ÈME VICE-PRÉSIDENT
6) ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE « FINANCES » EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE PAILLAT
7) ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE « ÉNERGIES ET CLIMAT » EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE PAILLAT
8) ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE TITULAIRE AU COMITÉ SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DU PAYS DU BOCAGE VENDÉEN EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE PAILLAT
9) DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION SERVICES ESPACE VENDÉE ENVIRONNEMENT (SEVE)
10) COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL (CDAC) : DÉSIGNATION D'UN REMPLAÇANT DE MADAME LA PRÉSIDENTE DANS LE CADRE DE DOSSIERS PORTANT SUR LA COMMUNE DE CHANTONNAY
11) APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY
12) ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
13) MARCHÉS DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET EXTENSION DE LA MÉDIATHÈQUE INTERCOMMUNALE : APPROBATION DE L'AVENANT N° 2 AU LOT N° 2 « CURAGE / DÉCONSTRUCTION »
14) MARCHÉS DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET EXTENSION DE LA MÉDIATHÈQUE INTERCOMMUNALE : APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 AU LOT N° 3 « GROS-ŒUVRE / RAVALEMENT »
15) MARCHÉS DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET EXTENSION DE LA MÉDIATHÈQUE INTERCOMMUNALE : APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 AU LOT N° 15 « PARQUET BOIS »
16) APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 À LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC (GIP) GÉO VENDÉE
17) AUTORISATION DE DÉLOCALISER LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 23 SEPTEMBRE 2026, DU 18 NOVEMBRE 2026 ET DU 16 DÉCEMBRE 2026

RESSOURCES HUMAINES

18) CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHARGÉ DE PROJET PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)
19) CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHARGÉ DE PROJET COORDONATEUR DE L'ACTION CULTURELLE
20) CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHEF DE PROJET INFORMATIQUE ET TECHNICIEN ÉQUIPEMENTS ET USAGES
21) CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT CHARGÉ DE PROJET HABITAT
22) CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT CHARGÉ DE PROJET RELAIS PETITE ENFANCE
23) DÉBAT SUR LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

FINANCES

24) RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER
25) ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS 2026 À LA COMMUNE DE SAINT-PROUANT
26) AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHÉ DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE LA VITRERIE – LOTS 1 ET 2
27) AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS – LOT 8 VENDÉOPÔLE DE BOURNEZEAU

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

28) SALON DE L'EMPLOI DU BOCAGE - ANNÉE 2026 : APPROBATION DE LA PARTICIPATION AU SALON ET DE LA CONVENTION CADRE ENTRE LES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES PARTICIPANTES
29) CONVENTION DE MISE À DISPOSITION À TITRE EXPÉRIMENTAL AUX PARTENAIRES DU RÉSEAU POUR L'EMPLOI D'OUTILS NUMÉRIQUES COMMUNS POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE RECRUTEMENT

TOURISME

30) DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC « GESTION ET EXPLOITATION » DE LA BASE DE LOISIRS DE TOUCHEGRAY : RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE KS PARK

CULTURE ET LOISIRS

31) CENTRE AQUATIQUE L'ODYSS : ACTUALISATION DES TARIFS POUR 2026-2027

URBANISME ET HABITAT

32) ADHÉSION AU CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA VENDÉE (CAUE)

QUESTIONS DIVERSES

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 3 JUIN 2026

Le procès-verbal de la réunion du 3 juin 2026 est approuvé à l'unanimité.

N° 2026-283 DÉCISIONS PRISES PAR LA PRÉSIDENTE SUITE AUX DÉLÉGATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nomenclature des actes : 5.4

La Présidente présente les décisions qu'elle a prises suite aux délégations données par le Conseil communautaire :

Numéro et titre de la décision	Compléments d'information	Montant
DP 2026-271 Devis Association L'ARMADA – Spectacle « Mini » – Contrat Local d'Éducation Artistique et culturelle (CLÉA)	Le coût total de ces actions culturelles proposées comprend notamment : > la cession de trois spectacles sur deux journées ; > les frais de transport ; > les frais de repas ; La Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) prend en charge directement les frais d'hébergement ainsi que les droits d'auteur auprès de la SACEM.	3 660,50 € HT
DP 2026-272 Devis SAS ALLIATECH – Travaux d'étanchéification et d'entretien bâtiment au niveau du centre aquatique L'Odyss	-	2 367,00 € HT
DP 2026-273 Association ACTIF EMPLOI – Distribution du guide de l'été – Juin 2026	Net à payer.	5 379,30 €
DP 2026-274 Aide aux entreprises – Versement d'une aide à l'entreprise « SARL LAOÛT »	> Aide au loyer : > Aide à l'immobilier :	1 000,00 € 2 845,80 €
DP 2026-275 Devis SAS COLACO – Commande de DVD (prêt et consultation) pour le réseau des bibliothèques	-	3 383,26 € HT
DP 2026-276 Contrat Entrepreneur Individuel (EI) JMS CONSULTANTS – Mission de conseil en finances et développement local pour renforcer le contrôle de gestion et la stratégie financière pour les années 2027 et 2028	-	24 276,00 € HT
DP 2026-277 Attribution d'aides pour la réhabilitation des assainissements individuels non conformes – Programme 2026	LAURIOT – Chantonnay : FRADIN – Chantonnay : MOREAU/JUILLET – Saint-Hilaire-le-Vouhis : HUVELIN – Rochetrejoux :	1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 €
DP 2026-278 Devis SARL ADN PUBLICITÉ – Fourniture et pose de la signalétique extérieure pour les ateliers-relais à Saint-Prouant	-	1 802,70 € HT

Numéro et titre de la décision	Compléments d'information	Montant
DP 2026-279 Aide aux entreprises – Versement d'une aide à l'entreprise « ALG STEPH COIFFURE »	Aide à l'immobilier :	1 468,97 €
DP 2026-280 Devis SAS ENVOLIIS – Commande de quatre ordinateurs portables pour les besoins des services	> Agent "Chargée de mission Habitat" ; > Agent "Chargée de mission Projets Alimentaires Territoriaux et filière bois" ; > Agent "Chargée de projets santé et prévention" ; > Supplémentaire en réserve.	4 363,00 € HT
DP 2026-281 Contrat EI JMS CONSULTANTS – Réalisation d'un observatoire financier du territoire et actualisation du pacte financier et fiscal	La mission intègre, au regard du renouvellement de mandat, un soutien en finances locales pour les Communes membres ainsi que la rédaction d'un pacte financier et fiscal entre ces Communes et la CCPC.	25 200,00 € HT
DP 2026-282 Contrat groupement entre SAS IPK CONSEIL et SELAS DELOITTE société d'avocats - Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) technique, juridique et financière dans le cadre du renouvellement de la Délégation de Service Public (DSP) relative à l'exploitation du centre aquatique L'ODYSS	La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) présentée par le groupement est établie au montant total de 26 075,00 € HT, soit 31 290,00 € TTC, et comprend : - une mission d'assistance technico-économique assurée par la SAS IPK CONSEIL, pour un montant de 13 162,50 € HT, soit 15 795,00 € TTC ; - une mission d'assistance juridique et fiscale assurée par la SELAS DELOITTE SOCIÉTÉ D'AVOCATS, pour un montant total de 12 912,50 € HT, soit 15 495,00 € TTC.	

Le Conseil communautaire prend acte de la présentation des décisions de la Présidente.

N° 2026-284 COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

Nomenclature des actes : 5.7

Conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, la Présidente rend compte des travaux du Bureau communautaire.

Le Conseil communautaire n'a pas délégué d'attribution au Bureau communautaire. Aussi, celui-ci ne prend pas de délibération.

Le Bureau communautaire s'est réuni le 17 juin 2026.

Les principaux points abordés ont été :

- POUR AVIS : Démission de Dominique PAILLAT en tant que Vice-Président et nouvelles nominations / Désignation d'une personne pour siéger à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du 6 juillet 2026 / Centre aquatique L'ODYSS : Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour relancer une Délégation de Service Public (DSP) relative à l'exploitation de l'équipement / Service Communication : Prolongation de l'alternance par un accroissement temporaire d'activité / Création d'emplois non permanents : régularisation des emplois échus / Chef de projet informatique et technicien équipements et usages : Projection future de l'emploi vers 1 ETP / Protection sociale complémentaire : débat de début de mandat / Approbation du règlement budgétaire et financier / Analyse financière des Communes par JMS Consultants et actualisation du pacte financier et fiscal / Convention Salon de l'Emploi du Bocage 2026 : 3ème édition / Convention Task Force Entreprise / Transport à la demande : retours des territoires voisins et projection / Centre aquatique L'ODYSS : évolution de la grille tarifaire.
- POUR INFORMATION : Prise de photographies et vues drone / Attribution du marché de nettoyage des bâtiments communautaires / Attribution du marché d'entretien des espaces verts : Lot 8 au Vendéopôle de Bournezeau / Collecte de déchets et moment de convivialité : ZAE Polaris / Refonte des ateliers CV de la Maison de l'Emploi / Financement des plans de gestion de la haie (PGDH) : note rectificative / Courrier de demande de prolongation Pacte en faveur de la Haie / Délégation de service public « gestion et exploitation » de la base de loisirs de Touchegray : Rapport annuel 2025 du délégataire KS Park / Création d'une Boucle des 3 lacs du Pays de Chantonnay / Prévention des risques incendies de forêt : interdictions temporaires liées au passage / Opération de communication sur les « collectes lumineuses » (projet 1 % artistique de la médiathèque intercommunale) / Navette et circulation des documents entre les bibliothèques au service de tous les habitants / Consultation sur le projet de révision du classement sonore des infrastructures routières en Vendée / Ligne 14 : actualités / Neutralisation des places de stationnement en amont des passages piétons : application de l'article 52 de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) / Visite de la zone Polaris avec les entreprises : étude interne des mobilités douces des ZAE / Liste des autres points abordés au prochain Conseil communautaire.

Le Conseil communautaire prend acte de cette présentation des travaux du Bureau communautaire.

N° 2026-285 ÉLECTION DU NOUVEAU 4ÈME VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES EN REMPLACEMENT DU 4ÈME VICE-PRÉSIDENT DÉMISSIONNAIRE

Nomenclature des actes : 5.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			08/04/2026 01/07/2026

>Démission d'un Vice-Président en raison d'une incompatibilité de mandat

Suite au décès de Madame Béatrice BELLAMY, Monsieur Dominique PAILLAT occupe la fonction de député, depuis le 25 mai 2026.

À compter de cette date, il se trouve dans un des cas d'incompatibilité mentionnés à l'article LO. 141-1 du Code électoral et est tenu de faire cesser cette incompatibilité en démissionnant de certains de ses mandats qu'il détenait antérieurement, au plus tard le trentième jour qui suit la date de la proclamation des résultats de l'élection qui l'a mis en situation d'incompatibilité.

Par conséquent, Monsieur Dominique PAILLAT, par lettre en date du 9 juin dernier, a transmis à Monsieur le Préfet de la Vendée sa démission de son mandat de Maire de la Commune de Saint-Germain-de-Prinçay ainsi que celui de Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

Monsieur le préfet a accepté ces démissions qui deviennent effectives à compter de son courrier d'acceptation, soit à la date du 12 juin 2026.

Dans ce contexte, il convient donc au niveau de l'intercommunalité de nommer un nouveau Vice-Président.

>Rôle des Vice-Présidents

Pour rappel, le Vice-Président est amené à formuler des propositions dans le cadre de diverses instances (Conseil, Bureau, Commission, etc.), dans un domaine confié. Une feuille de route peut lui être attribuée par la Présidente, tout comme certaines délégations. Le Vice-Président participe dans son domaine à la proposition d'orientations politiques, au suivi des services, à la représentation de l'intercommunalité dans certains événements (voire à remplacer la Présidente). Il partage et communique également la voix et la vision de la Communauté de communes.

>Modalités d'élection des Vice-Présidents

Concernant ces modalités, celles-ci sont identiques à celles du Président, à savoir :

- les Vice-Présidents sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;
- concernant la constitution du bureau de vote, le Conseil communautaire désigne deux assesseurs au moins ;
- pour le déroulement de chaque tour du scrutin, chaque conseiller met dans l'urne une seule enveloppe d'un format similaire remis par la Communauté de communes (sauf en cas de pouvoir) ;
- enfin, concernant le dépouillement des bulletins, la majorité absolue est égale à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre de suffrage est impair, à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.

>L'élection

Pour ce poste de Vice-Président :

- la Présidente vérifie si le quorum est respecté ;
- la Présidente demande quel(s) est (sont) le(s) candidat(s) :
    - M. Bruno COUTANSAIS se porte candidat pour le poste de 4ème Vice-Président ;
- le Conseil communautaire procède à l'élection pour ce poste de Vice-Président.

En résumé, le Conseil communautaire est invité à élire un nouveau 4ème Vice-Président, par vote à bulletin secret, en raison de la démission de l'ancien 4ème Vice-Président au motif de son incompatibilité de mandat de député et Vice-Président.

❖

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 5211-10 prévoyant que « *le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents [...]. Les membres du bureau sont élus selon les modalités prévues à l'article L. 2122-7* » ;

Vu l'article L. 2122-7 du CGCT applicable à la Communauté de communes par renvoi de l'article L. 5211-10 du même Code, qui prévoit que « *le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-150, en date du 8 avril 2026, portant élection des Vice-Présidents, et notamment de Monsieur Dominique PAILLAT en tant que 4ème Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay ;

Considérant la démission de Monsieur Dominique PAILLAT de ce mandat de 4ème Vice-Président, approuvée par Monsieur le Préfet de la Vendée en date du 12 juin 2026 ;

Vu la désignation en tant qu'assesseurs de :
- Mme Emma RÉAU ;
- M. Jean-Marcel GRIMAUD ;

Vu la candidature de M. Bruno COUTANSAIS ;

Vu les résultats du scrutin :

SCRUTINS 4E VICE-PRÉSIDENT		1er tour	2e tour (éventuel)	3e tour (éventuel)
Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote		0		
Nombre de votants *(enveloppes déposées dans l'urne)*		36		
Nombre de bulletins blancs		2		
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau électoral		0		
Nombre de suffrages exprimés *(Nombre de votants - bulletins blancs - les bulletins nuls)*		34		
Majorité absolue		18		-
Prénom/NOM des candidats *(dans l'ordre alphabétique)*	Bruno COUTANSAIS	34 voix		

Vu le procès-verbal de l'élection du 4ème Vice-Président annexé à la présente délibération ;

Après en avoir délibéré au scrutin secret et à la majorité absolue, le Conseil communautaire décide à la majorité :
- de proclamer M. Bruno COUTANSAIS, conseiller communautaire, élu 4ème Vice-Président de la Communauté de communes, et de le déclarer installé immédiatement dans ses fonctions ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-286 **ABROGATION PARTIELLE DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026-156 SUITE À LA DÉMISSION DU 4ÈME VICE-PRÉSIDENT MONSIEUR DOMINIQUE PAILLAT ET APPROBATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DU NOUVEAU 4ÈME VICE-PRÉSIDENT**

Nomenclature des actes : 5.6

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			08/04/2026 01/07/2026

À la suite de la démission de Monsieur Dominque PAILLAT en tant que 4ème Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, il convient de reprendre la délibération relative aux indemnités des élus.

Pour rappel, lors du Conseil communautaire du 8 avril 2026, les taux d'indemnités suivants ont été votés :

Récapitulatif des indemnités allouées au Président et Vice-Présidents :	
Fonction	Taux
Présidente – Mme Isabelle MOINET	56,60 %
1er Vice-président - M. Yannick SOULARD	17,70 %
2e Vice-président - M. Cyrille GUIBERT	17,70 %
3e Vice-présidente – Mme Valérie TONARELLI	17,70 %
4e Vice-président - M. Dominique PAILLAT	17,70 %
5e Vice-président - M. Jean-Marcel GRIMAUD	17,70 %
6e Vice-président - M. Yoann BONNEAUD	17,70 %
7e Vice-présidente – Mme Laëtitia MOREAU	17,70 %
8e Vice-président - M. Jeannick DEBORDE	17,70 %
9e Vice-présidente – Mme Héléna MADORRA	17,70 %

Les montants mensuels bruts correspondant sont :

	Pourcentage	Montant mensuel brut
Président	56,60 %	2 326,56 €
Vice-Présidents	17,70 %	727,47 €

Ces taux respectent les plafonds fixés règlementairement à savoir :

- Taux plafond :
  - Présidente : 67,50 % ;
  - Vice-Présidents : 24,73 % ;
- Montant de l'enveloppe mensuelle indemnitaire globale : 8 873,79 €.

La précédente délibération mentionnant expressément Monsieur Dominique PAILLAT, il convient de l'abroger pour la modifier avec le nom du nouveau Vice-Président.

En résumé, il convient de modifier le tableau récapitulatif des indemnités de fonction des élus afin de modifier le nom du 4ème nouveau Vice-Président, qui remplace Monsieur Dominique PAILLAT au motif de son incompatibilité de mandat de député et Vice-Président.

❖

Vu la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025, portant création d'un statut de l'élu local ;

Vu l'article L. 5211-12 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) précisant notamment les conditions d'exercice des mandats des membres des Conseils communautaires et les modalités de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale des indemnités du Président et des Vice-Présidents ;

Vu l'article R. 5214-1 du CGCT précisant les indemnités de fonction maximales des Présidents et Vice-Présidents des intercommunalités en fonction de la population ;

Vu les délibérations du Conseil communautaire n° 2026-148 et n° 2026-150, en date du 8 avril 2026, portant élections de la Présidente et des Vice-Présidents ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-156, en date du 8 avril 2026, fixant les indemnités de fonction de la Présidente et des Vice-Présidents ;

Vu la démission de Monsieur Dominique PAILLAT de son mandat de Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), acceptée par Monsieur le Préfet de la Vendée en date du 12 juin 2026 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-285, en date du 1er juillet 2026, nommant Monsieur Bruno COUTANSAIS nouveau 4ème Vice-président de la CCPC suite à la démission précitée ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer le montant des indemnités versées aux élus dans la limite de l'enveloppe globale, et notamment au 4ème nouveau Vice-Président ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de modifier les indemnités de fonction de la Présidente et des Vice-Présidents autres que le 4ème Vice-Président nouvellement nommé ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'abroger partiellement la délibération du Conseil communautaire n° 2026-156, en date du 8 avril 2026, uniquement en ce qui concerne l'indemnité de fonction attribuée à Monsieur Dominique PAILLAT ;
- de modifier le tableau récapitulatif des indemnités comme suit :

Récapitulatif des indemnités allouées au nouveau 4ème Vice-Président	
Fonction	Taux
4e Vice-président – Monsieur Bruno COUTANSAIS	17,70 %

- de maintenir les indemnités de fonction allouées à la Présidente et aux autres Vice-Présidents comme suit :

Récapitulatif des indemnités allouées à la Présidente et aux Vice-Présidents	
Fonction	Taux
Présidente – Madame Isabelle MOINET	56,60 %
1er Vice-président – Monsieur Yannick SOULARD	17,70 %
2e Vice-président – Monsieur Cyrille GUIBERT	17,70 %
3e Vice-présidente – Madame Valérie TONARELLI	17,70 %
5e Vice-président – Monsieur Jean-Marcel GRIMAUD	17,70 %
6e Vice-président – Monsieur Yoann BONNEAUD	17,70 %
7e Vice-présidente – Madame Laëtitia MOREAU	17,70 %
8e Vice-président – Monsieur Jeannick DEBORDE	17,70 %
9e Vice-présidente – Madame Héléna MADORRA	17,70 %

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-287 ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE « FINANCES » EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE PAILLAT

Nomenclature des actes : 5.3

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			29/04/2026 01/07/2026

Pour rappel, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay a créé, par délibération du Conseil communautaire n° 2026-154, en date du 8 avril 2026, dix commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres, comme suit :

- la commission « Finances » ;
- la commission « Développement économique et Emploi » ;
- la commission « Tourisme » ;

- la commission « Énergies et Climat » ;
- la commission « Culture et Loisirs » ;
- la commission « Urbanisme et Habitat » ;
- la commission « Enfance et Familles » ;
- la commission « Eau et Alimentation » ;
- la commission « Mobilité » ;
- la commission « Santé ».

Pour mémoire, ces commissions communautaires n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises et émettent de simples avis. Elles proposent des actions à mettre en œuvre et assurent le suivi et le bilan des projets des services communautaires. Elles agissent comme une instance de lieu de travail préparatoire et d'échanges/concertation sur les politiques communautaires.

Ces commissions sont présidées de droit par la Présidente de la Communauté de communes.

En outre, pour la commission « Finances », elle se compose :
- des membres du Bureau et les Maires ;
- du Vice-Président qui assure la délégation.

Aussi, les principales attributions de cette commission sont les suivantes :
- Budgets ;
- Études financières ou fiscales ;
- Subventions ;
- Péréquation.

À la suite de la démission de Monsieur Dominque PAILLAT en tant que 4ème Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, il convient de modifier la délibération relative à l'élection des membres siégeant au sein de la commission intercommunale « Finances ».

Par conséquent, il convient donc au niveau de l'intercommunalité d'élire le nouveau membre (en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT).

En résumé, le Conseil communautaire doit procéder à l'élection d'un nouveau membre de la commission intercommunale « Finances » en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT, qui a dû démissionner de la Vice-Présidence au motif de son incompatibilité de mandat de député et Vice-Président.

❖

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* », applicable par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code à la Communauté de communes ;

Vu l'article L. 2121-22 du CGCT disposant que « *la composition des différentes commissions [...] doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus* » ;

Vu l'article L. 5211-40-1 du CGCT disposant que :

- « *en cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article*
  L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22 » ;
- « *lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine* » ;
- « *les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-154, en date du 8 avril 2026, portant création de dix (10) commissions thématiques, et prévoyant que la commission « Finances » inclut les membres du Bureau communautaire et les Maires ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-181, en date du 29 avril 2026, désignant les membres siégeant au sein de ladite commission « Finances » ;

Considérant la démission de Monsieur Dominique PAILLAT de ses mandats de Maire de la commune de Saint-Germain-de-Prinçay et de Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, acceptée par Monsieur le Préfet de la Vendée en date du 12 juin 2026 ;

Considérant qu'il convient donc de remplacer Monsieur Dominique PAILLAT au sein de la commission précitée, en tant que Maire et en tant que Vice-Président ;

Considérant que le Conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder par scrutin secret aux nominations des membres des commissions ;

Considérant les candidatures en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT :

- du 4ème Vice-Président : Monsieur Bruno COUTANSAIS – Maire ;

Considérant les résultats du scrutin :

Représentants titulaires		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Bruno COUTANSAIS	Présents : 34 Pouvoirs : 2 Absent : 1 Votants : 36 Majorité absolue : 19	Pour : 36 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 36

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de ne pas procéder par scrutin secret pour la désignation du remplaçant de Monsieur Dominique PAILLAT au sein de la commission « Finances », mais au scrutin public à main levée ;
- de proclamer, en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT, membre de la commission « Finances » et de l'installer immédiatement dans ses fonctions :

Titulaires	Communes
Bruno COUTANSAIS	SAINT-GERMAIN-DE-PRINÇAY

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Étant rappelé que la délibération du Conseil communautaire n° 2026-181, en date du 29 avril 2026, a acté les autres élus suivants membres de la commission « Finances » :

Titulaires	Communes
Jérôme AUBINEAU	BOURNEZEAU
Jeannick DEBORDE	
Mathilde MANDIN	
Isabelle MOINET	CHANTONNAY
Céline MEUNIER	
Yoann BONNEAUD	ROCHETREJOUX
Laëtitia MOREAU	SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS
Christophe GOURAUD	SAINT-MARTIN-DES-NOYERS
Héléna MADORRA	
Julien CHARRIER	SAINT-PROUANT
Yannick SOULARD	
Valérie TONARELLI	SAINT-VINCENT-STERLANGES
Cyrille GUIBERT	SAINTE-CÉCILE
Jean-Marcel GRIMAUD	SIGOURNAIS

N° 2026-288 ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE « ÉNERGIES ET CLIMAT » EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE PAILLAT

Nomenclature des actes : 5.3

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			29/04/2026 01/07/2026

Pour rappel, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay a créé, par délibération du Conseil communautaire n° 2026-154, en date du 8 avril 2026, dix commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres, comme suit :

- la commission « Finances » ;
- la commission « Développement économique et Emploi » ;
- la commission « Tourisme » ;
- la commission « Énergies et Climat » ;
- la commission « Culture et Loisirs » ;
- la commission « Urbanisme et Habitat » ;
- la commission « Enfance et Familles » ;
- la commission « Eau et Alimentation » ;
- la commission « Mobilité » ;
- la commission « Santé ».

Pour mémoire, ces commissions communautaires n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises et émettent de simples avis. Elles proposent des actions à mettre en œuvre et assurent le suivi et le bilan des projets des services communautaires. Elles agissent comme une instance de lieu de travail préparatoire et d'échanges/concertation sur les politiques communautaires.

Ces commissions sont présidées de droit par la Présidente de la Communauté de communes.

En outre, pour la commission « Énergies et Climat », elle se compose :

- d'un (1) membre titulaire et d'un (1) membre suppléant par Commune membre par commission, à l'exception des communes de Bournezeau et de Chantonnay qui disposeront de deux (2) membres titulaires et de deux (2) membres suppléants par commission ;
- du Vice-Président qui assure la délégation, en plus des représentants de sa Commune.

Aussi, les principales attributions de cette commission sont les suivantes :

- Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) ;
- Schéma Directeur des Énergies (SDE) ;
- Journées pour le Climat ;
- Société Énergies en Pays de Chantonnay ;
- Filière bois ;
- Nuisibles.

À la suite de la démission de Monsieur Dominque PAILLAT en tant que 4ème Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, il convient de modifier la délibération relative à l'élection des membres siégeant au sein de la commission intercommunale « Énergies et Climat », celui-ci étant directement nommé par son prénom et son nom.

Par conséquent, il convient donc au niveau de l'intercommunalité d'élire le nouveau membre (en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT).

En résumé, le Conseil communautaire doit procéder à l'élection d'un nouveau membre de la commission intercommunale « Énergies et Climat » en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT, qui a dû démissionner de la Vice-Présidence au motif de son incompatibilité de mandat de député et Vice-Président.

❖

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* », applicable par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code à la Communauté de communes ;

Vu l'article L. 2121-22 du CGCT disposant que « *la composition des différentes commissions [...] doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus* » ;

Vu l'article L. 5211-40-1 du CGCT disposant que :

- « *en cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article*
  L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22 » ;

- « *lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine* » ;
- « *les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-154, en date du 8 avril 2026, portant création de dix (10) commissions thématiques, et notamment d'une commission « Énergies et Climat », prévoyant que le Vice-président qui assure la délégation en soit membre de droit ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-184, en date du 29 avril 2026, désignant les membres siégeant au sein de ladite commission « Énergies et Climat », et notamment Monsieur Dominique PAILLAT, ce dernier assurant une délégation dans le domaine de l'énergie et du climat ;

Considérant la démission de Monsieur Dominique PAILLAT de son mandat de Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, acceptée par Monsieur le Préfet de la Vendée en date du 12 juin 2026 ;

Considérant qu'il convient donc de remplacer Monsieur Dominique PAILLAT au sein de la Commission précitée, par son successeur en tant que Vice-Président assurant une délégation dans le domaine de l'énergie et du climat ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :
- de proclamer le Vice-Président Monsieur Bruno COUTANSAIS membre de la commission « Énergies et Climat », celui-ci assurant une délégation dans ces thématiques ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Étant rappelé que par la délibération du Conseil communautaire n° 2026-184, en date du 29 avril 2026, ont été désignés les conseillers municipaux suivants élus membres de la commission « Énergies et Climat » :

Titulaires	Suppléants	Communes
Jeannick DEBORDE	Tatiana BALLET	BOURNEZEAU
Marc LORIEUX	Daniel CORBINUS	
Alain PERAUDEAU	Joël BOURDET	CHANTONNAY
Théo GUÉDON	Jean-Pierre DE LA CORTE	
Clotilde DRIN	Matthieu AUBERT	ROCHETREJOUX
Benoit AVRIL	Yvan BREMAUD	SAINT-GERMAIN-DE-PRINÇAY
Anthony POIRON	Dimitri FORTIN	SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS

Titulaires	Suppléants	Communes
Dominique JAULIN	Jérémy CONNIL	SAINT-MARTIN-DES-NOYERS
Thierry SACHOT	Yannick SOULARD	SAINT-PROUANT
Magali BONNIÈRE	Pierre BERTRAND	SAINT-VINCENT-STERLANGES
Yann JEUDY	Renaud FRAPPIER	SAINTE-CÉCILE
Stéphanie VIRANAIKEN	Jean-Marcel GRIMAUD	SIGOURNAIS

N° 2026-289 ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE TITULAIRE AU COMITÉ SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DU PAYS DU BOCAGE VENDÉEN EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE PAILLAT

Nomenclature des actes : 5.3

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			29/04/2026 01/07/2026

Le Pays du Bocage Vendéen rassemble les Communautés de communes du Pays de Chantonnay, du Pays des Herbiers, du Pays de Mortagne, du Pays de Pouzauges, du Pays de Saint Fulgent – Les Essarts et la Communauté d'agglomération Terres de Montaigu.

Le Syndicat mixte du Pays du Bocage Vendéen (SMPBV) a pour objets principaux la charte de Pays, les dispositifs contractuels de Pays (LEADER), le Schéma de Cohérence Territorial et le Pôle Touristique du Bocage Vendéen.

La Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) dispose de 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants au Comité syndical (CS) du SMPBV.

Suite à la démission de Monsieur Dominique PAILLAT en tant que 4ème Vice-Président de la CCPC, celui-ci a fait connaître sa volonté de ne plus être désigné comme représentant titulaire du CS du SMPBV.

Par conséquent, il convient de nommer un remplaçant.

En résumé, le Conseil communautaire est invité à élire un nouveau délégué titulaire au sein du Comité syndical du Syndicat mixte du Pays du Bocage Vendéen, en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT », devenu député.

❖

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* », applicable par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code à la Communauté de communes ;

Vu l'article L. 5711-1 du CGCT disposant que :

- « *pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale avec ou sans fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre* » ;
- « *le conseil municipal et l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent décider, à l'unanimité, de ne pas procéder par scrutin secret aux nominations de leurs délégués au sein d'un syndicat mixte* » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-DCL-BICB-1410, en date du 13 octobre 2023, portant modification des statuts du Syndicat Mixte du Pays du Bocage Vendéen (SMPBV) ;

Vu l'article 6 des statuts du SMPBV ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-201, en date du 29 avril 2026, désignant les délégués titulaires et suppléants du Comité Syndical (CS) du SMPBV ;

Considérant la démission de Monsieur Dominique PAILLAT de son mandat de Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvée par Monsieur le Préfet de la Vendée en date du 12 juin 2026 ;

Considérant que Monsieur Dominique PAILLAT a fait connaître sa volonté de ne plus être désigné comme représentant titulaire du CS du SMPBV ;

Considérant la candidature de Monsieur Yannick SOULARD en tant que titulaire du CS du SMPBV, en lieu et place de suppléant, en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT ;

Considérant que cette candidature entraîne la nécessité de nommer un nouveau délégué suppléant dudit CS du SMPBV ;

Considérant la candidature de Monsieur Dominique PAILLAT en tant que suppléant du CS du SMPBV, en lieu et place de titulaire, en remplacement de Monsieur Yannick SOULARD ;

Considérant que le mandat des délégués est lié à celui de l'assemblée qui les a désignés ;

Considérant les résultats du scrutin :

Représentants titulaires		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Yannick SOULARD	Présents : 34 Pouvoirs : 2 Absent : 1 Votants : 36 Majorité absolue : 19	Pour : 36 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 36

Représentants suppléants		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Dominique PAILLAT	Présents : 34 Pouvoirs : 2 Absent : 1 Votants : 36 Majorité absolue : 19	Pour : 36 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 36

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de ne pas procéder par scrutin secret pour la désignation d'un (1) délégué titulaire en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT au sein du Comité Syndical (CS) du Syndicat Mixte du Pays du Bocage Vendéen (SMPBV), mais au scrutin public à main levée ;
- de proclamer représentant titulaire de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) au sein du CS du SMPBV, en remplacement de Monsieur Dominique PAILLAT, et de le déclarer installé immédiatement dans ses fonctions : Monsieur Yannick SOULARD ;
- de ne pas procéder par scrutin secret pour la désignation d'un (1) délégué suppléant en remplacement de Monsieur Yannick SOULARD au sein du CS du SMPBV, mais au scrutin public à main levée ;
- de proclamer représentant suppléant de la CCPC au sein du CS du SMPBV, en remplacement de Monsieur Yannick SOULARD, et de le déclarer installé immédiatement dans ses fonctions : Monsieur Dominique PAILLAT ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Étant rappelé que par la délibération du Conseil communautaire n° 2026-201, en date du 29 avril 2026, ont été désignés les autres membres du CS du SMPBV, à savoir :

- les délégués titulaires suivants :
  - Madame Isabelle MOINET ;
  - Monsieur Jeannick DEBORDE ;
  - Monsieur Cyrille GUIBERT ;
  - Madame Valérie TONARELLI ;
  - Monsieur Yoann BONNEAUD ;

- Les délégués suppléants suivants :
  - Monsieur Christophe GOURAUD ;
  - Madame Laëtitia MOREAU ;
  - Monsieur Jean-Marcel GRIMAUD ;
  - Monsieur Julien CHARRIER ;
  - Madame Emma RÉAU.

N° 2026-290 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION SERVICES ESPACE VENDÉE ENVIRONNEMENT (SEVE)

Nomenclature des actes : 5.3

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	06/05/2026	
Décision			01/07/2026

L'association Services Espace Vendée Environnement (SEVE), chantier d'insertion reconnu d'intérêt général et conventionné avec l'État et le Département de la Vendée, s'appuie sur une gouvernance composée de bénévoles représentatifs du territoire et membres élus de collectivités.

SEVE se réunit pour écrire les orientations et actions en matière d'emploi (travailleurs de l'économie solidaire) avec pour activités proposées, l'entretien des espaces verts et petit bâti.

La Communauté de communes du Pays de Chantonnay dispose d'un représentant auprès de SEVE, qu'il convient de désigner.

Dans ce contexte, la candidature de M. Bruno COUTANSAIS, Vice-Président qui assure la délégation de la thématique « Énergies et Climat », est proposée.

En résumé, le Conseil communautaire est invité à élire 1 représentant au sein du Conseil d'administration de SEVE.

❖

Vu l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), transposable aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) par application de l'article L. 5211-1 du même Code, disposant que « *le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs* » ;

Vu l'article L. 2121-21 du CGCT, transposable aux EPCI par application de l'article L. 5211-1 du même Code, disposant qu' « *il est voté au scrutin secret [...] lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation* » et que « *Le conseil [...] peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36, en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.7 « gestion et fonctionnement du maison de l'emploi » ;

Considérant que l'association Services Espace Vendée Environnement (SEVE) a sollicité la Communauté de communes afin de désigner un membre du Conseil communautaire pour représenter l'intercommunalité au sein du Conseil d'administration de ladite association ;

Considérant que le Conseil d'administration est notamment chargé de définir les orientations stratégiques, valider les bilans d'activité, approuver les révisions budgétaires intermédiaires et garantir une gestion cohérente de l'association ;

Considérant l'intérêt de l'intercommunalité de siéger au sein de ce Conseil d'administration, pour notamment soutenir la démarche d'insertion sociale et professionnelle de certains habitants du territoire du Pays de Chantonnay, en particulier dans les domaines de l'entretien des espaces verts et petits bâtis ;

Considérant que la Communauté de communes peut disposer d'un représentant au sein du Conseil d'administration de SEVE ;

Considérant que le mandat des délégués est lié à celui de l'assemblée qui les a désignés ;

Considérant la candidature de Monsieur Bruno COUTANSAIS ;

Considérant les résultats du scrutin :

Représentant		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Bruno COUTANSAIS	Présents : 34 Pouvoirs : 2 Absent : 1 Votants : 36 Majorité absolue : 19	Pour : 36 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 36

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de ne pas procéder par scrutin secret pour la désignation d'un (1) représentant au sein du Conseil d'administration de l'association Services Espace Vendée Environnement (SEVE), mais au scrutin public à main levée ;
- de proclamer représentant de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au sein du Conseil d'administration de l'association SEVE et de déclarer installé immédiatement dans ses fonctions Monsieur Bruno COUTANSAIS ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-291 COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL (CDAC) : DÉSIGNATION D'UN REMPLAÇANT DE MADAME LA PRÉSIDENTE DANS LE CADRE DE DOSSIERS PORTANT SUR LA COMMUNE DE CHANTONNAY

Nomenclature des actes : 5.3

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			01/07/2026

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) accorde ou refuse les créations ou extensions de commerce de vente au détail alimentaire ou non alimentaire, dès que le seuil de 1 000 m² de surface de vente est atteint.

Elle est présidée par le Préfet. Elle auditionne pour tout projet nouveau :

- la personne chargée d'animer le commerce de centre-ville au nom de la Commune ou de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ;
- l'agence du commerce et les associations de commerçants de la Commune d'implantation et des Communes limitrophes lorsqu'elles existent.

Elle informe :

- les maires des Communes limitrophes à la Commune d'implantation, dès leur enregistrement, des demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;
- également, le cas échéant, l'organe exécutif des collectivités territoriales frontalières ou de leurs groupements compétents en matière d'aménagement commercial.

La Préfecture prépare au préalable un arrêté de composition de la CDAC pour l'examen de chaque dossier et précise que pour les dossiers de la Commune de Chantonnay, concernant le représentant de la Communauté de communes, il ne pourra être la Présidente, celle-ci y siégeant déjà au titre de son mandat de Maire.

En résumé, le Conseil communautaire est invité à élire un représentant de l'intercommunalité en remplacement de Madame la Présidente lorsqu'un dossier en CDAC concerne la Commune d'implantation de Chantonnay, la Présidente ne pouvant siéger dans ce cas qu'au titre de son mandat de Maire.

❖

Vu l'article L. 751-2 du Code du commerce disposant que « *la commission départementale d'aménagement commercial [...] est composée : 1° [...] a) Le maire de la commune d'implantation ou son représentant ; b) Le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation ou son représentant* » et que « *Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés aux a à g du présent 1°, il ne siège qu'au titre de l'un de ses mandats. Le cas échéant, le ou les organes délibérants dont il est issu désignent son remplaçant pour chacun des mandats au titre desquels il ne peut siéger* » ;

Vu l'article R. 751-2 du Code du commerce disposant que « *les élus mentionnés aux a à e du 1° du II [...] de l'article L. 751-2 ne peuvent être représentés que par un membre de l'organe délibérant qu'ils président* » ;

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* », applicable par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code à la Communauté de communes ;

Considérant que Madame la Présidente de la Communauté de communes est également Maire de la ville de Chantonnay et que par conséquent, il convient légalement de désigner un remplaçant pour tout dossier portant sur cette ville ;

Considérant la candidature de Monsieur Yannick SOULARD ;

Considérant les résultats du scrutin :

Représentant		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Yannick SOULARD	Présents : 34 Pouvoirs : 2 Absent : 1 Votants : 36 Majorité absolue : 19	Pour : 36 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 36

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de ne pas procéder par scrutin secret pour la désignation d'un (1) représentant au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) pour tout dossier portant sur Chantonnay, mais au scrutin public à main levée ;
- de désigner représentant de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au sein de la CDAC, exclusivement pour tout dossier portant sur Chantonnay, Monsieur Yannick SOULARD ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Étant précisé que Madame la Présidente reste de droit membre de ladite CDAC pour tout autre projet déposé sur les neuf autres Communes membres de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

N° 2026-292 APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Nomenclature des actes : 5.7

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	/	03/06/2026
Décision			01/07/2026

Comme chaque année, il convient de prendre connaissance du rapport d'activité de la Communauté de communes qui retrace l'activité de l'établissement sur l'année précédente.

En synthèse, il est possible de retenir en matière :

- de développement économique et d'emploi, que plusieurs projets structurants ont été engagés : le lancement de l'extension de l'Actipôle des Fours à Saint-Martin-des-Noyers, l'aménagement du Vendéopôle à Bournezeau, l'acquisition de réserves foncières, la livraison de deux ateliers-relais (à Chantonnay) et le démarrage de la construction de deux nouveaux à Saint-Prouant. Cette dynamique s'est également appuyée sur des temps forts à destination des entrepreneurs, salariés et demandeurs d'emploi, au travers de partenariats avec les chambres consulaires, et notamment grâce à des événements tels que le Salon de l'emploi, des conférences ou encore des ateliers ;

- d'aménagement, que l'année a été marquée par l'aboutissement de la révision n° 1.0 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, document essentiel pour concilier développement du territoire et préservation de ses équilibres. Aussi, le Guichet unique de l'habitat a été reconnu « Espace Conseil France Rénov' », renforçant ainsi l'accompagnement proposé aux habitants dans leurs projets. Également, la compétence assainissement collectif a été transférée à Vendée Eau.

- de transition écologique, que le Schéma directeur des énergies a été réalisé. Le Projet Alimentaire Territorial a évolué désormais en Projet Agricole et Alimentaire Territorial, avec une ambition renforcée en faveur de l'agriculture et de l'alimentation durable. Dans la continuité de ces stratégies, une collecte mutualisée des biodéchets a aussi été mise en place en collaboration avec le CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale). Également, une filière bois bocager locale s'est structurée autour d'un collectif d'agriculteurs, approvisionnant déjà la chaufferie bois de l'EHPAD Les Érables à Saint-Prouant ;

- de mobilités, que le déploiement de box à vélos dans les Communes a démarré, et qu'une étude a été lancée pour jalonner des itinéraires cyclables entre elles. Le Pays de Chantonnay a également obtenu le niveau argent de la labellisation Objectif Employeur Pro Vélo ;

- d'accès aux soins et d'accompagnement des habitants à chaque étape de la vie, que le Pôle santé situé à Chantonnay a été réhabilité et agrandi afin d'améliorer les conditions d'exercice des professionnels et renforcer l'offre de soins sur le territoire. Une antenne Maison Sport-Santé itinérante a également été inaugurée ;

- d'actions auprès des familles, que de nouveaux dispositifs ont vu le jour, comme le Relais baby-sitting, tandis que le lieu de partage Enfants-Parents itinérant, labellisé LAEP, a poursuivi son accompagnement de proximité ;

- de lecture publique, que le Réseau des bibliothèques a continué sa structuration avec l'intégration des équipes de Chantonnay dans le cadre du transfert de compétence. Un second Contrat Territoire Lecture 2025-2028 a également été signé avec l'État et le Département de la Vendée. Dans le cadre de la construction de la future médiathèque intercommunale, un appel à candidatures a été lancé pour la réalisation d'une œuvre au titre du 1 % artistique. Les événements phares ont continué de rythmer la vie locale, avec les matinées d'éveil, la Fête du jeu, le festival Les Petits Détours, Partir en Livre, Pixels Expérience, les résidences d'artistes ou encore la Micro-Folie en itinérance sur le territoire ;

- de tourisme, qu'une nouvelle activité, le jeu de piste « Le mystère de la villa romaine », a également été lancée, tandis qu'un Schéma de Développement Touristique a été engagé.

Ce rapport sera transmis à chaque Commune du territoire et doit faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil municipal en séance publique, au cours de laquelle les délégués de la Commune au Conseil communautaire sont entendus.

Madame la Présidente de la Communauté de communes reste également à disposition des Communes membres pour être entendu, à leur demande, par le Conseil municipal.

Comme chaque année, il convient d'approuver le rapport d'activité de la Communauté de communes relatif à l'année précédente (soit 2025).

❖

Vu l'article 40 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 et l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales prévoyant notamment la réalisation d'un « *rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant* » ;

Vu les délibérations approuvant le compte administratif 2025 de la Communauté de communes du Pays de la Chantonnay (CCPC) ;

Considérant que le rapport annuel 2025 retraçant l'activité de la CCPC, accompagné du compte administratif 2025, doit être adressé avant le 30 septembre aux Maires des Communes membres, pour être présenté aux Conseils municipaux en séance publique au cours de laquelle les délégués communautaires sont entendus ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, tel que joint en annexe, le rapport d'activité de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au titre de l'année 2025 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à adresser ce rapport aux Maires des dix Communes membres de la Communauté de communes, accompagné du compte administratif 2025, pour faire l'objet d'une communication au Conseil municipal en séance publique ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-293 ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nomenclature des actes : 5.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	/	
Décision			01/07/2026

>Le cadre légal

Après chaque renouvellement de mandat, le Conseil communautaire doit adopter dans les 6 mois son règlement intérieur. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil communautaire qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit porter que sur des mesures concernant le fonctionnement dudit Conseil ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

La loi impose néanmoins au Conseil communautaire l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

>Les modifications proposées pour le nouveau règlement intérieur

Au regard du précédent règlement, quelques changements ont été opérés :

- d'une part, règlementairement depuis notamment :
    - l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements et le décret n° 2021-1311 du même jour, pris pour son application, qui ont modernisé et simplifié les règles et les formalités de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation applicables aux actes locaux :
        - il est dorénavant mentionné que les conseillers municipaux sont informés des affaires de la CCPC faisant l'objet d'une délibération ;
        - les comptes-rendus et les registres de délibérations ne sont plus mentionnés dans le règlement car dorénavant, l'information du public se fait par le procès-verbal et par la liste des délibérations ;

- la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) :
    - il est ajouté un article relatif à la mission d'évaluation et d'information, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal, le cas échéant ;

- d'autre part, pour améliorer et simplifier le fonctionnement du Conseil communautaire :
    - précédemment, la durée consacrée aux réponses aux questions orales était de 15 minutes. Elle n'est dorénavant plus encadrée (soit illimitée) ;
    - il est ajouté, comme en pratique, que les services communautaires peuvent apporter des compléments d'informations techniques ;
    - le règlement est complété, dans le respect d'une décision du Conseil d'État, de la mention suivante « en cas de suspension de longue durée, et par conséquent sauf courte interruption, une nouvelle convocation, dans les formes et délais prescrits, est alors nécessaire. L'ordre du jour de cette nouvelle séance comportera alors les points non examinés » ;
    - il est précisé que le conseiller empêché peut donner pouvoir écrit « par courrier ou courriel » de voter en son nom ;
    - il est supprimé la mention de la Commission d'Appel d'Offres, celle-ci n'étant pas obligatoire à mentionner et faisant déjà l'objet, depuis le renouvellement du mandat, d'une délibération spécifique créant son propre règlement ;
    - l'article sur l'éventuelle consultation des électeurs est supprimé, celui-ci étant notamment absent des modèles du Centre De Gestion (CDG) de la Vendée et l'Assemblée Des Communautés de France (ADCF). Pour rappel, cet article disposait que « *Seules les affaires relevant de la compétence de la CCPC peuvent être soumises à la consultation des électeurs des Communes membres par celle-ci. Sur proposition de l'ensemble des Maires des Communes membres, ou sur demande écrite de la moitié des membres de l'organe délibérant, ou à la demande d'un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales des Communes membres, le Conseil communautaire délibère sur le principe et les modalités d'organisation de cette consultation. La Présidente inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil communautaire la demande de consultation des électeurs. La délibération qui décide la consultation indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis* ».

>Focus sur la prévention des conflits d'intérêts

Dans le même temps, il est ici rappelé quelques notions relatives à la prévention des conflits d'intérêts (soit toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraitre influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction). Ceci peut conduire les élus concernés à ne pas intervenir sur un sujet et à ne pas siéger au Conseil communautaire lorsque ce sujet est évoqué. La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, dans un extrait de l'article 2, dispose notamment que « *Lorsqu'ils estiment se trouver dans une telle situation : [...] 2° Sous réserve des exceptions prévues au deuxième alinéa de l'article 432-12 du code pénal, les personnes titulaires de fonctions exécutives locales sont suppléées par leur délégataire, auquel elles s'abstiennent d'adresser des instructions* ».

En outre, le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014, portant application de l'article 2 précité, apporte des précisions sur la procédure à suivre.

En résumé, il convient d'approuver le nouveau règlement intérieur du Conseil communautaire.

❖

Vu l'article L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui dispose que :

- « *les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale* » ;
- « *l'article L. 2121-22-1 s'applique aux établissements publics de coopération intercommunale regroupant une population de 20 000 habitants ou plus* » ;

Vu l'article L. 2121-8 du CGCT qui dispose que « *dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement* » ;

Vu l'article L. 1612-26 du CGCT prévoyant que « *le président de l'assemblée délibérante présente à l'assemblée délibérante, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette* » ;

Vu l'article L. 2121-12 du CGCT disposant que « *si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur* » ;

Vu l'article L. 2121-19 du CGCT disposant que « *les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions* » ;

Vu l'article L. 2121-22-1 du CGCT disposant que « *le conseil municipal, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal* » et disposant que « *le règlement intérieur fixe les règles de présentation et d'examen de la demande de constitution de la mission, ses modalités de fonctionnement, les modalités de sa composition dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux membres du conseil municipal* » ;

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil communautaire en date du 8 avril 2026 ;

Considérant que la Communauté de communes doit se doter d'un règlement intérieur dans les six mois suivant l'installation de son Conseil communautaire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'adopter, à compter du caractère exécutoire de la présente délibération et tel que joint en annexe, le règlement intérieur du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-294 MARCHÉS DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET EXTENSION DE LA MÉDIATHÈQUE INTERCOMMUNALE : APPROBATION DE L'AVENANT N° 2 AU LOT N° 2 « CURAGE / DÉCONSTRUCTION »

Nomenclature des actes : 1.7

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Pour rappel, par délibération du Conseil communautaire n° 2023-276, en date du 28 juin 2023, l'opération de construction d'une médiathèque intercommunale sur le Pays de Chantonnay avait été approuvée.

En outre, par décision de la Présidente n° 2025-386, en date du 14 novembre 2025, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) avait approuvé l'attribution des marchés de travaux (22 lots) relatifs à cette construction (pour un montant total de 4 104 925,12 € HT, avec Prestations supplémentaires Éventuelles - PSE - retenues), et notamment du lot n° 02 « Curage / Déconstruction » attribué à la société BGCV, pour un montant de 72 335,00 € HT.

Aussi, et à la suite du démarrage du chantier, des modifications s'avèrent nécessaires pour mener à bien le projet. Des sujétions techniques imprévues sont apparues comme suit : après des travaux de décaissement réalisés dans le sous-sol de la maison bourgeoise, une canalisation enterrée non identifiée initialement a été mise au jour. Des prélèvements ont alors été effectués afin d'en déterminer la nature, lesquels ont confirmé la présence d'amiante, nécessitant la dépose et l'évacuation de cette canalisation dans le respect des procédures réglementaires applicables. Pour des raisons de sécurité, et à la demande du Coordonnateur sécurité, la présence de ce matériau amianté a entraîné l'arrêt des travaux dans la zone concernée du sous-sol. Après divers échanges avec la maîtrise d'œuvre, les bureaux d'études et les entreprises attributaires, cette modification génère une plus-value de 12 806,44 € HT, soit + 17,7 % du montant initial du lot.

Ces modifications concernent uniquement les prestations afférentes à la Médiathèque intercommunale (partie relevant de la CCPC), à l'exclusion de la partie Rénovation de l'Espace Jeunesse (faisant l'objet d'un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la Ville).

En résumé, il est demandé au Conseil d'approuver l'avenant n° 2 au lot n° 2, avec l'entreprise BGCV, pour un montant de + 12 806,44 € HT, portant le montant global du marché à 111 325,09 € HT, dans le cadre d'amiante retrouvée à nouveau en cours de chantier sur une canalisation enterrée.

❖

Vu le Code de la commande publique, et notamment son article R. 2194-5 disposant que « *le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir* » (dans la limite de 50 % du montant initial selon l'article R. 2194-3) et son application à l'avenant n° 2 du lot 2 ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.4 prévoyant « *la construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire : pour la conduite d'actions d'intérêts communautaire* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-234, en date du 2 juillet 2025, mentionnant qu'est d'intérêt communautaire l'équipement culturel « médiathèque intercommunale située à Chantonnay » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-276, en date du 28 juin 2023, approuvant l'opération de construction d'une médiathèque intercommunale sur le Pays de Chantonnay ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-66, en date du 5 mars 2025, approuvant le principe de délégation de maîtrise d'ouvrage à la CCPC pour les travaux de réaménagement de l'Espace jeunesse de la Ville de Chantonnay, ainsi que la signature du contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage le 30 avril 2025 ;

Vu la décision de la Présidente n° 2025-386, en date du 14 novembre 2025, portant attribution des 22 lots de l'opération pour un montant total de 4 104 925,12 € HT (avec Prestations Supplémentaires Éventuelles – PSE – retenues), et notamment le lot n° 02 « Curage / Déconstruction » attribué à la société BGCV, pour un montant de 72 335,00 € HT, dont le marché a été notifié le 21 novembre 2025 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-31, en date du 4 février 2026, portant approbation de l'avenant n° 1 au lot n° 2 « Curage / Déconstruction » pour :

- des travaux de désamiantage faisant suite à une découverte de produits amiantés sur la toiture de la maison bourgeoise et dans des carreaux de faïence d'une salle de bain ;
- un montant de 26 183,65 € HT, soit 31 420,38 € TTC, portant le nouveau montant du marché à 98 518,65 € HT, soit 118 222,38 € TTC ;

Considérant que pour ce lot n° 02, après des travaux de décaissement réalisés dans le sous-sol de la maison bourgeoise début avril, une canalisation enterrée non identifiée initialement a été découverte, et que des prélèvements ont alors été effectués afin d'en déterminer la nature, lesquels ont confirmé la présence d'amiante, nécessitant la dépose et l'évacuation de cette canalisation dans le respect des procédures réglementaires applicables ;

Considérant que cette découverte a nécessité des travaux d'urgence de désamiantage avant retrait de la canalisation concernée qui ne pouvaient être prévus initialement, malgré les investigations préalablement effectuées avant tout chantier, et que ces circonstances étaient également inconnues au moment du premier avenant susmentionné ;

Considérant que pour des raisons de sécurité, et à la demande du coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (SPS), la présence de ce matériau amianté a également entraîné l'arrêt des travaux dans la zone concernée du sous-sol ;

Considérant qu'après divers échanges avec la maîtrise d'œuvre, les bureaux d'études et les entreprises attributaires, le retrait de l'amiante génère une modification du lot n° 2 avec une plus-value de 12 806,44 € HT, soit + 17,7 % du montant initial du lot, restant inférieure au seuil de 50 % autorisé ;

Considérant que cette modification concerne uniquement les prestations afférentes à la Médiathèque intercommunale, à l'exclusion de la partie réaménagement de l'Espace Jeunesse ;

Considérant qu'il convient d'approuver la poursuite du projet en confiant notamment à Madame la Présidente les autorisations nécessaires à sa mise en œuvre ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver l'avenant n° 2 au lot n° 2, avec l'entreprise BGCV, détaillé comme suit :

Montant initial du marché	Montant de modification n°1	Montant de modification n°2	% d'écart produit par la modification n° 2 par rapport au montant initial	Nouveau montant du marché
72 335,00 € HT	26 183,65 € HT	12 806,44 € HT	17,7 %	111 325,09 € HT

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer ledit avenant ainsi que tous les actes y afférents.

N° 2026-295 **MARCHÉS DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET EXTENSION DE LA MÉDIATHÈQUE INTERCOMMUNALE : APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 AU LOT N° 3 « GROS-ŒUVRE / RAVALEMENT »**

Nomenclature des actes : 1.7

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Pour rappel, par délibération du Conseil communautaire n° 2023-276, en date du 28 juin 2023, l'opération de construction d'une médiathèque intercommunale sur le Pays de Chantonnay avait été approuvée.

En outre, par décision de la Présidente n° 2025-386, en date du 14 novembre 2025, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) avait approuvé l'attribution des marchés de travaux (22 lots) relatifs à cette construction (pour un montant total de 4 104 925,12 € HT, avec Prestations supplémentaires Éventuelles - PSE - retenues), et notamment du lot n° 03 « Gros-œuvre / Ravalement » attribué à la société BGCV, pour un montant de 1 166 777,43 € HT.

Aussi, et à la suite du démarrage du chantier, des modifications s'avèrent nécessaires pour mener à bien le projet. Des sujétions techniques imprévues sont apparues comme suit : après la découverte d'un plancher bois dégradé au rez-de-chaussée de la maison bourgeoise et après sondage réalisé par l'entreprise, il a été constaté que ce plancher bois existant, initialement prévu pour être conservé dans cet espace, présentait des signes avancés de pourriture et d'humidité, ne permettant pas son maintien en l'état. L'entreprise propose en conséquence la démolition de ce plancher bas et son remplacement par une dalle béton avec isolation sous dallage, conformément au principe déjà prévu sur le reste du niveau. Par ailleurs, les sondages ont mis en évidence la présence de murs porteurs ou de refends sur lesquels repose le plancher bois existant. Afin de permettre le cheminement des réseaux sous dallage, la réalisation de traversées de murs complémentaires est nécessaire et fait l'objet d'un montant en plus-value. Après divers échanges avec la maîtrise d'œuvre, les bureaux d'études et les entreprises attributaires, cette modification génère une plus-value de 5 653,08 € HT, soit + 0,48 % du montant initial du lot.

Ces modifications concernent uniquement les prestations afférentes à la Médiathèque intercommunale (partie relevant de la CCPC), à l'exclusion de la partie Rénovation de l'Espace Jeunesse (faisant l'objet d'un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la Ville).

En résumé, il est demandé au Conseil d'approuver l'avenant n° 1 au lot n° 3, avec l'entreprise BGCV, pour un montant de + 5 653,08 € HT, portant le montant total du marché à 1 172 430,51 € HT, pour des sujétions techniques imprévues relatives au plancher de la maison bourgeoise.

❖

Vu le Code de la commande publique, et notamment son article R. 2194-8 prévoyant que « *le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens [...] et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux* » applicable à l'avenant n° 1 du lot n° 3 ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.4 prévoyant « *la construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire : pour la conduite d'actions d'intérêts communautaire* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-234, en date du 2 juillet 2025, mentionnant qu'est d'intérêt communautaire l'équipement culturel « médiathèque intercommunale située à Chantonnay » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-276, en date du 28 juin 2023, approuvant l'opération de construction d'une médiathèque intercommunale sur le Pays de Chantonnay ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-66, en date du 5 mars 2025, approuvant le principe de délégation de maîtrise d'ouvrage à la CCPC pour les travaux de réaménagement de l'Espace jeunesse de la Ville de Chantonnay, ainsi que la signature du contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage le 30 avril 2025 ;

Vu la décision de la Présidente n° 2025-386, en date du 14 novembre 2025, portant attribution des 22 lots de l'opération pour un montant total de 4 104 925,12 € HT (avec Prestations Supplémentaires Éventuelles – PSE – retenues), et notamment le lot n° 03 « Gros-œuvre / Ravalement » attribué à la société BGCV, pour un montant de 1 166 777,43 € HT, dont le marché a été notifié le 21 novembre 2025 ;

Considérant que pour le lot n° 03, après la découverte d'un plancher bois dégradé au rez-de-chaussée de la maison bourgeoise et après sondage réalisé par l'entreprise, il a été constaté que ce plancher bois existant, initialement prévu pour être conservé dans cet espace, présentait des signes avancés de pourriture et d'humidité, ne permettant pas son maintien en l'état, et que l'entreprise a donc proposé en conséquence la démolition de ce plancher bas et son remplacement par une dalle béton avec isolation sous dallage, conformément au principe déjà prévu sur le reste du niveau ;

Considérant que, par ailleurs, les sondages ont mis en évidence la présence de murs porteurs ou de refends sur lesquels repose le plancher bois existant, et qu'afin de permettre le cheminement des réseaux sous dallage, la réalisation de traversées de murs complémentaires est nécessaire et fait l'objet d'un montant en plus-value ;

Considérant qu'après divers échanges avec la maîtrise d'œuvre, les bureaux d'études et les entreprises attributaires, cette modification génère une plus-value de 5 653,08 € HT, soit + 0,48 % du montant initial du lot ;

Considérant que ces modifications concernent uniquement les prestations afférentes à la Médiathèque intercommunale, à l'exclusion de la partie réaménagement de l'Espace Jeunesse ;

Considérant qu'il convient d'approuver la poursuite du projet en confiant notamment à Madame la Présidente les autorisations nécessaires à sa mise en œuvre ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver l'avenant n° 1 au lot n° 3, avec l'entreprise BGCV, détaillé comme suit :

Montant initial du marché	Montant de modification n°1	% d'écart produit par la modification n°1 par rapport au montant initial	Nouveau montant du marché
1 166 777,43 € HT	5 653,08 € HT	0,48 %	1 172 430,51 € HT

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer ledit avenant ainsi que tous les actes y afférents.

Retranscription des débats :

***Madame Héléna MADORRA** demande des précisions sur la fonctionnalité du tuyau découvert.*

***Madame Isabelle MOINET - Présidente** précise qu'il s'agit probablement d'un tuyau d'eau qui était enfoui très profondément dans la cave de la maison bourgeoise.*

***Monsieur Christophe GOURAUD** demande pourquoi les bureaux d'étude n'ont pas détecté ce tuyau.*

***Madame Isabelle MOINET - Présidente** précise que du carrelage recouvrait ce tuyau.*

***Monsieur Jérémy CONNIL** demande si le diagnostic mérule a été réalisé.*

***Madame Isabelle MOINET - Présidente** précise que le diagnostic a bien été réalisé.*

N° 2026-296 MARCHÉS DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET EXTENSION DE LA MÉDIATHÈQUE INTERCOMMUNALE : APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 AU LOT N° 15 « PARQUET BOIS »

Nomenclature des actes : 1.7

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Pour rappel, par délibération du Conseil communautaire n° 2023-276, en date du 28 juin 2023, l'opération de construction d'une médiathèque intercommunale sur le Pays de Chantonnay avait été approuvée.

En outre, par décision de la Présidente n° 2025-386, en date du 14 novembre 2025, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) avait approuvé l'attribution des marchés de travaux (22 lots) relatifs à cette construction (pour un montant total de 4 104 925,12 € HT, avec Prestations supplémentaires Éventuelles - PSE - retenues), et notamment du lot n°15 « Parquet Bois » attribué à la Parqueteur vendéen pour un montant de 99 000,00 € HT.

Aussi, et à la suite du démarrage du chantier, des modifications s'avèrent nécessaires pour mener à bien le projet. Des sujétions techniques imprévues sont apparues comme suit : le parquet bois existant de cet espace devait initialement être conservé et rénové. Toutefois, la démolition de ce plancher bois rend nécessaire son remplacement. Il est donc proposé de remplacer le parquet existant par un parquet en chêne massif, présentant une finition identique à celle du parquet sur chant prévu dans l'extension, les deux espaces étant en co-visibilité.

Après divers échanges avec la maîtrise d'œuvre, les bureaux d'études et les entreprises attributaires, cette modification génère une plus-value de 5 065,76 € HT, soit + 5,1 % du montant initial du lot.

Ces modifications concernent uniquement les prestations afférentes à la Médiathèque intercommunale (partie relevant de la CCPC), à l'exclusion de la partie Rénovation de l'Espace Jeunesse (faisant l'objet d'un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la Ville).

Il est demandé au Conseil d'approuver l'avenant n° 1 au lot n° 15 avec l'entreprise Parqueteur Vendéen, pour un montant de + 5 065,76 € HT, portant le montant global du marché à 104 065,76 € HT, afin de valider le remplacement du plancher bois démoli dans la délibération précédente.

❖

Vu le Code de la commande publique, et notamment son article R. 2194-8 prévoyant que « *le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens [...] et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux* » applicable à l'avenant n° 1 du lot n° 15 ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.4 prévoyant « *la construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire : pour la conduite d'actions d'intérêts communautaire* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-234, en date du 2 juillet 2025, mentionnant qu'est d'intérêt communautaire l'équipement culturel « médiathèque intercommunale située à Chantonnay » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-276, en date du 28 juin 2023, approuvant l'opération de construction d'une médiathèque intercommunale sur le Pays de Chantonnay ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-66, en date du 5 mars 2025, approuvant le principe de délégation de maîtrise d'ouvrage à la CCPC pour les travaux de réaménagement de l'Espace jeunesse de la Ville de Chantonnay, ainsi que la signature du contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage le 30 avril 2025 ;

Vu la décision de la Présidente n° 2025-386, en date du 14 novembre 2025, portant attribution des 22 lots de l'opération pour un montant total de 4 104 925,12 € HT (avec Prestations Supplémentaires Éventuelles – PSE – retenues), et notamment le lot n°15 « Parquet Bois » attribué à la Société par Actions Simplifiée (SAS) Le Parqueteur vendéen pour un montant de 99 000,00 € HT, dont le marché a été notifié le 21 novembre 2025 ;

Considérant que pour le lot n°15, le parquet bois existant de cet espace devait initialement être conservé et rénové et que sa démolition rend nécessaire son remplacement, et qu'ainsi, il est proposé de remplacer le parquet existant par un parquet en chêne massif, présentant une finition identique à celle du parquet sur chant prévu dans l'extension, les deux espaces étant en co-visibilité ;

Considérant qu'après divers échanges avec la maîtrise d'œuvre, les bureaux d'études et les entreprises attributaires, cette modification génère une plus-value de 5 065,76 € HT, soit + 5,1 % du montant initial du lot ;

Considérant que cette modification concerne uniquement les prestations afférentes à la Médiathèque intercommunale, à l'exclusion de la partie réaménagement de l'Espace Jeunesse ;

Considérant qu'il convient d'approuver la poursuite du projet en confiant notamment à Madame la Présidente les autorisations nécessaires à sa mise en œuvre ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver l'avenant n° 1 au lot n° 15, avec la SAS Le Parqueteur Vendéen, détaillé comme suit :

Montant initial du marché	Montant de modification n°1	% d'écart produit par la modification n°1 par rapport au montant initial	Nouveau montant du marché
99 000,00 € HT	5 065,76 € HT	5,1 %	104 065,76 € HT

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer ledit avenant ainsi que tous les actes y afférents.

N° 2026-297 APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 À LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC (GIP) GÉO VENDÉE

Nomenclature des actes : 8.4

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	/	
Décision			01/07/2026

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Géo Vendée, approuvé par arrêté du Préfet de la Vendée n° 2025-DCL BCL-456 du 27 juin 2025, publié le 30 juin 2025, a pour objet de mutualiser à l'échelle départementale des compétences, des outils et des services dans le domaine du géonumérique et de la gestion de la donnée au bénéfice de ses membres.

Les missions détaillées figurent dans la convention constitutive approuvée par arrêté préfectoral.

Aussi, la convention constitutive du GIP Géo Vendée doit aujourd'hui être modifiée par voie d'avenant comme suit, suite à un courrier reçu par la Communauté de communes en date du 19 juin 2026 :

Article concerné	Texte initial (Convention constitutive du 27 juin 2025)	Texte modifié (Avenant n°1)	Commentaires
Page de garde	CONVENTION CONSTITUTIVE	AVENANT N°1 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE	Modification de texte
Page de garde	Approuvé par arrêté du Préfet de la Vendée n° 2025-DCL-BCL-456 du 27 juin 2025, publié le 30 juin 2025, approuvant la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Géo Vendée »	Vu l'arrêté du Préfet de la Vendée n°2025-DCL-BCL-456 du 27 juin 2025 approuvant la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Géo Vendée » et l'arrêté du approuvant l'avenant N°1 à la convention constitutive	Modification de texte

Article concerné	Texte initial (Convention constitutive du 27 juin 2025)	Texte modifié (Avenant n°1)	Commentaires
Page de garde	La présente convention constitue le texte fondateur du Groupement d'Intérêt Public (GIP) issu de la transformation de l'association Géo Vendée en Groupement d'Intérêt Public. Un Groupement d'Intérêt Public (GIP) régi par : - Le chapitre II de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifiée ; - Le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux Groupements d'intérêt public modifié ; - L'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 ; - La présente convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public.		Suppression de ce texte
Page de garde	Il est constitué entre l'ensemble des membres dont la liste est annexée dans cette présente convention.	IL A ÉTÉ INSTITUÉ UN GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC ET IL A ÉTÉ ARRÊTÉ AINSI QU'IL SUIT LA CONVENTION CONSTITUTIVE DUDIT GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC :	Modification de texte
Préambule	Le statut actuel de l'association Géo Vendée présente des limites au titre, plus particulièrement de la gouvernance et l'agilité de fonctionnement :	Le statut de l'association Géo Vendée a présenté.	Modification de texte
Préambule	Pour atteindre les objectifs et lever les freins précités, il apparait que la	Pour atteindre les objectifs et lever les freins précités, l'association	Modification de texte

Article concerné	Texte initial (Convention constitutive du 27 juin 2025)	Texte modifié (Avenant n°1)	Commentaires
	transformation de l'association Géo Vendée en Groupement d'Intérêt Public (GIP), comme le permet l'article 101 de la loi n° 2011 - 525 du 11 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, composé exclusivement de personnes morales de droit public, constitue une solution structurelle adaptée :	Géo Vendée s'est transformée en Groupement d'Intérêt Public (GIP), comme le permet l'article 101 de la loi n° 2011- 525 du 11 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, composé exclusivement de personnes morales de droit public, et a permis de trouver une solution structurelle adaptée :	
Article 1 – Forme et dénomination	L'association GéoVendée est transformée en groupement d'intérêt public (GIP).	GéoVendée est un groupement d'intérêt public (GIP).	Modification de texte
Article 1 – Forme et dénomination	Sont membres du Groupement, à la date d'effet de cette transformation, l'ensemble des personnes morales de droit public initialement membres de l'association qui ont délibéré favorablement à cette fin et sont signataires de la présente convention. Les personnes de droit privé initialement membres de l'association qui ont pris une décision favorable à cette fin deviennent de plein droit des partenaires associés du GIP au sens de l'article 5.2 de la présente convention. Les autres morales de droit privé antérieurement membres de l'association ne sont ni membres ni partenaires associés du Groupement. Le	Sont membres du Groupement l'ensemble des personnes morales de droit public qui ont délibéré favorablement à cette fin et sont signataires de la présente convention.	Réécriture de cet article

Article concerné	Texte initial (Convention constitutive du 27 juin 2025)	Texte modifié (Avenant n°1)	Commentaires
	changement de statut juridique de l'association n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, le Groupement reste propriétaire de l'ensemble des biens, bénéficiaire de l'ensemble des droits et tenu de l'ensemble des obligations de l'association, notamment dans le cadre des contrats en cours. Le personnel de l'association reste le personnel du Groupement.		
Article 3 – Siège	Maison des Communes – 65 rue Kepler – 85000 La Roche-sur-Yon		Siège à déterminer
Article 5.1 – Membres du Groupement		Par exception, les chambres consulaires pourront avoir leur siège dans un département limitrophe à la Vendée et être membre du Groupement.	Ajout de ce texte
Article 6.1 – Adhésion		Toute chambre consulaire dont le siège est dans un département limitrophe à la Vendée peut demander à être membre du Groupement.	Ajout de ce texte
Article 19.1 – Assemblée générale		Les fonctions de représentants titulaires et suppléants des membres du Groupement au sein de l'Assemblée Générale se poursuivent toutefois jusqu'à la désignation par les instances compétences des nouveaux représentants titulaires et suppléants.	Ajout de ce texte

Article concerné	Texte initial (Convention constitutive du 27 juin 2025)	Texte modifié (Avenant n°1)	Commentaires
Article 19.3 – Réunions de l'Assemblée générale	L'Assemblée Générale est réunie au moins une fois par an sur convocation de son Président qui détermine l'ordre du jour. Chaque membre peut solliciter l'inscription de questions à l'ordre du jour.	L'Assemblée Générale est réunie au moins une fois par an sur convocation de son Président, ou en cas d'empêchement de tous les Vice-Présidents par le Directeur, qui détermine l'ordre du jour. Chaque membre peut solliciter l'inscription de questions à l'ordre du jour.	Modification de texte
Article 20 – Président et Vice-Présidents		Les fonctions de Président se poursuivent toutefois jusqu'à l'élection du nouveau Président lors de la prochaine Assemblée Générale du GIP.	Ajout de ce texte
Article 21.1 – Composition		Les fonctions des administrateurs se poursuivent toutefois jusqu'à l'élection des nouveaux administrateurs par leurs collèges respectifs telle que constatée lors de la prochaine Assemblée Générale du GIP.	Ajout de ce texte
Article 22.2 – Composition		En cas d'empêchement du Président et des Vice-Présidents, il convoque l'Assemblée Générale et fixe son ordre du jour.	Ajout d'une attribution

En résumé, il est nécessaire que le Conseil approuve l'avenant n° 1, intégrant des modifications de texte et des ajouts.

❖

Vu le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Géo Vendée, approuvé par arrêté du Préfet de la Vendée n° 2025-DCL BCL-456 du 27 juin 2025, publié le 30 juin 2025, qui a pour objet de mutualiser à l'échelle départementale des compétences, des outils et des services dans le domaine du géonumérique et de la gestion de la donnée au bénéfice de ses membres ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-234, en date du 2 juillet 2025, mentionnant qu'est d'intérêt communautaire la mise en œuvre d'un système d'information géographique ainsi que la prise en charge financière du Plan de Corps de Rue Simplifiée (PCRS) et du jumeau numérique pour le bloc local ;

Considérant que les missions détaillées du GIP Géo Vendée figurent dans la convention constitutive approuvée par l'arrêté préfectoral n° 2025-DCL BCL-456 du 27 juin 2025 précité ;

Considérant que cette convention constitutive doit aujourd'hui être modifiée par voie d'avenant ;

Considérant que conformément aux dispositions de cette convention, chaque membre dudit GIP doit préalablement approuver cet avenant et autoriser sa signature ;

Considérant que l'approbation de cet avenant et sa signature par les membres sont données sous réserve de son adoption par l'Assemblée Générale du GIP Géo Vendée ainsi que sous réserve de l'accomplissement des formalités administratives et préfectorales requises ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, tel que joint en annexe, l'avenant n° 1 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Géo Vendée ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;
- de donner pouvoir à Madame Isabelle MOINET, représentant titulaire, ou Monsieur Yannick SOULARD, représentant suppléant, de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au sein du GIP Géo Vendée, pour voter favorablement à l'adoption du présent avenant lors de l'Assemblée Générale du GIP Géo Vendée.

Étant précisé que le présent avenant prendra effet après accomplissement de l'ensemble des formalités requises par les textes applicables et la convention constitutive du GIP Géo Vendée.

N° 2026-298 AUTORISATION DE DÉLOCALISER LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 23 SEPTEMBRE 2026, DU 18 NOVEMBRE 2026 ET DU 16 DÉCEMBRE 2026

Nomenclature des actes : 5.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	/	
Décision			01/07/2026

L'organe délibérant se réunit au siège de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une de ses Communes membres (article L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales).

Aussi, la pratique des précédents mandats voulait que le Conseil communautaire se déplace dans l'ensemble de ces Communes, sur volontariat de ces dernières d'accueillir la séance. Généralement, une présentation des projets de la Commune accueillante est faite en début de séance.

Dans ce contexte, il est proposé de reconduire cette pratique, avec les destinations suivantes :

- le mercredi 23 septembre 2026 à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay ;
- le mercredi 18 novembre 2026 à la salle du Cottage à Saint-Martin-des-Noyers ;
- le mercredi 16 décembre 2026 à la salle du Mitan Vendéen à Bournezeau.

Pour rappel, depuis le renouvellement du mandat, le Conseil communautaire s'est réuni :

Date	Lieu
3 juin 2026	Sainte-Cécile
1er juillet 2026	Saint-Hilaire-le-Vouhis

En résumé, il est nécessaire que le Conseil se prononce sur la délocalisation des réunions du Conseil communautaire.

❖

Vu l'article L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales disposant que « *l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026 ;

Considérant qu'il est souhaité que le Conseil communautaire se réunisse dans toutes les Communes du Pays de Chantonnay ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de réunir le Conseil communautaire :
  - le mercredi 23 septembre 2026 à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay ;
  - le mercredi 18 novembre 2026 à la salle du Cottage à Saint-Martin-des-Noyers ;
  - le mercredi 16 décembre 2026 à la salle du Mitan Vendéen à Bournezeau ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-299 CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHARGÉ DE PROJET PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)

Nomenclature des actes : 4.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision			01/07/2026

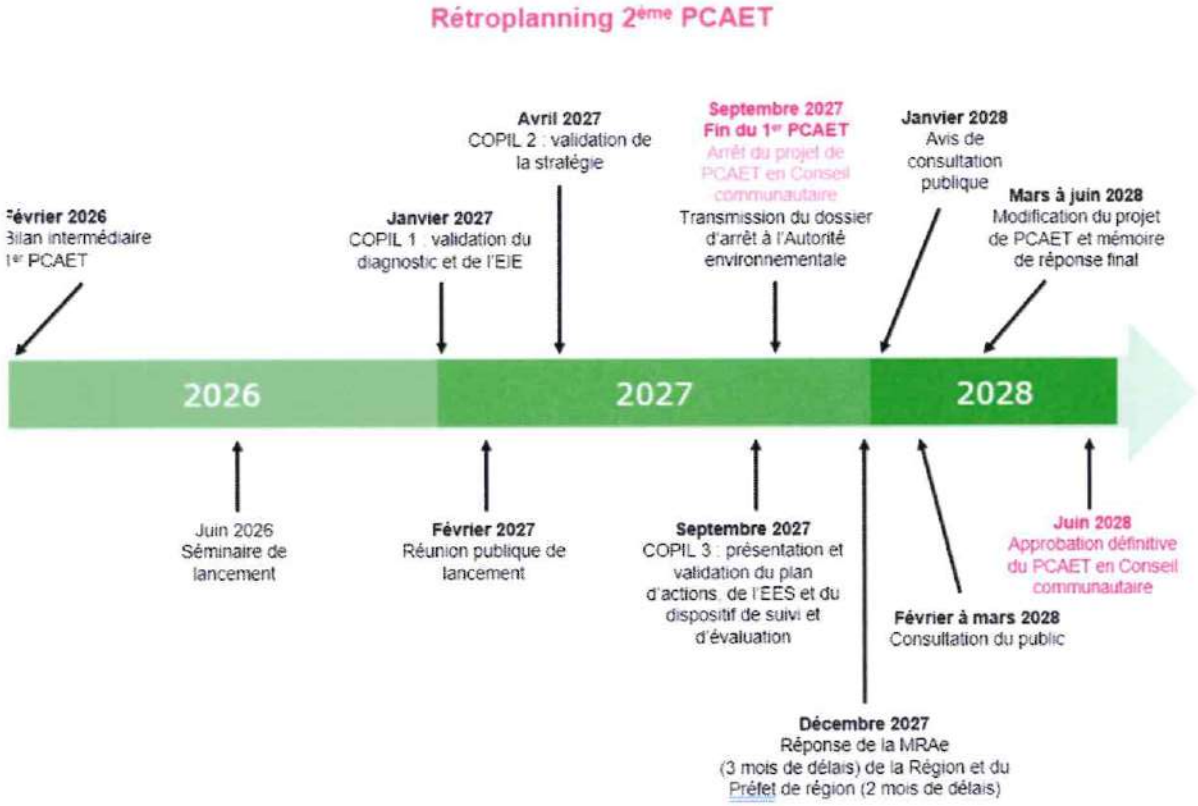
Le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) a été approuvé par délibération n° 2021-452 du Conseil communautaire en date du 30 septembre 2021, pour une durée de six ans.

Document stratégique de planification, il constitue la feuille de route du territoire en matière de transition énergétique, de lutte contre le changement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air.

Le PCAET s'articule autour de six axes stratégiques et d'un programme de vingt actions déclinées en 139 mesures, visant à répondre aux enjeux environnementaux, énergétiques et climatiques du territoire.

Par délibération du Conseil communautaire n° 2026-81, en date du 25 février 2026, a été dressé et approuvé le bilan à mi-parcours 2021-2025.

Aussi, par cette même délibération, a été validé le principe d'engager la future révision du PCAET sur l'année 2026. Pour rappel, le PCAET du Pays de Chantonnay prendra fin à compter de septembre 2027. L'ambition est d'arrêter le projet de PCAET révisé en septembre 2027 conformément à la frise ci-dessous :



Concernant le volet ressources humaines, un emploi de chargé de projet PCAET a été créé au sein de la CCPC par délibération du 30 mars 2022. Cet emploi est financé à hauteur de 9 000 € par an par le SYDEV jusqu'au 30 juin 2028.

Aussi, il s'agissait d'un emploi non permanent à temps complet, créé pour une durée de 2 ans à compter du 25 mai 2022, soit avec une date de fin au 24 mai 2024. L'emploi n'existe donc plus à ce jour dans le tableau des effectifs.

Afin de régulariser la situation, il convient de créer un emploi au tableau des effectifs ayant les caractéristiques suivantes :

- Emploi non permanent ;
- Temps complet ;
- Durée de 6 ans.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver la création d'un emploi non permanent de chargé de projet PCAET pour une durée de 6 ans à temps complet, pour assurer la continuité de l'emploi actuel terminé depuis le 24 mai 2024.

❖

Vu l'article L. 332-24 du Code général de la fonction publique (CGFP) disposant que *« les administrations de l'État et ses établissements publics autres que ceux à caractère industriel et commercial, les collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 4 et les établissements mentionnés à l'article L. 5 peuvent, pour mener à bien un projet ou une opération identifiés, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération »* ;

Vu l'article L. 332-25 du CGFP disposant que *« le contrat de projet mentionné à l'article L. 332-24 est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans »* ;

Vu l'article L. 332-26 du CGFP disposant que *« le contrat de projet prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance. Il peut cependant être rompu par décision de l'employeur au terme d'un délai d'un an si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement »* ;

Vu l'article L. 229-26 du code de l'environnement modifié par l'article 5 de l'ordonnance n° 2025-526 du 12 juin 2025 qui précise que « [...] *Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2018 ou dans un délai de deux ans à compter de leur création ou de la date à laquelle ils dépassent le seuil de 20 000 habitants [...] » ;*

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-293, en date du 24 septembre 2025, approuvant la mise à jour du tableau des emplois au 1er octobre 2025 ;

Vu la convention conclue en date du 9 septembre 2022 avec le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement de la Vendée (SYDEV) relative aux modalités techniques et financières pour l'accompagnement à l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET), et permettant notamment de subventionner en partie le poste de chargé de projet PCAET jusqu'au 30 septembre 2028 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en emplois non permanents ;

Considérant que les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de plus de 20 000 habitants ont l'obligation d'élaborer un PCAET ;

Considérant que pour assurer la continuité du PCAET au sein de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, il est nécessaire de créer un emploi non permanent de chargé de projet PCAET ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de créer, pour une durée de 6 ans, à compter du caractère exécutoire de la présente délibération, un emploi non permanent de chargé de projet Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) à temps complet comme suit :

Filière	Cadre d'emploi	Catégorie	Emploi	ETP	Temps de travail hebdomadaire	Permanent / non permanent
Technique	Ingénieur territorial	A	Chargé de projet PCAET	1	35h00	Non permanent

étant précisé :

- que cet emploi non permanent est créé pour mener à bien le projet du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- que le contrat pourra être conclu et / ou renouvelé dans la limite d'une durée totale de 6 ans ;
- que le contrat prendra fin :
  - soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu ;
  - soit si le projet pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser ;
- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale de l'intercommunalité ;
- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté sont inscrits au budget primitif 2026 ;
- que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des emplois, actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

<u>Retranscription des débats</u> :

***Madame Danièle COUDRAY** demande les raisons pour lesquelles ces postes ne sont pas créés de manière permanente.*

***Madame Isabelle MOINET - Présidente** précise en réponse que l'avenir de ces postes est incertain ainsi que leurs financements.*

N° 2026-300 CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHARGÉ DE PROJET COORDONATEUR DE L'ACTION CULTURELLE

Nomenclature des actes : 4.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Depuis 2021, la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay (CCPC) est engagée dans une démarche de développement de sa politique locale d'éducation artistique et culturelle.

Elle a mis en œuvre, en 2022, sur son territoire pour une durée de 3 ans, renouvelable une fois, un Contrat Local d'Éducation Artistique et culturelle (CLÉA) en partenariat avec le ministère de la Culture (Direction Régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire - DRAC), le Ministère de l'Éducation Nationale (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale) et la Direction Départementale de l'Enseignement Catholique de Vendée.

Ce poste a été financé comme suit pour l'année scolaire :
- 2022/2023 : création du poste avec 20 000 € ;
- 2023/2024 : une subvention de 40 000 € a été attribuée à la CCPC dont 40 % pour financer le poste, soit 16 000 € ;
- 2024/2025 : une subvention de 35 000 € a été attribuée à la CCPC dont 30 % pour financer le poste, soit 10 500 €.

Dans le cadre du second CLÉA, conclu pour la période 2025-2028, le poste n'est plus financé. Toutefois, la subvention de la DRAC (35 000 € à 40 000 €) permet de couvrir le coût lié aux frais artistiques, aux frais de médiation, aux déplacements des artistes et à la technique.

Concernant le volet ressources humaines, le poste de chargé de projet coordinateur de l'action culturelle a été créé par délibération du Conseil communautaire en date du 27 avril 2022.

Les missions affectées à ce poste sont :
- la coordination du Contrat Local d'Éducation Artistique et Culturelle (CLÉA) ;
- la relation avec les partenaires éducatifs (scolaires tous niveaux, périscolaires) et culturels pour la mise en place d'actions ;
- le suivi de la ou des résidences d'artistes mise en place dans le cadre de la nouvelle manifestation culturelle et du CLÉA ;
- la responsabilité de la Micro-Folie (référent pour les partenaires, organisation des projets) ;
- d'être garant du lien entre le Contrat Territoire Lecture (CTL) et le CLÉA ;
- l'élaboration du Guide des Enseignants.

Ce poste est un emploi non permanent à temps complet créé pour une durée de 3 ans à compter du 1er septembre 2022, soit avec une date de fin au 31 août 2025. L'emploi n'existe donc plus à ce jour dans le tableau des effectifs.

Afin de régulariser la situation, il convient de créer un emploi au tableau des effectifs ayant les caractéristiques suivantes :

- Emploi non permanent ;
- Temps complet ;
- Durée de 6 ans.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver la création de l'emploi non permanent de chargé de projet coordinateur de l'action culturelle pour une durée de 6 ans à temps complet, pour assurer la continuité de l'emploi actuel terminé depuis le 31 août 2025.

❖

Vu l'article L. 332-24 du Code général de la fonction publique (CGFP) disposant que *« les administrations de l'État et ses établissements publics autres que ceux à caractère industriel et commercial, les collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 4 et les établissements mentionnés à l'article L. 5 peuvent, pour mener à bien un projet ou une opération identifiés, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération »* ;

Vu l'article L. 332-25 du CGFP disposant que *« le contrat de projet mentionné à l'article L. 332-24 est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans »* ;

Vu l'article L. 332-26 du CGFP disposant que *« le contrat de projet prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance. Il peut cependant être rompu par décision de l'employeur au terme d'un délai d'un an si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement »* ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-293, en date du 24 septembre 2025, approuvant la mise à jour du tableau des emplois au 1er octobre 2025 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en emplois non permanents ;

Considérant que pour assurer la coordination de l'action culturelle de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, il est nécessaire de créer un emploi non permanent de chargé de projet coordinateur de l'action culturelle, qui aura notamment pour mission principale la coordination et la mise en œuvre du Contrat Local d'Éducation Artistique et Culturelle (CLÉA) ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de créer, pour une durée de 6 ans, à compter du caractère exécutoire de la délibération, un emploi non permanent de chargé de projet coordinateur de l'action culturelle à temps complet comme suit :

Filière	Cadre d'emploi	Catégorie	Emploi	ETP	Temps de travail hebdomadaire	Permanent / non permanent
Culturelle	Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	Coordinateur de l'action culturelle	1	35h00	Non permanent

étant précisé :

- que cet emploi non permanent est créé pour mener à bien le projet de coordinateur de l'action culturelle ;
- que le contrat pourra être conclu et / ou renouvelé dans la limite d'une durée totale de 6 ans ;
- que le contrat prendra fin :
    - soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu ;
    - soit si le projet pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser ;
- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale de l'intercommunalité ;
- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté sont inscrits au budget primitif 2026 ;
- que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des emplois, actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-301 CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHEF DE PROJET INFORMATIQUE ET TECHNICIEN ÉQUIPEMENTS ET USAGES

Nomenclature des actes : 4.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision			01/07/2026

La Communauté de communes fait face à un certain nombre de défis en matière informatique et téléphonie. Depuis 2024, elle a engagé les changements suivants :

- passage d'un serveur physique à un SharePoint en ligne pour l'accès aux fichiers ;
- déploiement de compte office 365 pour accéder au SharePoint précité et aux outils tels que Word, Excel, PowerPoint, Teams ;
- mise à disposition d'un OneDrive à chaque agent (espace de stockage personnel) ;
- migration vers une nouvelle arborescence, avec une charte de nommage ;
- changement d'opérateur mobile ;
- changement de nom de domaine (site internet) ;
- amélioration de la sécurité ;
- optimisation du parc copieur ;
- nouvelle arborescence et droits d'accès associés ;
- Etc.

Pour ce faire, elle a modifié son fonctionnement interne : en complément de l'agent à 20 % qui intervient sur la commande des fournitures et les petites interventions, elle a supprimé le recours à un Directeur des Systèmes Informatiques (DSI) extérieur (30 jours par an pour 32 400 € TTC) pour s'appuyer sur un agent recruté à mi-temps (26 350 € charges patronales incluses), permettant un gain de 6 050 €.

Les missions affectées à ce poste sont :

- proposer et mettre en place un schéma directeur informatique intercommunal et de téléphonie ;
- renforcer la présence d'un soutien technique de proximité aux agents ;
- définir et mettre en œuvre certaines politiques de fonctionnement en matière de numérique.

Ce poste est un emploi non permanent à temps complet créé pour une durée de 1 an à compter du 1er octobre 2024, soit avec une date de fin au 30 septembre 2025. L'emploi n'existe donc plus à ce jour dans le tableau des effectifs.

Afin de régulariser la situation, il convient de créer un emploi au tableau des effectifs ayant les caractéristiques suivantes :

- Emploi non permanent ;
- Temps complet ;
- Durée de 6 ans.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver la création de l'emploi non permanent de chargé de chef de projet informatique et technicien équipements et usages pour une durée de 6 ans à temps complet, pour assurer la continuité de l'emploi actuel terminé depuis le 30 septembre 2025,

❖

Vu l'article L. 332-24 du Code général de la fonction publique (CGFP) disposant que *« les administrations de l'État et ses établissements publics autres que ceux à caractère industriel et commercial, les collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 4 et les établissements mentionnés à l'article L. 5 peuvent, pour mener à bien un projet ou une opération identifiés, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération »* ;

Vu l'article L. 332-25 du CGFP disposant que *« le contrat de projet mentionné à l'article L. 332-24 est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans »* ;

Vu l'article L. 332-26 du CGFP disposant que *« le contrat de projet prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance. Il peut cependant être rompu par décision de l'employeur au terme d'un délai d'un an si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement »* ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-293, en date du 24 septembre 2025, approuvant la mise à jour du tableau des emplois au 1er octobre 2025 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en emplois non permanents ;

Considérant que pour mettre en place un schéma directeur informatique et téléphonique, renforcer le soutien technique aux agents, définir et mettre en œuvre certaines politiques de fonctionnement en matière de numérique, il est nécessaire de créer un emploi non permanent de chargé de chef de projet informatique et technicien équipements et usages ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de créer, pour une durée de 6 ans, à compter du caractère exécutoire de la délibération, un emploi non permanent de chargé de chef de projet informatique et technicien équipements et usages à temps complet comme suit :

Filière	Cadre d'emploi	Catégorie	Emploi	ETP	Temps de travail hebdomadaire	Permanent / non permanent
Filière technique	Technicien territorial	B	Chef de projet informatique et technicien équipements et usages	1	17h30	Non permanent

étant précisé :

- que cet emploi non permanent est créé pour mener à bien le projet :
  - de construction d'un schéma directeur informatique et téléphonique ;
  - de définition et mise en œuvre de certaines politiques de fonctionnement en matière numérique ;
- que le contrat pourra être conclu et / ou renouvelé dans la limite d'une durée totale de 6 ans ;
- que le contrat prendra fin :
  - soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu ;
  - soit si le projet pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser ;
- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale de l'intercommunalité ;
- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté sont inscrits au budget primitif 2026 ;
- que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des emplois, actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

<u>Retranscription des débats</u> :

***Monsieur Pierrick BRETEAU** demande les raisons pour lesquelles ce poste n'est pas créé sur un temps plein.*

***Madame Isabelle MOINET – Présidente** précise que l'organisation de ce service est en cours d'étude notamment sur le volet mutualisation avec les Communes.*
Elle rappelle également que les missions sont actuellement assurées en partie par un prestataire extérieur et qu'il faut s'interroger sur son périmètre d'intervention. Ce sujet sera abordé lors d'un prochain Conseil communautaire après avoir défini les besoins liés à ce service.

N° 2026-302 CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT CHARGÉ DE PROJET HABITAT

Nomenclature des actes : 4.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Le poste de chargé de projet habitat a été créé par délibération du Conseil communautaire en date du 24 avril 2024.

Les principales missions affectées à ce poste sont :

- le pilotage et Animation du Guichet unique de l'Habitat ;
- la gestion des aides aux particuliers.

Ce poste est un emploi non permanent à temps complet créé pour une durée de 1 an à compter du 28 août 2024, soit une date de fin au 27 août 2025. L'emploi n'existe donc plus à ce jour dans le tableau des effectifs.

Cet emploi est lié à la convention du Pacte Territorial France Rénov', d'une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2025. Le pacte finance plusieurs missions en régie de la Communauté de communes (pilotage, animation, communication, etc.), et ce poste en est bénéficiaire (en cumulant les financements du Pacte obtenus pour chaque agent participant à la mission habitat, le poste de chargé de projet habitat est couvert à 100 %).

Afin de régulariser la situation, il convient de créer un emploi au tableau des effectifs ayant les caractéristiques suivantes :

- Emploi non permanent ;
- Temps complet ;
- Date de fin 31/12/2029.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver la création de l'emploi non permanent de chargé de projet habitat avec une date de fin au 31 décembre 2029 à temps complet, pour assurer la continuité de l'emploi actuel terminé depuis le 27 août 2025.

❖

Vu l'article L. 332-24 du Code général de la fonction publique (CGFP) disposant que *« les administrations de l'État et ses établissements publics autres que ceux à caractère industriel et commercial, les collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 4 et les établissements mentionnés à l'article L. 5 peuvent, pour mener à bien un projet ou une opération identifiés, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération »* ;

Vu l'article L. 332-25 du CGFP disposant que *« le contrat de projet mentionné à l'article L. 332-24 est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans »* ;

Vu l'article L. 332-26 du CGFP disposant que *« le contrat de projet prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance. Il peut cependant être rompu par décision de l'employeur au terme d'un délai d'un an si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement »* ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-293, en date du 24 septembre 2025, approuvant la mise à jour du tableau des emplois au 1er octobre 2025 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-289, en date du 28 juin 2024, approuvant le Pacte Territorial France Rénov' ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en emplois non permanents ;

Considérant que pour assurer la mise en œuvre du guichet unique de l'habitat dans le cadre du Pacte Territorial France Rénov', il est nécessaire de créer un emploi non permanent de chargé de projet habitat ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de créer, jusqu'au 31 décembre 2029, à compter du caractère exécutoire de la délibération, un emploi non permanent de chargé de projet habitat à temps complet comme suit :

Filière	Cadre d'emploi	Catégorie	Emploi	ETP	Temps de travail hebdomadaire	Permanent / non permanent
Administrative	Rédacteur territorial	B	Chargé de projet habitat	1	35h00	Non permanent

étant précisé :

- que cet emploi non permanent est créé pour mener à bien le projet de mise en œuvre du guichet unique de l'habitat dans le cadre du Pacte Territorial France Rénov' ;
- que le contrat pourra être conclu et / ou renouvelé jusqu'au 31 décembre 2029 ;
- que le contrat prendra fin :
    - soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu ;
    - soit si le projet pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser ;
- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale de l'intercommunalité ;
- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté sont inscrits au budget primitif 2026 ;
- que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des emplois, actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-303 CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT CHARGÉ DE PROJET RELAIS PETITE ENFANCE

Nomenclature des actes : 4.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	/	
Décision			01/07/2026

Le RPE (Relais Petite Enfance) est un service destiné aux familles du Pays de Chantonnay. C'est un espace d'information, de rencontre et d'échange autour de la petite enfance (0-3 ans). Le RPE est un service gratuit, neutre et ouvert à tous les habitants du Pays de Chantonnay.

Ce service est composé actuellement de 2 agents à temps plein.

Pour répondre à la baisse du nombre d'assistants maternels et à l'effondrement de la natalité, et par conséquent aux impacts de ces mutations sur le territoire, mais aussi pour renforcer le rôle de conseil auprès des parents et créer du lien entre les assistants maternels, il est nécessaire de créer un emploi non permanent de chargé de projet Relais Petite Enfance.

Cet emploi sera créé à temps complet, dans le cadre d'un contrat de projet, pour la période allant du 31 août 2026 au 31 décembre 2026.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver la création d'un emploi non permanent de chargé de projet coordinatrice Relais Petite Enfance pour la période allant du 31 août 2026 au 31 décembre 2026 à temps complet, pour réaliser un diagnostic du territoire sur l'évolution du mode de garde des enfants de 0 à 3 ans.

❖

Vu l'article L. 332-24 du Code général de la fonction publique (CGFP) disposant que *« les administrations de l'État et ses établissements publics autres que ceux à caractère industriel et commercial, les collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 4 et les établissements mentionnés à l'article L. 5 peuvent, pour mener à bien un projet ou une opération identifiés, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération »* ;

Vu l'article L. 332-25 du CGFP disposant que *« le contrat de projet mentionné à l'article L. 332-24 est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans »* ;

Vu l'article L. 332-26 du CGFP disposant que *« le contrat de projet prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance. Il peut cependant être rompu par décision de l'employeur au terme d'un délai d'un an si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement »* ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-293, en date du 24 septembre 2025, approuvant la mise à jour du tableau des emplois au 1er octobre 2025 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en emplois non permanents ;

Considérant que pour répondre à la baisse du nombre d'assistants maternels et à l'effondrement de la natalité, et par conséquent aux impacts de ces mutations sur le territoire, mais aussi pour renforcer le rôle de conseil auprès des parents et créer du lien entre les assistants maternels, il est nécessaire de créer un emploi non permanent de chargé de projet Relais Petite Enfance pour une durée d'environ 4 mois ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de créer, pour la période allant du 31 août 2026 au 31 décembre 2026, un emploi non permanent de chargé de projet Relais Petite Enfance (RPE) à temps complet comme suit :

Filière	Cadre d'emploi	Catégorie	Emploi	ETP	Temps de travail hebdomadaire	Permanent / non permanent
Animation	Adjoint territorial d'animation	C	Chargé de projet RPE	1	35h00	Non permanent

étant précisé :

- que cet emploi non permanent est créé pour mener à bien le projet de réponse à la baisse du nombre d'assistants maternels et à l'effondrement de la natalité, mais aussi pour renforcer le rôle de conseil auprès des parents et créer du lien entre les assistants maternels ;
- que le contrat pourra être conclu pour la période allant du 31 août 2026 au 31 décembre 2026 ;
- que le contrat prendra fin :
    - soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu ;
    - soit si le projet pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser ;
- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale de l'intercommunalité ;
- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté sont inscrits au budget primitif 2026 ;
- que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des emplois, actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous actes y afférents.

N° 2026-304 DÉBAT SUR LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Nomenclature des actes : 7.10

	Commission	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Dans le cadre des évolutions réglementaires relatives à la Protection Sociale Complémentaire (PSC), l'article 4-III de l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 prévoit qu'à l'occasion du renouvellement des assemblées délibérantes, un débat portant sur la PSC doit être organisé. Cette obligation s'impose à l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Concrètement, cette démarche prend la forme d'une présentation suivie d'un débat devant le Conseil communautaire. Elle ne donne toutefois pas lieu à un vote. Par ailleurs, l'ordonnance ne fixe pas de contenu précis : chaque employeur public territorial est libre de déterminer les éléments qu'il souhaite présenter.

Pour rappel, la PSC comprend :

- la prévoyance ;
- la mutuelle santé.

Aussi, il a été introduit par les lois et décrets récents le fait que les agents de la fonction publique territoriale doivent tous bénéficier (titulaires et contractuels) :

- depuis le 1er janvier 2025, d'une prévoyance (maintien de salaire et invalidité obligatoires et en facultatif, perte de retraite suite à une invalidité, capital décès et renfort du régime indemnitaire), avec l'obligation pour l'employeur de prendre en charge a minima pour les garanties obligatoires :
    - 7 € brut par mois par agent sur les contrats individuels (valable jusqu'au 1er janvier 2029) ;
    - ou 50 % de participation en cas de contrat collectif (qui sera obligatoire au 1er janvier 2029).

  À ce titre, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) s'est rattachée au contrat collectif proposé par le Centre de Gestion (CDG) de la Vendée. L'agent peut ainsi, pour la garantie de base, bénéficier au minimum du maintien à hauteur de 90 % de son salaire brut en cas d'arrêt de plus de 3 mois (la Communauté de communes ayant souscrit à 95 %) ;
- depuis le 1er janvier 2026, d'une mutuelle santé, avec l'obligation pour l'employeur de prendre en charge a minima 15 € brut par mois par agent. À ce titre, la CCPC peut soit participer à des contrats individuels dits « labellisés », soit souscrire à une « convention de participation » (contrat collectif) après mise en concurrence. Aujourd'hui, la CCPC a retenu la première option, dans l'attente de la consultation des CDG des Pays de la Loire pour le contrat collectif.

Afin d'alimenter le débat, il est mentionné ci-dessous certains éléments de réflexion :

- pour la prévoyance, à laquelle le contrat collectif actuel est conclu jusqu'au 31/12/2030, il faudrait s'interroger lors du renouvellement sur :
    - le taux de couverture du salaire, qui est à ce jour 95 % ;
    - la participation de la collectivité :
        - concernant les garanties obligatoires (maintien de salaire et invalidité) et/ou facultatives (perte de retraite par suite d'une invalidité, capital décès, renfort régime indemnitaire) ;
        - sur le maintien du minimum de la prise en charge à 50 % ou sur une hausse ;
- pour la mutuelle santé, il faudrait s'interroger :
    - sur le fait que la CCPC adhère à un contrat collectif ou conserve l'option d'un contrat individuel labellisé ;
    - sur la réalisation, préalablement à la prise de décision, d'une enquête sur les besoins des agents au regard de la consultation du CDG ou sur le fait de directement passer en Comité Social Territorial ;
    - dans le cadre de l'option du contrat collectif retenue, sur :
        - l'adhésion facultative ou obligatoire des agents ;
        - le montant de la participation légale minimum de la CCPC fixée à 15 € par mois et par agent, quel que soit le temps de travail.

Pour compléter les précédents propos, le CDG de la Vendée a transmis 2 documents de présentation transmis avec le présent rapport de présentation.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire de débattre sur la protection sociale complémentaire, incluant la prévoyance et la mutuelle santé.

❖

Vu la loi n° 2025-1251 du 22 décembre 2025 relative à la Protection Sociale Complémentaire des agents territoriaux ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la PSC de leurs agents ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la PSC dans la fonction publique ;

Vu l'article L. 827-12 du Code général des collectivité territoriales (CGCT) disposant que « d*ans les six mois suivant leur renouvellement général, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics organisent un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire* » ;

Vu la délibération n° 2024-409 approuvant l'adhésion de la Communauté de communes à la convention de participation pour la couverture du risque prévoyance et au contrat collectif à adhésion obligatoire afférent, au bénéfice de ces agents à compter du 1er janvier 2025, pour une durée de 6 ans ;

Considérant que la participation de la Communauté de communes, en matière de prévoyance, aux garanties obligatoires (maintien de salaire et invalidité) est de 50 % depuis le 1er janvier 2025 pour une couverture de 95 % du revenu net des agents ;

Considérant que la Communauté de communes participe à hauteur de 15 € aux frais de mutuelle pour les agents ayant adhéré à un contrat labellisé ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de prendre acte de la tenue du débat obligatoire sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Retranscription des débats :

Madame Hélèna MADORRA attire l'attention sur la complexité de ce sujet. Elle précise que le montant de la participation de 15 € par agent semble être une somme modique au regard des pratiques, depuis longtemps, du secteur privé. De plus, si la Communauté de communes adhère au contrat groupe, il faudra être vigilant sur le taux de couverture proposé et que ce contrat n'entraine pas un surcoût pour les agents.

Madame Laure ROUET précise que les règles applicables à la fonction publique territoriale sont différentes de celles applicables à la fonction publique d'État et au secteur privé.

Madame Isabelle MOINET – Présidente précise qu'aujourd'hui la Communauté de communes applique ce que le Centre de Gestion a proposé pour la partie prévoyance. Les obligations en matière de prévoyance et de mutuelle sont applicables également dans les Communes.

Madame Laure ROUET demande si la participation au contrat individuel pourra être maintenue, si la Communauté de communes décide d'adhérer au contrat collectif.

Madame Isabelle MOINET – Présidente précise qu'il ne sera pas possible de maintenir la participation au contrat individuel en cas d'adhésion à un contrat collectif.

Monsieur Christophe GOURAUD demande si les agents seront consultés avant la prise de décision.

Madame Isabelle MOINET – Présidente précise qu'il sera possible d'organiser un sondage auprès des agents. Elle rappelle également qu'à ce jour, on ne connait pas les conditions du contrat collectif, la consultation étant en cours.

Madame Mathilde MANDIN informe que la participation de la Communauté de communes correspond à un montant brut soumis à cotisations, la participation réelle est donc inférieure pour les agents.

Monsieur Yannick SOULARD indique que le dispositif actuel de participation au contrat individuel labellisé est souple et peu contraignant.

Madame Laure ROUET demande si l'augmentation de la participation ou le passage à un contrat groupe rendrait la Communauté de communes plus attractive pour les futurs recrutements.

Madame Isabelle MOINET – Présidente répond que l'attractivité de la collectivité est possible sur d'autres volets notamment : le temps de travail à 39 heures assorti de RTT, la prime mobilité, le régime indemnitaire, le télétravail et les temps de cohésion du personnel.

Madame Isabelle MOINET – Présidente précise que si l'adhésion au contrat collectif est rendue obligatoire, cela risque de gêner beaucoup d'agents.

Monsieur Bruno CONTANSAIS demande à quelle date le Centre de Gestion doit transmettre le contrat collectif retenu.

Madame Mathilde MANDIN précise que la date prévisionnelle est en juillet 2027.

Monsieur Pierrick BRETEAU confirme qu'un audit auprès des agents est importante avant la prise de décision.

N° 2026-305 RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

Nomenclature des actes : 7.1

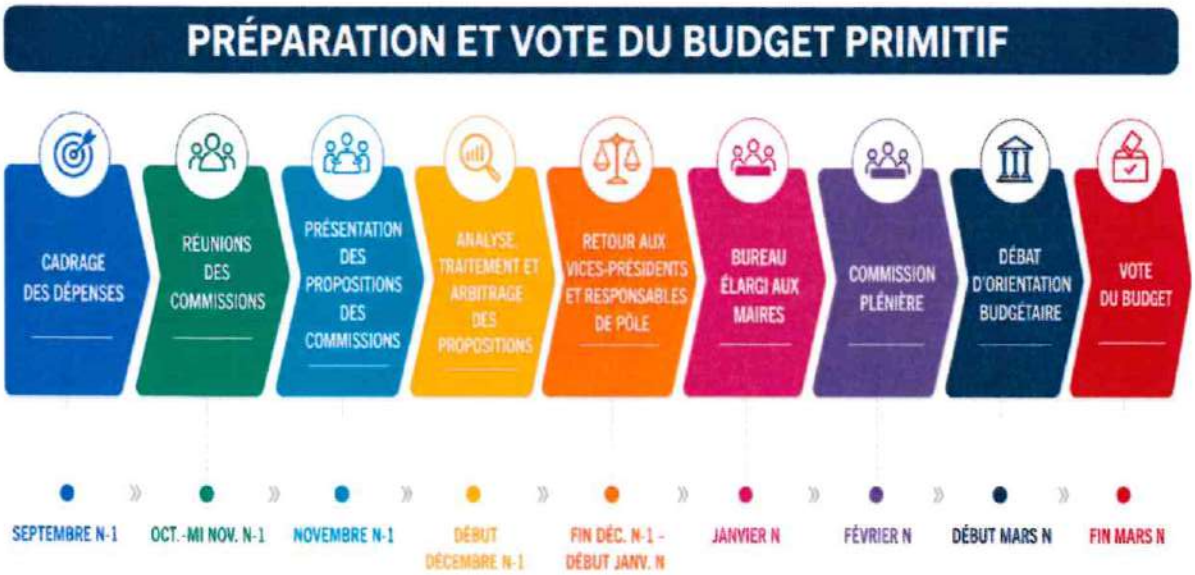
	Commission	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision			01/07/2026

L'instruction Budgétaire et Comptable M57 applicable aux Collectivités et l'article L. 5217-10-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) rendent obligatoire l'adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) par le Conseil Communautaire à l'occasion de chaque renouvellement de ses membres, et ce avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit ce renouvellement. Ce règlement peut être révisé au cours du mandat.

L'adoption de ce règlement répond ainsi à plusieurs objectifs :

- rappeler les normes, principes et méthodes budgétaires, comptables et financiers et ainsi constituer un référentiel commun et une culture de gestion partagée par les élus et l'administration ;
- apporter des précisions au cadre règlementaire national et préciser les choix de la collectivité sur les options qui lui sont offertes par la règlementation (par exemple le mode de calcul retenu pour les provisions pour créances douteuses) ;
- décrire plus précisément les règles appliquées par la Communauté de communes, notamment en matière de vote du budget ou d'exécution financière.

Ce règlement décrit notamment le processus de préparation et de vote du budget, qui est le suivant :



Il n'a pas vocation à devenir un guide exhaustif des procédures internes, celles-ci devant nécessairement garder leur adaptabilité aux choix politiques, changements organisationnels et aux contraintes externes. Il doit également s'adapter aux changements réguliers de la règlementation.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver le règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat.

❖

Vu l'article L. 5217-10-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit son renouvellement, le conseil de la métropole établit son règlement budgétaire et financier. Le règlement budgétaire et financier de la métropole précise notamment : 1° Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents, et notamment les règles relatives à la caducité et à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement ; 2° Les modalités d'information du conseil de la métropole sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice. Il peut aussi préciser les modalités de report des crédits de paiement afférents à une autorisation de programme, dans les cas et conditions fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget.* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022-416, en date du 26 octobre 2022, adoptant la nomenclature budgétaire M57 à compter du 1er janvier 2023 ;

Considérant que l'instruction Budgétaire et Comptable M57 applicable aux collectivités et l'article L. 5217-10-8 précité rendent obligatoire l'adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) par le Conseil communautaire à l'occasion de chaque renouvellement de ses membres, et ce avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit ce renouvellement ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, tel que joint en annexe, le règlement budgétaire et financier de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

N° 2026-306 ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS 2026 À LA COMMUNE DE SAINT-PROUANT

Nomenclature des actes : 7.8

	Commission	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Un pacte financier et fiscal entre la Communauté de communes du Pays de Chantonnay et ses Communes membres a été approuvé le 4 décembre 2024 par délibération n° 2024-477.

Ce pacte prévoit un dispositif de fonds de concours au bénéfice des Communes membres ayant les caractéristiques suivantes :

- financement des projets d'investissement ;
- enveloppe annuelle capitalisable de 50 000 €, soit 150 000 € sur la période 2024-2026.

Le montant du fonds de concours sollicité ne peut pas être supérieur à 50 % du montant restant à charge de la Commune (dépenses moins les recettes, y compris le FCTVA).

Dans ce cadre, la commune de Saint-Prouant sollicite l'attribution d'un fonds de concours au titre de l'enveloppe 2026 pour des travaux d'aménagement des espaces publics « Nouveau Cœur de Bourg », selon le plan de financement suivant :

Dépenses	Montant HT	Recettes	Montant HT
Aménagement des espaces publics « Nouveau Cœur de Bourg »	395 209 €	Fonds de concours - enveloppe 2024	50 000 €
		Fonds de concours – enveloppe 2025	50 000 €
		Fonds de concours – enveloppe 2026	50 000 €
		Total fonds de concours	*150 000 €*
		Autofinancement	245 209 €
TOTAL GENERAL	395 209 €	TOTAL GENERAL	395 209 €

Le fonds de concours sollicité est inférieur à 50 % du reste à charge de la Commune.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'attribuer le fonds de concours de 50 000 € pour 2026 à la commune de Saint-Prouant, pour les travaux d'aménagement des espaces publics « Nouveau Cœur de Bourg ».

❖

Vu l'article L. 5214-16 V du Code général des collectivités territoriales disposant qu' « *afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-477, en date du 4 décembre 2024, instaurant un pacte financier et fiscal pour 2024, 2025 et 2026 entre la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) et ses Communes membres ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Prouant n° 33/2026, en date du 9 avril 2026, relative à une demande de fonds de concours auprès de la CCPC ;

Considérant que la commune de Saint-Prouant a envoyé le 28 mai 2026 à la CCPC ladite demande de fonds de concours portant sur des travaux d'aménagement des espaces publics « Nouveau Cœur de Bourg » ;

Considérant que les crédits sont inscrits au budget principal 2026 de la CCPC ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'attribuer à la commune de Saint-Prouant le fonds de concours au titre de l'enveloppe 2026 d'un montant total de 50 000,00 € pour des travaux d'aménagement des espaces publics « Nouveau Cœur de Bourg » ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

<u>Retranscription des débats</u> :

Monsieur Yannick SOULARD précise que le Département de la Vendée soutient également l'opération à hauteur de 44 000 €.

N° 2026-307 AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHÉ DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE LA VITRERIE – LOTS 1 ET 2

Nomenclature des actes : 1.7

	Commission d'Appel d'Offres	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision	17/06/2026		01/07/2026

Une consultation a été publiée le 22 avril 2026 relative au nettoyage des locaux et de la vitrerie des bâtiments communautaires. Cette consultation se décompose en 2 lots :

- Lot n° 1 : bâtiment associatif, pépinière Benêtre et siège communautaire ;
- Lot n° 2 : pôle santé Chantonnay.

Le marché est conclu pour une durée de 1 an à compter du 4 septembre 2026, renouvelable 3 fois pour la même durée.

À la date de clôture de la consultation, le 29 mai 2026, 7 entreprises ont déposé des offres pour les 2 lots :

- LMC Services (Le Poiré-sur-Vie) ;
- Poly'Alliance (Challans) ;
- Net'85 (Pouzauges) ;
- ATMOS (La Roche-sur-Yon) ;
- Aber Propreté (Venansault) ;
- Glassy Glass (les Sables d'Olonne) ;
- MEP Propreté (Le Poiré-sur-Vie).

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) réunie le 17 juin 2026 a attribué le marché :

- Lot n° 1 : Glassy Glass ;
- Lot n° 2 : Aber Propreté.

Le montant par année de la prestation du lot n° 1 est de 33 028,22 € HT (32 850 € HT aujourd'hui) et du lot n° 2 est de 19 643,66 € HT (39 200 € HT aujourd'hui).

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser la signature du marché attribué par la CAO à l'entreprise Glassy Glass pour le lot n° 1 et à l'entreprise Aber propreté pour le lot n° 2.

❖

Vu l'article L. 1414-2 du Code général des collectivités territoriales disposant que « *pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, à l'exception des marchés publics passés par les établissements publics sociaux ou médico-sociaux, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres [...]* » ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026 ;

Considérant le lancement d'une consultation par la CCPC, sous la forme d'une procédure formalisée en appel d'offres ouvert, relative au nettoyage des locaux et vitrerie des bâtiments communautaires décomposée comme suit :

- Lot n° 1 : bâtiment associatif, pépinière Benêtre et siège communautaire ;
- Lot n° 2 : pôle santé Chantonnay ;

Considérant les éléments suivants de la consultation :

- Date d'envoi de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) : 22 avril 2026 ;
- Date de publication au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) : le 22 avril 2026 ;
- Date de publication de l'avis au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) : le 22 avril 2026 ;
- Date de parution dans « Ouest France », le Journal d'Annonces Légales : le 30 avril 2026 ;
- Date limite de remise des offres : le 29 mai 2026 avant 12 heures ;
- Critères de sélection :
    - Prix des prestations avec une pondération à 60 % ;
    - Valeur technique avec une pondération à 40 % ;

Considérant que quatorze offres ont été reçues dans les délais impartis ;

Considérant le rapport d'analyse des offres joint en annexe, présenté lors de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du 17 juin 2026 ;

Considérant que la CAO, après examen des offres, a décidé de l'attribution des deux lots conformément au tableau ci-dessous :

BILAN DES OFFRES MARCHÉ PUBLIC NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE LA VITRERIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUTAIRES		
Lots	Entreprise retenue	Montant annuel en € HT
1 – Bâtiment associatif, pépinière Benêtre et siège communautaire	GLASSY GLASS	33 028,22 €
2 – Pôle santé Chantonnay	ABER PROPRETÉ	19 643,66 €
TOTAL en € HT	par an	52 671,88 €

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de prendre acte de la décision émise par les membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) réunie le 17 juin 2026 concernant l'attribution des lots n° 1 et n° 2 des marchés portant sur le nettoyage des locaux et vitrerie des bâtiments communautaires :
    - attributaires :
        - lot n° 1 : entreprise Glassy Glass ;
        - lot n° 2 : Aber Propreté ;
    - durée : 1 an à compter du 4 septembre 2026, renouvelable 3 fois pour la même durée ;
    - montants annuels :
        - lot n° 1 : 33 028,22 € HT ;
        - lot n° 2 : 19 643,66 € HT ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer lesdits marchés ainsi que tous les actes y afférents.

N° 2026-308 AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS – LOT 8 VENDÉOPÔLE DE BOURNEZEAU

Nomenclature des actes : 1.7

	Commission d'Appel d'Offres	Bureau	Conseil
Avis		17/06/2026	
Décision	17/06/2026		01/07/2026

Une consultation a été publiée le 24 avril 2026 relative à l'entretien des espaces verts pour la zone du Vendéopôle de Bournezeau.

Cette consultation correspondant à un accord-cadre à bon de commande conclu jusqu'au 30 avril 2027, renouvelable 2 fois pour une durée de 1 an pour chaque renouvellement. Le montant maximum annuel de commandes est de 50 000 € HT.

À la date de clôture de la consultation, le 4 juin 2026, 5 entreprises ont déposé des offres :

- Solutions Antoine Beaufour (La Caillère-Saint-Hilaire) ;
- Serpe (Chantonnay) ;
- Au fil du Vert (Saint-Christophe-du-Bois – 49) ;
- ID Verde (Challans) ;
- Méridionale environnement (La Réorthe).

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) réunie le 17 juin 2026 a attribué le marché à l'entreprise Solution Antoine Beaufour pour un montant estimatif annuel de 25 461,60 € HT.

En résumé, il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser la signature du marché attribué par la CAO à l'entreprise Solution Antoine Beaufour.

❖

Vu l'article L. 1414-2 du Code général des collectivités territoriales disposant que « *pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, à l'exception des marchés publics passés par les établissements publics sociaux ou médico-sociaux, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres [...]* » ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026 ;

Vu la décision de la Présidente n° 2025-143, en date du 27 mars 2025, attribuant le lot n° 4 relatif à l'entretien des espaces verts du centre aquatique, non inclus dans la procédure principale et faisant l'objet d'une procédure distincte, menée en gré à gré, conformément aux dispositions des articles R. 2122-8 et au b du 2° du R. 2123-1 du Code de la commande publique ;

Vu la décision de la Présidente n° 2025-158, en date du 24 avril 2025, prenant acte de l'attribution des lots n° 1, 2, 3, 5, 6 et 7 des accords-cadres portant sur l'entretien des espaces verts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) ;

Considérant le lancement d'une consultation par la CCPC, sous la forme d'une procédure formalisée en appel d'offres ouvert, en vue de conclure des accords-cadres relatifs à l'entretien des espaces verts, lot n° 8, Vendéopôle de Bournezeau ;

Considérant les éléments suivants de la consultation :

- Date d'envoi de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) : 24 avril 2026 ;
- Date de publication au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) : le 26 avril 2026 ;
- Date de publication de l'avis au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) : le 27 avril 2026 ;
- Date de parution dans « Ouest France », le Journal d'Annonces Légales : le 29 avril 2026 ;
- Date limite de remise des offres : le 4 juin 2026 avant 12 heures ;
- Critères de sélection :
    - Valeur technique avec une pondération à 60 % ;
    - Prix des prestations avec une pondération à 40 % ;

Considérant que cinq offres ont été reçues dans les délais impartis ;

Considérant le rapport d'analyse des offres joint en annexe, présenté lors de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du 17 juin 2026 ;

Considérant que la CAO, après examen des offres, a décidé d'attribuer le lot n° 8 à l'entreprise Solution Antoine Beaufour ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de prendre acte de la décision émise par les membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) réunie le 17 juin 2026 concernant l'attribution du lot n° 8 : « Vendéopôle de Bournezeau » relatif à l'accord-cadre portant sur l'entretien des espaces verts :
    - attributaire : entreprise Solution Antoine Beaufour ;
    - durée : jusqu'au 30 avril 2027, renouvelable 2 fois par une durée de 1 an pour chaque renouvellement ;
    - montant maximum annuel : 50 000 € HT ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer ledit accord-cadre ainsi que tous les actes y afférents.

N° 2026-309 SALON DE L'EMPLOI DU BOCAGE - ANNÉE 2026 : APPROBATION DE LA PARTICIPATION AU SALON ET DE LA CONVENTION CADRE ENTRE LES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES PARTICIPANTES

Nomenclature des actes : 8.6

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Pour sa troisième édition et dans l'objectif d'accompagner les entreprises pour répondre à leurs besoins de recrutement dans un contexte de marché du travail tendu, la Communauté de communes du Pays des Herbiers, l'Association « Entreprises du Pays des herbiers » et France Travail proposent aux territoires du Pays de Saint Fulgent-Les Essarts, du Pays de Mortagne, du Pays de Pouzauges et du Pays de Chantonnay (CCPC), d'assurer conjointement la tenue d'un nouveau large « Salon de l'Emploi du Bocage », le jeudi 5 novembre 2026, au Parc des expositions des Herbiers, en y associant les partenaires de l'emploi et les associations (clubs) d'entreprises de leurs territoires.

Ce Salon de l'Emploi a lieu tous les 2 ans. Il rassemble près de 160 entreprises et reçoit plus de 3 400 visiteurs. Pour les deux premières éditions, la CCPC était présente.

Pour cet événement, chaque EPCI participe financièrement à l'événement à hauteur d'une quote-part du coût consolidé du plan de communication, déduction faite des éventuelles aides publiques reçues pour cet objet.

Pour la 3ème édition du Salon de l'Emploi du Bocage 2026, la CCPC s'engagerait, par le biais d'une convention cadre définissant les modalités de la participation, à :

- assurer le relai en matière de communication ;
- mobiliser le personnel nécessaire à l'organisation de la manifestation (développeur économique, agents de la Maison de l'Emploi) ;
- partager à part égales les coûts relatifs à la mise en œuvre du plan communication (7 000 € - 5 000 € lors de la précédente édition).

En résumé, il convient de valider la participation de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au Salon de l'Emploi du Bocage pour cette 3ème édition, ainsi que d'approuver la signature de la convention cadre entre les Communautés de communes participantes.

❖

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale, et en particulier l'article L. 5214-16 relatif aux compétences des Communautés de communes, incluant le développement économique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, renforçant le rôle des intercommunalités en matière de développement économique ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment les articles 4.1.2 prévoyant les actions de développement économique et 4.2.7 prévoyant la gestion et le fonctionnement d'une maison de l'emploi et les actions en faveur de l'information des demandeurs d'emploi et des jeunes ;

Considérant la proposition de la Communauté de communes du Pays des Herbiers d'organiser une nouvelle édition du Salon de l'Emploi du Bocage, le 5 novembre 2026, et l'intérêt local d'y répondre favorablement ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la participation de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au Salon de l'Emploi du Bocage – Année 2026 ;
- d'approuver, telle que jointe en annexe, la convention cadre avec les Communautés de communes participantes, à savoir le Pays des Herbiers, de Saint-Fulgent-Les-Essarts, de Mortagne, de Pouzauges et de Chantonnay, définissant les modalités de cette participation, et notamment celle du Pays de Chantonnay aux frais de communication de l'évènement, à hauteur de 7 000 € maximum ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer ladite convention ainsi que tous les actes y afférents.

<u>Retranscription des débats</u> :

***Monsieur Jérémy CONNIL** précise que les demandeurs d'emploi sont fortement encouragés à participer au salon.*

***Monsieur Pierrick BRETEAU** demande si la participation est divisée en part égale entre toutes le Communautés de communes organisatrices.*

***Monsieur Cyrille GUIBERT** répond que la participation financière est identique, mais la Communauté de communes du Pays des Herbiers met à disposition le Parc des expositions.*

Monsieur Jérémy CONNIL demande s'il est possible d'installer des entreprises, avec moins de moyens financiers, sur le stand de la Communauté de communes. Il précise que cela se pratique sur d'autres salons.

Monsieur Cyrille GUIBERT répond que la demande sera remontée aux organisateurs.

Madame Isabelle MOINET - Présidente indique qu'il existe déjà des stands plus petits, équipés de mange-débout qui regroupent plusieurs entreprises, et qu'elle s'interroge sur la création d'un nouveau mode d'installation pour accueillir ces entreprises.

Monsieur Cyrille GUIBERT précise que la présence physique de ces entreprises sera requise.

N° 2026-310 CONVENTION DE MISE À DISPOSITION À TITRE EXPÉRIMENTAL AUX PARTENAIRES DU RÉSEAU POUR L'EMPLOI D'OUTILS NUMÉRIQUES COMMUNS POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE RECRUTEMENT

Nomenclature des actes : 8.6

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			01/07/2026

La Task Force Entreprise (TFE) rassemble les acteurs de la relation entreprise à l'échelle locale afin de coordonner leurs actions autour d'une stratégie territoriale commune. Son ambition est d'accompagner les employeurs dans leurs recrutements, de manière rapide et durable, tout en soutenant le développement de leur activité.

La TFE poursuit plusieurs objectifs :

- développer la prospection auprès des entreprises à travers une offre de services partagée ;
- coorganiser des actions de découverte des métiers et de promotion des secteurs d'activité ;
- faciliter et accélérer les mises en relation entre employeurs et candidats grâce à une action concertée ;
- mutualiser la communication sur les dispositifs d'aide à la formation et à l'embauche ;
- encourager les pratiques inclusives et renforcer l'engagement des entreprises ;
- contribuer à la fidélisation des salariés et au maintien dans l'emploi.

La TFE s'inscrit dans une logique d' « Aller vers » les entreprises, avec un principe central : « Dites-le-nous une fois ». L'objectif est de simplifier les démarches des employeurs en coordonnant les interventions des différents partenaires.

Dans ce cadre, les éléments du plan d'action (objectifs, durée, entreprises ciblées, modalités d'intervention, etc.) sont définis de manière collégiale par l'ensemble des acteurs impliqués dans la TFE, qu'il s'agisse des équipes de France Travail ou des partenaires associés.

Le déploiement des TFE a ainsi mis en évidence la nécessité de disposer d'un outil commun permettant de piloter et de coordonner les actions menées conjointement par les membres du réseau pour l'emploi. Parmi ces partenaires figurent notamment France Travail, Cap Emploi, la Mission Locale du Pays Yonnais, la Région, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), le Conseil départemental, le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), ainsi que les Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) Vie et Boulogne, Pays de Chantonnay, La Roche-sur-Yon Agglomération et Pays des Achards.
Dans ce dispositif, seuls les managers de France Travail sont habilités à créer les campagnes coordonnées et à répartir les actions de contact entre les différents partenaires.
Les acteurs participant à une campagne disposent d'un accès à celle-ci ainsi qu'aux données des établissements via Vision 360 Partenaires. Ils peuvent y renseigner les comptes rendus de leurs échanges avec les entreprises et, le cas échéant, formuler des demandes de contact complémentaires.

Pour les partenaires, l'accès à l'application « Campagnes coordonnées » est soumis à la signature de la Convention de mise à disposition, à titre expérimental, d'outils numériques communs destinés à l'accompagnement des entreprises en matière de recrutement au sein du Réseau pour l'emploi.

Cette convention est conclue à titre gratuit. Elle prend effet à compter de sa signature par les deux parties et demeure valable jusqu'au 31 décembre 2026.

En résumé, il convient, afin d'intégrer un dispositif de soutien au monde de l'entreprise s'appuyant notamment sur un outil de partage de la donnée et évitant plusieurs saisies identiques de ces données sur différents supports, de valider la signature de la convention et de désigner un responsable de comptes (un titulaire et un suppléant).

❖

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale, et en particulier l'article L. 5214-16 relatif aux compétences des Communautés de communes, incluant le développement économique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, renforçant le rôle des intercommunalités en matière de développement économique ;

Vu la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, prévoyant la mise en place d'une coordination renforcée des acteurs de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle, rassemblés au sein d'un réseau pour l'emploi défini à l'article L. 5311-7 du Code du travail ;

Vu l'article L. 5312-1 II 3°, 4° et 5° du Code du travail disposant que l'opérateur France Travail a notamment pour missions *« 3° De concevoir et de mettre à la disposition des membres du réseau pour l'emploi, dans le respect du cahier des charges mentionné au même 4°, des outils et des services numériques communs, [Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision du Conseil constitutionnel n° 2023-858 DC du 14 décembre 2023] en suivant et en facilitant la mise en œuvre de l'interopérabilité mentionnée au 5° du même article ; 4° De produire les indicateurs communs de suivi, de pilotage et d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre du réseau pour l'emploi ; 5° De mettre des actions de développement des compétences à la disposition des personnes morales mentionnées aux II et III de l'article L. 5311-7 et de leurs éventuels délégataires afin de favoriser la coordination et la complémentarité des actions des membres du réseau pour l'emploi [...] ;*

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment les articles 4.1.2 prévoyant les actions de développement économique et 4.2.7 prévoyant la gestion et le fonctionnement d'une maison de l'emploi ;

Considérant que France Travail doit concevoir et mettre à la disposition des membres du réseau pour l'emploi des outils et des services numériques communs facilitant l'interopérabilité des systèmes d'information pour libérer le potentiel d'embauche des entreprises en France et favoriser le développement économique local tout en visant le plein emploi ;

Considérant que pour atteindre cette ambition, la loi pour le plein emploi instaure une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi, aux niveaux national, régional, départemental et local et qu'il est nécessaire de coordonner tous les acteurs impliqués dans la relation avec les entreprises ;

Considérant que cette gouvernance rénovée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion (partenaires), et que ce modèle coordonné rassemble les acteurs locaux de la relation entreprise (bassin d'emploi/arrondissement) autour d'une stratégie territoriale ;

Considérant que l'objectif est d'aider les employeurs à recruter rapidement et de manière durable tous les talents, tout en développant leur activité ;

Considérant que cette mise en œuvre opérationnelle des comités locaux consacrés aux questions d'entreprises se traduit par la mise en place de Task Force Entreprises au niveau local ;

Considérant que France Travail propose, à titre expérimental, divers outils numériques pour aider les partenaires dans l'optimisation de la coordination de la relation entreprise au niveau local ;

Considérant que ces outils numériques communs mis à disposition par France Travail auprès des partenaires ont pour finalités de répondre à la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, et notamment de l'arrêté du 3 juillet 2024, avec :

- la réponse aux besoins des employeurs, l'accélération des recrutements et l'élargissement des opportunités d'emploi ;
- la formation des professionnels avec l'Académie France Travail ;
- le pilotage par les résultats sur la base d'objectifs partagés ;
- la mise en place d'expérimentations dans les territoires afin de permettre la bonne prise en compte de leurs besoins et la réponse adaptée ;

Considérant que France Travail permettrait à la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, en tant que partenaire, d'accéder principalement à ces outils communs au moyen de la plateforme en ligne et notamment « Mon Portail Pro » ;

Considérant que France Travail gère un système d'habilitation des accès à cette plateforme, et à ces outils communs, et que ce système d'habilitation repose sur la désignation par le partenaire d'un responsable de gestion de comptes au sein de ses services, qu'il conviendra de désigner ;

Considérant enfin que France Travail :

- élabore, met à jour et diffuse :
    - la liste des outils communs mis à disposition ;
    - les conditions générales d'utilisation de cette plateforme ;
    - les conditions particulières applicables aux différents outils communs, y compris les engagements de service de France Travail ;
- assure l'assistance, la formation nécessaire et le support technique aux outils mis à disposition pendant toute la durée de l'expérimentation ;
- prend en compte les demandes d'évolution fonctionnelle des utilisateurs et apporte une réponse ;

Considérant que la convention de mise à disposition de ces outils numériques communs :

- est gratuite ;
- a un terme au 31 décembre 2026, tout en étant reconductible tacitement pour des périodes successives de 3 mois ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, telle que jointe en annexe, la convention de mise à disposition à titre expérimental aux partenaires du réseau pour l'emploi d'outils numériques communs pour l'accompagnement des entreprises en matière de recrutement, avec France Travail, à titre gratuit, jusqu'au 31 décembre 2026 et tacitement reconductible ;
- de désigner comme responsables de gestion de comptes pour la Communauté de communes :
    - la responsable de la Maison de l'emploi, en titulaire ;
    - le Chargé de développement économique, en suppléant ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer ladite convention ainsi que tous les actes y afférents.

N° 2026-311 DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC « GESTION ET EXPLOITATION » DE LA BASE DE LOISIRS DE TOUCHEGRAY : RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE KS PARK

Nomenclature des actes : 1.2

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			01/07/2026

En application de la délibération n° 2022-286 du 28 septembre 2022, la Communauté de communes a confié la gestion et l'exploitation de la base de loisirs de Touchegray à la Société À Responsabilité Limitée (SARL) KS PARK dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP), pour la période du 1er juin 2023 au 30 septembre 2026.

À ce titre, KS Park gère les services et activités suivantes :

- accueil et information du public sur le site de la base de loisirs ;
- surveillance de la baignade ;
- location d'embarcations non motorisées ;
- service de boissons et de petite restauration.

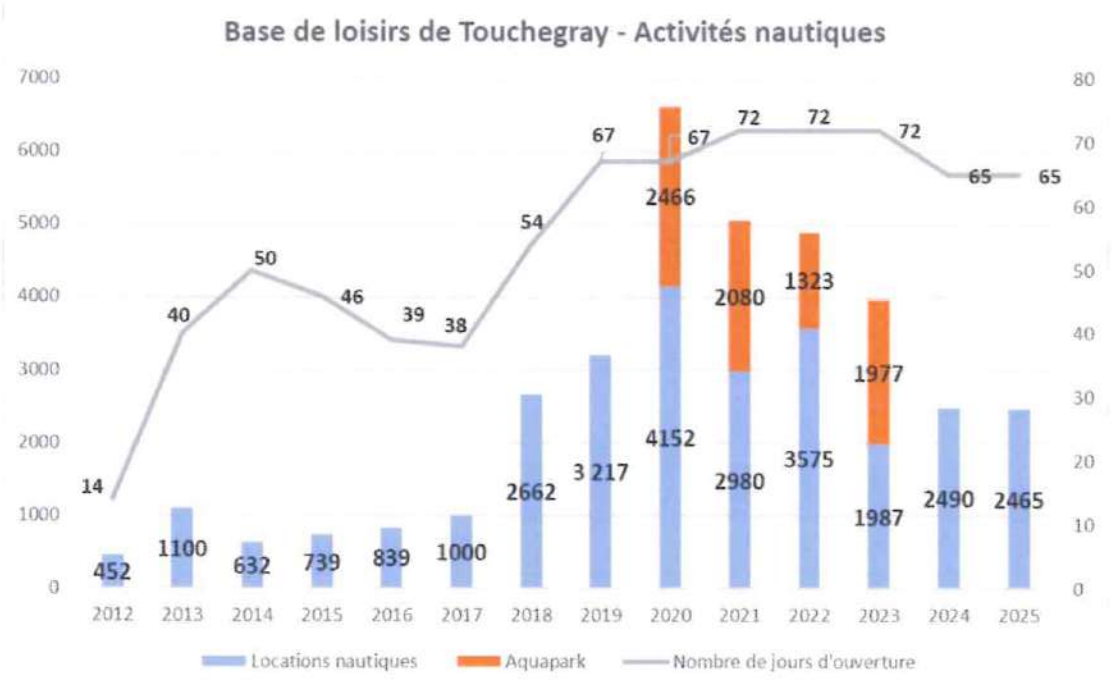
Dans le cadre du contrôle de la délégation confiée, et conformément à l'article 31 de la convention de DSP, le délégataire remet à la Communauté de communes un rapport annuel, composé d'un rapport technique et d'un rapport financier, où le premier mentionne les conditions et les résultats de l'exploitation de la Base de loisirs.

En 2025, la base de loisirs a été ouverte au public du 28 juin au 31 août 2025, tous les jours de 11h à 19h, avec baignade surveillée de 12h à 19h.

Les moyens humains affectés au site par KS PARK s'élèvent à 4 salariés dont 2 BNSSA (Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique).

La saison 2025 a été correcte sur le plan général. La fréquentation semble d'ailleurs en légère hausse (pas de décompte possible), avec une météorologie favorable durant la saison.

2 465 personnes ont participé aux activités nautiques pendant la saison 2025 (1 044 en juin-juillet et 1 421 en août-septembre), soit - 1 % par rapport à la saison estivale 2024.



En matière de finances, la DSP génère pour le délégataire le résultat suivant :

		Année 2023	Année 2024	Année 2025
Recettes	Chiffres d'affaires*	72 161 €	65 159 €	69 294 €
Dépenses	Achat boissons et nourriture	6 907 €	7 029 €	11 496 €
	Charges (carburant, petit équipement, entretien...)	9 343 €	7 197 €	9 845 €
	Impôts et taxes	2 284 €	1 976 €	2 839 €
	Salaires et charges	35 714 €	29 019 €	34 645 €
	Amortissement matériel	14 262 €	8 556 €	13 517 €
Résultat après impôt		3 651 €	11 382 €	6 514 €

** : dont 33 333 € de contribution forfaitaire de la Communauté de communes.*

Le rapport financier indique que le chiffre d'affaires du délégataire s'élève à 69 294 € pour un résultat après impôt de 6 514 €. En retirant l'amortissement complémentaire sur 2025, le résultat est équivalent à 2024.

En résumé, il convient de prendre acte du rapport annuel, pour la saison 2025, du délégataire de la Base de loisirs de Touchegray, KS PARK.

❖

Vu l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *dès la communication du rapport mentionné à l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte* » ;

Vu l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique prévoyant que « *lorsque la gestion d'un service public est concédée [...], ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public* » ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.1.2 portant sur la promotion du tourisme ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022-286, en date du 28 septembre 2022, portant sur le principe d'exploitation de la Base de loisirs de Touchegray par une Délégation de Service Public (DSP) par voie d'affermage ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-30, en date du 25 janvier 2023, désignant la Société À Responsabilité Limitée (SARL) KS PARK comme Délégataire du Service Public pour la gestion et l'exploitation de ladite Base de loisirs pour une durée de 4 ans à compter de 2023 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-267, en date du 3 juin 2026, approuvant l'avenant de prolongation d'une année de la DSP précitée, soit jusqu'au 30 septembre 2027 ;

Vu l'article 31 du contrat de ladite DSP définissant les documents nécessaires afin de permettre la vérification et le fonctionnement des conditions techniques et financières de la gestion du service délégué, et doivent être produits chaque année ;

Considérant le rapport annuel 2025, transmis le 11 juin 2026 par le délégataire KS PARK, portant sur la période d'exploitation du 28 juin au 31 août 2025 ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de prendre acte, tel que joint en annexe, du rapport annuel 2025 de gestion et d'exploitation de la Base de loisirs de Touchegray remis par le délégataire, KS PARK, dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Retranscription des débats :

Madame Hélèna MADORRA *précise que le niveau d'eau constaté au mois de juin est à la hauteur du niveau constaté habituellement en août.*

N° 2026-312 CENTRE AQUATIQUE L'ODYSS : ACTUALISATION DES TARIFS POUR 2026-2027

Nomenclature des actes : 7.1

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	17/06/2026	
Décision			01/07/2026

Après comparaison avec les territoires voisins en 2025, il est à noter que L'ODYSS se situe dans les tarifs moyens pratiqués. Le seul centre aquatique qui propose des tarifs plus bas est celui de la Communauté de communes du Pays de Pouzauges.

Les tarifs du centre aquatique L'Odyss sont fixés dans le contrat de Délégation de Service Public (DSP) qui lie la Communauté de communes et la Société par Action Simplifiée (SAS) Prestalis.

Ce contrat prévoit une actualisation annuelle des tarifs au 1er septembre en fonction d'une formule qui prend en compte les postes de charges de fonctionnement du centre aquatique (l'eau, l'électricité, le gaz, les charges de personnel et les frais divers). Le calcul est basé sur la valeur des indices connue au mois d'avril de l'année et le Conseil communautaire doit définir les tarifs pour l'année scolaire suivante.

Pour rappel, et malgré la hausse importante des coûts de l'énergie en 2023-2024, qui aurait pu être répercutée sur les billets d'entrée, le choix des élus du précédent mandat a été de maintenir les tarifs « grand public » (entrées et activités) au même niveau que ceux de l'ouverture de L'ODYSS en juillet 2022. Ainsi, l'intercommunalité a pris en charge le différentiel entre le prix pratiqué et le prix qui aurait pu être pratiqué par le prestataire conformément au contrat de délégation.
La facture à régler par la Communauté de communes au titre de la non-augmentation tarifaire s'est élevée à 105 484 € par an (données 2024).

Pour l'année scolaire 2025-2026, Prestalis a proposé une augmentation moyenne de 4 % des tarifs, qui a été validée en Conseil communautaire du 4 juin 2025 et répercutée sur les usagers.

Aussi, l'indice d'avril 2026 s'élève à + 1,23 % par rapport à 2025, et à + 29,99 % par rapport aux tarifs initiaux du contrat. Ainsi, pour l'année 2026-2027, la proposition du délégataire est d'augmenter en moyenne de 2 % l'ensemble des tarifs applicables (grand public, scolaires et clubs), avec de légères variations pour aboutir à des tarifs ronds :

- L'entrée unitaire passerait ainsi à 5,30 € (au lieu de 5,20 €) ;
- le tarif réduit passerait à 3,90 € (au lieu de 3,80 €) ;
- le carnet de 10 entrées adultes passerait à 47,90 € (au lieu de 47 €).

Il convient d'approuver la nouvelle grille tarifaire du centre aquatique L'Odyss pour la période du 1er septembre 2026 au 31 août 2027.

❖

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 1411-1 permettant aux établissements publics de *« confier la gestion d'un service public [...] à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de délégation de service public »* ;

Vu la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du Centre Aquatique L'Odyss signée entre la Communauté de communes du Pays de Chantonnay et la Société par Action Simplifiée (SAS) Prestalis, en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n° 2021-52, en date du 3 mars 2021 ;

Vu l'article n° 23 de la convention précitée prévoyant que les tarifs peuvent être révisés sur proposition de la SAS Prestalis ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-241, en date du 29 mai 2024, mentionnant que la Communauté de communes a accepté le maintien pour le public des tarifs d'entrée approuvés pour l'ouverture de l'équipement et a ainsi accepté de prendre à sa charge la perte de recettes générée par cette absence d'augmentation auprès de la SAS Prestalis, estimée à + 27,45 % ;

Considérant que la proposition de nouveaux tarifs 2026-2027 de la SAS Prestalis, en augmentation moyenne de 2 %, est cohérente au regard de l'analyse concurrentielle des tarifs proposés par certains autres centres aquatiques de Vendée ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 17 juin 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, telle que jointe en annexe, la grille tarifaire 2026-2027 du centre aquatique L'Odyss, applicable à partir du 1er septembre 2026 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Retranscription des débats :

Monsieur Bruno COUTANSAIS demande si la somme de 105 000 € versée par la Communauté de communes permet de maintenir le déficit.

Madame Isabelle MOINET – Présidente précise que le déficit est lié principalement à la fréquentation qui est en augmentation ces dernières années.

Monsieur Julien CHARRIER demande si la somme de 105 000 € correspond au déficit annuel du site.

Madame Isabelle MOINET – Présidente répond par la négative, le déficit global étant bien supérieur.

Monsieur Yannick SOULARD précise qu'il s'agit d'un choix politique d'assumer de ne pas augmenter les tarifs pour rester cohérent avec les pratiques des territoires voisins.

Madame Hélène GABORIT demande si la canicule a augmenté la fréquentation.

Madame Isabelle MOINET – Présidente répond que la fréquentation a effectivement augmenté, et que les horaires d'ouverture ont été adaptés, en ouvrant plus tôt et en fermant plus tard.

Monsieur Jean-Marcel GRIMAUD indique que le changement de direction a permis une amélioration de la qualité du service.

Madame Laure ROUET précise que le personnel en poste est agréable.

Monsieur Cyrille GUIBERT rappelle que les débuts ont été laborieux.

Madame Isabelle MOINET – Présidente précise que les difficultés liées au démarrage de l'exploitation sont dues à plusieurs raisons.

Monsieur Julien AUDUREAU demande si la Fréquentation Maximum Instantanée (FMI) est suffisante.

Madame Isabelle MOINET – Présidente précise que l'établissement n'a pas refusé de public. Elle précise également que la FMI est calculée en fonction de la surface en m² des bassins.

Madame Danièle COUDRAY précise que l'amélioration du service est également marquée par les diverses activités proposées, rendant attractif le site.

N° 2026-313 ADHÉSION AU CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA VENDÉE (CAUE)

Nomenclature des actes : 8.4

	Commission	Bureau	Conseil
Avis	/	/	
Décision			01/07/2026

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Vendée (CAUE 85) a pour vocation de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement. Il exerce ses missions dans un cadre associatif et est piloté par un Conseil d'administration qui en définit les orientations et en contrôle la mise en œuvre.

Il accompagne et conseille différents publics :

- les Communes et autres collectivités (projets paysagers, transition écologique, accompagnement des projets communaux, participation à des jurys de concours) ;
- les particuliers et porteurs de projets, de la maison individuelle aux aménagements paysagers ou hébergements touristiques ;
- les exploitants agricoles, notamment sur l'intégration paysagère, en lien avec la Chambre d'Agriculture ;
- les établissements scolaires, dans le cadre de projets d'aménagement (cours d'école, végétalisation, renaturation, etc.).

Le CAUE 85 est aujourd'hui un partenaire incontournable pour l'exercice des missions d'urbanisme et d'aménagement du territoire de la Communauté de communes. Des collaborations sont déjà en place, notamment pour l'accompagnement des particuliers dans leurs projets de construction, rénovation, réhabilitation ou extension, ainsi que pour l'accompagnement des entreprises sur les aspects paysagers de leurs projets.

Aussi, l'adhésion au CAUE 85 donne accès à son actualité via sa newsletter, à des journées techniques et à des évènements, colloques, séminaires, formations, visites de site.

Le coût de l'adhésion annuel en 2026 pour les Communauté de communes est de 300 €.

En résumé, afin de renforcer le partenariat de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay avec le CAUE, il est proposé d'adhérer à cette dernière (300 € en 2026).

❖

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36, en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.1.1 prévoyant la compétence en matière d'aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire et de plan local d'urbanisme ;

Considérant les actions de la CCPC menées en faveur de l'accompagnement, du conseil et de l'animation auprès des administrés, des collectivités et des entreprises dans les domaines de l'urbanisme, du paysage et de l'environnement ;

Considérant que l'action du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Vendée (CAUE 85) concourt à l'accompagnement et à l'assistance de la CCPC, ainsi que des administrés de son territoire porteurs de projets de construction ou d'aménagement, des exploitants agricoles et des acteurs économiques ;

Considérant que le CAUE 85 constitue un interlocuteur identifié, déjà présent sur le territoire ;

Considérant la qualité des relations partenariales déjà engagées entre la CCPC et le CAUE 85 ;

Considérant que l'adhésion de la CCPC à cette association s'inscrit dans la continuité d'un travail collaboratif fondé sur la confiance et la volonté commune d'accompagner l'ensemble des acteurs du territoire ;

Considérant que le montant de la cotisation pour l'année 2026 s'élève à 300 € ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver l'adhésion de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay à l'association Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Vendée (CAUE 85), comprenant notamment le versement de la cotisation annuelle 2026, d'un montant de 300 euros ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

<u>Retranscription des débats</u> :

***Monsieur Pascal MATHÉ** ajoute qu'un travail a été fait par des étudiants de l'école d'architecture de Nantes sur le site de Touchegray avec une restitution, et qu'il serait intéressant que les élus en prennent connaissance.*

***Madame Isabelle MOINET – Présidente** indique que la restitution sera faite cet hiver lors d'un temps fort entre élus.*

***Madame Hélène MADORRA** précise que c'est une association avec des salariés compétents, que l'accompagnement est pertinent et que les collectivités sont libres de décider de leur projet. Elle ajoute que le CAUE 85 est fréquemment pilote sur de nombreux sujets tels que : l'arbre, l'aménagement très petite maison, etc.*

Monsieur Jérôme AUBINEAU précise que l'association fait face à des difficultés financières.

Monsieur Pascal MATHÉ précise que l'association est financée par le Département, et notamment par la taxe aménagement.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Cyrille GUIBERT invite les élus à participer au congrès UNC qui se déroulera le dimanche 5 juillet 2026 à Sainte-Cécile.

Monsieur Bruno COUTANSAIS rappelle que la balade du mardi 7 juillet se déroulera sur la commune de Saint-Germain-de-Prinçay, avec un départ de la salle des fêtes.

Madame Isabelle MOINET – Présidente rappelle que le Championnat de France de cyclisme aura lieu la semaine du 14 juillet.

Madame Hélène MADORRA attire l'attention sur les effets de la canicule et plus précisément sur les restrictions d'eau. En effet, il est constaté une perte de 800 000 m³ d'eau par évaporation sur des réserves de 55 millions de m³. La distribution quotidienne d'eau est de 200 000 m³ par jour, le risque de coupure est donc réel si les habitants ne sont pas vigilants sur leur usage et si la canicule continue.

La séance est levée à 20h35.

Fait à Chantonnay, le 3 juillet 2026.

Séance du Conseil communautaire du 1er juillet 2026

Numéro d'ordre des délibérations prises : n° 2026-283 à n° 2026-313
et 11 annexes

Signatures manuscrites :

Le secrétaire de séance,
Pierrick BRETEAU

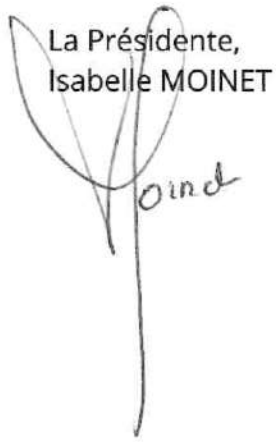
La Présidente,
Isabelle MOINET

Le procès-verbal de la séance du 1er juillet 2026 est arrêté le 23 septembre 2026.

Signatures manuscrites :

Le secrétaire de séance,
Laure ROUET

La Présidente,
Isabelle MOINET



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-335 DÉCISIONS PRISES PAR LA PRÉSIDENTE SUITE AUX DÉLÉGATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nomenclature des actes : 5.4

La Présidente présente les décisions qu'elle a prises suite aux délégations données par le Conseil communautaire :

. . . / . . .

- Décisions :

N° DP 2026	Objet de la Décision de la Présidente	Entreprises Organismes Collectivités	Montant global HT	Montant global TTC
314	Devis Entrepreneur Individuel BONNAUD Mehdi - MEHDI MEDIA - Réalisation de la vidéo « sortir du cadre » Saison 3 pour les vœux 2027 de la présidente		3 090,00 €	3 708,00 €
315	SMACL Assurances SA - Avenant au marché public n° 2022-20-1 - Adjonction des 2 ateliers-relais de Saint-Prouant au contrat « dommages aux biens » n° C2023-10859		sans surprime au titre de l'année 2026	
316	Devis Association LA ROTULE - Reprogrammation des représentations du spectacle « Volatile Ombré » en novembre 2026 - Contrat Local d'Éducation Artistique et Culturelle (CLÉA)			4 624,00 €
317	Devis Association NOCTILUS THÉÂTRE - Organisation de représentations de théâtre interactif sur les relations affectives, la santé mentale et la santé sexuelle des jeunes			6 999,64 €
318	Attribution d'aides pour la réhabilitation des assainissements individuels non conformes – Programme 2026	BOYER - Chantonnay PELON – St-Martin-des-Noyers GANDRIEAU – Chantonnay		1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 €
319	Devis SARL LUDIK Énergie - Animations vélos dans le cadre de la 4ème édition des Journées pour le Climat		4 710,00 €	5 652,00 €
320	Convention SA La Poste - Mise en place d'un service de navettes inter-bibliothèques - Réseau des Bibliothèques		17 947,55 €	21 537,06 €
321	Devis SAS ENVOLIIS - Prestations de services managés infrastructure et parc informatique pour les besoins des services pour l'année 2026		7 262,90 €	8 715,48 €
322	Convention SELARL LEXCAP - Mission d'assistance juridique		20 000,00 €	24 000,00 €
323	Attribution des marchés publics d'assurances de la CCPC			
	Lot 1 - Assurance Dommages aux Biens et des risques annexes	CABINET Paris Nord Assurances Services (PNAS) MILA SA		83 363,20 €
	Lot 2 - Assurance des responsabilités et des risques annexes	CABINET Paris Nord Assurances Services (PNAS) AREAS DOMMAGES		18 252,88 €

. . . / . . .

N° DP 2026	Objet de la Décision de la Présidente	Entreprises Organismes Collectivités	Montant global HT	Montant global TTC
	Lot 3 - Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes	GROUPAMA Centre Atlantique		23 512,44 €
	Lot 4 - Assurance de la protection juridique de la CCPC et de la protection fonctionnelle des agents et élus	AURA COURTAGE GROUPAMA Protection Juridique		3 820,00 €
324	Devis Association « Maison de la Vie Rurale », labellisée CPIE Sèvre et Bocage - Réalisation de diagnostics bocagers			6 909,00 €
325	Devis de l'Entrepreneur Individuel SILBERZAHN Philippe - Conférence à destination des entrepreneurs du territoire		5 300,00 €	6 360,00 €
326	Devis de la SARL FGRIBREAU - Audit flash « Intelligence Artificielle et organisation de l'information »		3 499,00 €	4 198,80 €
327	Approbation de l'avenant n° 1 au marché public n° 2026-03 – étude de faisabilité du jalonnement, de signalétique et de la sécurisation des itinéraires cyclables sur le territoire du Pays de Chantonnay	COROS Consultants	Nouveau périmètre d'intervention Sans incidence financière	
328	Attribution d'aides pour la réhabilitation des assainissements individuels non conformes - Programme 2026	ROUSSELOT – Chantonnay RENEVRET – Chantonnay MERCIER – St-Germain-de-Prinçay HERBRETEAU – Ste-Cécile		1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 €
329	Attribution d'une aide à la rénovation de l'habitat dans le cadre de l'Éco-Pass - Programme 2026	SUIRE - St-Germain-de-Prinçay TERRIEN - Chantonnay		1 500,00 € 1 500,00 €
330	Devis de l'Association MA PETITE PLANÈTE - Défi écologique « Ma Petite Planète Scolaire » sur le territoire du Pays de Chantonnay		3 500,00 €	4 200,00 €

. . . / . . .

N° DP 2026	Objet de la Décision de la Présidente	Entreprises Organismes Collectivités	Montant global HT	Montant global TTC
331	Devis SELARL GÉOUEST – Études environnementales et réglementaires – Extension de la ZA Les Fours à Saint-Martin-des-Noyers		6 530,00 €	7 836,00 €
332	Devis Entrepreneur Individuel (EI) Madame MENUET Valérie – Prestations de décoration dans le cadre du dispositif du 1 % artistique pour la construction de la médiathèque intercommunale du Pays de Chantonnay			27 930,00 €

- Devis :

Objet de la dépense	Entreprises Organismes Collectivités	Montant HT	Montant TTC
Réparation portail de la Gendarmerie	Portis	1 610,54 €	1 771,59 €
Animation stand Escape Game JPC	Chouette Impact	2 500,00 €	3 000,00 €
Jupe provisoire contre ouverture façade - EHPAD Les Érables	Asten	2 984,40 €	3 581,28 €
Réparation chaudière bois - EHPAD Les Érables	Ouvrard	2 246,10 €	2 695,32 €

- Conventions et baux :

Objet de la dépense	Entreprises Organismes Collectivités	Montant HT	Montant TTC
Mise à disposition - Salles (du 01/09/2026 au 31/08/2027) pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents	Mairie – Chantonnay	Gratuité au profit de l'intercommunalité	
Intervenants extérieurs (1 année)	DSDEN		
Mise à disposition - Locaux (17/11/2026) - Actions culturelles	Mairie – Sainte-Cécile		
Mise à disposition - Salles (du 01/09/2026 au 31/08/2027) pour le RPE	Les Mairies – Pays de Chantonnay		
Report des animations du RPE	Au Bois Étoilé		
Mise à disposition - Locaux (18 et 19/11/2026) - Actions culturelles	Mairie – Saint-Prouant		

. . . / . . .

Objet de la recette	Entreprises Organismes Collectivités	Montant HT	Montant TTC
Mise à disposition Bureau de la Maison de l'Emploi	FORMAT PRO	20 € la demi-journée 30 € la journée	
Mise à disposition Bureau permanence - CCPC	Département de la Vendée	Gratuité appliquée	
Mise à disposition Local Bâtiment associatif	AREAMS	Gratuité appliquée	
Bail courte durée Atelier Relais de la Vouraie - Saint-Hilaire-le-Vouhis	NIIGHT RIDERZ (association)	900 € /mensuel	-
Avenant n° 1 bail courte durée Atelier Relais n° 2 - Polaris - Chantonnay	TSI Menuiserie	Précisions sur les impôts et taxes ainsi que les charges locatives et remboursement dus au bailleur	
Occupation précaire 2026-2028 (n° 1, 2, 3 et 4)	EARL BENÊTRE		141,70 €
			50,39 €
			438,00 €
			273,00 €
Occupation précaire 2026-2028	DAVIEAU Robert		42,69 €
Occupation précaire 2026-2028 (n° 1 et 2)	EARL SÉBASTOPOL		438,00 €
			273,00 €
Occupation précaire 2026-2028	ROBIN Thierry		1 182,00 €
Occupation précaire 2026-2028	GAEC La Clé des Champs		70,70 €
Occupation précaire 2026-2028	GAEC URSULE		501,00 €
Occupation précaire 2026-2028	GAEC VALORIS		403,00 €
Occupation précaire 2026-2028	EARL ALBAGRI		81,19 €
Location Vélo Assistance Électrique	ARRIVÉ – Rochetrejoux		112,50 €

Le Conseil communautaire prend acte de la présentation des décisions de la Présidente.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-336 COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

Nomenclature des actes : 5.7

Conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, la Présidente rend compte des travaux du Bureau communautaire.

Le Conseil communautaire n'a pas délégué d'attribution au Bureau communautaire. Aussi, celui-ci ne prend pas de délibération.

Le Bureau communautaire s'est réuni aux dates suivantes : les 22 juillet, 2 et 16 septembre 2026.

. . . / . . .

Les principaux points abordés ont été :

- 22/07/2026 :
    - POUR AVIS : Projet de territoire : diagnostic et défis / Consommation, entretien/maintenance et réparation de l'éclairage en ZAE / Formation des élus / Conseiller numérique : maintien ou arrêt du dispositif / Boîte SOS / Adhésion au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) / Pouvoir de police spéciale : opposition au transfert automatique à la Présidente.
    - POUR INFORMATION : Canicule : centres d'accueil / Portes ouvertes pour les nouveaux élus / Demande de subvention au 4L Trophy 2027 / Renouvellement des marchés d'assurances au 1er janvier 2027 / Désignation des commissaires de la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) / Rencontre avec la Chambre d'Agriculture / Maison de l'Emploi : sollicitations extérieures diverses / Compte-rendu de la réunion de travail Filière Bois Bocager du 10 juillet 2026 / Renouvellement de la Commission Départementale de Conciliation en matière d'urbanisme / Pool party intercommunale à l'ODYSS : partenariat avec les structures jeunesse du territoire / Biodéchets : bilan de l'expérimentation de collecte mutualisée (2025-2026) / Projet de Légumerie-Conserverie « Du Local dans le Bocal » : compte-rendu du premier COPIL / Plan de jalonnement : présentation du diagnostic et validation des orientations de la phase 2.

- 02/09/2026 :
    - POUR AVIS : Projet de territoire : Présentation des modalités de concertation / Saisine des parlementaires pour renforcer le cadre législatif applicable aux occupations illicites des gens du voyage et à leurs conséquences sur les biens publics et privés / Fonds de soutien direct aux communes sinistrées / Exonérations fiscales et revalorisation des bases minimums de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) / Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) : Répartition 2026 / Attribution de subvention entrant dans le champ du règlement associations culturelles, sportives et/ou de loisirs / Demande de subvention de l'école publique de Sainte-Cécile pour un projet d'éducation artistique et culturelle.
    - POUR INFORMATION : Comité de programmation du GAL Leader du Bocage Vendéen du 3 septembre 2026 / Calendrier 2027 des réunions du Bureau et du Conseil / Vidéo " Sortir du cadre - saison 3 " : Entreprises retenues / Avenant n°1 à la convention de groupement de commande relative aux travaux d'entretien de la voirie (balayage des voies et nettoyage des avaloirs) / Évolution des chiffres du chômage / Avancées sur l'aménagement de la zone d'activités les Fours à Saint-Martin-des-Noyers / Journées pour le Climat - La Végétalisation : Programme / Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'Assainissement Non Collectif (RPQS SPANC) / ODYSS : Rapport annuel du délégataire sur l'exploitation du site.

. . . / . . .

- 16/09/2026 :
    - POUR AVIS : Renfort service Ressources Humaines / Modification de l'affectation des résultats 2025 du budget général et du budget annexe ateliers relais / Décisions modificatives n° 1 sur 4 budgets / Modification du délai imposé à certains porteurs de projet pour bénéficier des anciens tarifs de vente des terrains en zones d'activités économiques / Projet d'acquisition de la parcelle XS 152 située à l'Actipôle de l'Étang à Bournezeau / Désignation d'un représentant au sein de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) Vendée Bois Énergies (VBE) / Désignation d'un représentant au sein de l'association Fibois Pays de la Loire / L'ODYSS : principe de gestion par délégation de service public / Demande d'une subvention pour la Maison des Adolescents / Paiements pour Services Environnementaux.
    - POUR INFORMATION : Clôture de la régie de l'aire d'accueil des gens du voyage / Relance du club « Demandeurs d'emploi » sur le territoire / Participation aux Journées Régionales « Visitez Nos Entreprises en Pays de la Loire » / Réaménagement du Sentier d'Amanéa / Filière Bois : retour sur la réunion d'approvisionnement / Présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés / Convention tripartite d'action foncière avec la commune de Saint-Prouant, l'Établissement Public Foncier de la Vendée (EPF) et la Communauté de communes du Pays de Chantonnay / Consommation, entretien/maintenance et réparation de l'éclairage en ZAE / Réunion de travail proposée par Monsieur le Député sur les problématiques d'accueil et de gestion des gens du voyage / Liste des autres points abordés au prochain Conseil communautaire.

Le Conseil communautaire prend acte de cette présentation des travaux du Bureau communautaire.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-337 ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI » EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE EMERIT

Nomenclature des actes : 5.3

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* », applicable par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code à la Communauté de communes ;

. . . / . . .

Vu l'article L. 2121-22 du CGCT disposant que « *la composition des différentes commissions [...] doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus* » ;

Vu l'article L. 5211-40-1 du CGCT disposant que :

- « *en cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22* » ;
- « *lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine* » ;
- « *les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-154, en date du 8 avril 2026, portant création de dix (10) commissions thématiques, et prévoyant que la commission « Développement économique et Emploi » inclut un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant par Commune membre par commission, à l'exception des communes de Bournezeau et de Chantonnay qui disposent de deux (2) membres titulaires et deux (2) membres suppléants par commission, ainsi que le Vice-Président qui assure la délégation ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-182, en date du 29 avril 2026, désignant les membres siégeant au sein de ladite commission « Développement économique et Emploi » ;

Considérant la démission de Monsieur Dominique EMERIT de son mandat de Conseil municipal de la commune de Saint-Germain-de-Prinçay, tel que communiquée par la Mairie en date du 9 juillet 2026 ;

Considérant qu'il convient donc de remplacer Monsieur Dominique EMERIT au sein de la commission précitée, en tant que Conseiller municipal membre suppléant ;

Considérant que le Conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder par scrutin secret aux nominations des membres des commissions ;

Considérant la candidature de Monsieur Benoit BARD proposée par la commune de Saint-Germain-de-Prinçay, en remplacement de Monsieur Dominique EMERIT ;

. . . / . . .

Considérant les résultats du scrutin :

Représentant suppléant		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Benoit BARD	Présents : 33 Pouvoirs : 2 Absents : 2 Votants : 35 Majorité absolue : 18	Pour : 35 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 35

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de ne pas procéder par scrutin secret pour la désignation du remplaçant de Monsieur Dominique EMERIT au sein de la commission « Développement économique et Emploi », mais au scrutin public à main levée ;
- de proclamer, en remplacement de Monsieur Dominique EMERIT, membre de la commission « Développement économique et Emploi » et de l'installer immédiatement dans ses fonctions :

Suppléant	Communes
Monsieur Benoit BARD	SAINT-GERMAIN-DE-PRINÇAY

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Étant rappelé que la délibération du Conseil communautaire n° 2026-182, en date du 29 avril 2026, a acté les autres élus suivants membres de la commission « Développement économique et Emploi » :

Titulaires	Suppléants	Communes
Christophe DIBON	Aurore DAVIEAU	BOURNEZEAU
Jérôme AUBINEAU	Philippe BREGEON	
Arthur ROUSSEL de COURCY	Carlos ALMEIDA de OLIVEIRA	CHANTONNAY
Joël BOURDET	Danièle COUDRAY	
Sébastien PIERRON	Mathieu HUVELIN	ROCHETREJOUX
Franck GUITTON		SAINT-GERMAIN-DE-PRINÇAY
Valérie PICARD	Catherine MAQUIGNON	SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS
Sophie PICARD	Christophe GOURAUD	SAINT-MARTIN-DES-NOYERS
Julien CHARRIER	Yannick SOULARD	SAINT-PROUANT
Pierre BERTRAND	Julien CARTEAU	SAINT-VINCENT-STERLANGES
Lucie MENANTEAU	Valérie MARTINEAU	SAINTE-CÉCILE
Pascal CHATEVAIRE	Jean-Marcel GRIMAUD	SIGOURNAIS

. . . / . . .

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-338 ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE « CULTURE ET LOISIRS » EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE EMERIT

Nomenclature des actes : 5.3

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* », applicable par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code à la Communauté de communes ;

. . . / . . .

Vu l'article L. 2121-22 du CGCT disposant que « *la composition des différentes commissions [...] doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus* » ;

Vu l'article L. 5211-40-1 du CGCT disposant que :

- « *en cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22* » ;
- « *lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine* » ;
- « *les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes* » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-154, en date du 8 avril 2026, portant création de dix (10) commissions thématiques, et prévoyant que la commission « Culture et Loisirs » inclut un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant par Commune membre par commission, à l'exception des communes de Bournezeau et de Chantonnay qui disposent de deux (2) membres titulaires et deux (2) membres suppléants par commission, ainsi que le Vice-Président qui assure la délégation ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-185, en date du 29 avril 2026, désignant les membres siégeant au sein de ladite commission « Culture et Loisirs » ;

Considérant la démission de Monsieur Dominique EMERIT de son mandat de Conseil municipal de la commune de Saint-Germain-de-Prinçay, tel que communiquée par la Mairie en date du 9 juillet 2026 ;

Considérant qu'il convient donc de remplacer Monsieur Dominique EMERIT au sein de la commission précitée, en tant que Conseiller municipal membre suppléant ;

Considérant que le Conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder par scrutin secret aux nominations des membres des commissions ;

Considérant la candidature de Madame Isabelle HÉLIE proposée par la commune de Saint-Germain-de-Prinçay, en remplacement de Monsieur Dominique EMERIT ;

. . . / . . .

Considérant les résultats du scrutin :

Représentant suppléant		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Isabelle HÉLIE	Présents : 33 Pouvoirs : 2 Absents : 2 Votants : 35 Majorité absolue : 18	Pour : 35 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 35

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de ne pas procéder par scrutin secret pour la désignation du remplaçant de Monsieur Dominique EMERIT au sein de la commission « Culture et Loisirs », mais au scrutin public à main levée ;
- de proclamer, en remplacement de Monsieur Dominique EMERIT, membre de la commission « Culture et Loisirs » et de l'installer immédiatement dans ses fonctions :

Suppléant	Communes
Madame Isabelle HÉLIE	SAINT-GERMAIN-DE-PRINÇAY

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Étant rappelé que la délibération du Conseil communautaire n° 2026-185, en date du 29 avril 2026, a acté les autres élus suivants membres de la commission « Culture et Loisirs » :

Titulaires	Suppléants	Communes
Peggy GUILMINEAU	Amélie BAUDET	BOURNEZEAU
Jérôme AUBINEAU	Mickaël GUILBAUD	
Laurence KERBELLEC	Julien AUDUREAU	CHANTONNAY
Kévin LAPEYRE	Sylvie NICAUD-FERNANDES	
Émilie HUVELIN	Justine BERTIN	ROCHETREJOUX
Vanessa RAVON		SAINT-GERMAIN-DE-PRINÇAY
Pierrick BRETEAU	Virginie LAMOTTE	SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS
Jérémy CONNIL	Camille REVERSEAU	SAINT-MARTIN-DES-NOYERS
Sabine RAINTEAU	Élodie BIZON	SAINT-PROUANT
Philippe BOSSARD	Agnès BOUSSEAU	SAINT-VINCENT-STERLANGES
Cécile BARATON	Carmen DEGUIL	SAINTE-CÉCILE
Philippe AVRIL	Mélinda AUNEAU	SIGOURNAIS

. . . / . . .

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-339 ADHÉSION ET DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS AUX COMMUNAUTÉS PROFESSIONNELLES TERRITORIALES DE SANTÉ

Nomenclature des actes : 8.2

Vu l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), transposable aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) par application de l'article L. 5211-1 du même Code, disposant que « *le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs* » ;

. . . / . . .

Vu l'article L. 2121-21 du CGCT, transposable aux EPCI par application de l'article L. 5211-1 du même Code, disposant qu' « *il est voté au scrutin secret [...] lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation* » et que « *Le conseil [...] peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.5 portant sur les actions sociales d'intérêt communautaire ;

Considérant que l'adhésion aux Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) Centre Vendée et du Haut Bocage permet notamment :

- d'être informé des actions mises en place ;
- de mutualiser les projets et les réflexions communes pour agir plus efficacement, entre autres sur la problématique de l'accès aux soins ;

Considérant que le mandat des délégués est lié à celui de l'assemblée qui les a désignés ;

Considérant que le Conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder par scrutin secret aux nominations des délégués ;

Considérant les candidatures :

- en tant que titulaire de :
  - Madame Isabelle MOINET ;
- en tant que suppléant de :
  - Madame Héléna MADORRA ;

Considérant les résultats du scrutin :

Représentant titulaire		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Isabelle MOINET	Présents : 33 Pouvoirs : 2 Absents : 2 Votants : 35 Majorité absolue : 18	Pour : 35 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 35

.../...

Représentant suppléant		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Héléna MADORRA	Présents : 33 Pouvoirs : 2 Absents : 2 Votants : 35 Majorité absolue : 18	Pour : 35 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 35

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver l'adhésion gratuite aux deux Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS), soit celle du Centre Vendée et celle du Haut Bocage ;
- de ne pas procéder par scrutin secret pour la désignation d'un (1) représentant titulaire et d'un (1) suppléant au sein de ces deux CPTS, mais au scrutin public à main levée ;
- de proclamer représentants de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au sein de ces deux CPTS, et de déclarer installés immédiatement dans leurs fonctions :
    - Madame Isabelle MOINET, titulaire ;
    - Madame Héléna MADORRA, suppléante ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-340 CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHEF DE PROJET INFORMATIQUE ET TECHNICIEN ÉQUIPEMENTS ET USAGES

Nomenclature des actes : 4.2

Vu l'article L. 332-24 du Code général de la fonction publique (CGFP) disposant que : *« les administrations de l'État et ses établissements publics autres que ceux à caractère industriel et commercial, les collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 4 et les établissements mentionnés à l'article L. 5 peuvent, pour mener à bien un projet ou une opération identifiés, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération »* ;

. . . / . . .

Vu l'article L. 332-25 du CGFP disposant que : *« le contrat de projet mentionné à l'article L. 332-24 est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans »* ;

Vu l'article L. 332-26 du CGFP disposant que : *« le contrat de projet prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance. Il peut cependant être rompu par décision de l'employeur au terme d'un délai d'un an si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement »* ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-293, en date du 24 septembre 2025, approuvant la mise à jour du tableau des emplois au 1er octobre 2025 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en emplois non permanents ;

Considérant que pour mettre en place un schéma directeur informatique et téléphonique, renforcer le soutien technique aux agents, définir et mettre en œuvre certaines politiques de fonctionnement en matière de numérique, il est nécessaire de créer un emploi non permanent de chargé de chef de projet informatique et technicien équipements et usages ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de créer, pour une durée de 6 ans, à compter du 5 janvier 2027, un emploi non permanent de chef de projet informatique et technicien équipements et usages à temps complet comme suit :

Filière	Cadre d'emploi	Catégorie	Emploi	ETP	Temps de travail hebdomadaire	Permanent / non permanent
Filière technique	Technicien territorial	B	Chef de projet informatique et technicien équipements et usages	1	35h00	Non permanent

. . . / . . .

étant précisé :

- que cet emploi non permanent est créé pour mener à bien le projet :
  - de construction d'un schéma directeur informatique et téléphonique ;
  - de définition et mise en œuvre de certaines politiques de fonctionnement en matière numérique ;
- que le contrat pourra être conclu et / ou renouvelé dans la limite d'une durée totale de 6 ans ;
- que le contrat prendra fin :
  - soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu ;
  - soit si le projet pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser ;
- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale de l'intercommunalité ;
- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté seront inscrits au budget primitif 2027 ;
- que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des emplois, actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-341 MODIFICATION DE L'AFFECTATION DES RÉSULTATS 2025 BUDGET ANNEXE ATELIERS RELAIS

Nomenclature des actes : 7.1

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article R. 1612-52 disposant que :

- *« I. - Le besoin ou l'excédent de financement de la section d'investissement constaté à la clôture de l'exercice est constitué du solde d'exécution corrigé des restes à réaliser. Le solde d'exécution de la section d'investissement correspond à la différence entre le montant des titres de recettes et le montant des mandats de dépenses émis dans l'exercice, y compris le cas échéant les réductions et annulations de recettes et de dépenses, augmentée ou diminuée du report des exercices antérieurs.* . . . / . . .

Les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

- *II. - Le résultat de la section de fonctionnement correspond à l'excédent ou au déficit de l'exercice. Pour son affectation, il est cumulé avec le résultat antérieur reporté à l'exclusion des restes à réaliser. Les restes à réaliser de la section de fonctionnement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant. » ;*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article R. 1612-53 disposant que : *« Le résultat cumulé défini au II de l'article R. 1612-52 est affecté, lorsqu'il s'agit d'un excédent : 1° En priorité, en réserves pour la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent ; 2° Pour le solde, en excédent de fonctionnement reporté ou en dotation complémentaire en réserves. Lorsqu'il s'agit d'un déficit, il est ajouté aux dépenses de fonctionnement de l'exercice. Pour l'affectation en réserves, l'exécution de la décision budgétaire de reprise des résultats, adoptée par l'assemblée délibérante, se fait par l'émission d'un titre de recettes. La délibération affectant le résultat excédentaire est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise et du compte financier unique de l'exercice, pour en justifier les recettes. » ;*

Vu l'instruction comptable M57 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-111, en date du 11 mars 2026 ;

Considérant les résultats suivants à la clôture de l'exercice 2025 du budget annexe « Ateliers relais » de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay :

Résultat de fonctionnement		
A	Résultat de l'exercice	20 920,35 €
B	Résultat reporté	124 943,03 €
A + B	Résultat à affecter	145 863,38 €
Résultat d'investissement		
D	Solde d'exécution d'investissement	- 14 401,94 €
E	Résultat reporté	150 250,50 €
D + E	Soldé d'exécution d'investissement	135 848,56 €
F	Solde des restes à réaliser d'investissement	- 303 878,71 €
G	**Besoin de financement**	**- 168 030,15 €**

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'abroger la délibération du Conseil communautaire n° 2026-111 en date du 11 mars 2026 ;
- d'affecter, en recette de la section d'investissement, la totalité de l'excédent de fonctionnement, soit un montant de 145 863,38 € ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-342 AFFECTATION DES RÉSULTATS 2025 BUDGET GÉNÉRAL

Nomenclature des actes : 7.1

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article R. 1612-52 disposant que :

- *« I. - Le besoin ou l'excédent de financement de la section d'investissement constaté à la clôture de l'exercice est constitué du solde d'exécution corrigé des restes à réaliser. Le solde d'exécution de la section d'investissement correspond à la différence entre le montant des titres de recettes et le montant des mandats de dépenses émis dans l'exercice, y compris le cas échéant les réductions et annulations de recettes et de dépenses, augmentée ou diminuée du report des exercices antérieurs.* . . . / . . .

Les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

- *II. - Le résultat de la section de fonctionnement correspond à l'excédent ou au déficit de l'exercice. Pour son affectation, il est cumulé avec le résultat antérieur reporté à l'exclusion des restes à réaliser. Les restes à réaliser de la section de fonctionnement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant. » ;*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article R. 1612-53 disposant que : *« Le résultat cumulé défini au II de l'article R. 1612-52 est affecté, lorsqu'il s'agit d'un excédent : 1° En priorité, en réserves pour la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent ; 2° Pour le solde, en excédent de fonctionnement reporté ou en dotation complémentaire en réserves. Lorsqu'il s'agit d'un déficit, il est ajouté aux dépenses de fonctionnement de l'exercice. Pour l'affectation en réserves, l'exécution de la décision budgétaire de reprise des résultats, adoptée par l'assemblée délibérante, se fait par l'émission d'un titre de recettes. La délibération affectant le résultat excédentaire est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise et du compte financier unique de l'exercice, pour en justifier les recettes. » ;*

Vu l'instruction comptable M57 ;

Considérant les résultats suivants à la clôture de l'exercice 2025 du budget principal de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay :

Résultat de fonctionnement		
A	Résultat de l'exercice	1 320 487,28 €
B	Résultat reporté	3 613 096,12 €
A + B	Résultat à affecter	4 933 583,40 €
Résultat d'investissement		
D	Solde d'exécution d'investissement	- 2 361 270,80 €
E	Résultat reporté	2 773 999,51 €
D + E	Soldé d'exécution d'investissement	412 728,71 €
F	Solde des restes à réaliser d'investissement	- 939 918,57 €
G	**Besoin de financement**	**- 527 189,86 €**

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'affecter en recette de la section d'investissement une partie de l'excédent de fonctionnement à hauteur du besoin de financement, soit un montant de 527 189,86 € ;
- de reporter le solde du résultat à affecter de la section de fonctionnement en recette de cette même section pour un montant de 4 406 393,54 € ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-343 FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) : RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE 2026

Nomenclature des actes : 7.6

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 2336-1 et L. 2336-3, disposant que :

- *« A compter de 2012, il est créé, à destination des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, un Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales [...] ;*

. . . / . . .

- *[...] Sont contributeurs au fonds : a) Les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant, tel que défini à l'article L. 2336-2, est supérieur à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant [...] ;*
- *[...] Par dérogation, le prélèvement peut être réparti selon les modalités suivantes [...] 2° Soit par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre statuant à l'unanimité, prise dans un délai de deux mois à compter de la notification par le représentant de l'Etat dans le département, ou par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, prise dans un délai de deux mois à compter de sa notification et approuvée par les conseils municipaux des communes membres. Les conseils municipaux disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, ils sont réputés l'avoir approuvée [...] » ;*

Vu le courrier de Monsieur le Préfet de la Vendée en date du 8 septembre et reçu pour notification le même jour, portant sur le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) pour l'exercice 2026 ;

Considérant qu'il est possible de déroger à la répartition de droit commun dans un délai de deux mois à compter de cette notification par le représentant de l'État ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 2 septembre 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :
- d'opter pour la répartition dérogatoire libre de l'enveloppe reversée et de l'enveloppe prélevée pour l'exercice 2026 ;
- d'approuver la répartition suivante de l'enveloppe reversée pour l'exercice 2026 :
  - enveloppe communautaire : 150 603 € ;
  - enveloppe communale : 451 810 € repartie comme suit entre les communes ;

Communes	Montant dérogatoire 2026 conformément au pacte
Bournezeau	73 209 €
Chantonnay	139 499 €
Rochetrejoux	18 566 €
Sainte-Cécile	35 238 €
Saint-Germain-de-Prinçay	37 414 €
Saint-Hilaire-le-Vouhis	22 732 €
Saint-Martin-des-Noyers	54 322 €
Saint-Prouant	31 414 €
Saint-Vincent-Sterlanges	17 233 €
Sigournais	22 183 €

. . . / . . .

- d'approuver la répartition suivante de l'enveloppe prélevée pour l'exercice 2026 :
    - enveloppe communautaire : 119 507 € ;
    - enveloppe communale : 0 € ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-344 DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET ANNEXE « ATELIERS RELAIS »

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-111, en date du 11 mars 2026, adoptant le budget primitif du budget annexe « Ateliers relais » de la Communauté de communes ;

. . . / . . .

Considérant qu'il est nécessaire de modifier, en cours d'exercice, les prévisions inscrites au budget primitif tout en assurant l'équilibre du budget entre les dépenses et les recettes ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la décision modificative n° 1 du budget annexe « ateliers relais », telle que présentée ci-dessous :
  - Section de fonctionnement :

Dépenses			Recettes		
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
67	Charges spécifiques	2 200,00 €	002	Résultat de fonctionnement reporté	- 43 808,20 €
			75	Autres produits de gestion courante	5 008,20 €
			042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	41 000,00 €
	TOTAL DÉPENSES	**2 200,00 €**		**TOTAL RECETTES**	**2 200,00 €**

  - Section d'investissement :

Dépenses			Recettes		
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
21	Immobilisations corporelles	2 808,20 €	10	Dotations, fonds divers et réserves	43 808,20 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	41 000,00 €			
	TOTAL DÉPENSES	**43 808,20 €**		**TOTAL RECETTES**	**43 808,20 €**

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-345 DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET ANNEXE « MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE »

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-114, en date du 11 mars 2026, adoptant le budget primitif du budget annexe « Maison de santé pluridisciplinaire » de la Communauté de communes ;

. . . / . . .

Considérant qu'il est nécessaire de modifier, en cours d'exercice, les prévisions inscrites au budget primitif tout en assurant l'équilibre du budget entre les dépenses et les recettes ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la décision modificative n° 1 du budget annexe « Maison de santé pluridisciplinaire », telle que présentée ci-dessous :
  - Section de fonctionnement :

Dépenses			Recettes		
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000,00 €	75	Autres produits de gestion courante	10 000,00 €
	TOTAL DÉPENSES	**10 000,00 €**		**TOTAL RECETTES**	**10 000,00 €**

  - Section d'investissement :

Dépenses			Recettes		
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
20	Immobilisations incorporelles	3 000,00 €	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	7 000,00 €			
	TOTAL DÉPENSES	**10 000,00 €**		**TOTAL RECETTES**	**10 000,00 €**

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-346 DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET ANNEXE « ZONES D'ACTIVITÉS »

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-113, en date du 11 mars 2026, adoptant le budget primitif annexe « Zones d'activités » de la Communauté de communes ;

. . . / . . .

Considérant qu'il est nécessaire de modifier, en cours d'exercice, les prévisions inscrites au budget primitif tout en assurant l'équilibre du budget entre les dépenses et les recettes ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la décision modificative n° 1 du budget annexe « Zones d'activités », telle que présentée ci-dessous :
  - Section de fonctionnement :

Dépenses			Recettes		
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	206 000,00 €	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	206 000,00 €
	TOTAL DÉPENSES	**206 000,00 €**		**TOTAL RECETTES**	**206 000,00 €**

  - Section d'investissement :

Dépenses			Recettes		
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	206 000,00 €	16	Emprunts et dettes assimilées	206 000,00 €
	TOTAL DÉPENSES	**206 000,00 €**		**TOTAL RECETTES**	**206 000,00 €**

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-347 DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET PRINCIPAL

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-122, en date du 11 mars 2026, adoptant le budget primitif du budget principal de la Communauté de communes ;

. . . / . . .

Considérant qu'il est nécessaire de modifier, en cours d'exercice, les prévisions inscrites au budget primitif tout en assurant l'équilibre du budget entre les dépenses et les recettes ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la décision modificative n° 1 du budget principal, telle que présentée ci-dessous :
  - Section de fonctionnement :

Dépenses			Recettes		
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	90 400,00 €	002	Résultat de fonctionnement reporté	-527 189,86 €
014	Atténuations de produits	70 000,00 €	013	Atténuation de charges	20 240,00 €
023	Virement à la section d'investissement	- 427 189,86 €	70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	9 970,00 €
			73	Impôts et taxes	28 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	- 10 300,00 €	74	Dotations et participations	143 420,00 €
			75	Autres produits de gestion courante	48 470,00 €
	TOTAL DÉPENSES	**- 277 089,86 €**		**TOTAL RECETTES**	**-277 089,86 €**

  - Section d'investissement :

Dépenses			Recettes		
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
Opération 39	Voirie	100 000,00 €	021	Virement de la section de fonctionnement	-427 189,86 €
			10	Dotations, fonds divers et réserves	527 189,86 €
	TOTAL DÉPENSES	**100 000,00 €**		**TOTAL RECETTES**	**100 000,00 €**

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-348 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ENTRANT DANS LE CHAMP DU RÈGLEMENT DES ASSOCIATIONS CULTURELLES, SPORTIVES ET/OU DE LOISIRS

Nomenclature des actes : 7.5

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 2121-29 disposant que « *le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune* », applicable à la Communauté de communes par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code qui prévoit que « *les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale* » ;

. . . / . . .

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36, en date du 8 janvier 2026 ;

Considérant le dossier de demande de subvention complété par l'association Groupement Intercommunal du Pays de Chantonnay ;

Considérant l'analyse du dossier de demande présentée en Bureau communautaire et l'avis de ce dernier en date du 2 septembre 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'attribuer à l'association Groupement Intercommunal du Pays de Chantonnay une subvention d'un montant de 400 € ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-349 ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS 2025/2026 À LA COMMUNE DE ROCHETREJOUX

Nomenclature des actes : 7.8

Vu l'article L. 5214-16 V du Code général des collectivités territoriales disposant qu' « *afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* » ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-477, en date du 4 décembre 2024, instaurant un pacte financier et fiscal pour 2024, 2025 et 2026 entre la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) et ses Communes membres ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Rochetrejoux n° D2026 07 06 03, en date du 30 juin 2026, relative à une demande de fonds de concours auprès de la CCPC ;

Considérant que la commune de Rochetrejoux a envoyé le 10 juillet 2026 à la CCPC ladite demande de fonds de concours portant sur des travaux de rénovation du commerce multiservices ;

Considérant que les crédits sont inscrits au budget principal 2026 de la CCPC ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'attribuer à la commune de Rochetrejoux le fonds de concours au titre des enveloppes 2025 et 2026 d'un montant total de 100 000,00 € pour des travaux de rénovation du commerce multiservices ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-350 ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS 2026 À LA COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DES-NOYERS

Nomenclature des actes : 7.8

Vu l'article L. 5214-16 V du Code général des collectivités territoriales disposant qu' « *afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* » ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-477, en date du 4 décembre 2024, instaurant un pacte financier et fiscal pour 2024, 2025 et 2026 entre la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) et ses Communes membres ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Martin-des-Noyers n° 58-2026, en date du 16 juillet 2026, relative à une demande de fonds de concours auprès de la CCPC ;

Considérant que la commune de Saint-Martin-des-Noyers a envoyé le 20 juillet 2026 à la CCPC ladite demande de fonds de concours portant sur l'aménagement du cabinet de santé ;

Considérant que les crédits sont inscrits au budget principal 2026 de la CCPC ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'attribuer à la commune de Saint-Martin-des-Noyers le fonds de concours au titre de l'enveloppe 2026 d'un montant total de 50 000,00 € pour l'aménagement du cabinet de santé ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 34

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-351 BUDGET PRINCIPAL – REDEVANCE ORDURES MÉNAGÈRES : ADMISSION EN NON-VALEUR POUR LA LISTE N° 8541720315 TRANSMISE PAR LE COMPTABLE PUBLIC

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57, et notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

Vu la liste n° 8541720315 transmise par le Comptable public en date du 1er septembre 2026 ;

. . . / . . .

Considérant que les créances de la Communauté de communes doivent être mises en recouvrement par le comptable public, et qu'elles peuvent faire l'objet d'une admission en « non-valeur » le déchargeant de cette obligation en cas d'échec des poursuites, jusqu'à meilleure fortune des redevables ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à la majorité (1 abstention de Jérémy CONNIL) :

- d'approuver, telle que jointe en annexe, la liste d'admission en non-valeur des créances de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au titre de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, pour un montant total de 1 607,37 € ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

EXERCIC	PIÈCE	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATIO	MONTAN
2022	R-21-423-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	71,77
					71,77
2023	R-7-2026-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	72,39
2024	R-1-2030-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	91,33
2024	R-5-1990-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	67,15
					230,87
2022	R-25-1-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	38,76
					38,76
2022	R-20-512-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	62,39
					62,39
2021	R-17-3590-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	29,88
					29,88
2022	R-12-4153-1	RAR inférieur seuil poursuite	92-REDEVANCE OM	6541	10,95
					10,95
2022	R-24-31-1	RAR inférieur seuil poursuite	92-REDEVANCE OM	6541	10,51
					10,51
2025	R-1-6323-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	41,61
					41,61
2020	R-9-7115-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	57,85
2021	R-2-7128-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	58,49
2021	R-17-7058-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	59,42
2022	R-12-7058-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	60,41
2020	R-2-7283-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	26,41
2022	R-21-6986-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	62,39
2019	R-2-7352-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	3,56
2023	R-2-7036-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	66,95
					395,48
2022	R-21-8234-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	62,39
					62,39
2025	R-6-8318-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	89,26
2023	R-7-8429-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	89,85
2026	R-7-35-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	90,74

2024	R-1-8466-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	91,33
2024	R-5-8357-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	91,90
2025	R-1-8395-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	92,90
					545,98
2025	R-1-8424-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	51,18
2024	R-5-8384-1	Combinaison infructueuse d actes	92-REDEVANCE OM	6541	55,60
					106,78
					1 607,37

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 34

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-352 BUDGET PRINCIPAL – REDEVANCE ORDURES MÉNAGÈRES : ADMISSION EN NON-VALEUR POUR LA LISTE N° 8542510115 TRANSMISE PAR LE COMPTABLE PUBLIC

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57, et notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

Vu la liste n° 8542510115 transmise par le Comptable public en date du 1er septembre 2026 ;

. . . / . . .

Considérant que les créances de la Communauté de communes doivent être mises en recouvrement par le comptable public, et qu'elles peuvent faire l'objet d'une admission en « non-valeur » le déchargeant de cette obligation en cas d'échec des poursuites, jusqu'à meilleure fortune des redevables ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à la majorité (1 abstention de Jérémy CONNIL) :

- d'approuver, telle que jointe en annexe, la liste d'admission en non-valeur des créances de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au titre de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, pour un montant total de 1 450,23 € ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

EXERCICE	PIÈCE	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT
2020	R-2-3791-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	63,25
2020	R-9-3695-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	66,54
2021	R-17-3684-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	68,35
2022	R-21-3639-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	71,77
2023	R-7-3580-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	75,36
2024	R-5-3536-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	77,08
2025	R-6-3498-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	84,38
2023	R-2-3688-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	106,77
2021	R-2-3727-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	111,88
2024	R-1-3594-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	112,10
2025	R-1-3543-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	124,45
2022	R-12-3673-1	PV carence	92-REDEVANCE OM	6541	129,29
					1 091,22
2022	R-21-3822-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	62,39
2023	R-7-3761-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	65,51
2023	R-2-3867-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	112,71
2024	R-1-3780-1	Décédé et demande renseignement	92-REDEVANCE OM	6541	118,40
					359,01
					1 450,23

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 34

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-353 BUDGET PRINCIPAL – REDEVANCE ORDURES MÉNAGÈRES : ADMISSION EN CRÉANCES ÉTEINTES POUR LA LISTE N° 8258960515 TRANSMISE PAR LE COMPTABLE PUBLIC

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57, et notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

Vu la liste n° 8258960515 transmise par le Comptable public en date du 1er septembre 2026 ;

. . . / . . .

Considérant que les créances de la Communauté de communes peuvent être concernées par des décisions juridiques extérieures faisant obstacle à tout recouvrement, et qu'il y a alors lieu d'admettre en « créances éteintes » les sommes en cause ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à la majorité (1 abstention de Jérémy CONNIL) :

- d'éteindre, à l'égard des contribuables figurants sur la liste jointe en annexe, les créances au titre de la redevance ordures ménagères de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay pour un montant total de 4 992,32 € ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

EXERCICE	PIÈCE	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT
2019	R-2-1073-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	70,20
2018	R-2-1113-1	Surendettement et décision effacement de dette	OM1-Redevance enlèvement ordures	6542	78,34
					148,54
2020	R-9-1897-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	24,96
2021	R-17-1890-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	32,90
2020	R-9-1898-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	43,87
2019	R-10-18-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	45,94
2020	R-2-1938-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	61,55
2019	R-7-1912-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	63,20
2021	R-2-1909-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	84,56
					356,98
2025	R-6-2834-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	64,47
2026	R-14-61-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	65,53
					130,00
2022	R-21-3372-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	40,04
					40,04
2023	R-2-4216-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	6,89
2026	R-14-1249-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	18,84
2025	R-6-4025-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	89,26
2024	R-5-4058-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	91,90
2025	R-1-4071-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	92,90
2024	R-1-4122-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	112,27
2023	R-7-4109-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	115,95
					528,01
2025	R-6-4891-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	64,47
2026	R-4-715-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	65,53
					130,00
2023	R-7-5131-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	453,56
					453,56
2023	R-7-5132-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	479,58
2024	R-1-5152-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	487,05
2023	R-2-5251-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	517,00

2024	R-1-5151-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	1 203,31
					2 686,94
2023	R-1-1050-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	21,48
2022	R-20-979-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	194,33
					215,81
2023	R-6-1133-1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	92-REDEVANCE OM	6542	112,44
					112,44
2025	R-6-7823-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	74,38
2026	R-6-935-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	75,62
2025	R-1-7894-1	Surendettement et décision effacement de dette	92-REDEVANCE OM	6542	40,00
					190,00
					4 992,32

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-354 AVENANT N° 1 À LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE RELATIVE AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE (BALAYAGE DES VOIES ET NETTOYAGE DES AVALOIRS)

Nomenclature des actes : 1.7

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 relatifs aux groupements de commandes ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

. . . / . . .

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026 ;

Vu la délibération n° 2023-474 du Conseil communautaire, en date du 6 décembre 2023, approuvant la convention constitutive du groupement de commandes relatif aux travaux d'entretien de la voirie, portant sur le balayage des voies et le nettoyage des avaloirs ;

Vu la convention constitutive du groupement de commandes signée le 15 décembre 2023, et notamment son article 10 relatif aux modifications de la convention ;

Vu l'accord-cadre n° 2024-11 relatif au balayage mécanique de la voirie et au nettoyage des avaloirs, notifié le 24 mai 2024 ;

Considérant que la CCPC assure les missions de coordonnateur du groupement de commandes ;

Considérant que l'article 10 de la convention constitutive prévoit que toute modification de celle-ci doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les membres du groupement par délibération ;

Considérant que l'article 7 de la convention constitutive fixe son terme au 31 décembre 2026, ce qui ne permet plus au coordonnateur d'assurer ses missions jusqu'au terme de l'exécution de l'accord-cadre précité ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier la durée de la convention constitutive afin de la faire coïncider avec celle de cet accord-cadre, et ainsi permettre au coordonnateur d'exercer ses missions jusqu'au terme de l'exécution de ce dernier, dont l'échéance maximale est fixée au 23 mai 2028, sous réserve des éventuelles reconductions prévues au contrat ;

Considérant qu'il convient également d'actualiser les représentants des membres du groupement à la suite des changements intervenus depuis la signature de la convention constitutive ;

Considérant que les autres stipulations de la convention constitutive demeurent inchangées ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, tel que joint en annexe, l'avenant n° 1 à la convention constitutive du groupement de commandes relatif aux travaux d'entretien de la voirie (balayage des voies et nettoyage des avaloirs) ;
- d'autoriser Madame la Présidente ou le premier Vice-Président à signer ledit avenant ainsi que tous les actes y afférents.

. . . / . . .

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

AVENANT N°1
À LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE (BALAYAGE DES VOIES ET NETTOYAGE DES AVALOIRS) CONCLU ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY ET SES COMMUNES MEMBRES

Il est constitué entre :

La Communauté de communes du Pays de Chantonnay, représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dont le siège est 65 avenue du Général de Gaulle, 85111 CHANTONNAY CEDEX, agissant en application de la délibération du Conseil communautaire n° 2023-474 en date du 6 décembre 2023.

ET

Les communes membres du groupement de commandes constitué par convention en date du 15 décembre 2023 :

- La commune de Rochetrejoux ;
- La commune de Saint-Germain-de-Prinçay ;
- La commune de Saint-Hilaire-le-Vouhis ;
- La commune de Saint-Martin-des-Noyers ;
- La commune de Saint-Prouant ;
- La commune de Saint-Vincent-Sterlanges ;
- La commune de Sainte-Cécile ;
- La commune de Sigournais ;

représentées par leurs maires respectifs, dûment habilités par délibérations de leurs conseils municipaux,

PRÉAMBULE

Une convention constitutive de groupement de commandes relatif aux travaux d'entretien de la voirie (balayage des voies et nettoyage des avaloirs) a été conclue entre la Communauté de communes du Pays de Chantonnay et les communes membres adhérentes le 15 décembre 2023.

Cette convention avait notamment pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement constitué en vue de la passation d'un accord-cadre relatif au balayage mécanique de la voirie et au nettoyage des avaloirs sur le territoire du Pays de Chantonnay.

Dans ce cadre, un accord-cadre n° 2024-11 a été notifié au titulaire BRANGEON le 24 mai 2024.

Cet accord-cadre prévoit une durée initiale d'un an, reconductible trois fois, soit une échéance maximale fixée au 23 mai 2028.
Or, conformément à l'article 7 de la convention constitutive, celle-ci prend fin au plus tard le 31 décembre 2026.

Afin de permettre au coordonnateur d'assurer pleinement les missions qui lui sont confiées jusqu'à l'achèvement de l'exécution de l'accord-cadre précité, il convient de prolonger la durée de la convention constitutive.

Par ailleurs, compte tenu des changements intervenus dans la représentation de certaines collectivités membres adhérentes depuis la signature initiale de la convention, le présent avenant procède également à l'actualisation des représentants habilités.
Le présent avenant est conclu conformément à l'article 10 de la convention constitutive relatif aux modifications de la convention de groupement.

ARTICLE 1ER : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- de modifier la durée de la convention constitutive du groupement de commandes ;
- d'actualiser, le cas échéant, les représentants des membres du groupement habilités à signer la présente convention et ses avenants.

Les autres stipulations de la convention constitutive demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 « ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA PRÉSENTE CONVENTION »

L'article 7 de la convention constitutive est remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 7 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties et demeurera applicable jusqu'à l'achèvement de l'exécution des marchés publics conclus dans le cadre du groupement de commandes.

En ce qui concerne l'accord-cadre n° 2024-11 relatif au balayage mécanique de la voirie et au nettoyage des avaloirs sur le territoire du Pays de Chantonnay, la convention demeurera en vigueur jusqu'à l'échéance maximale du marché, fixée au 23 mai 2028, sauf résiliation anticipée ou nouvelle disposition contraire.

L'exécution des marchés publics en cours perdurera jusqu'à leur terme conformément aux stipulations contractuelles applicables.

ARTICLE 3 : ACTUALISATION DES REPRÉSENTANTS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Certains représentants des membres du groupement mentionnés dans la convention constitutive en date du 15 décembre 2023 sont remplacés par les représentants en exercice à la date de signature du présent avenant.

Les représentants en exercice à la date de signature du présent avenant sont ceux mentionnés dans le tableau figurant en dernière page du présent avenant.

ARTICLE 4 : ABSENCE D'AUTRES MODIFICATIONS

Toutes les autres clauses de la convention constitutive de groupement de commandes demeurent inchangées et continuent de produire leurs effets.

ARTICLE 5 : APPROBATION DU PRÉSENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet après signature par l'ensemble des membres du groupement et approbation par les assemblées délibérantes compétentes conformément aux dispositions de l'article 10 de la convention constitutive.

Fait à Chantonnay, Le

Mme Isabelle MOINET Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay	M. Yoann BONNEAUD Maire de Rochetrejoux
M. Bruno COUTANSAIS Maire de Saint-Germain-de-Prinçay	Mme Laëtitia MOREAU Maire de Saint-Hilaire-le-Vouhis
M. Christophe GOURAUD Maire de Saint-Martin-des-Noyers	M. Julien CHARRIER Maire de Saint-Prouant
Mme Valérie TONARELLI Maire de Saint-Vincent-Sterlanges	M. Cyrille GUIBERT Maire de Sainte-Cécile
M. Jean-Marcel GRIMAUD Maire de Sigournais	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-355 MODIFICATION DU DÉLAI IMPOSÉ À CERTAINS PORTEURS DE PROJET POUR BÉNÉFICIER DES ANCIENS TARIFS DE VENTE DES TERRAINS EN ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Nomenclature des actes : 3.6

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.1.2 portant sur les actions de développement économique ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-478, en date du 4 décembre 2024, portant sur les tarifs de cession de terrains situés en zones d'activités économiques, et :

- approuvant de nouveaux tarifs de cession ;
- maintenant les tarifs antérieurs jusqu'au 28 février 2026, l'acte notarié de cession faisant foi, pour toutes les demandes d'achat déposées par un porteur de projet auprès de la Communauté de communes sous réserve qu'elles aient fait l'objet d'un accord sur le prix et d'une présentation en commission Développement Économique et Emploi suivie d'un compte-rendu approuvé par la Présidente, avant le caractère exécutoire de cette délibération ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-40, en date du 4 février 2026, ayant décidé de proroger exclusivement le délai du 28 février 2026 précité au 30 septembre 2026 inclus, la signature de l'acte authentique de vente faisant foi, afin de maintenir les anciens tarifs de vente pour les demandes déposées par un porteur de projet auprès de la Communauté de communes et ayant fait l'objet d'un accord sur le prix, d'une présentation en commission Développement Économique et Emploi suivie d'un compte-rendu approuvé par la Présidente avant le caractère exécutoire de la délibération précitée ;

Considérant que la dernière entreprise concernée par le maintien des anciens tarifs, la SCI « MAXKE » représentée par Monsieur Maxime ROULLON, ne peut respecter le délai fixé au 30 septembre 2026 en raison de conditions non inhérentes à sa propre volonté, notamment pour des démarches en cours liées au déplacement d'une ligne à haute tension sur l'Actipôle des Fours à Saint-Martin-des-Noyers ;

Considérant que ces démarches ont notamment retardé la réalisation des projets de cette entreprise et, par conséquent, la signature de l'acte authentique de vente ;

Considérant qu'il convient de permettre l'achèvement de la cession engagée sur le principe avec cette entreprise, qui a d'ailleurs obtenu son permis de construire, et par conséquent, de proroger le délai de signature de l'acte authentique de vente en maintenant les anciens tarifs de vente suivants :

Type de parc d'activités	Nom de l'espace d'activités	Prix HT *(pour les demandes déjà déposées)*
Parcs Locaux	Actipôle des Grands Montains à St Prouant	13 €
	Actipôle les Fours à St Martin des Noyers	11 €
Parc Vitrine	Parc Polaris et Pierre Brune à Chantonnay	15 €
Parc Grand Flux	Vendéopole de Bournezeau	20 €

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de proroger exclusivement le délai du 30 septembre 2026 mentionné dans la délibération du Conseil communautaire n° 2026-40, au 30 juin 2027 inclus, la signature de l'acte authentique de vente faisant foi, afin de maintenir les anciens tarifs de vente pour les demandes déposées par un porteur de projet auprès de la Communauté de communes et ayant fait l'objet d'un accord sur le prix, d'une présentation en commission Développement Économique et Emploi suivie d'un compte-rendu approuvé par la Présidente avant le caractère exécutoire de la délibération n° 2024-478 ;
- de déclarer que les autres modalités de la délibération n° 2024-478, en date du 4 décembre 2024, et de la délibération n° 2026-40, en date du 4 février 2026, demeurent inchangées ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-356 ADHÉSION AU CENTRE D'ÉTUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITÉ ET L'AMÉNAGEMENT (CEREMA)

Nomenclature des actes : 8.4

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2224-34 relatif au rôle de coordinateur de la transition énergétique des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ;

. . . / . . .

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) des Pays de la Loire, approuvé le 7 février 2022 par le Préfet de Région, et les orientations régionales en matière de climat, air et énergie, et notamment de pollution de l'air (axe n° 3, règle n° 17) ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36, en date du 8 janvier 2026, et notamment les articles 4.1.1, 4.1.2, 4.1.6, 4.2.1, 4.2.3, 4.2.6 1°, 4.2.14 ;

Considérant que le Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA) a sollicité la Communauté de communes afin de renouveler son adhésion à la suite de la désignation d'un représentant communautaire ;

Considérant que l'adhésion au CEREMA permet notamment :

- un accompagnement des collectivités dans leurs projets d'aménagement durable et de mobilité ;
- une expertise en matière de transition écologique, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques ;
- d'accéder et de réaliser des études, des outils d'aide à la décision et des retours d'expérience ;
- de favoriser l'innovation, l'expérimentation et le partage des connaissances au service des territoires.

Considérant que cette adhésion s'inscrit dans la continuité de la volonté de la CCPC à agir dans les domaines de la transition, l'aménagement et la mobilité durable, et notamment dans le cadre du suivi, du bilan et de la révision du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) du Pays de Chantonnay ;

Considérant que le coût d'adhésion s'observe au regard de la population du territoire, et que pour l'année 2026, il est établi à 0,05 €/habitant pour les collectivités et établissements publics compris entre 10 001 et 39 999 habitants ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 22 juillet 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver l'adhésion de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) ;
- de valider le versement de la cotisation annuelle 2026, au regard du barème applicable à la population du Pays de Chantonnay, soit 0,05 €/habitant ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents ;

. . . / . . .

Étant rappelé que Madame la Présidente a reçu délégation du Conseil communautaire, par délibération n° 2026-155 en date du 8 avril 2026 (point DAG1), pour *« prendre toute décision concernant le renouvellement de l'adhésion de la Communauté de communes aux associations, aux structures agréées par et/ou relevant du Ministère, aux Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) et aux Groupements d'Intérêt Public (GIP) dont elle est membre, dans la limite d'un montant d'augmentation annuel de maximum :*

- 100 € par an pour toute adhésion de 1 000 € et moins ;
- 20 % pour toute adhésion de plus de 1 000 € à 10 000 € ;
- 10 % pour toute adhésion au-delà de 10 000 € ».

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-357 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AUPRÈS DE L'ASSOCIATION FIBOIS PAYS DE LA LOIRE

Nomenclature des actes : 5.3

Vu l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), transposable aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) par application de l'article L. 5211-1 du même Code, disposant que « *le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs* » ;

. . . / . . .

Vu l'article L. 2121-21 du CGCT, transposable aux EPCI par application de l'article L. 5211-1 du même Code, disposant que « *Il est voté au scrutin secret [...] lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation* » et que « *Le conseil [...] peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.1 prévoyant la compétence supplémentaire en matière de protection et mise en valeur de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-26, en date du 3 juin 2026, approuvant l'adhésion de la Communauté de communes à l'association Fibois Pays de la Loire ;

Considérant que la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, en tant qu'adhérente à l'association Fibois Pays de la Loire, doit désigner un représentant ;

Considérant la candidature de Monsieur Bruno COUTANSAIS, en tant que représentant pour cette association ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date 16 septembre 2026 ;

Considérant la faculté pour le Conseil communautaire de ne pas procéder au vote à bulletin secret ;

Considérant les résultats du scrutin :

Représentant		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Bruno COUTANSAIS	Présents : 33 Pouvoirs : 2 Absents : 2 Votants : 35 Majorité absolue : 18	Pour : 35 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 35

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation d'un représentant auprès de l'association Fibois Pays de la Loire ;
- de désigner Monsieur Bruno COUTANSAIS en tant que représentant de ladite association, notamment pour participer aux assemblées générales et à toutes instances créées par cette dernière ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick - Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-358 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF (SCIC) VENDÉE BOIS ÉNERGIES (VBE)

Nomenclature des actes : 5.3

Vu l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), transposable aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) par application de l'article L. 5211-1 du même Code, disposant que « *le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs* » ;

. . . / . . .

Vu l'article L. 2121-21 du CGCT, transposable aux EPCI par application de l'article L. 5211-1 du même Code, disposant que « *Il est voté au scrutin secret [...] lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation* » et que « *Le conseil [...] peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.1 prévoyant la compétence supplémentaire en matière de protection et mise en valeur de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-29, en date du 22 janvier 2025, approuvant l'adhésion de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay à la Société Coopérative d'intérêt Collectif (SCIC) Bois Énergie Local (BEL), devenue Vendée Bois Énergies (VBE) ;

Vu l'annonce n° 5248 du Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales (BODACC), en date du 3 septembre 2026, renommant la SCIC « BEL », par SCIC « Vendée Bois Énergies » (VBE) ;

Considérant la candidature de Monsieur Bruno COUTANSAIS, en tant que représentant à l'assemblée générale de la SCIC VBE ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date 16 septembre 2026 ;

Considérant la faculté pour le Conseil communautaire de ne pas procéder au vote à bulletin secret ;

Considérant les résultats du scrutin :

Représentant		
Prénom/NOM du candidat	Nombre de votants du scrutin	Résultat du scrutin
Bruno COUTANSAIS	Présents : 33 Pouvoirs : 2 Absents : 2 Votants : 35 Majorité absolue : 18	Pour : 35 Contre : 0 Blanc/Nul : 0 Abstention : 0 Suffrages exprimés : 35

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation d'un représentant de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) Vendée Bois Énergies (VBE) ;
- de désigner Monsieur Bruno COUTANSAIS en tant que représentant de ladite Société, notamment pour participer aux assemblées générales et à toutes instances créées par cette dernière ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-359 DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE L'ODYSS : RAPPORT ANNUEL 2025 DU DÉLÉGATAIRE

Nomenclature des actes : 1.2

Vu l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique (CCP) disposant que « *Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Ce rapport décrit également les mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat.* » ;

. . . / . . .

Vu les articles R. 3131-2 à R. 3131-4 du CCP précisant le contenu du rapport précité ;

Vu l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), prévoyant que « *Dès la communication du rapport mentionné à l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte* » ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), modifiés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.4 portant sur la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

Vu la convention de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation du Centre Aquatique L'Odyss signée entre la CCPC et la Société par actions simplifiée (SAS) Prestalis, en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n° 2021-52 en date du 3 mars 2021 ;

Vu l'article 29 de cette convention de DSP par voie d'affermage définissant les documents nécessaires au contrôle du fonctionnement des conditions techniques et financières de la gestion du service délégué, qui doivent être produits chaque année ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-444, en date du 6 décembre 2023, modifiant la convention précitée par avenant afin de prévoir une périodicité de remise du rapport annuel correspondant à une exploitation du service sur l'année civile, à compter de l'année 2023 ;

Considérant le rapport annuel 2025 remis par le délégataire, la SAS Prestalis, lequel ayant fait l'objet d'un échange et d'explications le 8 juillet 2026 lors du Comité de suivi de la délégation, qui réunit la SAS Prestalis et la CCPC ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 2 septembre 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de prendre acte, tel que joint en annexe, du rapport annuel 2025 d'exploitation du centre aquatique L'ODYSS remis par le délégataire, la SAS Prestalis, dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public.

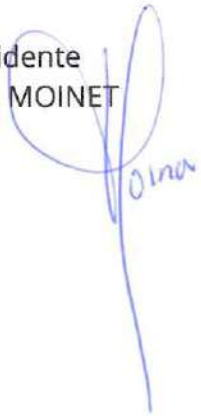
. . . / . . .

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

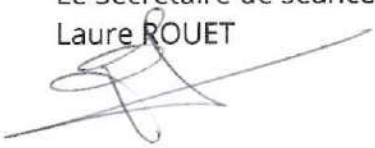
Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance
Laure ROUET





Prestalis®

l'Odyss
CENTRE AQUATIQUE

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS

Centre aquatique de l'Odyss

EXERCICE 2025

Pays de Chantonnay
Communauté de communes

SOMMAIRE

CONTEXTE DE LA CONVENTION	3
CONDITIONS D'EXÉCUTION DU SERVICE	4
ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ	5
PRATIQUES ET FRÉQUENTATIONS	16
ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES CLIENTS USAGERS	21
COMMUNICATION ET PROMOTION	24
ÉTAT GÉNÉRAL DES OUVRAGES ET DES BIENS DÉLÉGUÉS	29
PRÉVISIONS DE TRAVAUX	35
EFFECTIFS AFFECTÉS À L'EXPLOITATION	37
QUALITÉ DE SERVICE	40
SUIVI DE LA DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE	46
CONSOMMATIONS DE FLUIDES	49
DÉMARCHE RSE	52
COMPTE ANNUEL DE RÉSULTAT	55
ANNEXES	61

CONVENTION

Autorité délégante	**Communauté de communes du Pays de Chantonnay**
Type de contrat	**Concession de service public**
Délégataire	**PRESTALIS** **Société dédiée :** **SARL Complexe Aquatique L'Odyss**
Durée du contrat	**5 ans** **02 juillet 2022 – 01 juillet 2027**
Equipement délégué	**Complexe Aquatique L'Odyss**
Rapport d'activité de l'exercice	**2025**
Caractéristiques dimensionnelles	Surfaces dans œuvre : 3000 m^2 Surface de plan d'eau : 625 m^2 Bassin de nage 375 m^2 Bassin d'apprentissage 120m^2 Bassin de loisirs 130 m^2 Services connexes : Espace de remise en forme humide 118 m^2 Pentagliss, Pateaugeoire Aire de jeux intérieure et extérieure

CONDITIONS D'EXÉCUTION DU SERVICE

Article 2 – Etendue des missions confiées au Délégataire
Le Délégataire assurera la gestion du service public délégué au travers des missions suivantes :

L'exercice des activités suivantes :
- L'organisation de la baignade publique dans les divers bassins prévus à cet effet et leurs espaces annexes intérieurs et extérieurs, praticable pendant les heures d'ouverture au grand public,
- L'accueil des groupes (scolaires du 1e degré, scolaires du 2e degré, clubs et associations) pendant les créneaux horaires réservés à cet effet,
- L'accueil de tout autre type de groupes (centres de loisirs, comités d'entreprise, etc…), non pas sur des créneaux réservés à cet effet, mais sur les créneaux d'ouverture au public,
- La surveillance et l'encadrement des séances pédagogiques à destination des élèves des établissements scolaires du premier degré pendant les périodes réservées à cet effet,
- La seule surveillance des séances pédagogiques à destination des élèves des établissements scolaires du second degré pendant les périodes réservées à cet effet,
- Le développement des activités de détente et de loisirs,
- Le développement des activités aquatiques telles que les cours de natation individuels ou collectifs, assurés directement par le personnel du délégataire, les activités de gymnastique aquatique ainsi que toutes autres activités liées à l'usage de l'eau,
- La gestion de l'espace bien-être.

La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition :
- La gestion technique, administrative, financière et commerciale de l'équipement,
- L'accueil des usagers : garantir leur sécurité, organiser et coordonner les activités sportives, ludiques et de loisirs, surveiller les baigneurs et autres usagers de l'équipement dans les conditions réglementaires en vigueur,
- L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance, la réparation et le renouvellement des équipements et du matériel, dans les conditions fixées par le contrat,
- Le contrôle de l'hygiène, notamment la réalisation de tous les contrôles en matière d'analyse de l'eau,
- Assurer l'animation de l'équipement et la communication vers le public, l'organisation d'activités et d'événements dépassant le cadre du service courant offert aux usagers, et propices à la renommée de l'équipement, en liaison avec l'autorité délégante,
- Développer des synergies avec les différentes offres d'activités de sports et de loisirs existant sur le bassin de vie,
- Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service. Le personnel actuellement employée par la ville fera l'objet d'un transfert à la CCPC lequel sera affecté au Délégataire pour assurer l'exploitation du centre aquatique.
- La perception des droits d'entrée auprès des usagers conformément aux tarifs fixés par le contrat.

Le Délégataire peut faire toute proposition pour l'évolution et l'amélioration des activités qui lui seront confiées ou l'aménagement d'activités accessoires. Toute modification doit faire l'objet d'un accord exprès de l'Autorité délégante.
Il a également la faculté d'exercer, dans le respect de la réglementation en vigueur et après accord avec l'Autorité délégante, toutes activités accessoires à l'exploitation du centre aquatique sous réserve de ne pas perturber son bon fonctionnement et sa vocation initiale.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ



ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

Amplitudes d'ouverture

Programme d'activités aquatiques

Programme d'activités fitness

Institut

Vue d'ensemble

Les allocations horaires par typologie d'utilisateur et par période sont en progression suite à une augmentation en continue de la demande. Nous observons aujourd'hui un planning d'activité conforme aux contrats.

Les allocations horaires totales consolidées (9322) sont légèrement inférieures de 4% par rapport au référentiel contractuel (9729h).

Ces écarts se situent principalement sur les associations compte tenu de l'absence du club de natation sur les créneaux alloués au contrat sur la période estivale.

Les horaires sont restés inchangés cette année 2025 correspondant aux attentes des usagers depuis les dernières modifications effectuées en septembre 2024 après validation de l'autorité délégante afin de répondre au mieux aux attentes des usagers et à l'évolution du centre aquatique.

Afin de répondre à une demande croissante d'activité, 6 séances d'aquaform et 6 séances de cours de natation ont été ajoutées depuis septembre 2025.

Les amplitudes horaires « baigneurs » et « balnéo » sont identiques au référentiel contractuel (2956h).

Sur l'exercice 2025, les allocations à destination du grand public sont représentées ainsi : 31% baigneurs et balnéothérapie, 13% associations, 20% activités aquatiques.

En période scolaire

Les activités proposées sont en corrélation aux attentes des usagers et le centre a pu s'adapter et augmenter son offre afin de répondre aux besoins.

En période de petites vacances

L'offre est légèrement inférieure -20% au contractuel en raison d une faible demande associative

En période estivale

L'offre est légèrement inférieure -19% au contractuel en raison d une absence de demande associative

ÉVOLUTION
DE L'ACTIVITÉ

Amplitudes d'ouverture

Programme d'activités aquatiques

Programme d'activités fitness

Institut

Typologie	Période scolaire				
	Réalisé			Contrat	
	Nb semaine	h/semaine	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Baigneurs	33,0	54,0	1 782	1 749	2%
Activités	33,0	24,5	1 334	1 175	14%
Balnéo	33,0	54,0	1 782	1 749	2%
Scolaires primaires	33,0	8,0	264	280,5	-6%
Scolaires secondaires	33,0	7,0	231	231	0%
Associations	33,0	34,0	1 122	1254	-11%
			6 515	**6 439**	1%

Typologie	Période petites vacances				
	Réalisé			Contrat	
	Nb semaine	h/semaine	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Baigneurs	10,0	54,0	540	640	-16%
Activités	10,0	28,8	330	347	-5%
Balnéo	10,0	54,0	540	640	-16%
Scolaires primaires	0,0	0,0	0	0	
Scolaires secondaires	0,0	0,0	0	0	
Associations	10,0	12,0	120	290	-59%
			1 530	**1 917**	-20%

Typologie	Période estivale				
	Réalisé			Contrat	
	Nb semaine	h/semaine	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Baigneurs	9,0	59,0	531	567	-6%
Activités	9,0	15,0	216	204	6%
Balnéo	9,0	59,0	531	567	-6%
Scolaires primaires	0,0	0,0	0		
Scolaires secondaires	0,0	0,0	0		
Associations	0,0	0,0	0	232	-100%
			1 278	**1 570**	-19%

ÉVOLUTION
DE L'ACTIVITÉ

Amplitudes d'ouverture

Programme d'activités aquatiques

Programme d'activités fitness

Institut

Typologie	Bilan annuel				
	Réalisé			Contrat	
		part	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Baigneurs	52,0	31%	2 853	2 956	-3%
Activités	52,0	20%	1 879	1 726	9%
Balnéo	52,0	31%	2 853	2 956	-3%
Scolaires primaires	33,0	3%	264	396	-33%
Scolaires secondaires	33,0	2%	231	231	0%
Associations	43,0	13%	1 242	1 776	-30%
			9 322	**10 041**	-7%

Items	Bilan annuel				
	Réalisé			Contrat	
	N-1	N			Variation
Jours d'ouverture	352,5	352,5		353	0%
Arrêt technique 1	7	7	01 au 7 Sept	7	0%
Arrêt technique 2	0	0		0	
Jours féries fermés	3	3		3	0%
Incident techniques	20 au 22/04		2,5		

ÉVOLUTION
DE L'ACTIVITÉ

Amplitudes
d'ouverture

**Programme
d'activités
aquatiques**

Programme
d'activités fitness

Institut

Vue d'ensemble

1879 heures d'activités aquatiques ont été programmées, avec l'ajout de 6 nouveaux cours en septembre 2025 et la remise en place de l'aquatraining. Les cours d'Aquafitness (Aquagym, Aquadouce , Aquatraining et Aquabike) représentent 57% des allocations et les cours natatoires 43%.
La durée des séances, l'intensité et les objectifs sont consultables sur le site internet.

En période scolaire

Les allocations sont aujourd'hui supérieures de 9% aux données contractuelles.
Notre offre a été adapté suite à une augmentation de la demande afin de satisfaire un plus large public.
Cette augmentation évolue de façon constante ce qui reflète une notoriété positive du centre.

En période de petites vacances

Les allocations sont globalement conformes aux données contractuelles, et l'offre proposée est adaptée à la demande.
Deux stages de natation sont proposés sur chaque vacances scolaires programmés sur 2 créneaux en matinée et en fin de journée. Ces stages ont une durée 40min à la séance.

En période estivale

Variation importante de l'offre d'activités aquatiques supérieure au référentiel afin de fidéliser les usagers réguliers.
La fermeture entre 13h-14h l'été a eu peu d'impact sur la clientèle et s'est révélée positive au niveau de notre personnel qui est difficile à recruter l'été avec une forte concurrence des campings et plages .

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

Amplitudes d'ouverture

Programme d'activités aquatiques

Programme d'activités fitness

Institut

Typologie	Période scolaire				
	Réalisé			Contrat	
	Nb semaine	h/semaine	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Aquagym/Aquadouce	21,0	9,0	335	281	20%
Aquabike/aquatraining	21,0	6,00	233	204	14%
Bébés à l'eau	21,0	1,0	34	102	-67%
Cours natatoires	21,0	8,5	322	264	22%
			924	**850**	**9%**

Typologie	Période scolaire Depuis Septembre				
	Réalisé			Contrat	
	Nb semaine	h/semaine	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Aquagym/Aquadouce	13,0	11,3	146	107	36%
Aquabike/aquatraining	13,0	8,25	107	78	38%
Bébés à l'eau	13,0	1,0	13	39	-67%
Cours natatoires	13,0	11,0	143	101	42%
			410	**325**	**26%**

Typologie	Période petites vacances				
	Réalisé			Contrat	
	Nb semaine	h/semaine	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Aquagym/Aquadouce	5	9	74	68	9%
Aquabike/aquatraining	5	3,75	35	40	-14%
Bébés à l'eau	5	1	8	24	-67%
Cours natatoires	0	0	0	0	0%
Stages de natation	5	15	120	120	0%
			237	**252**	**-6%**

Typologie	Période petites vacances depuis septembre				
	Réalisé			Contrat	
	Nb semaine	h/semaine	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Aquagym/Aquadouce	3	9,75	29	26	15%
Aquabike/aquatraining	3	5,25	16	15	5%
Bébés à l'eau	3	1	3	9	-67%
Cours natatoires	0	0	0	0	0%
Stages de natation	3	15	45	45	0%
			93	**95**	**-2%**

Typologie	Période estivale				
	Réalisé			Contrat	
	Nb semaine	h/semaine	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Aquagym	8	7	56	60	-7%
Aquabike	8	5	40	24	67%
Bébés à l'eau	0	0	0	0	0%
Cours natatoires	0	0	0	0	0%
Stages de natation	8	15	120	120	0%
			216	**204**	**6%**

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

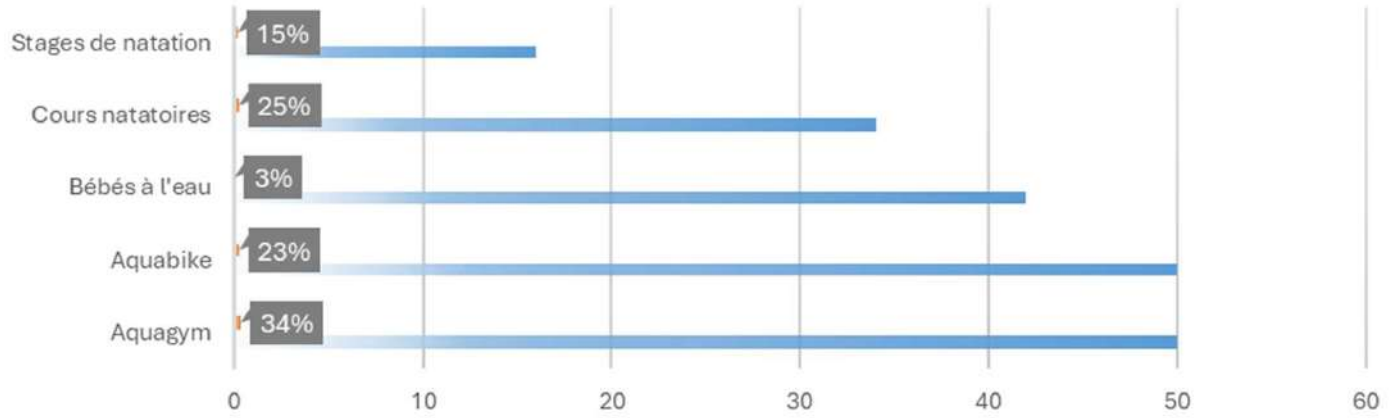
Amplitudes d'ouverture

Programme d'activités aquatiques

Programme d'activités fitness

Institut

Typologie	Bilan annuel				
	Réalisé			Contrat	
		part	Amplitude h	Amplitude h	Variation
Aquagym	50	225%	641	541	18%
Aquabike	50	23%	431	361	19%
Bébés à l'eau	42	3%	58	174	-67%
Cours natatoires	34	25%	465	364	28%
Stages de natation	16	15%	285	285	0%
			1 879	**1 726**	**9%**






lOdyss
ACTIVITÉS AQUAFORME
à partir du 2 septembre 2024
10h10 10h55 11h10 11h55 12h20 13h05 16h30 17h15 17h30 18h 18h30 19h 19h45
LUN
MAR
MERC
JEU
VEN
SAM
AquaFitness
45 mn
AquaDouce
45 mn
AquaBike
45 mn
Pays de Chantonnay

ÉVOLUTION
DE L'ACTIVITÉ

Programme d'animation

Vue d'ensemble

L'Odyss se démarque aujourd'hui par les activités que le centre propose au quotidien. Une réelle volonté de faire de l'établissement pas un simple lieu de baignade mais un lieu de partage et de divertissement.

Ainsi, pas moins de 30 animations ont été proposées en 2025, aussi riches que variées, qui ont permis l'accueil de plus de 4 000 personnes.

Le programme des animations de 2025 a été créé en fonction des besoins et demandes de nos clients, via des enquêtes mais aussi l'analyse des animations proposées sur les années précédentes, et dans le but de répondre à l'intégralité de la typologie des clients et des espaces de l'Odyss : abonnés, enfants, offre découverte, bien-être…
Ce dernier est un point fort du centre qui est fortement apprécié par les usagers avec des retours très positifs. Il varie en fonction des périodes afin de toucher une clientèle plus large et répondre de façon globale à l'ensemble des attentes. Les petites animations à faible coût pour les clients attirent davantage et permettent de faire du centre aquatique un lieu de distraction et de loisir attractif.

Les animations ont été positionnées sur l'ensemble des périodes, de manière régulière dans l'année afin de générer une dynamique sur l'ensemble des espaces.
Cette projection vers tous les espaces a permis de satisfaire nos différents publics.

Afin d'apporter de l'originalité et de la diversification, l'intervention de prestataires a été mis en place : bien-être, maquillage, associations… mais aussi à des partenariats avec différents commerces locaux qui permettent d'offrir des avantages aux abonnés mais aussi. C'est également le moyen de profiter de lots à faire gagner pour nos animations.
Enfin, une forte implication de l'ensemble de l'équipe a permis de rendre l'Odyss attractif.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

Programme d'animation

Animations	Mois	Fréquentations
AQUANEWYEAR	JANVIER	125
L'ODYSEE DU BIEN ETRE avec soirée "ZEN" 4 février	FEVRIER	107
VACANCES HIVER AVEC ANIMATIONS	FEVRIER	442
AQUA CINE	FEVRIER	47
JOURNEE DE LA FEMME = BE 2€ + Stand prêt à porter	MARS	8
SÉANCE DEC BB NAGEURS (journée des familles)	MARS	15
OFFRE BAIGNADE DIMANCHE AM (journée des familles)	MARS	141
ODYSS POUR TOUS (invitation IME)	AVRIL	27
ANIMATIONS VACANCES PRINTEMPS	AVRIL	643
MASQUE RÉALITÉ VIRTUELLE	AVRIL	17
DEFI 3 MOIS ACTIVITE (réseaux, activité, baignade)	MARS-MAI	78
MARATHON DE LA FORME	MAI	63
FETE DES MERES	MAI	46
FETE DES PERES	JUIN	42
SOIRÉE PRIVILEGE	JUIN	102
AQUA PTI DEJ	JUIN	50
ANIMATION FETE ECOLE DE NATATION	JUILLET	67
ANIMATION FLOW PULSE	JUILLET	37
ANIMATION WATER BALL	JUILLET	32
ANIMATION FLOW PULSE	AOUT	35
ANIMATION WATER BALL	AOUT	31
AQUAPARTY	SEPT	73
SOIREE TOTAL RELAX	OCT	77
OCTOBRE ROSE / AQUABOXE	OCT	22
ANIMATIONS VACANCES PRINTEMPS	OCT	1 236
ANIMATION AH L'EAU WEEN	OCT	32
SOIREE ESCAPE AQUA GAME	OCT	24
MOOVEMBER	NOV	37
ODYSS POUR TOUS (invitation IME)	NOV	42
AQUA CINE	DEC	60
ANIMATIONS VACANCES FIN D'année	OCT	642





ÉVOLUTION
DE L'ACTIVITÉ

Programme d'animation













PRATIQUES ET FRÉQUENTATIONS



PRATIQUES
ET FRÉQUENTATIONS

Fréquentations détaillées

Par rapport aux prévisions contractuelles

Les fréquentations globales de 2025 atteignent 117 131 personnes et sont supérieures aux estimations de la fin d'année 2025, une hausse faisant suite la montée en puissance prévue tout au long de l'année.

Néanmoins, en comparaison aux prévisions contractuelles brutes, celles-ci sont inférieures de 27% mais une réelle progression de la notoriété de l'établissement est notable.

Par rapport à N-1

Avec une augmentation de plus de 20 000 personnes soit une croissance de 22%, le centre aquatique l'Odyss a aujourd'hui une bonne imprégnation dans la région. Le nombre d'abonnés en constante augmentation passant de 17 991à 27 109 est aujourd'hui le reflet d'une réelle fidélisation de la clientèle de l'Odyss.

L'augmentation du nombre d'entrée publique est également en hausse de 9 000 personnes soit 750 baigneurs en plus par mois. Le centre aquatique est aujourd'hui reconnu comme un établissement de divertissement familial attrayant locaux et les vacanciers.

Le seul chiffre qui connait une faible augmentation de 7% est celui de la balnéo mais ceci s'explique par l'augmentation du nombre d'abonnés qui bénéficient de l'espace bien-être en illimité dès l'abonnement Silver.

Au 31/12/2024, l'Odyss comptait 398 abonnés contre 546 au 31/12/2025 dont 362 bénéficiant d'un pass avec l'accès à l'Espace bien être et 230 pouvant bénéficier des activités aquaform proposées.

Mois	Catégories typologiques								
	Baigneurs	Activités	Balnéo	Abonnements	Scolaires primaires	Scolaires secondaires	Autres (asso)	Total exercice	N-1
part N	*41%*	*10%*	*3%*	*23%*	*9%*	*8%*	*6%*		
part N-1	*40%*	*9%*	*4%*	*19%*	*11%*	*9%*	*7%*		
Janvier	2 915	1 027	450	2 007	1 273	1 639	830	**10 141**	8 763
Février	4 216	794	270	1 834	617	636	479	**8 846**	8 766
Mars	3 318	939	416	2 184	1 283	1 105	935	**10 180**	9 006
Avril	4 087	908	285	1 924	454	537	597	**8 792**	8 234
Mai	3 339	932	274	1 977	1 229	1 006	731	**9 488**	8 007
Juin	4 235	959	193	2 131	1 404	535	503	**9 960**	7 575
Juillet	5 674	614	238	3 004	266	0	0	**9 796**	8 186
Août	6 969	445	286	2 472	0	0	0	**10 172**	7 794
Septembre	2 224	986	229	1 854	1 125	1 210	677	**8 305**	8 451
Octobre	4 967	1 234	405	2 648	726	587	846	**11 413**	9 570
Novembre	2 949	1 256	360	2 562	1 080	1 285	1 141	**10 633**	8 557
Décembre	2 943	1 138	388	2 512	802	915	707	**9 405**	3 255

	Baigneurs	Activités	Balnéo	Abonnements	Scolaires primaires	Scolaires secondaires	Autres (asso)		
Total exercice 2025	**47 836**	**11 232**	**3 794**	**27 109**	**10 259**	**9 455**	**7 446**	**117 131**	**96 164**
N-1	**38 923**	**8 720**	**3 539**	**17 991**	**10 860**	**9 068**	**7 063**	**96 164**	
Contrat	60 394	26 131	5 939	9 898	17 280	11 020	29 610	**160 272**	
Variation N / contrat	*-21%*	*-57%*	*-36%*	*174%*	*-41%*	*-14%*	*-75%*	*-27%*	
Variation N / N-1	*23%*	*29%*	*7%*	*51%*	*-6%*	*4%*	*5%*	*22%*	

PRATIQUES
ET FRÉQUENTATIONS

Fréquentations détaillées

Fréquentations Scolaires Primaires & Secondaires

Organisation des cycles Primaires.

➢ Depuis la rentrée de septembre 2024, nous accueillons les élèves de GS et CP pour des stages d'aisance aquatique sur 2 semaines à raison de 4 séances par semaines

Mais aussi les classes de CE2 et de CM2 pour un cycle de 8-9 séances

Durée des séances : 45 minutes

> Nombre de classes accueillies sur l'exercice 87classes.

Organisation des cycles Secondaires

> Durée et nombre de cycle : 8-9 séances repartie sur 4 périodes

> Durée des séances : 55 minutes.

> Nombre de classes par créneaux : 1-2 classes

> Nombre de classes accueillies sur l'exercice : 37 classes.

PRATIQUES
ET FRÉQUENTATIONS

Fréquentations détaillées

Fréquentations Scolaires Primaires & Secondaires

Etablissements primaires	Fréquentation	Résidents	Hors collectivité
Ecole Béthanie	1031	1031	
Ecole Saint Martin Monnereau	709	709	
Ecole Sainte Cécile J Moreau	248	248	
Ecole Rochetrejoux public	169	169	
Ecole Rochetrejoux privé Vieux Tilleul	146	146	
Ecole St André Bournezeau Privé	774	774	
Ecole L'Eolière Chantonnay	353	353	
Ecole la courte echelle Bournezeau	408	408	
Ecole Rémondet Chantonnay	918	918	
Ecole la Caillère St Hilaire	207		207
Ecole Saint Hilaire le Vouhis	194	194	
Ecole St André Saint Prouant	306	306	
Ecole St Michel St Germain de Prinçay	461	461	
Ecole Puybelliard	284	284	
Ecole Isaac Potet St Prouant	547	547	
Ecole Arc en ciel Ste Cécile	342	342	
Les Deux Lays La Réorthe	427		427
Jeanne D'arc La Réorthe	281		281
Le Donjon Sigournais	307	307	
Ecole privée Sacré cœur St philbert	465	465	
St Martin Lars	193	193	
Ecole St vincent de sterlanges	208	208	
Ecole Sigournais	427	427	
Ecole Anselme Roy	679	679	
Ecole les pti marrons	175		175
TOTAL	**10 259**		

Etablissements secondaires	Fréquentation	Résidents	Hors collectivité
Collège Saint Joseph	3605	3605	
Collège Couzinet	2 480	2 480	
Collège Couzinet Spécialité Natation	1141	1141	
Lycée Sainte Marie	1 205	1 205	
Lycée Sainte Marie option Natation	198	198	
Lycée Clémenceau	734	734	
Collège L'espérance Stte Cécile	92		92

ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES CLIENTS USAGERS



ORIGINES GÉOGRAPHIQUES DES CLIENTS USAGERS

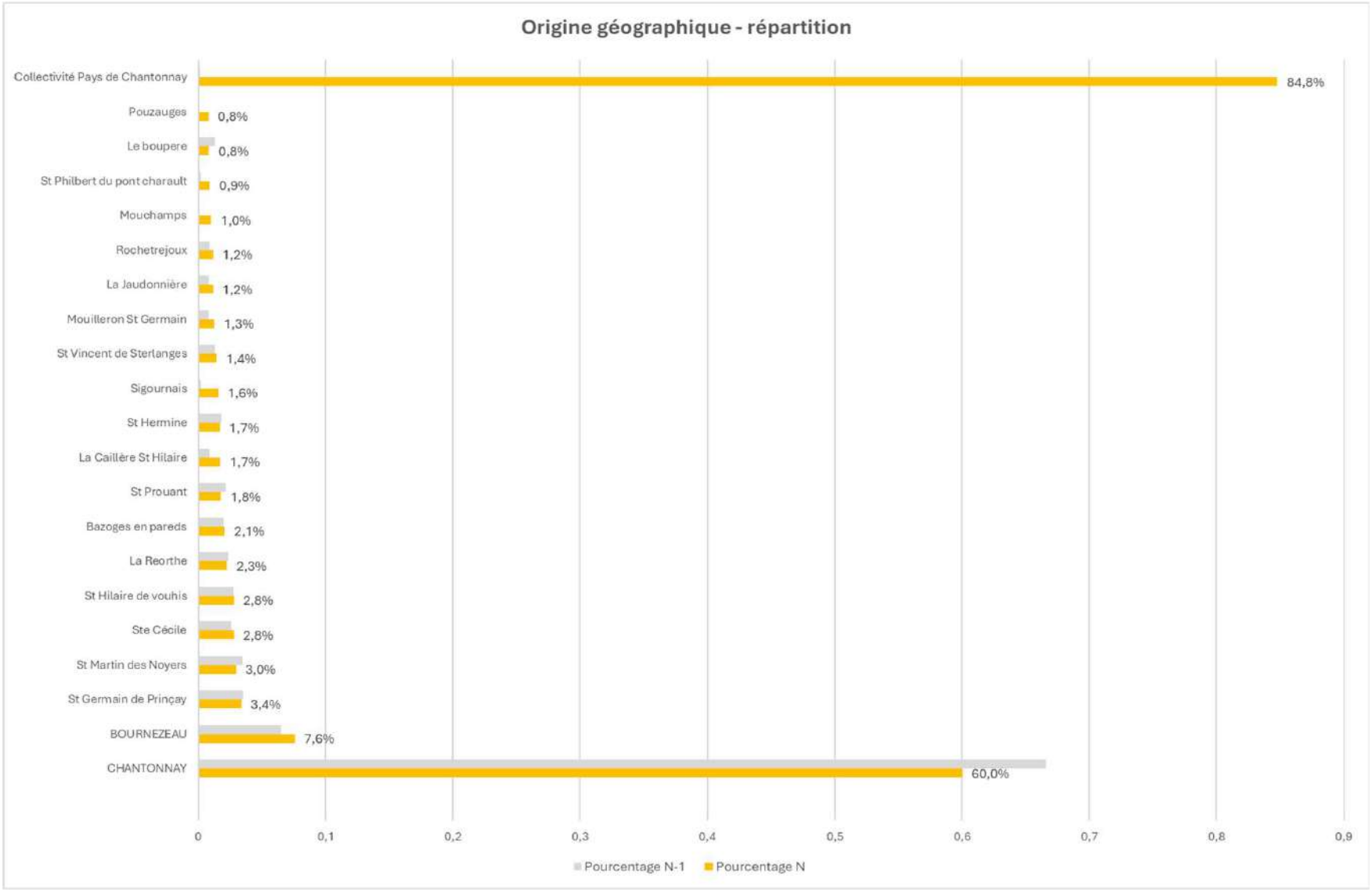
Vue d'ensemble

L'origine géographique des utilisateurs est disponible via le logiciel CRM

Les données recueillies prennent en compte l'intégralité des usagers passant au sein de l'établissement et qui ont souhaité communiquer sur leur provenance, que se soit en client ou prospect, sur l'année 2025.

Une augmentation du nombre d'usagers habitants sur le territoire du Pays de Chantonnay est à souligner, passant de 57 978 en 2025 à 64 759.

Ville	Nombre N	Nombre N-1	Pourcentage N	Pourcentage N-1
CHANTONNAY	45871	40807	60,0%	66,6%
BOURNEZEAU	5803	3963	7,6%	6,5%
St Germain de Prinçay	2589	2145	3,4%	3,5%
St Martin des Noyers	2262	2107	3,0%	3,4%
Ste Cécile	2144	1587	2,8%	2,6%
St Hilaire de vouhis	2133	1678	2,8%	2,7%
La Reorthe	1725	1436	2,3%	2,3%
Bazoges en pareds	1581	1220	2,1%	2,0%
St Prouant	1457	1324	1,8%	2,2%
La Caillère St Hilaire	1354	543	1,7%	0,9%
St Hermine	1315	1128	1,7%	1,8%
Sigournais	1296	100	1,6%	0,2%
St Vincent de Sterlanges	1204	810	1,4%	1,3%
Mouilleron St Germain	1081	490	1,3%	0,8%
La Jaudonnière	957	490	1,2%	0,8%
Rochetrejoux	891	544	1,2%	0,9%
Mouchamps	778	0	1,0%	0,0%
St Philbert du pont charault	682	100	0,9%	0,2%
Le boupere	647	808	0,8%	1,3%
Pouzauges	628	0	0,8%	0,0%
Collectivité Pays de Chantonnay	64759	70	84,8%	0,1%
	76 398	**61 280**	**184%**	**100%**


Origine géographique - répartition
Collectivité Pays de Chantonnay
84,8%
Pouzauges
0,8%
Le boupere
0,8%
St Philbert du pont charault
0,9%
Mouchamps
1,0%
Rochetrejoux
1,2%
La Jaudonnière
1,2%
Mouilleron St Germain
1,3%
St Vincent de Sterlanges
1,4%
Sigournais
1,6%
St Hermine
1,7%
La Caillère St Hilaire
1,7%
St Prouant
1,8%
Bazoges en pareds
2,1%
La Reorthe
2,3%
St Hilaire de vouhis
2,8%
Ste Cécile
2,8%
St Martin des Noyers
3,0%
St Germain de Princay
3,4%
BOURNEZEAU
7,6%
CHANTONNAY
60,0%
0
0,1
0,2
0,3
0,4
0,5
0,6
0,7
0,8
0,9
Pourcentage N-1
Pourcentage N

COMMUNICATION ET PROMOTION



LES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION

Vue d'ensemble

Le Complexe aquatique de l'Odyss dispose d'une bonne notoriété sur la zone de chalandise, grâce aux réseaux sociaux et aux articles de presse pour les manifestations ponctuelles.

Réseaux sociaux

- Le Google My Business comprend 196 avis pour une note de 4,1 étoiles sur 5 (4 en 2024). Nous maintenons une politique de réactivité en répondant à chaque commentaire .
- Une croissance significative de notre audience est constatée. A ce jour, 1704 abonnés suivent L'Odyss sur Facebook et 498 abonnés sur Instagram.

Cette croissance constante est le fruit de publications régulières, avec à minima 4 post par semaine sur chaque plateforme.

Notre présence sur les réseaux sociaux attire principalement un public féminin, représentant 80,3%.

Cette forte croissance est le résultat du développement des publications de contenus animés de qualité et spécifiques (réels), qui favorisent ainsi les vues.

Des offres spéciales sur les réseaux, les retours en images et nos jeux concours offrent une réelle attractivité qui incitent les usagers à nous suivre au quotidien.

L'information récurrente est assurée par :

Le site internet

Les Newsletters

Un affichage permanent in situ

Des flyers in situ

Nos commerces partenaires

Mailing au CE, mairies, écoles, accueil de loisir, associations et IME.

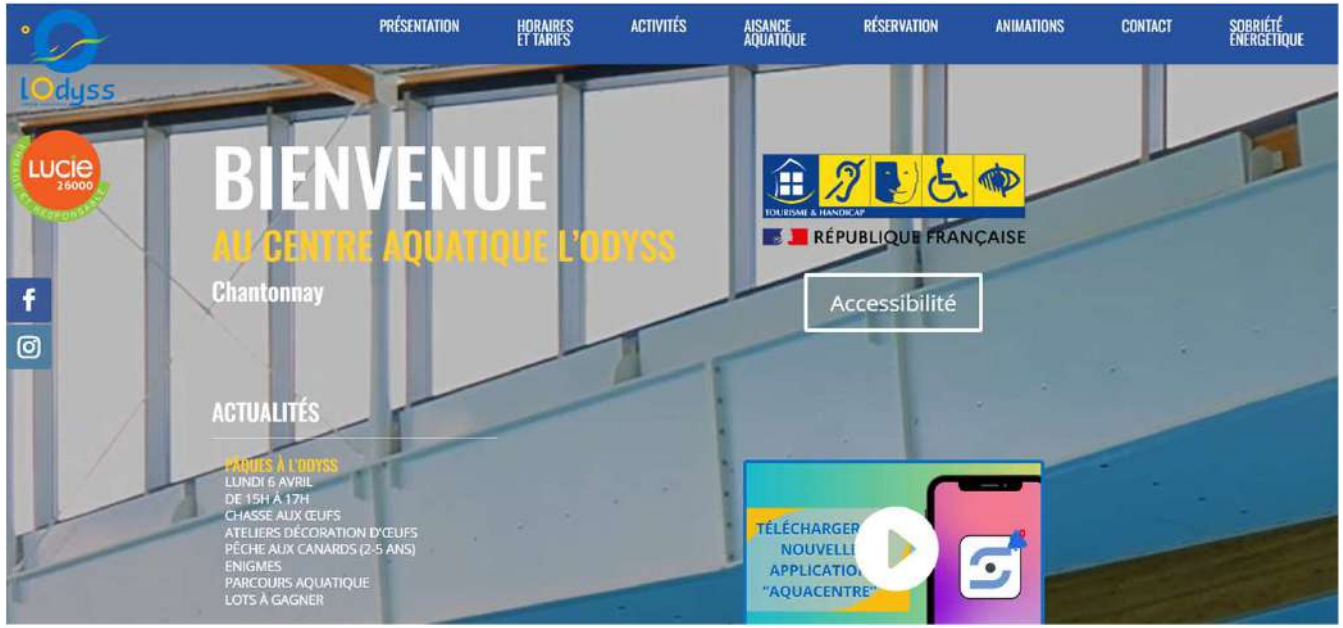
Des actions de communication ponctuelle :

Prospections

Banderoles dans Chantonnay

Partenaires des animations (loto, kermesse…)


Les Herbiers maville.com
25 juin, 11:35 ·
Toute l'équipe de l'Odyss (Chantonnay) vous a réservé un programme estival de folie ! Du sport, des animations, des défis sans oublier la relaxation, tout le monde y trouvera son bonheur !
Profitez du "Pass été famille" avec un accès illimité pour toute la famille pour 67.50€, pour 30 jours et sans engagement
LESHERBIERS.MAVILLE.COM
Des offres et animations estivales pour toute la famille au Centre Aquatique L'Odyss


PRÉSENTATION
HORAIRES ET TARIFS
ACTIVITÉS
AISANCE AQUATIQUE
RÉSERVATION
ANIMATIONS
CONTACT
SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE
LOdyss
LUCIE 26000
BIENVENUE
AU CENTRE AQUATIQUE L'ODYSS
Chantonnay
TOURISME & HANDICAP
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Accessibilité
ACTUALITÉS
PÂQUES À L'ODYSS
LUNDI 6 AVRIL
DE 15H À 17H
CHASSE AUX ŒUFS
ATELIERS DÉCORATION D'ŒUFS
PÊCHE AUX CANARDS (2-5 ANS)
ENIGMES
PARCOURS AQUATIQUE
LOTS À GAGNER
TÉLÉCHARGER
NOUVELLE
APPLICATION
"AQUACENTRE"


OCTOBRE
ROSE

Animations	Mois	Fréquentations
AQUANEWYEAR	JANVIER	125
L'ODYSEE DU BIEN ETRE avec soirée "ZEN" 4 février	FEVRIER	107
VACANCES HIVER AVEC ANIMATIONS	FEVRIER	442
AQUA CINE	FEVRIER	47
JOURNEE DE LA FEMME = BE 2€ + Stand prêt à porter	MARS	8
SÉANCE DEC BB NAGEURS (journée des familles)	MARS	15
OFFRE BAIGNADE DIMANCHE AM (journée des familles)	MARS	141
ODYSS POUR TOUS (invitation IME)	AVRIL	27
ANIMATIONS VACANCES PRINTEMPS	AVRIL	643
MASQUE RÉALITÉ VIRTUELLE	AVRIL	17
DEFI 3 MOIS ACTIVITE (réseaux, activité, baignade)	MARS-MAI	78
MARATHON DE LA FORME	MAI	63
FETE DES MERES	MAI	46
FETE DES PERES	JUIN	42
SOIRÉE PRIVILEGE	JUIN	102
AQUA PTI DEJ	JUIN	50
ANIMATION FETE ECOLE DE NATATION	JUILLET	67
ANIMATION FLOW PULSE	JUILLET	37
ANIMATION WATER BALL	JUILLET	32
ANIMATION FLOW PULSE	AOUT	35
ANIMATION WATER BALL	AOUT	31
AQUAPARTY	SEPT	73
SOIREE TOTAL RELAX	OCT	77
OCTOBRE ROSE / AQUABOXE	OCT	22
ANIMATIONS VACANCES PRINTEMPS	OCT	1 236
ANIMATION AH L'EAU WEEN	OCT	32
SOIREE ESCAPE AQUA GAME	OCT	24
MOOVEMBER	NOV	37
ODYSS POUR TOUS (invitation IME)	NOV	42
AQUA CINE	DEC	60
ANIMATIONS VACANCES FIN D'année	OCT	642

ÉTAT GÉNÉRAL DES OUVRAGES ET DES BIENS DÉLÉGUÉS



ÉTAT GÉNÉRAL DES OUVRAGES ET DES BIENS DÉLÉGUÉS

Entretien et maintenance

Contrôles réglementaires
Contrats d'entretien

Gros entretien Renouvellement

Entretien et maintenance

La conduite technique, l'entretien et la maintenance des installations ont été assurés par la société Idex jusqu'au 10 octobre et la société Séché a repris le contrat. Dix jours de passations ont été mis en place.

Les contrôles règlementaires et la maintenance spécifique sont assurés par des organismes de contrôle agréés.

La commission de sécurité a été effectué et a délivré un avis favorable.

Les contrats d'entretien externalisés concernent principalement :

- Le contrôle d'accès informatisé
- Les équipements d'entretien
- Les équipements de bureautique

Les opérations de maintenance du sous-traitant Idex n'ont pas pu être obtenues pour 2025, le prestataire ne répondant pas à nos nombreuses relances.

Les opérations de maintenance du sous-traitant Seché sont disponibles dans le rapport communiqué.

Opérations d'entretien et de maintenance PRESTALIS

Tableau récapitulatif des opérations entretien, maintenance, petite réparation (Interventions de niveau 1 à 3 selon la Norme EN 13306)

Nature de l'intervention	Date de réalisation	Imputation € HT		
		L'ODYSS	Sous-traitant technique	Autres ent. Ext
Entretien et combustion des 3 chaudières	04/01/2024		IDEX	
Réparation fuite du Pentagliss	11/01/2025	1 400,00 €		
Reprise des gâches électriques	23/06/2025	1 580,00 €		
Réparation tuyauterie pompe filtration	15/07/2025		62,80 €	
Arrêt filtration pour vidange	31/08/2025	178,60 €		
Adylon S	01/09/2025	356,16 €		
Réparation de la carte principal climatiseur	17/09/2025		477,06 €	
Réparation fuite sur réseau PEHD alimentation eau froide vestiaire	10/09/2025		443,00 €	
Entretien annuelle Pentagliss	04/09/2025	2 200,00 €		New spot
Annalyse légionnelle	08/12/2025		SECHE	ARS
Contrôle des installations électriques	17/06/2024		IDEX	Apave
Contrôle appareil électrique snack	30/06/2025	425,04 €		LE FROID VENDEEN
Réparation bras de pédale aquabike	10/10/2025	111,19 €		
Contrôle des dysconnecteurs	17/12/2025		SECHE	
Nettoyage façade	01/09/2025	1 470,00 €		AERONETT
Batteries Talkies	13/11/2025	515,90 €		
Vérification du détecteur de gaz local pompe à chaleur	07/01/2026	773,50 €		

ÉTAT GÉNÉRAL
DES OUVRAGES
ET DES
BIENS DÉLÉGUÉS

Entretien et maintenance

Contrôles réglementaires
Contrats d'entretien

Gros entretien
Renouvellement

Nature du contrôle	Vérificateur	Périodicité	Date de réalisation
Désenfumage	FAUCHE	annuelle	22/05/2025
Extincteurs	DESAUTEL	annuelle	20/05/2025
Centrale d'alarme incendie	IDEX	annuelle	22/05/2025
Réseau gaz combustibles	IDEX	annuelle	04/09/2025
Contrôle périodique chauffage / ventilation	IDEX	annuelle	04/09/2025
Ramonage chaufferie	IDEX	annuelle	03/09/2025
Installations électriques	APAVE	annuelle	17/01/2025
Combustions chaudières	IDEX	annuelle	03/09/2025
Légionelle,THM ,TRICHLORAMINE	SECHE	annuelle	09/12/2025
Matériel Snack	Froid Vendéen	annuelle	16/06/2025
Eclairage sécurité	FAUCHE	annuelle	26/05/2025

Contrat	Entreprise	Date de réalisation
Contrôle d'accès	HEITZ	23/06/2025
Maintenance robot bassin	HEXAGONE	12/01/2025
Photocopieur	BROTHER/RICOH	
Maintenance Toboggan / Pentagliss	NEWSPOT	04/09/2025
Maintenance robot bassin	HEXAGONE	01/08/2025
Photocopieur	BROTHER/RICOH	01/10/2023
Maintenance Toboggan / Pentagliss	NEWSPOT	04/09/2025
Nettoyage Vitre	ABER PROPRETE	22/08/2024
Maintenance toiture	FACE service expert	10/04/2025
anti intrusion	SN2O	15/09/2025
Video surveillance	SN2O	15/09/2025
Appareil Snack	Le Froid Vendéen	30/06/2025
SAS Entrée	GILGEN	28/04/2025
Espace vert	La méridionnale	12 passages/ an
Ascenceurs	SACHOT	10 passages/ an
Casiers	SUFFIXE	2 passages/ an

ÉTAT GÉNÉRAL
DES OUVRAGES
ET DES
BIENS DÉLÉGUÉS

Entretien et maintenance

Contrôles réglementaires
Contrats d'entretien

Gros entretien Renouvellement

Gros entretien et renouvellement

Les dispositions relatives aux GER sont régies par l'article 23 du contrat.

Les dépenses réalisées sont réparties comme suit :

- Dépenses de GER prestataire technique : 1 602,16€
- Dépenses de GER hors technique : 13 398,10€
- Dépenses de GER Collectivité : 6 800€

Nature de l'intervention	Date de réalisation	Imputation € HT		
		L'ODYSS	Sous-traitant technique	Collectivité
Réparation fuite du Pentagliss	11/01/2025	1 400,00 €		
Renouvellement de Talkies	07/01/2025	1 820,00 €		
Toile d'Ombrage	25/07/2025			6 800,00 €
Réparation carrelage + travaux diver	04/09/2025	3 959,74 €		
Robot Nettoyage bassin	01/12/2025	6 218,36 €		
IDEX devis Fourniture V6V pour filtre bassin	07/04/2025		682,10 €	
IDEX réparation fuite sur réseau PEHD	02/09/2025		443,00 €	
IDEX Remplacement de la carte principale climatisation	16/09/2025		477,06 €	

Total engagé	**15 000,26 €**	**13 398,10 €**	**1 602,16 €**
Provisions CEP	**10 000,00 €**		
Balance	**(5 000,26) €**		

PRÉVISIONS DE TRAVAUX



PRÉVISIONS DE TRAVAUX

Les prévisions de travaux de la société dédiée au titre de 2026 sont énumérées dans le tableau ci-dessous.

Les prévisions sont principalement liées aux problèmes techniques identifiés et en attente de traitement, ainsi que des améliorations / reprises sur des zones nécessitant des changements.

Nature de l'intervention	Criticité	Imputation € HT		
		PRESTALIS	Sous-traitant technique	Collectivité
Travaux bloc central avec écoulement eau corrosive	Moyenne			Dans l'attente du devis
Changement des boutons pressoir de douche	Elevée			Dans l'attente du devis
Fuite en toiture	Elevée			Prise en charge assurance, dans l'attente des travaux
Plafond de la baie video	Faible			Prise en charge assurance, dans l'attente des travaux
Changement des fermes-portes issus de secours	Faible	892,50 €		

EFFECTIFS AFFECTÉS À L'EXPLOITATION



EFFECTIFS
AFFECTÉS
À L'EXPLOITATION

Les effectifs

La Convention Collective du Sport est en vigueur au sein de la société dédiée d'exploitation.

L'équipe d'exploitation se compose de 16 personnes soit 14 ETP et 2 temps partiels dont :

- 1 directeur (1 ETP)
- 1 responsable clientèle (1ETP)
- 1 coordinateur multi-activités (1 ETP)
- 1 conseiller clientèle (1 ETP)
- 1 agent polyvalent (1 ETP)
- 2 agents d'entretien (2 ETP)
- 4 éducateurs sportifs (4 ETP)
- 2 surveillants de bassin (2 temps partiels)
- 1 apprenti relation client (1 ETP)
- 2 apprentis maitre-nageur (BPJEPS AAN) (1 ETP)

Jusqu'en Juin 2025, l'établissement a rencontré des difficultés de recrutement de Maitre nageur et a du faire appel à des auto-entrepreneurs. Suite à l'obtention de son diplôme en juillet, notre apprenti a été recruté en CDI.
Deux Maitres-nageurs ont été recrutés en septembre 2025, ces derniers ont permis d'augmenter nos plannings de cours Aquaform et d'apprentissage et ainsi répondre aux besoins.
Le pôle accueil–entretien s'est stabilisé avec une équipe inchangée pendant cette année 2025, la formation et les process se font ressentir à travers d'excellents retours clients.
Enfin la démarche d'apprentissage se poursuit avec 3 apprentis en septembre 2025.

Fonction	Nom	Prénom	ETC
Directeur	JEANVOINE	AUDE	1
Responsable Clientèle	ZANOUY	MANON	1
Hôtesse d'accueil	BESNARD	Mélanie	1
Agent polyvalent	VERSE BIRE	Myriam	1
Agent d'entretien	GLORION	Romuald	1
Agent d'entretien	BOULINEAU	Florian	1
Coordinatrice multi-activités	RAIMBAULT	Baptiste	1
Coatch éducateur sportif	QUEVEAU	Mickael	1
Coatch éducateur sportif	PARMENTIER	Benjamin	1
Coatch éducateur sportif	GOURREAU	Terry	1
Coatch éducateur sportif	BELLOT	Florane	1
Surveillant de baignade	Baboz	Stanislas	0,5
Surveillant de baignade	Payet	Clara	0,5
Apprenti Communication	Gerard Dunord	Léa	1
Apprenti MNS	Chabonnier-Mercier	Mathéo	1
Apprenti MNS	FAURY	Mathilde	1
TOTAL			**16**

QUALITÉ DE SERVICE



SATISFACTION GÉNÉRALE

Les notes attribuées par les clients concernant la satisfaction sur les points suivants : qualité des cours d'aqua, espace bien-être, accueil et propreté. Il est possible d'estimer leur satisfaction à 4.7/5.
Grâce à cette enquête, le taux de satisfaction des usagers sur des points précis a été évalué :

- -91.7% des personnes participants aux cours proposés par le centre leur attribuent la note de cinq, ce qui signifie que les usagers en sont en grande partie très satisfaits.
- Concernant l'espace bien-être, c'est un tiers des clients qui ont attribué la note de quatre et les deux tiers restants la note de cinq, Il convient de constater que les clients sont satisfaits de ce service.
- 81.3% des usagers sont très satisfait du service accueil les 18.7% des usagers restants affirment être satisfaits ;
- Pour la propreté du centre, les avis sont toutefois plus partagés : 2.5% ont voté la note de deux, 10% la note de trois, un des tiers restants la note de quatre et les deux tiers restants la note de cinq.
- A noter : certains clients et usagers ont toutefois remarqué un réel changement (positif) concernant la propreté du centre et n'ont pas hésité à le notifier dans leur enquête. Il reste toutefois compliqué d'assurer une propreté continue (notamment pédiluve et cabines : ce qui ressort le plus).

QUALITÉ
DE SERVICE

Enquêtes de satisfaction

Doléances des usagers

Programme d'amélioration de la qualité de service





QUALITÉ
DE SERVICE

Enquêtes de satisfaction

Doléances des usagers

Programme d'amélioration de la qualité de service

Points positifs et Axes d'améliorations

- **Points positifs soulevés via une question ouverte** :
  - Augmentation de l'offre des cours et leur qualité.
  - Une équipe dynamique
  - La régularité et la diversité des animations proposées
  - La communication sur les réseaux et les newsletters envoyées chaque mois
  - L'accueil et le conseil clientèle.
  - L'accessibilité des personnes en situation de handicap

- **Les axes d'amélioration émis via une question ouverte** :
  - Faire respecter le silence dans l'espace Bien-être
  - Un spa et des toilettes dans l'espace Bien-être
  - Nombre de lignes d'eau réservés collèges ou aux associations
  - Des ouvertures matinales

QUALITÉ
DE SERVICE

Enquêtes
de satisfaction

**Doléances
des usagers**

Programme
d'amélioration
de la qualité
de service

Les doléances

L'intégralité des doléances mentionnées ci-dessous ont été répertoriées et traitées à la fois par mail ainsi que sur notre page google mybusiness. Un rapport contenant l'intégralité des commentaires peut être annexé au présent rapport.

Les doléances techniques rencontrées des usagers concernent principalement :

- La température du bassin pour l'activité bébé nageurs
- L'évacuation des bassins 30 minutes avant la fermeture
- Le manque de bassin extérieur et ou de toboggan dans la structure

Un plan d'action est en place pour avoir la communication la plus réactive possible afin de sensibiliser les usagers aux problématiques techniques ou indisponibilités temporaires sur les services apportés par le site.

Des enquêtes de satisfaction ont été réalisées au quotidien sur l'année 2025, ainsi que des enquêtes proposées lors de chaque animation. Un récapitulatif est présenté dans les pages suivantes

QUALITÉ
DE SERVICE

Enquêtes
de satisfaction

Doléances des usagers

Programme
d'amélioration
de la qualité
de service

	Doléances	Traitement	Réccurence	Pourcentage
1	Plus de lignes d'eau pour les nageurs en créneau public	Diminution de l'attribution du nombre de lignes d'eau pour les collèges en même temps que le public de 4 lignes à 3 lignes	38	17%
2	Trop de monde dans les cours Aquaform	Augmentation du nombre de cours proposés depuis septembre avec l'ajout d1 séance de Bike, Aquafitness et aquqadouce et 3 séances de circuit training	36	16%
3	Confusion entre les horaires des dépliants et l'évacuation des bassins	Changement des horaires du dépliant à conpter de janvier 2026	28	12%
4	Un spa dans l'espace bien-être	3 devis ont été réalisés et présentés à la collectivié.	25	11%
5	Plus de toboggans	Pas d'actions possibles	25	11%
6	Toilettes dans l'espaces Bien-être	Pas d'actions possibles	21	9%
7	Propreté des pédiluve	Nous faisons régulièrement le nettoyage des pédiluves et augmentons la fréquence en cas d'influence mais le 1er pédiluve se salie très vite.	17	8%
8	Pas assez de cabines de douche individuelles	Nous rappelons aux personnes que les douches doivent rester courtes et ne sont pas faites pour un usage personnel	13	6%
9	Trop de bavardages dans l'espace Bien-être	Nous avons mis des affiches pour respecter le calme et une charte est affichée à l'entrée.	13	6%
10	Eau trop froide	L'eau de nos bassin respecte les normes pour chacun des bassins et sont plus chaud que de nombreux établissements	9	4%
			225	**1**

QUALITÉ
DE SERVICE

Enquêtes
de satisfaction

Doléances
des usagers

Programme d'amélioration de la qualité de service

Température des bassins :

- Etat actuel : La température des bassins doit être maintenue à un niveau optimal pour le confort des clients et la sécurité des utilisateurs. Des variations de température peuvent entraîner de l'inconfort ou des problèmes de santé.
- Recommandations :

- Informer les clients des températures actuelles et des éventuels ajustements en cas de problème
- Tenter de limiter au maximum les fluctuations de températures pouvant apparaitre et gênant l'expérience des usagers

Incidents techniques :

- Etat actuel : Les incidents techniques peuvent perturber les usagers et nuire à leur expérience au sein de l'établissement
- Recommandations :

- Informer toute personne entrant dans l'établissement des problèmes techniques actuels pouvant être rencontrés
- Remplacement de matériels en défaut et intégration d'une maintenance préventive soutenue
- Sensibilisation auprès des usagers de la mauvaise utilisation des espaces/matériels qui amènent des problématiques techniques

DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE



DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE

Les éléments de suivi de la démarche environnementale

Traitement des déchets

Tri sélectif effectué par nos agents ainsi que par notre sous-traitant technique

Entretien

L'utilisation de produits « éco labellisés » est identique à l'année 2024. Ils sont privilégiés pour les opérations d'entretien et d'hygiène. Comme pour le début du contrat, la mécanisation des opérations de nettoyage (autolaveuse et monobrosse) participe à la réduction des consommations d'eau (par rapport à un nettoyage au jet à grande eau).

Sensibilisation

Des affichages incitant les usagers à la prise de douche avant la baignade ont été mis en œuvre depuis l'ouverture, réduction des pollutions organiques entraînant une baisse des apports d'eau neuve et des consommations de produit de traitement d'eau.

L'utilisation de tasse et écocup dans l'espace bien-être ou lors de nos animations pour limiter l'utilisation des gobelets à usage unique.

Ratios de performance

Les ratios de performances de consommation de fluides sont en deçà des cibles contractuelles.

DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE

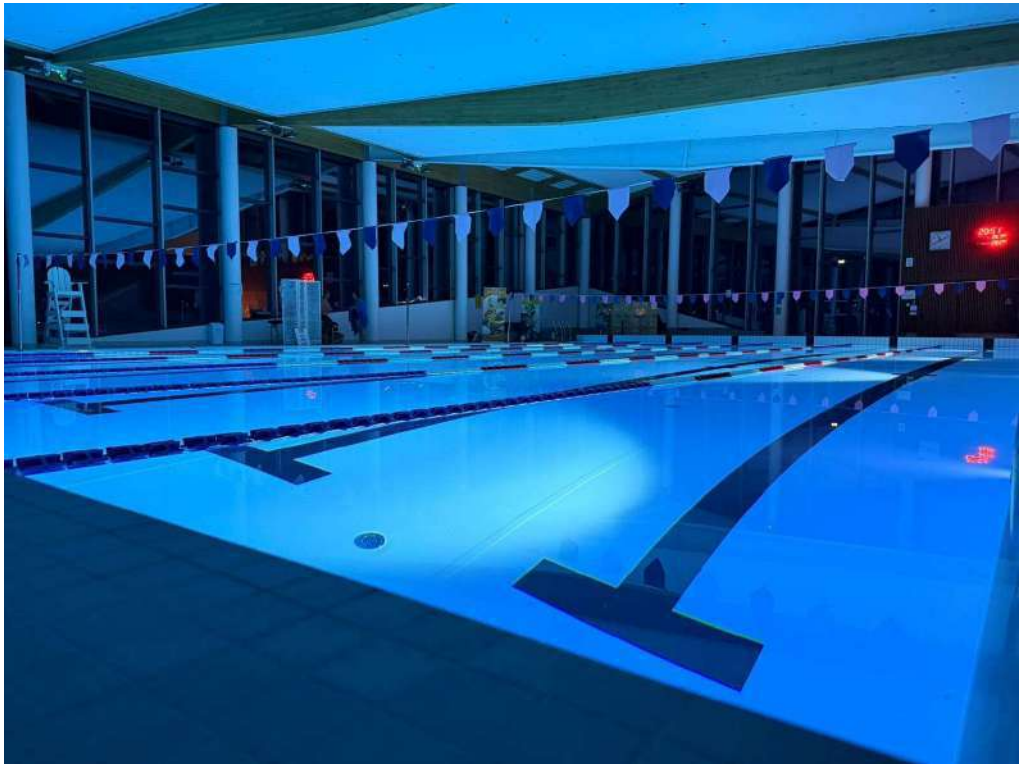
Ratios

Le bilan 2025 et les ratios correspondent aux objectifs fixés
- Travail constant de recherche de fuites
- Vigilance sur les bonnes pratiques de consommation (clients et interne)

Données	M2	m3	kwh	Passages
Surfaces dans œuvre (SDO)	3 000			
Surfaces de plan d'eau	625			
Consommations annuelle eau		9 896		
Consommation annuelle électricité			961 493	
Consommation annuelle gaz			851 524	
Fréquentation annuelle totale				117 131

Ratios	N	N-1	N-2	Contrat
Litres d'eau / baigneur	84	116	144	100
Electricité / SDO (kWh)	320	327	320	330
Gaz / SDO (kWh)	284	257	303	399
Total énergie / SDO (kWh)	604	623	623	729

CONSOMMATIONS DE FLUIDES



CONSOMMATIONS DE FLUIDES

Par rapport aux prévisions contractuelles

Les consommations d'électricité sont conformes aux cibles contractuelles et similaires à l'année 2024. Les efforts ont été mis sur une meilleure programmation et utilisation de l'ensemble du parc moteurs et CTA ainsi qu'une vigilance sur l'utilisation de certains organes mis en fonctionnement uniquement en présence du public.

Inversement, les consommations de gaz sont inférieures aux données contractuelles de 29%, elles ont cependant augmenté de 12% par rapport à l'année 2024 à cause d'une année plus froide et d'un problème au niveau de l'automate permettant la chauffe du bassin d'activité .

Les consommations d'eau aujourd'hui inférieures aux prévisions de 33% avec un ratio de 84L/baigneur.

Une grosse fuite au niveau du bassin ludique a pu être traitée et permette ainsi de limiter la consommation d'eau. De nombreuses douches qui restaient bloquées ont été condamnées afin de limiter les consommations excessives. Ces dernières vont être remplacées par un autre système.

Mois	Fluides											
	Eau m3				Gaz kwh				Electricité kwh			
	Prévi	N	N-1	N-2	Prévi	N	N-1	N-2	Prévi	N	N-1	N-2
		<										
Janvier	1 150	824	972	760	140 000	122 641	99 186	112 353	82 417	75 839	81 258	76 297
Février	1 150	640	963	713	120 000	105 209	83 107	99 554	82 417	76 987	80 285	71 305
Mars	1 150	697	987	869	100 000	89 063	77 685	101 644	82 417	77 850	86 834	83 046
Avril	1 150	654	872	701	95 000	66 783	51 375	96 999	82 417	89 528	86 250	67 570
Mai	1 150	704	835	751	80 000	46 457	45 201	72 794	82 417	75 422	85 651	71 658
Juin	1 150	730	696	1 502	75 000	28 330	29 588	40 146	82 417	79 389	72 584	77 701
Juillet	1 150	860	853	879	55 000	25 011	36 254	39 942	82 417	87 519	86 139	76 353
Août	1 150	876	985	1 009	75 000	25 120	37 251	52 933	82 417	89 461	90 601	90 050
Septembre	2 000	1 531	902	931	80 000	46 922	57 809	36 882	82 416	80 264	81 449	85 701
Octobre	1 150	757	984	899	105 000	60 117	83 722	53 684	82 416	84 461	93 796	86 618
Novembre	1 150	773	822	920	131 000	113 836	87 165	86 413	82 416	65 187	76 402	82 186
Décembre	1 180	850	1 320	974	140 000	122 035	81 686	115 427	82 416	79 586	60 331	91 102

	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2
Total exercice 2025	**9 896**	**11 191**	**10 908**	**851 524**	**770 027**	**908 771**	**961 493**	**981 580**	**959 587**
Contrat	14 680	14 680		1 196 000	1 196 000		989 000	989 000	
Variation N / contrat	*-33%*	*-24%*		*-29%*	*-36%*		*-3%*	*-1%*	
Variation N / N-1	*-12%*	*3%*		*11%*	*-15%*		*-2%*	*2%*	

DÉMARCHE RSE

LUCIE 26000

ENGAGÉ ET RESPONSABLE



DÉMARCHE RSE

Initiatives RSE

Traitement des déchets

Focus démarche environnementale

Les éléments de suivi de la démarche RSE : <u>Recensement des initiatives RSE de l'année N</u>

Services et produits éco-responsables proposés aux clients	Achats responsables, sous-traitance incluant des pratiques responsables	Déplacements Domicile-Travail en mobilité douce
Partenariats avec les entreprises locales	Réduction temps d'allumage Espace Bien-être	Déplacement des agents habitants proches en trottinette ou vélo
Journée des familles en lien avec la collectivité	Collecte dons de papiers	Co-voiturage pour les déplacements en formation
Semaine du Handicap	Sensibilisation des usagers (douches-tenues…)	
Don pour des associations	Soirée « zen » : baisse de l'éclairage	







15 initiatives RSE ont été réalisées en année 2025

DÉMARCHE RSE

Initiatives RSE

Traitements des déchets

Focus démarche environnementale

Les éléments de suivi de la démarche RSE : <u>Production et valorisation des déchets sur l'année 2025</u>

	Déchets non dangereux ultimes	Déchets non dangereux recyclables	Apport volontaire de déchets en site spécialisé (déchèterie, borne ...)	Déchets dangereux
TOTAL	3456	2592	47	5

COMPTE ANNUEL DE RÉSULTAT



En application des dispositions contractuelles de l'indice de révision **K** pour l'exercice considéré, les éléments financiers ont été révisés d'un coefficient de 1,2876.

$$K = 0{,}05 + 0{,}95 \times (0{,}04 \times \frac{E}{E_0} + 0{,}11 \times \frac{El}{El_0} + 0{,}04 \times \frac{G}{G_0} + 0{,}63 \times \frac{S}{S_0} + 0{,}18 \times \frac{FSD2}{FSD2_0})$$

COMPTE ANNUEL DE RÉSULTAT

Indice de révision

Évolution des dépenses de l'exercice

Compte annuel de résultat

Indice	Intitulé	Code	Valeur	2022 avr-22	2022 Index	2023 avr-23	2023 Index	2024 avr-24	2024 Index	2025 avr-25	2025 Index
Eau (E)	Eau (indice de l'eau pour une facture 120 m3 sur le territoire Vendée Eau)	Tarification Vendée Eau	214,60	214,60	1,0000	214,60	1,0000	225,40	1,0503	225,44	1,0505
				indice de févr.-22		*indice de avr.-23*		*indice de*		*indice de janv.-25*	
Electricité (El)	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 35.11 et 35.14 - Electricité vendues aux [illegible]	10764288	137,7	179,40	1,3028	274,90	1,9964	284,06	2,0629	248,77	1,8066
				indice de févr.-22		*indice de févr.-23*		*indice de févr.-24*		*indice de janv.-25*	
Gaz (G)	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.23 – Commerce du gaz par conduites	10764295	82,2	210,90	2,5657	215,70	2,6241	166,95	2,0310	220,92	2,6876
				indice de févr.-22		*indice de févr.-23*		*indice de févr.-24*		*indice de janv.-25*	
Salaire (S)	Indice des salaires mensuels de base - Ensemble des secteurs non agricoles (NAF rév.2 ENS) - Base 100 au T2 2017	010562695	103,8	107,20	1,0328	111,40	1,0732	115,70	1,1146	118,40	1,1407
				indice de T4 2021		*indice de T4 2022*		*indice de T4 2023*		*indice de T3 2024*	
FSD2	Indice des frais, Services divers	Le Moniteur FSD2	130,5	160,60	1,2307	179,70	1,3770	171,50	1,3142	171,00	1,3103
				indice de mars-22		*indice de mars-23*		*indice de mars-24*		*indice de déc.-24*	
K				1,1502		1,2741		1,2745		1,2876	

COMPTE ANNUEL DE RÉSULTAT

Indice de révision

Évolution des recettes & dépenses de l'exercice

Compte annuel de résultat

Par rapport aux prévisions :

Les recettes commerciales et institutionnelles sont supérieures de 3% (22 K€) par rapport aux prévisions contractuelles.

Ces recettes sont en progression par rapport à l'année précédente 2024 sur tous les postes et particulièrement sur les abonnements, dans le prolongement de la belle évolution de l'année précédente 2024.

Ces résultats témoignent de la forte fidélisation des usagers-clients qui adhèrent pleinement aux offres commerciales « Pass ».

La compensation versée par la Collectivité agrège :

- La compensation forfaitaire actualisée
- Les régularisations de rattrapage tarifaire pour indexation partielle de la grille tarifaire

Globalement les produits d'exploitation sont supérieurs de 10 % aux prévisions et en hausse de 3% par rapport à 2024.

	CEP N	CEP N actualisé	Réalisé N	N-1
Recettes commerciales (usagers "publics" et autres)	502 303 €	502 303 €	713 224 €	497 637 €
Recettes attendues "contraintes de service public" (usagers "institutionnels")	159 160 €	189 273 €	- €	- €
COMPENSATION FORFAITAIRE	376 800 €	448 091 €	543 715 €	719 736 €
Total produits d'exploitation	**1 038 263 €**	**1 139 667 €**	**1 256 939 €**	**1 217 372 €**

COMPTE ANNUEL DE RÉSULTAT

Indice de révision

Évolution des recettes & dépenses de l'exercice

Compte annuel de résultat

SOMMES A PERCEVOIR PAR LE DELEGATAIRE en € H.T. constant	2025	CEP N actualisé	Réalisé N	Ecart		N-1	Ecart N	
			2025			2024		
Recettes commerciales (usagers "publics" et autres)	**502 303**	**502 303**	**713 224**	**210 921**		**497 637**	*96 235*	
Entrées grand public "espace aquatique"	210 631	210 631	166 606	*-44 025*		133 757	*32 849*	
Entrées grand public "espace aquatique + espace bien-être"	48 884	48 884	25 610	*-23 274*		21 801	*3 809*	
Activités aquatiques (aquagym, aquabiking, cours, etc…)	151 813	151 813	60 654	*-91 159*		57 282	*3 372*	
Abonnements / Pack	74 923	74 923	152 489	*77 566*		107 302	*45 187*	
Produits de la vente (buvette, distributeurs, produits dérivés …)	6 645	6 645	-	*-6 645*		-	*0*	
Entrées centres de loisirs (sur créneaux du public) et structures spécialisées	4 157	4 157						
Entrées Scolaires hors territoire CCPC	-	-	173 252	*169 095*		162 233	*11 018*	
Entrées Clubs et associations sportives hors CSP	-	-						
Autres recettes : réservation de l'équipement par le concédant	5 250	5 250	134 613	*129 363*		15 261		
Recettes attendues "contraintes de service public" (usagers "institutionnels")	**159 160**	**189 273**	**-**	**(189 273)**		**-**	***0***	
Créneaux scolaires 1er degré de CCPC	54 000	64 217	-	*-64 217*		-	*0*	
Créneaux scolaires 2e degré de CCPC	23 100	27 471	-	*-27 471*		-	*0*	
Créneaux 2nd degré "Option Natation"	3 520	4 186	-	*-4 186*		-	*0*	
Créneaux Clubs et associations sportives CCPC (ENC, Club Triathlon, Retraite Sportive)	78 540	93 400	-	*-93 400*		-	*0*	
COMPENSATION FORFAITAIRE	**376 800**	**448 091**	**543 715**	**95 625**		**719 736**	***-176 021***	
Compensation demandée à CCPC	376 800	448 091	543 715	*95 625*		719 736	*-176 021*	
Total des sommes à percevoir par le Délégataire	**1 038 263**	**1 139 667**	**1 256 939**	**117 272**	**10,29%**	**1 217 372**	*-79 785*	**3,25%**

COMPTE
ANNUEL
DE RÉSULTAT

Indice de révision

Évolution des dépenses de l'exercice

Compte annuel de résultat

Par rapport aux prévisions contractuelles et à l'exercice précédent :

Les dépenses de « fluides » bien qu'inférieurs de 6% à 2024 demeurent très supérieures aux prévisions (+ 51%).

Les dépenses de « fournitures » sont en deçà des cibles contractuelles et les dépenses des « services extérieurs » sont supérieurs. A noter, certaines dépenses sont intégrées dans la conduite en entretien courant des installations techniques (P2), comme les produits de traitement d'eau.

Les dépenses « autres services extérieurs » sont supérieures de 73 %, en raison de l'augmentation des frais d'honoraires et des frais de prestations de surveillance externalisées pour compenser le manque de personnel sur les bassins.

Les coûts salariaux globalement stables par rapport à 2024 et sont nettement inférieurs au CEP actualisé (-25%).

Globalement les charges d'exploitation sont comparables aux prévisions (+1,6%) et à l'exercice précédent (+2%).

	CEP N	CEP N actualisé	Réalisé N	N-1
Fluides / Energie	197 129 €	234 425 €	354 520 €	378 818 €
Fournitures petits équipements / entretien	59 314 €	70 536 €	27 258 €	(3 210) €
Autres services extérieurs	30 950 €	36 806 €	63 700 €	66 171 €
Impôts, taxes et redevances	21 330 €	25 366 €	13 086 €	15 876 €
Frais de personnel	492 336 €	585 486 €	441 826 €	431 220 €
Services extérieurs	141 452 €	141 452 €	215 568 €	202 311 €
Total charges d'exploitation	**1 018 211 €**	**1 184 093 €**	**1 202 795 €**	**1 178 359 €**

Le résultat brut d'exploitation avant impôt est positif à hauteur de 54 144 € HT et en progression par rapport aux années précédentes.

CEP	CEP N actualisé	Réalisé N
20 052		54 144

COMPTE ANNUEL DE RÉSULTAT

Indice de révision

Évolution des dépenses de l'exercice

Compte annuel de résultat

ANNEXES





TARIFS ESPACE AQUATIQUE

ESPACE AQUATIQUE	Tarif
Entrée unitaire adulte	5,20 €
• Carnet 10 entrées* adulte	47,00 €
Entrée tarif réduit**	3,80 €
• Carnet 10 entrées* tarif réduit**	33,90 €
Entrée unitaire - de 3 ans	GRATUIT
Carte famille nombreuse *(valable 1 an pour 2 adultes et leurs 3 enfants)*	26,20 €
• Entrée adulte	3,30 €
• Entrée enfant	2,20 €
Anniversaire *(par enfant - 8 enfants max)*	12,50 €
Comité d'entreprise *(carnet de 5C entrées adultes)*	210,00 €
Comité d'entreprise *(carnet de 5C entrées enfants)*	182,00 €
Comité d'entreprise *(carnet de 50 entrées activités)*	494,00 €
ALSH et groupes divers	2,20 €
Attestation, brevets	2,10 €

** Carnet valable 3 mois *² Carnet valable 10 mois*
***Tarif réduit : 3 - 15 ans, demandeurs d'emploi et PMR*

TARIFS BIEN-ÊTRE

ESPACE BIEN-ÊTRE	Tarif
(à régler en plus de l'entrée espace aquatique)	
1 entrée unitaire adulte	4,80 €
10 entrées unitaires* adulte	43,50 €

TARIFS ACTIVITÉS

ACTIVITÉS	Tarif
Activités Aquaforme, Natation ou BB&Cie	
• 1 activité	12,90 €
• 10 activités*	116,00 €
• 30 activités*²	309,00 €
Activités Natation	
• Pass natation année *(enfant ou adulte)*	202,00 €
• Pass natation 2ème enfant de la famille	182,00 €
• Stage de natation *(5 séances)*	57,50 €

TARIFS ABONNEMENTS

ACCÈS ILLIMITÉ À	AUBIN 3-15 ans 16,50 € / mois	BRONZE 23,30 € / mois	SILVER 35,70 € / mois	GOLD 48,00 € / mois	PLATINIUM 55,00 € / mois
Espace aquatique	O	O	O	O	O
Bien-être			O	O	O
Aquafitness, Aquadouce				O	O
Training *Aquabiking*					O

* 2 séances par semaine

PÉRIODE ESTIVALE	AUBIN 3-15 ans 20,70 € / mois	PASS ÉTÉ 25,50 € / mois	PASS ÉTÉ FAMILLE 70,50 € / mois

HORAIRES D'OUVERTURE AU PUBLIC

ESPACES AQUATIQUE ET BIEN-ÊTRE

Période scolaire

LUN	12h > 14h	17h > 20h
MAR	11h > 14h	17h > 21h
MERC	11h > 14h	15h > 20h
JEU	11h > 14h	17h > 21h
VEN	11h > 14h	17h > 20h
SAM	9h > 12h30	14h > 18h
DIM	9h > 12h30	14h > 18h

Petites vacances

LUN	10h30 > 13h30	14h30 > 20h
MAR	10h30 > 13h30	14h30 > 21h
MERC	10h30 > 13h30	14h30 > 20h
JEU	10h30 > 13h30	14h30 > 21h
VEN	10h30 > 13h30	14h30 > 20h
SAM	9h > 12h30	14h > 18h
DIM	9h > 12h30	14h > 18h

Vacances estivales

LUN	10h > 13h	14h > 20h
MAR	10h > 13h	14h > 20h
MERC	10h > 13h	14h > 20h
JEU	10h > 13h	14h > 20h
VEN	10h > 13h	14h > 20h
SAM	10h > 13h	14h > 18h
DIM	10h > 13h	14h > 18h

Évacuation des bassins 30 mirs avant la fermeture de l'établissement

ACTIVITÉS AQUAFORME



AquaFitness 45 mn

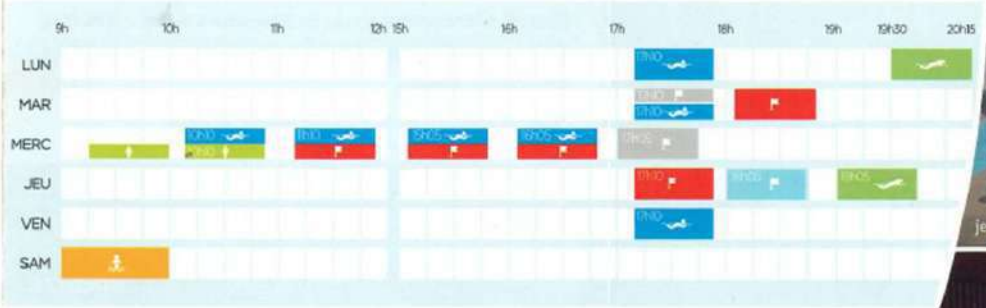
AquaDouce 45 mn

AquaBike 45 mn

Circuit Training 45 mn

COURS DE NATATION

2025-2026



Bébé **nageurs** 45 mn

Aqua **Safe** 45 mn

Académie des kids 45 mn

Cap **Rouge** 45 mn

Cap **Blanc** 45 mn

Cap **Ado** 45 mn

Apprentissage Adulte 45 mn

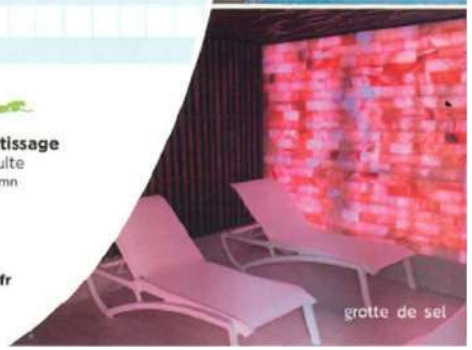
Horaires à titre indicatif en période scolaire.

Retrouvez les actualités et les horaires des vacances sur centreaquatiquelodyss.fr

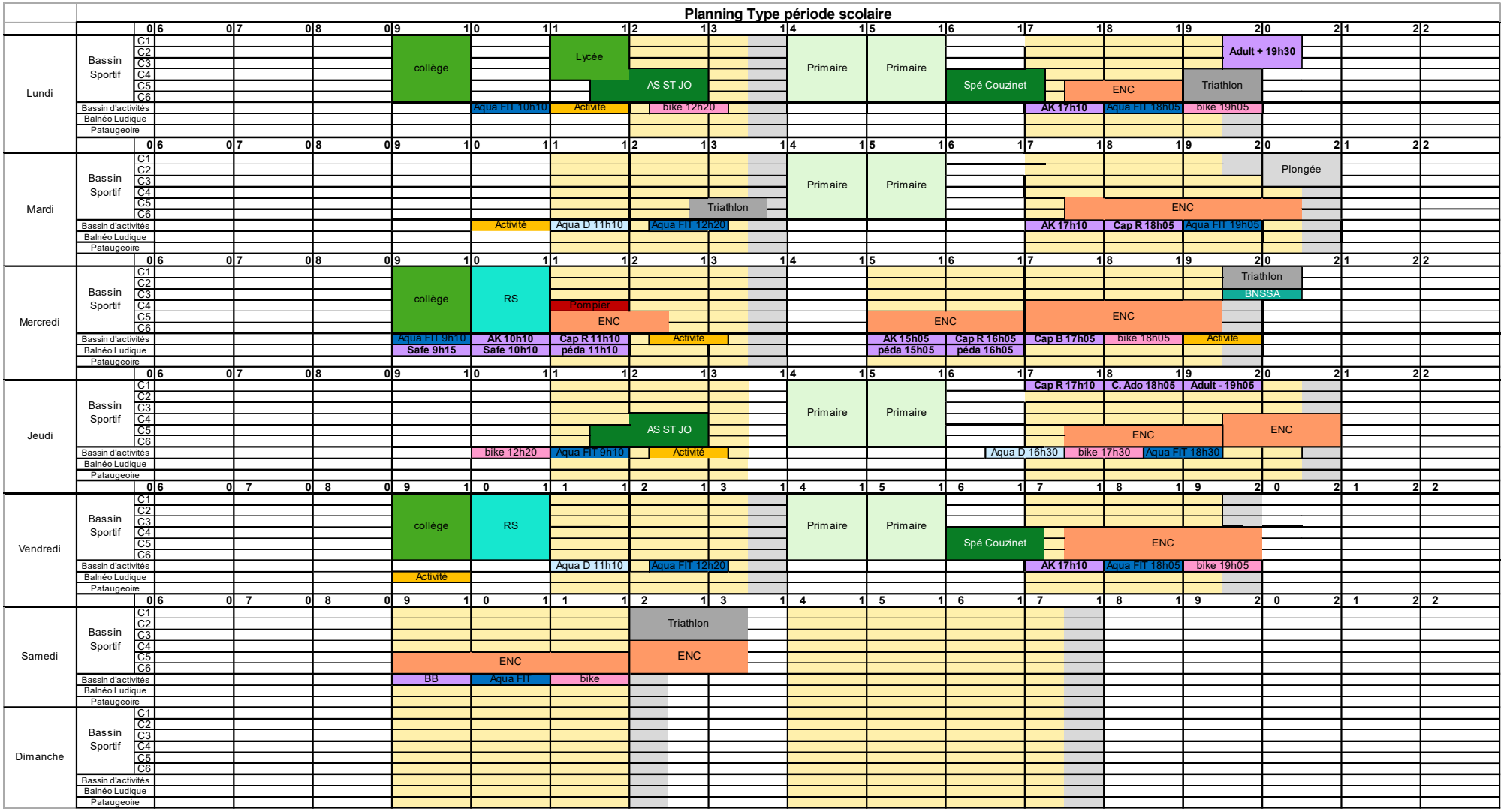




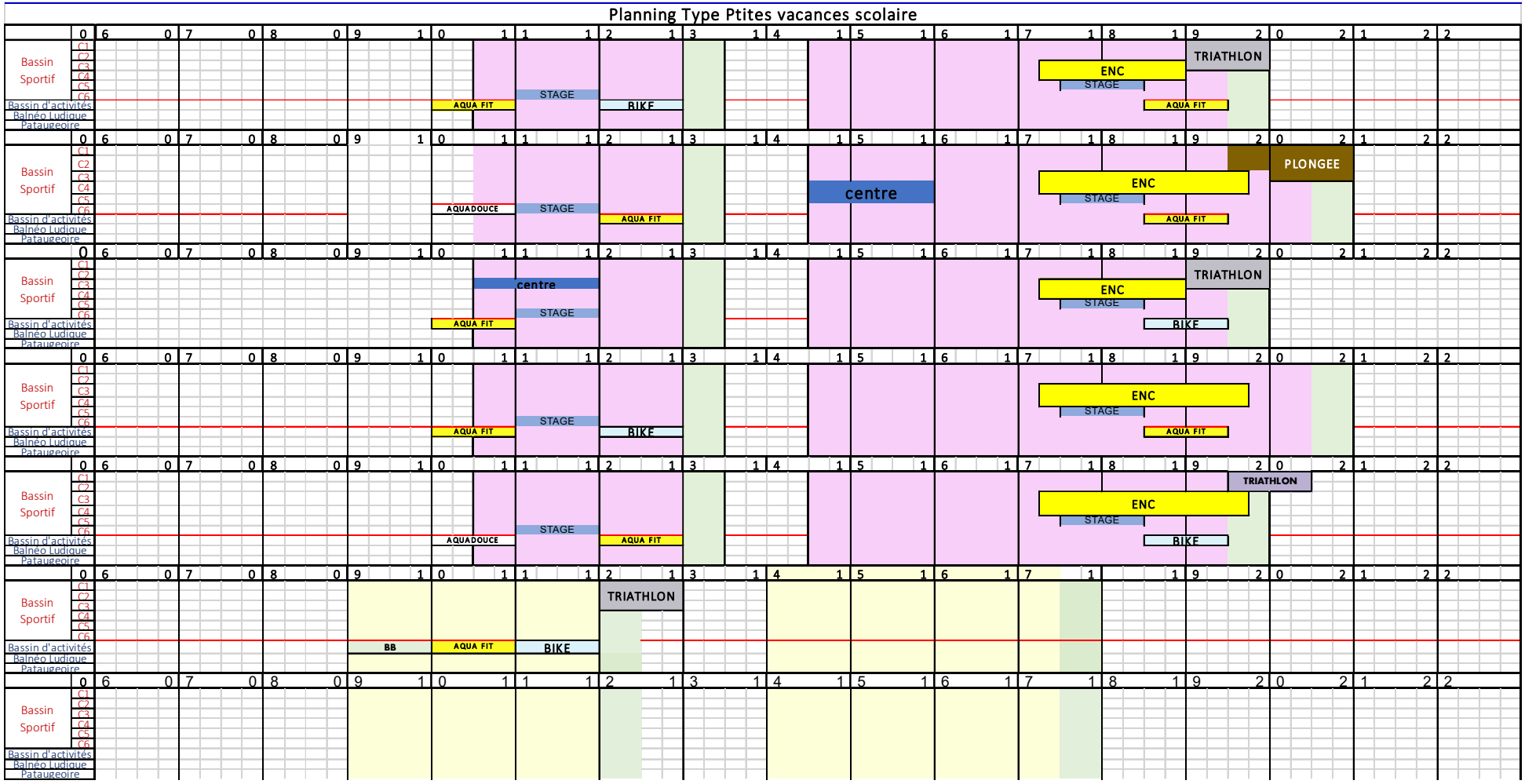




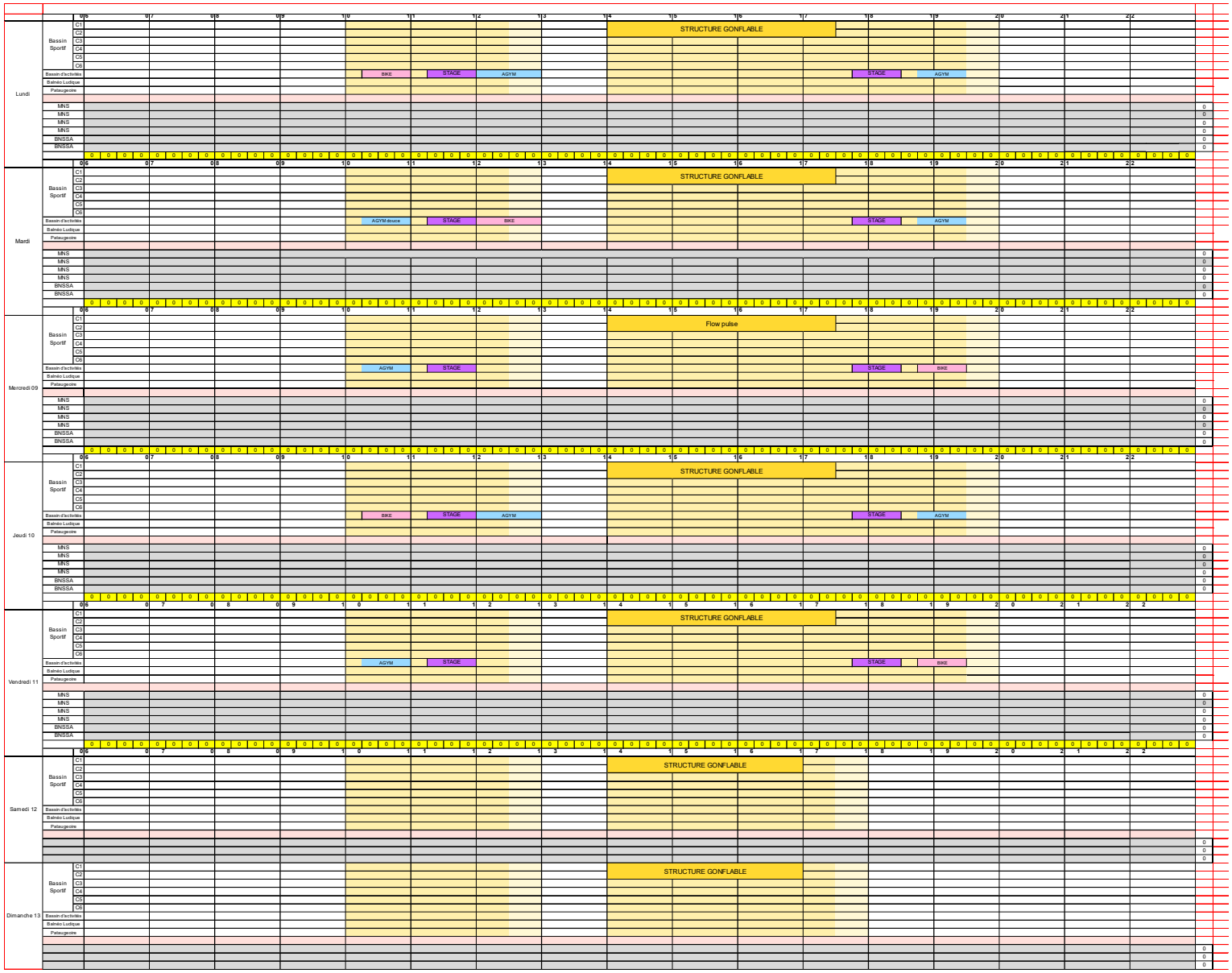
Planning type Période scolaire



Planning type petites vacances scolaire



Planning type période estivale



CENTRE AQUATIQUE L'ODYSS				2025/2026	
GRILLE TARIFAIRE		**Tarifs appliqués 2023 / 2024 I TTC**	**Tarifs appliqués 2024 / 2025 I TTC**	**Tarifs appliqués 2025/2026 I TTC**	
GRAND PUBLIC *	**conditions**				
Entrée unitaire baignade adulte (+ 16 ans)	Valable le jour de la vente. Accès espace aquatique	**5,00 I**	**5,00 I**	**5,20 I**	4,00%
Entrée unitaire réduite baignade (de 3 à 15 ans ; demandeurs d'emplois et PMR)	Valable le jour de la vente. Accès espace aquatique. Sur présentation justificatif âge, pole emploi de moins de 3 mois, carte PMR et carte étudiant. Les enfants doivent être accompagnés d'un adulte (âge indiqué sur le règlement intérieur en viqueur)	**3,70 I**	**3,70 I**	**3,80 I**	2,70%
Carte 10 entrées adulte (+ 16 ans)	Valable 3 mois de date à date à compter du jour de la vente. Accès espace aquatique	**45,20 I**	**45,20 I**	**47,00 I**	3,98%
Carte 10 entrées réduite (de 3 à 15 ans ; demandeurs d'emplois et PMR)	Valable 3 mois de date à date à compter du jour de la vente. Accès espace aquatique. Sur présentation justificatif âge, pole emploi de moins de 3 mois, carte PMR	**32,60 I**	**32,60 I**	**33,90 I**	4,00%
Entrée unitaire bien-être adulte (+ 16 ans)	Valable le jour de la vente. Accès espace aquatique et bien-être. En supplément de l'entrée piscine.	**4,60 I**	**4,60 I**	**4,80 I**	4,35%
Carte 10 entrées bien-être adulte (+ 16 ans)	Valable 6 mois de date à date à compter du jour de la vente. Accès espace aquatique et bien-être. En supplément de l'entrée piscine.	**41,60 I**	**41,60 I**	**43,30 I**	4,09%
Carte famille nombreuse 2 adultes +3 enfants	Valable 1 an de date à date à compter du jour de la vente. Accès espace aquatique. Valable pour une famille de 5 personnes minimum (sur présentation du livret de famille)	**25,20 I**	**25,20 I**	**26,20 I**	3,97%
Entrée adulte famille nombreuse (+ 16 ans)	Valable le jour de la vente. Accès espace aquatique. Sur présentation de la carte famille et d'un justificatif d'identité	**3,20 I**	**3,20 I**	**3,30 I**	3,12%
Entrée enfant famille nombreuse (de 3 à 15 ans)	Valable le jour de la vente. Accès espace aquatique. De 3 à 15 ans. Sur présentation de la carte famille et d'un justificatif d'identité. Les enfants doivent être accompagnés d'un adulte (âge indiqué sur le règlement intérieur en viqueur)	**2,10 I**	**2,10 I**	**2,20 I**	4,76%
Comité d'entreprise (carnet de 50 entrées adultes)	Valable 12 mois de date à date à compter du jour de la vente. Ticket utilisable seulement pour les adhérent du CE acheteur, tampon du CE obligatoire. Accès espace aquatique	**202,00 I**	**202,00 I**	**210,00 I**	3,96%
Comité d'entreprise (carnet de 50 entrées enfants)	Valable 12 mois de date à date à compter du jour de la vente. Ticket utilisable seulement pour les adhérent du CE acheteur, tampon du CE obligatoire. Accès espace aquatique		175,00 I	**182,00 I**	4,00%
Comité d'entreprise (carnet de 50 entrées activités)	Valable 12 mois de date à date à compter du jour de la vente. Ticket utilisable seulement pour les adhérent du CE acheteur, tampon du CE obligatoire. Accès activité		475,00 I	**494,00 I**	4,00%
ALSH et groupes divers	Tarif par personne - valable pour un enfant ou un adulte le jour de la vente	**2,10 I**	**2,10 I**	**2,20 I**	4,76%
Anniversaire	Tarif par personne. Forfait de 8 personnes minimum. Mise à disposition de la terrasse, boissons et confiseries	**12,00 I**	**12,00 I**	**12,50 I**	4,17%
Evènement spécial	Tarif spécial pour évènement	**2,00 I**	**2,00 I**	**2,00 I**	0,00%
	Tarif Brevet de natation (en complément d'une entrée)		2,00 I	**2,10 I**	5,00%
Entrée unitaire - de 3 ans	Valable le jour de la vente. Accès espace aquatique. Les enfants doivent être accompagnés d'un adulte	**Gratuit**	**Gratuit**	**Gratuit**	
ACTIVITES *					
1 Séance activité (bébé à l'eau, natation, aquafitness...)	Valable le jour de la seance réservée	**11,60 I**	12,40 I	**12,90 I**	4,00%
10 séances activité (bébé à l'eau, natation, aquafitness...)	Valable 6 mois de date à date à compter du jour de la vente	**104,00 I**	111,60 I	**116,00 I**	3,94%
30 séances activité (bébé à l'eau, natation, aquafitness...)	Valable 10 mois de date à date à compter du jour de la vente	**277,00 I**	297,60 I	**309,00 I**	3,83%
Pass Natation Année (enfant ou adulte)	Valable de septembre à mai - Pass nominatif sur inscription préalable (30 seances)	**275,00 I**	195,00 I	**202,00 I**	3,59%
Pass Natation Année - 2ème enfant de la même famille	Valable de septembre à mai - Pass nominatif sur inscription préalable (30 séances) - Sur présentation du livret de famille	**220,00 I**	175,00 I	**182,00 I**	4,00%
Stage (5 séances)	Valable sur la durée du stage - Stage nominatif sur inscription préalable	**52,50 I**	55,50 I	**57,50 I**	3,60%

Prestalis®

ABONNEMENTS *					
AUBIN mensuel – accès illimité à l'espace aquatique (de 3 à 15 ans)	Abonnement mensuel avec engagement de 4 mois minimum, avec renouvellement par tacite reconduction mensuelle – Pass nominatif du 1er jour au dernier jour du mois. Les enfants doivent être accompagnés d'un adulte (âge indiqué sur le règlement intérieur en vigueur) valable personne PMR	19,90 €	15,90 €	16,50 €	3,77%
Bronze **mensuel** – accès illimité à l'espace aquatique	Abonnement mensuel avec engagement de 4 mois minimum, avec renouvellement par tacite reconduction mensuelle – Pass nominatif du 1er jour au dernier jour du mois	21,90 €	22,50 €	23,40 €	4,00%
SILVER **mensuel** – accès illimité à l'espace aquatique + bien etre (+ 16 ans)	Abonnement mensuel avec engagement de 4 mois minimum, avec renouvellement par tacite reconduction mensuelle – Pass nominatif du 1er jour au dernier jour du mois	33,40 €	34,40 €	35,80 €	4,07%
GOLD **mensuel** – accès illimité à l'espace aquatique + bien etre + aquafitness (2 séances/semaine)	Abonnement mensuel avec engagement de 4 mois minimum, avec renouvellement par tacite reconduction mensuelle – Pass nominatif du 1er jour au dernier jour du mois. N'inclut pas les activités aquabiking, aqua-crossfit et circuit-training.	44,90 €	46,20 €	48,00 €	3,90%
PLATINIUM **mensuel** – accès illimité à l'espace aquatique + bien etre + aquafitness (2 séances/semaine) + aquabiking (2 séances/semaine)	Abonnement mensuel avec engagement de 4 mois minimum, avec renouvellement par tacite reconduction mensuelle – Pass nominatif du 1er jour au dernier jour du mois	51,50 €	53,00 €	55,00 €	3,77%
PASS ÉTÉ AUBIN – accès illimité à l'espace aquatique (de 3 à 15 ans)	Valable 30 jours glissants en période estivale à compter du jour de la vente – Pass nominatif ENFANT. Fin des accès au 1er jour de la période scolaire. Les enfants doivent être accompagnés d'un adulte (âge indiqué sur le règlement intérieur en vigueur)	19,90 €	19,90 €	20,50 €	3,02%
PASS ÉTÉ – accès illimité à l'espace aquatique (+ 16 ans)	Valable 30 jours glissants en période estivale à compter du jour de la vente – Pass nominatif ADULTE. Fin des accès au 1er jour de la période scolaire.	21,90 €	24,50 €	25,50 €	4,08%
PASS ÉTÉ FAMILLE – accès illimité à l'espace aquatique pendant 30 jours	Carte d'accès réalisée sur présentation du livret de famille, valable 30 jours glissants en période estivale à compter du jour de la vente avec fin des accès au 1er jour de la période scolaire.	65,70 €	67,50 €	70,00 €	3,70%
UTILISATEURS INSTITUTIONNELS CSP					
Scolaires Primaires CCPC – avec pédagogie (40 min) : 1 er degré	Tarif par séance et par classe – 1 MNS en surveillance + 1 MNS en pédagogie	96,00 €	96,00 €	100,00 €	4,17%
Scolaires Secondaires CCPC – sans pédagogie (60 min) : 1 classe par créneau	Tarif par séance et par classe – 1 MNS en surveillance	85,00 €	85,00 €	89,00 €	4,71%
Scolaires Secondaires CCPC – option natation sans pédagogie	Tarif par ligne d'eau (ligne de nage horaire)	27,00 €	27,00 €	28,50 €	5,56%
Créneaux clubs CCPC : ENC, Triathlon, Plongée	Tarif par ligne d'eau (ligne de nage horaire) – musique interdite pendant les cours	27,00 €	27,00 €	28,50 €	5,56%
Créneaux clubs CCPC : Retraite sportive – carte de 10 entrées	Valable 1 an de date à date à compter du jour de la vente, uniquement sur les créneaux du club – musique interdite pendant les cours	27,00 €	27,00 €	28,50 €	5,56%
AUTRES RECETTES ET DIVERS					
Scolaires Primaires extérieurs à la CCPC	Tarif par séance et par classe – 1 MNS en surveillance + 1 MNS en pédagogie	115,00 €	115,00 €	120,00 €	4,35%
Location bassin sportif – 1 ligne pendant 1 heure – sans MNS	Sur devis – pendant ou en dehors des horaires au public	30,00 €	30,00 €	31,50 €	5,00%
Location bassin d'apprentissage – 1 ligne pendant 1 heure – sans MNS	Sur devis – surveillance en sus – pendant ou en dehors des horaires au public	25,00 €	25,00 €	26,00 €	4,00%
Location bassin ludique – sans MNS	Sur devis – surveillance en sus – pendant ou en dehors des horaires au public	90,00 €	90,00 €	94,00 €	4,44%
Location bassin sportif avec vestiaires collectifs, gradins, terrasse – 1 heure	Sur devis – surveillance en sus – pendant ou en dehors des horaires au public	200,00 €	200,00 €	210,00 €	5,00%
Mise à disposition d'un MNS	MNS en surveillance ou en pédagogie	35,00 €	35,00 €	36,50 €	4,29%
Location centre aquatique – 1 demi-journée	Mise à disposition du centre aquatique avec fermeture au public 1/2 journée – après accord de la collectivité	1 172,00 €	1 172,00 €	1 220,00 €	4,10%
Location centre aquatique – 1 journée	Mise à disposition du centre aquatique avec fermeture au public – après accord de la collectivité	2 344,00 €	2 344,00 €	2 450,00 €	4,52%
Recréation de carte ou de badge	Support perdu ou détérioré	5,00 €	5,00 €	5,20 €	4,00%
Mise à disposition d'espaces pour prestataires extérieurs (animtations, évènements...)	Sur devis – convention avec le partenaire				

Pays de Chantonnay

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-360 CENTRE AQUATIQUE L'ODYSS : PRINCIPE DE GESTION PAR DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Nomenclature des actes : 1.2

Vu l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales disposant que « *Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local [...]. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.* » ;

. . . / . . .

Vu les dispositions du Code de la commande publique et notamment les articles L. 3111-1 et suivants portant sur les contrats de concession ;

Considérant que la convention de délégation de service public, conclue avec la Société par actions simplifiée (SAS) Prestalis pour l'exploitation du centre aquatique L'ODYSS, pour une durée de 5 ans à compter de son ouverture au public, arrive à échéance après le 1er juillet 2027 ;

Considérant qu'il convient de se positionner sur le choix du mode de gestion de L'ODYSS à compter du 2 juillet 2027, ainsi que sur l'approbation du rapport arrêtant les caractéristiques des prestations que devra assurer le concessionnaire et sur le lancement de la procédure de publicité et de mise en concurrence ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver le choix de la concession de service public comme mode d'exploitation du centre aquatique L'ODYSS, du 2 juillet 2027 au 31 décembre 2032 ;
- d'approuver, tel que joint en annexe, le rapport arrêtant les caractéristiques des prestations que devra assurer le concessionnaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à lancer la procédure de concession de service public ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

Centre aquatique L'ODYSS

Choix du mode de gestion

Rapport au conseil communautaire

Article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ».

Septembre 2026

SOMMAIRE

1. Le contexte 3

2. Données synthétiques de la délégation en cours (année 2025) 3

2.1 La fréquentation 3

2.2 Evolution des recettes et des charges d'exploitation 4

2.3 Bilan global 4

3. Présentation des modes de gestion 5

3.1 Les modes de gestion internalisée 5

3.1.1. L'exploitation dans le cadre d'une régie : observations préliminaires 5

3.1.2. Les différentes formes de régie 6

3.2 SEML/SPL/SEMOP : une alternative à la régie ? 7

3.3 La gestion contractuelle 9

3.3.1. Le(s) marché(s) public(s) de services 9

3.3.2. La concession de service public (ou DSP) 10

3.3.3. Distinction entre marché public et délégation/concession de service public 10

4. Principales caractéristiques des prestations assurées par le concessionnaire 11

4.1 Missions du concessionnaire 11

4.2 Périmètre délégué 12

4.3 La durée du contrat 12

4.4 Les conditions d'accueil des usagers 12

4.5 Acquisition et renouvellement des biens mobiliers mis à la charge du Concessionnaire 13

4.6 La tarification du service 14

4.7 Travaux - Répartition des charges d'entretien et de renouvellement 14

4.8 Economie de la Concession - relations financières avec la CCPC 15

4.9 Objectifs de développement durable 15

4.10 Comité de pilotage 16

1. LE CONTEXTE

La Communauté de communes du Pays de Chantonnay (« CCPC ») est composée de dix communes pour une population de plus de 24 000 habitants. Elle dispose, sur son territoire, du centre aquatique L'ODYSS comprenant les principaux espaces suivants :

- 625 m^2 de bassins couverts décomposés de la manière suivante :
  - Un bassin sportif éducatif de 25 x 15 m (6 couloirs), profondeur de 1,20 m à 1,80 m ;
  - Un bassin dédié d'activités de 120 m^2, profondeur de 1,25 m à 1,35 m ;
  - Un bassin balnéoludique de loisirs-détente de 130 m^2, profondeur 0,60 m à 1,30 m ;
  - Un pentagliss intérieur et son bassin d'arrivée en hydrofreinage ;
  - Une aire de jeux d'eau intérieure et une pataugeoire ;
- Un espace bien-être de 118 m^2 avec sauna, hammam, douches massantes, douche froide, grotte de sel ;
- Une aire de jeux d'eau extérieure de 120 m^2.

La CCPC a conclu en 2022 une convention de délégation de service public avec la société Prestalis pour une durée de 5 ans à compter de l'ouverture au public. L'échéance du contrat étant fixée au 1er juillet 2027, c'est dans ce contexte que le Conseil communautaire est amené à se prononcer sur le choix du mode de gestion et dans l'hypothèse du recours à la délégation, les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire.

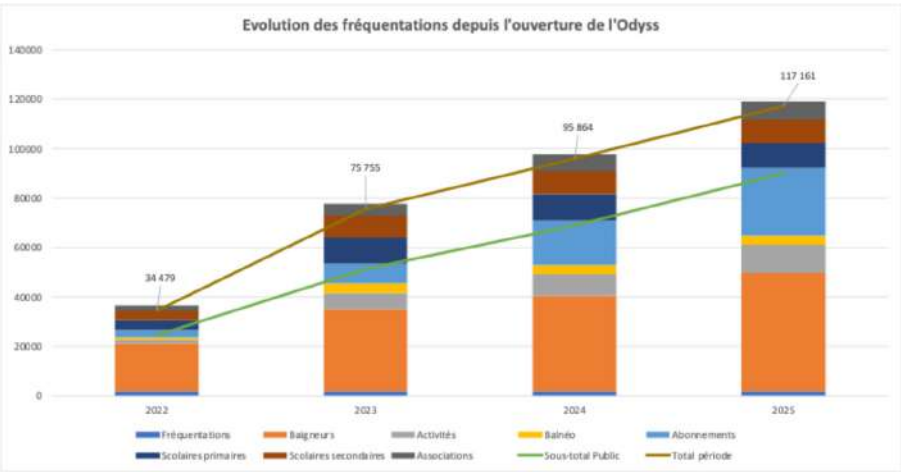
2. DONNEES SYNTHETIQUES DE LA DELEGATION EN COURS (ANNEE 2025)

Synthèse : L'exploitation du centre aquatique a démarré timidement en 2022, avec des résultats très décevants sur les premiers trimestres d'exploitation. Courant 2023, la situation s'est légèrement améliorée, ce qui s'est confirmé au cours de l'exercice 2024 avec le constat d'une dynamisation certaine de l'exploitation et d'une amélioration des principaux indicateurs de gestion : hausse du niveau de fréquentation, augmentation des recettes commerciales, meilleur taux de satisfaction des usagers, notoriété grandissante de l'équipement. Sur 2025, les résultats d'exploitation commerciales ont été positifs avec une fréquentation publique et un Chiffre d'Affaires commercial en augmentation par rapport aux périodes similaires précédentes.

2.1 La fréquentation

Sur l'année 2025, L'ODYSS a enregistré un total de 117 131 entrées, tous types d'usagers confondus. Par rapport à 2024, l'amélioration est nette avec une augmentation globale de +22 % sur le total des fréquentations. Les niveaux de fréquentation évoluent ainsi, selon les typologies d'usagers :

- Baignade : 47 836 entrées, contre 38 923 en 2024 (soit + 23%) ;
- Activités : 11 232 entrées, contre 8 720 en 2024 (soit + 29 %) ;
- Balnéo : 3 794 entrées, contre 3 539 en 2024 (soit +7 %) ;
- Abonnements : 27 109 entrées, contre 17 991 en 2024 (soit + 51 %) ;
- Scolaires 1er degré : 10 259 entrées, contre 10 860 en 2024 (soit - 6%) ;
- Scolaires 2nd degré : 9 455 entrées, contre 9 068 en 2024 (soit + 4%) ;
- Associations : 7 446 entrées, contre 9 068 en 2024 (soit + 5 %).



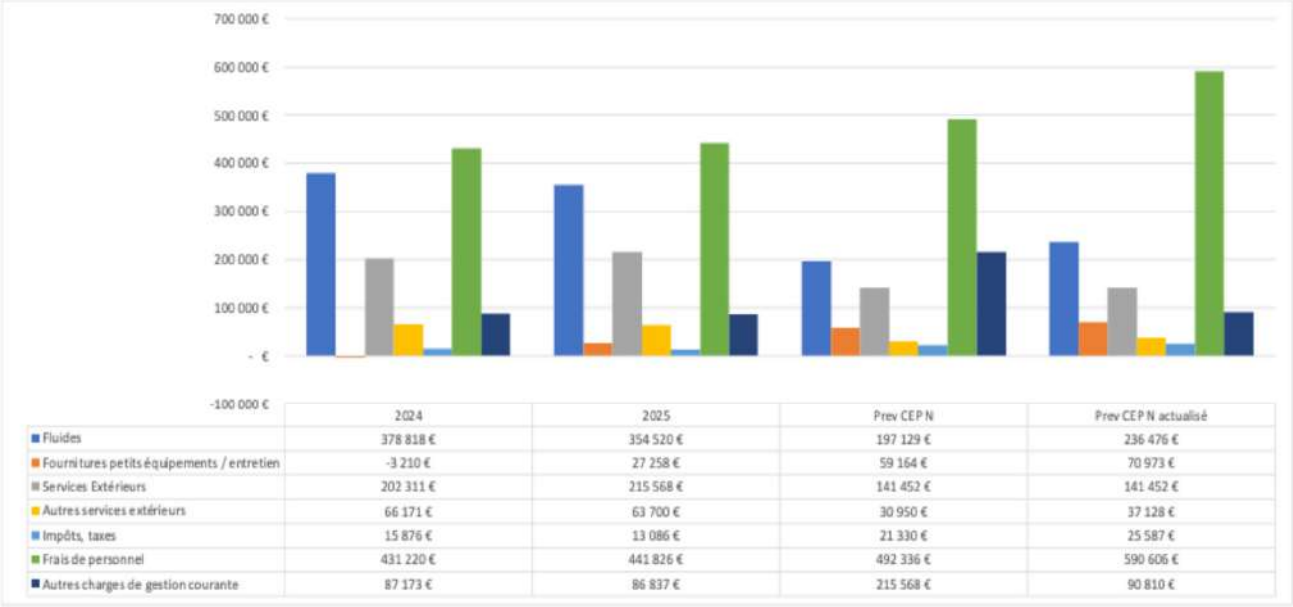
2.2 Evolution des recettes et des charges d'exploitation

Les recettes commerciales annoncées pour 2025 (713 224 €) sont en très nette augmentation et dépassent largement le CA commercial prévisionnel (502 303€) mais en intégrant des recettes « institutionnelles ».

	2024	2025	Répartition des produits 2024	Répartition des produits 2025	Répartition des produits CEP actualisé
Recettes commerciales	497 637 €	713 224 €	41%	57%	44%
Compensation forfaitaire (y compris CSP)	719 736 €	543 715 €	59%	43%	56%
Total Produits d'exploitation	**1 217 373 €**	**1 256 939 €**	100%	100%	100%

Les Charges totales d'exploitation en 2025 s'élèvent à 1 202 795 € HT, soit + 0,8 % par rapport au total prévisionnel actualisé et + 3,9% par rapport au prévisionnel contractuel. Le total de charges 2025 augmente de + 2,1 % par rapport au total de charges 2024.

	2024	2025	Prev CEP N	Prev CEP N actualisé	Delta 2025 / CEP actualisé	Delta 2025/2024
Fluides	378 818 €	354 520 €	197 129 €	236 476 €	49,9%	-6,4%
Fournitures petits équipements / entretien	- 3 210 €	27 258 €	59 164 €	70 973 €	-61,6%	-949,2%
Services Extérieurs	202 311 €	215 568 €	141 452 €	141 452 €	52,4%	6,6%
Autres services extérieurs	66 171 €	63 700 €	30 950 €	37 128 €	71,6%	-3,7%
Impôts, taxes	15 876 €	13 086 €	21 330 €	25 587 €	-48,9%	-17,6%
Frais de personnel	431 220 €	441 826 €	492 336 €	590 606 €	-25,2%	2,5%
Autres charges de gestion courante	87 173 €	86 837 €	215 568 €	90 810 €	-4,4%	-0,4%
Total	**1 178 359 €**	**1 202 795 €**	**1 157 929 €**	**1 193 032 €**	0,8%	2,1%



	2024	2025	Prev CEP N	Prev CEP N actualisé
Fluides	378 818 €	354 520 €	197 129 €	236 476 €
Fournitures petits équipements / entretien	-3 210 €	27 258 €	59 164 €	70 973 €
Services Extérieurs	202 311 €	215 568 €	141 452 €	141 452 €
Autres services extérieurs	66 171 €	63 700 €	30 950 €	37 128 €
Impôts, taxes	15 876 €	13 086 €	21 330 €	25 587 €
Frais de personnel	431 220 €	441 826 €	492 336 €	590 606 €
Autres charges de gestion courante	87 173 €	86 837 €	215 568 €	90 810 €

2.3 Bilan global

	2024	2025
Charges d'exploitation	1 178 359 €	1 202 795 €
Produits d'exploitation	1 217 373 €	1 256 939 €
Résultat brut d'exploitation	39 014 €	54 144 €

Si le Compte d'exploitation prévisionnel prévoyait de dégager un résultat brut de 20 084 € sur l'exercice 2025, ce résultat atteint en 2025 est de + 54 144 €. Le résultat brut d'exploitation avant impôt est donc positif et s'inscrit dans la continuité de 2024, (résultat positif avec 39 014 €).

3. PRESENTATION DES MODES DE GESTION

Dès qu'une collectivité territoriale ou un établissement public local a décidé de réaliser un équipement qui servira de support à la gestion d'un service public, il lui appartient, sauf si le législateur impose un mode de gestion spécifique, de déterminer s'il entend le gérer lui-même (gestion directe) ou en confier la gestion à un tiers (public ou privé).

La gestion directe s'entend de la prise en charge de l'ensemble de la gestion de ce service par la collectivité ou l'établissement, avec ses propres moyens matériels et humains (régie directe) ou par l'intermédiaire d'une organisation ad hoc autonome (régie dotée de la seule autonomie financière) ou personnalisée (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière) qui est son émanation.

Une exploitation en régie n'est toutefois pas exclusive de l'intervention d'un tiers dans la gestion du service. En effet, une régie peut toujours recourir à des prestataires de service pour l'assister (mission de conseil dans le domaine de la gestion, de l'animation du service…) ou réaliser un certain nombre de prestations (entretien et maintenance du bâtiment, gestion des installations techniques par exemple).

En l'espèce la question du futur mode de gestion se pose essentiellement entre une gestion internalisée, en régie (avec différentes modalités) et une gestion externalisée par le biais de contrats confiant à des tiers la gestion du Centre aquatique.

3.1 Les modes de gestion internalisée

3.1.1. L'exploitation dans le cadre d'une régie : observations préliminaires

3.1.1.a Qualification de l'activité : service public administratif ou service public à caractère industriel et commercial

Si les dispositions du Code général des collectivités territoriales (« CGCT ») imposent aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunales (ECPI) le recours à une régie dotée de l'autonomie financière ou un établissement public pour l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial[1], une telle création n'est que facultative s'agissant de la gestion d'un service public administratif[2]. Dans ce cas, une collectivité peut toujours recourir à la création d'une régie directe (sans personnalité juridique ni autonomie financière).

La faculté de créer une telle régie directe dépend par conséquent de la nature du service public délégué (SPIC ou SPA). S'agissant des équipements aquatiques, et en l'absence de qualification législative, la structure de la régie nécessite de s'interroger sur la nature administrative ou industrielle et commerciale du service public, dès lors que cette qualification emporte un certain nombre de conséquences juridiques (possibilité de régie directe, statut du personnel, financement).

L'article L.2221-1 du CGCT dispose que « *sont considérées comme industrielles ou commerciales les exploitations susceptibles d'être gérées par des entreprises privées, soit par application de la loi des 2-17 mars 1791, soit, en ce qui concerne l'exploitation des services publics communaux, en vertu des contrats de concession ou d'affermage.* ».

D'une manière générale, un service public est présumé administratif, sauf lorsqu'une loi le qualifie expressément d'industriel et commercial[3].

Il peut néanmoins être qualifié d'industriel et commercial lorsque sont réunis les trois critères cumulatifs suivants définis par la jurisprudence administrative[4] :

[1] Art. L. 1412-1 du CGCT

[2] Art. L.1412-2 du CGCT

[3] Exemples : remontées mécaniques (loi n°85-30 du 9 janvier 1985), transports urbains (LOTI du 30 décembre 1982)

[4] Conseil d'État, 16 novembre 1956, n°26549, *Union syndicale des industries aéronautiques.*

- L'objet du service consiste en une activité de production de biens ou de prestations de services susceptible d'être exercée par une entreprise privée ;
- Les modalités d'organisation et de fonctionnement du service sont similaires à celles des entreprises privées ;
- L'origine des ressources : le service tire notamment ses ressources des recettes commerciales perçues auprès des usagers.

Si les deux premiers critères ne suscitent pas généralement d'interrogation, le dernier critère demeure celui qui permet d'identifier la nature du service. Dans le contexte actuel de l'économie du service aujourd'hui délégué, les ressources proviennent majoritairement d'un financement public[5], il est fortement probable que le service relèverait d'un service public administratif.

3.1.1.b Conséquence de la qualification concernant le régime du personnel

L'une des conséquences de la qualification de service public administratif ou de service public à caractère industriel et commercial concerne le régime du personnel du service. Elle n'est pas exclusive mais elle revêt une certaine importance si l'on considère que les charges de personnel représentent 37% du total des charges d'exploitation (2025).

A cet effet, le personnel des services publics administratifs relève d'un régime de droit public qu'il conviendrait de prendre en compte. L'Article L1224-3 du code du travail dispose que :

> *« Lorsque l'activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé est, par transfert de cette entité, reprise par une personne publique dans le cadre* ***d'un service public administratif****, il appartient à cette personne publique de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires. Sauf disposition légale ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contraires, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.*
> *Les services accomplis au sein de l'entité économique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil.*
> *En cas de refus des salariés d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique applique les dispositions relatives aux agents licenciés prévues par le droit du travail et par leur contrat. »*

3.1.2. Les différentes formes de régie

3.1.2.a La régie simple

Ainsi qu'il a été exposé cette régie ne serait envisageable que dans l'hypothèse de qualification de service public administratif. Cette régie serait un simple service de la CCPC, la Présidente et le Conseil communautaire demeurant les autorités responsables du fonctionnement de la régie.

3.1.2.b La régie dotée de la seule autonomie financière

Cette régie, dénuée de personnalité morale serait également un service de la CCPC mais disposerait d'une organisation particulière en termes :

- Budgétaire : les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la régie font l'objet d'un budget spécial annexé au budget de la CCPC, les produits et les charges étant repris dans deux articles du budget de la CCPC, un pour les recettes, un pour les dépenses[6]
- Et institutionnelle : la régie est administrée, sous l'autorité de la Présidente et du Conseil communautaire, par un conseil d'exploitation, son président ainsi qu'un directeur.

[5] Les contributions publiques représentent environ 54% en 2025 du chiffre d'affaires du Concessionnaire

[6] Art. L.2221-11 du CGT

Le conseil d'exploitation a surtout un rôle consultatif et de propositions. Le conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil communautaire ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par les statuts. L'essentiel des prérogatives continue à incomber à l'exécutif de la CCPC (représentant légal et ordonnateur)[7] et au Conseil communautaire (autorité budgétaire)[8].

Au-delà de l'organisation structurelle ci-rappelée, le choix de la mise en œuvre d'une régie (simple ou dotée de l'autonomie financière) serait susceptible d'avoir un impact sur l'organisation et le fonctionnement de la CCPC :

- S'agissant des ressources humaines, la reprise en régie du centre aquatique par la CCPC impliquerait obligatoirement le transfert de l'ensemble des agents salariés en CDI affectés au fonctionnement de l'équipement et aujourd'hui employés par le délégataire, soit 15 ETP ;

  Mais au-delà du personnel affecté directement à l'exploitation de l'équipement, il conviendrait également de renforcer les fonctions supports au sein de la CCPC (ressources humaines, finances, comptabilité, marchés publics, services techniques pour l'entretien et la maintenance de l'équipement, marketing, commercialisation…) nécessaires pour assurer le fonctionnement quotidien administratif, financier et technique de l'équipement.

3.1.2.c La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière (l'établissement public)

Cette régie constitue un véritable établissement public[9] disposant d'un budget propre et d'instances d'administration. Elle est administrée par un conseil d'administration, un président et un directeur[10].

Le représentant légal de la régie dépend de la qualification de SPIC ou de SPA. Lorsque la régie exploite un SPIC, le représentant légal de la régie est le directeur qui a la qualité d'ordonnateur[11]. Lorsqu'elle exploite un SPA, le représentant légal et ordonnateur de la régie est le président du conseil d'administration[12]. Dans les deux cas (SPIC ou SPA), l'autorité budgétaire est le conseil d'administration[13].

Une exploitation en régie n'est toutefois pas exclusive de l'intervention d'un tiers dans le fonctionnement du service. En effet, la régie, peut toujours recourir à des prestataires de service pour l'assister (mission de prestations : conduite des installations techniques, entretien et maintenance du bâtiment par exemple), tout comme une régie dotée de la seule autonomie financière.

Comme pour la régie dotée de l'autonomie financière, si les agents actuellement affectés au fonctionnement de l'équipement bénéficiaient d'un transfert au sein de l'établissement public (conformément aux dispositions du Code du travail), en revanche, l'établissement devrait renforcer les fonctions supports nécessaires pour assurer le fonctionnement quotidien administratif, financier et technique de l'équipement (recrutement nécessaire sauf à prévoir des mises à disposition de personnels de la CCPC au bénéfice de l'établissement public pour assurer son fonctionnement).

3.2 SEML/SPL/SEMOP : une alternative à la régie ?

Les SPL/SEM ou SEMOP sont des outils structurels que les collectivités peuvent également créer. Nous rappellerons pour chacune de ces structures les obligations ou non de mise en concurrence, étant

[7] Art. R.2221-63 du CGCT

[8] Art. R.2221-72 du CGCT pour les SPIC et R.2221.98 du CGCT pour les SPA

[9] Art. L.2221-10 du CGCT

[10] Art. R.2221-2 du CGCT

[11] Art. R.2221-22 du CGCT et R.2221-28 du CGCT

[12] Art. R.2221-22 du CGCT et R.2221-57 du CGCT

[13] Art. R.2221-25 CGCT

entendu que ces structures sont susceptibles de gérer l'équipement dans le cadre d'un marché public ou d'une délégation de service public (concession de service public).

➔ Si la Société d'Economie Mixte Locale (SEML) est la structure la plus identifiable, il convient de relever qu'au-delà de la constitution d'une telle société (partenaires à identifier, capitalisation de la société…), une telle création n'exonérera pas la CCPC d'initier une procédure de mise en concurrence conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Les SEML revêtent la forme juridique d'une société anonyme, à savoir une société dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Elle doit comprendre 2 actionnaires minimum dont 1 personne privée, le capital devant être réparti comme suit : 50% minimum et 85% maximum pour les personnes publiques membres et 15% minimum et moins de 50% pour les autres actionnaires (privés).

Leur organisation et leur fonctionnement doivent être conformes au droit commun des sociétés tel que défini dans le code du commerce, étant précisé que les règles du code de commerce s'appliquent dans la limite des dispositions spécifiques aux SEML contenues pour l'essentiel dans le CGCT.

➔ L'hypothèse de la création d'une Société publique locale (SPL) impliquerait un actionnariat exclusivement public (contrairement à la SEM) et nécessiterait par conséquent la constitution d'une société entre la CCPC et une autre structure publique. Faisant suite à un arrêt du Conseil d'Etat (14 novembre 2018 req. n°405628), le législateur est intervenu afin de modifier les conditions nécessaires pour la création d'une société publique locale (Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales) et de disposer, au-delà de la complémentarité des activités, que « *La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires*. ».

Si les conditions de création d'une SPL s'assouplissent, il n'en demeure pas moins que la création d'une telle structure relève d'une quasi-régie (absence de mise en concurrence) mais ne répond pas à l'organisation envisagée à ce jour par la CCPC pour la gestion de cet équipement.

➔ Enfin, la loi du 1er juillet 2014 a créé un nouveau statut de société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) dont les dispositions sont codifiées aux articles L.1541-1 à L.1541-3 dans le Code général des collectivités territoriales :

- Une société à objet unique notamment pour la gestion d'un service public, y compris la construction des ouvrages ou l'acquisition des biens nécessaires au service ;

- Une société limitée dans le temps : La SEMOP est constituée pour une durée limitée, et uniquement pour la conclusion et l'exécution d'un contrat concernant une opération d'intérêt général ;

- Un seuil de capitalisation variable selon l'objet mais qui au cas d'espèce est similaire à celui d'une SEM de services. La collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales détient entre 34 % et 85 % du capital de la société et 34 % au moins des voix dans les organes délibérants. La part de capital de l'ensemble des actionnaires opérateurs économiques ne peut être inférieure à 15 %. Contrairement à une SEM, l'actionnaire public d'une SEMOP peut être minoritaire puisque l'opérateur privé peut détenir jusqu'à 66 % du capital ;

- Un fonctionnement similaire à celui d'une SEM : il convient de relever, malgré l'existence d'un actionnaire public minoritaire, que la présidence de la SEMOP est de droit, attribuée à un représentant de la collectivité.

L'Intérêt d'une SEMOP au cas d'espèce est limité. La constitution d'une telle société s'inscrivant dans un schéma et une procédure lourde n'aurait qu'un intérêt dans l'hypothèse où les investissements initiaux seraient portés par la SEMOP et impliqueraient par conséquent une durée de contrat longue (20 / 25 ans).

Qu'il s'agisse des SEM/SPL ou SEMOP, la CCPC serait pleinement intégrée dans le fonctionnement du centre aquatique (création, capitalisation, participation aux instances de direction…) et les risques associés en qualité d'actionnaire de la structure. C'est pourquoi, la création d'une telle structure n'est pas à ce jour envisageable.

3.3 La gestion contractuelle

L'exploitation d'un centre aquatique peut faire l'objet d'une dévolution contractuelle auprès d'un tiers, dévolution qui relèvera soit d'un ou plusieurs marchés publics de services, soit d'une concession (délégation de service public). Les dispositions relatives à ces contrats sont codifiées au Code de la commande publique.

3.3.1. Le(s) marché(s) public(s) de services

La passation d'un marché public implique un quasi-fonctionnement en régie. En effet, la CCPC confierait une prestation de services à un tiers sans lui transférer les risques liés à l'exploitation du service.

Le prestataire serait rémunéré sur la base d'un prix pour les prestations qui lui seraient demandées par la CCPC. Quel que soit le résultat de son activité, le prestataire ne subirait pas les aléas de fréquentation et serait rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini.

Les risques inhérents à l'exploitation de ce type d'équipement relèveraient de la responsabilité de la CCPC au moins s'agissant du risque commercial (fréquentation).

3.3.1.a La question de l'allotissement

Contrairement à la passation d'une convention de concession de service public qui implique généralement que le concessionnaire se voit confier une mission complète et combine un ensemble de moyens (humains et techniques) pour atteindre les objectifs qui lui sont contractuellement assignés, la gestion d'un centre aquatique dans le cadre d'un marché public suscite une interrogation sur la nécessité d'allotir ou non les prestations et notamment la gestion de « *l'animation / activités/ apprentissage* » et la gestion « *technique de l'équipement* » (entretien/maintenance/renouvellement des biens).

L'article L. 2113-10 du Code de la commande publique dispose en effet que « *Les marchés sont passés en lots séparés, sauf si leur objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes*. », l'article L. 2113-11 du même code ajoutant que :
« L'acheteur peut décider de ne pas allotir un marché dans l'un des cas suivants :
1° Il n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination ;
2° La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.
Lorsqu'un acheteur décide de ne pas allotir le marché, il motive son choix en énonçant les considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de sa décision. »

Au regard de la justification de ne pas allotir le marché, le recours à des marchés séparés pourrait néanmoins être susceptible de générer un risque de fractionnement du service et des responsabilités entre les prestataires intervenant dans l'équipement et la CCPC.

3.3.1.b Une organisation comptable spécifique

La passation d'un marché implique la mise en place d'une organisation comptable particulière pour la perception et la gestion des recettes du service. Considérées comme des fonds publics, leur encaissement est soumis aux règles de la comptabilité publique. Par conséquent, la CCPC devra :

- Soit créer une régie de recettes pour l'encaissement de fonds publics, conformément aux dispositions du décret du 29 décembre 1997 relatif aux régies d'avances et de recettes. Le prestataire aura l'obligation de reverser les recettes dans la caisse du comptable public et de

procéder à une reddition des comptes avec les justificatifs comptables au minimum une fois par mois à la CCPC.

- Soit confier au prestataire l'encaissement « *Du produit des droits d'accès à des prestations culturelles, sportives et touristiques* » dans les conditions fixées à l'article L. 1611-7-1 du CGCT, après avis conforme du comptable public et par convention écrite (article crée par l'article 176 de la LOI n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale).

3.3.2. La concession de service public (ou DSP)

Mode de gestion déléguée, la concession fait peser le risque d'exploitation, ou au moins une part de celui-ci, sur le concessionnaire[14]. La contrepartie financière de l'exploitation peut être constituée du simple droit d'exploitation, ou de ce droit assorti d'un prix, en l'occurrence une compensation, contribution ou subvention.

Le risque transféré doit impliquer une réelle exposition aux aléas liés à l'activité concédée[15]. Dans le cadre d'une concession, une mission globale est confiée au concessionnaire : celui-ci a la charge de la gestion et de l'exploitation du service, et doit mettre en place un ensemble de moyens financiers, matériels, humains et techniques pour répondre aux objectifs prévus au contrat avec la CCPC.

La passation des contrats de concession est encadrée par le code de la commande publique, qui les soumet à une procédure de publicité et de mise en concurrence préalables[16]. Par ailleurs, et contrairement aux procédures formalisées des procédures de marchés publics, les contrats de concession permettent une phase de négociation avec les candidats.

3.3.3. Distinction entre marché public et délégation/concession de service public

Trois éléments permettent de qualifier le ou les contrats d'exploitation d'un service public de marché(s) public(s) ou de concession/délégation de service public :

- **La nature du risque délégué** : délégation du seul risque de maitrise des charges pour le marché public ou délégation des risques de fréquentation et de risque de maitrise des charges dans la concession.

La gestion déléguée/concédée implique « *une prise de risque* » par l'entreprise délégataire portant également sur le risque de fréquentation (produits) et pas seulement sur la maitrise des coûts (charges). Le délégataire gère, en effet et selon une expression traditionnelle, le service public « à ses frais et risques » dans le cadre du contrat.

- **L'étendue du pouvoir de gestion** : exécution des prestations définies dans le marché public (fixé les documents du marché et par exemple son cahier des clauses techniques particulières) et autonomie de direction et de gestion du service public par le délégataire/concessionnaire dans la DSP/concession.

Dans sa conception traditionnelle, l'objet d'une concession de service public implique un véritable transfert de gestion du service vers le cocontractant. En d'autres termes, en DSP/concession, le cocontractant de l'administration se substitue à cette dernière pour assumer le fonctionnement du service public dont la collectivité conserve la responsabilité de l'organisation du service, alors qu'en marché public, la collectivité conserve le contrôle et la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du service, tout en confiant certaines prestations à des tiers dans le cadre de marchés publics.

[14] Art. L.1121-1 CCP.

[15] Art. L.1121-1 du CCP.

[16] Art. L.3121-1 et s du CCP

- **La nature du contrôle exercé par la collectivité territoriale** : contrôle l'exécution de la prestation de service dans le marché public et contrôle du respect des engagements contractuels, des résultats et de la qualité de service.

Si la régie (quel que soit son organisation) ou la création d'une société ad hoc (SEM/SPL/SEMOP), ne sont pas à ce stade envisagé compte tenu de leurs contraintes de mise en œuvre, de fonctionnement et de leurs impacts sur l'organisation potentielle des services de la CCPC, la passation d'un marché de services n'apparaît pas non plus le mode de gestion le plus efficient pour la CCPC afin d'assurer la gestion d'un tel équipement.

Dans ce contexte, il est proposé de retenir la concession de service public, comme mode de gestion du centre aquatique L'ODYSS.

4. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE CONCESSIONNAIRE

4.1 Missions du concessionnaire

Le Concessionnaire assurera la gestion du service public délégué notamment au travers des missions suivantes :

- L'exercice des activités suivantes :
  - ✓ L'organisation de la baignade publique dans les divers bassins prévus à cet effet et leurs espaces annexes intérieurs et extérieurs, praticable pendant les heures d'ouverture au grand public ;
  - ✓ L'accueil des groupes (scolaires du 1e degré, scolaires du 2e degré, clubs et associations) pendant les créneaux horaires réservés à cet effet ;
  - ✓ L'accueil de tout autre type de groupes (centres de loisirs, comités d'entreprise, etc.), non pas sur des créneaux réservés à cet effet, mais sur les créneaux d'ouverture au public ;
  - ✓ La surveillance et l'encadrement des séances pédagogiques à destination des élèves des établissements scolaires du premier degré pendant les périodes réservées à cet effet ;
  - ✓ La seule surveillance des séances pédagogiques à destination des élèves des établissements scolaires du second degré pendant les périodes réservées à cet effet ;
  - ✓ Le développement des activités de détente et de loisirs ;
  - ✓ Le développement des activités aquatiques telles que les cours de natation individuels ou collectifs, assurés directement par le personnel du concessionnaire, les activités de gymnastique aquatique ainsi que toutes autres activités liées à l'usage de l'eau ;
  - ✓ La gestion de l'espace bien-être.

- La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition :
  - ✓ La gestion technique, administrative, financière et commerciale de l'équipement ;
  - ✓ L'accueil des usagers : garantir leur sécurité, organiser et coordonner les activités sportives, ludiques et de loisirs, surveiller les baigneurs et autres usagers de l'équipement dans les conditions réglementaires en vigueur ;
  - ✓ L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance, la réparation et le renouvellement des équipements et du matériel ;
  - ✓ Le contrôle de l'hygiène, notamment la réalisation de tous les contrôles en matière d'analyse de l'eau ;
  - ✓ L'animation de l'équipement et la communication vers le public, l'organisation d'activités et d'événements dépassant le cadre du service courant offert aux usagers, et propices à la renommée de l'équipement, en liaison avec l'autorité concédante ;
  - ✓ Le développement des synergies avec les différentes offres d'activités de sports et de loisirs existant sur le bassin de vie ;
  - ✓ Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service ;
  - ✓ La perception des droits d'entrée auprès des usagers conformément aux tarifs fixés par le contrat.

4.2 Périmètre délégué

Le périmètre comprend l'équipement ainsi que les espaces verts clôturés, y compris le parvis et la cour de service. Le parking n'est pas inclus dans le périmètre de la concession, mais le Concessionnaire est chargé d'en assurer la propreté.

S'agissant des ombrières : Le Concessionnaire sera informé de la présence sur le site d'une centrale photovoltaïque exploitée par la société Vendée Ombrières et raccordée indirectement au réseau public de distribution d'électricité via le poste de livraison HTA du centre aquatique. Le concessionnaire exercera, pendant toute la durée de la concession, le rôle d'hébergeur au sens des conventions conclues avec Enedis. Il devra maintenir les conditions techniques, administratives et contractuelles permettant l'exploitation de cette installation photovoltaïque, à autoriser l'accès de Vendée Ombrières à ses équipements pour les opérations d'exploitation et de maintenance, et à ne pas modifier les ouvrages électriques impactant le raccordement de la centrale sans concertation préalable avec Vendée Ombrières et, le cas échéant, Enedis.

S'agissant des bornes de recharges de véhicules électriques (BRVE) : le Concessionnaire prendra en charge les consommations ainsi que l'entretien et la maintenance de ces bornes dans les conditions définies par le contrat de Concession (petites réparations, le gros entretien et renouvellement étant à la charge de la CCPC). Le Concessionnaire sera libre d'appliquer ou non un tarif ; les BRVE étant actuellement gratuites.

4.3 La durée du contrat

La durée du contrat proposée est fixée à cinq (5) ans et six (6) mois à compter du 2 juillet 2027. Son échéance est par conséquent fixée au 31 décembre 2032.

4.4 Les conditions d'accueil des usagers

La CCPC imposera aux candidats un certain nombre de contraintes de service public « minimales » en rapport avec la vocation de cet équipement public, et plus particulièrement :

- **Les amplitudes d'ouverture « planchers » pour le grand public**

Les candidats seront libres de proposer l'amplitude hebdomadaire d'ouverture leur paraissant la plus adaptée au contexte local, dans le respect des niveaux minimums « plancher » suivants :

- Période scolaire (32 semaines) : 40 heures
- Période petites vacances scolaires (10 semaines) : 50 heures
- Période estivale /grandes vacances (8 semaines) : 55 heures

Cette contrainte de « niveaux planchers d'ouverture au public » ne s'applique généralement qu'au seul espace aquatique et non à l'espace bien-être. Pour cette espace, les candidats établiront leur projet d'exploitation sur la base de leur propre analyse du marché local.

Par ailleurs, la CCPC entend imposer certaines contraintes d'ouverture et de fonctionnement aux candidats selon les conditions actuelles et plus particulièrement :

- Ouverture nocturne les mardi et jeudi soirs ;
- Ouverture le dimanche matin et le dimanche après-midi ;
- Ouverture à l'heure du déjeuner en semaine.

Enfin, la CCPC demandera aux candidats de tester une ouverture le matin 7h-9h une fois par semaine.

La mezzanine devra être accessible aux visiteurs durant tous les temps d'ouverture au grand public. Les gradins peuvent n'être accessibles que durant les compétitions. La terrasse extérieure devra être ouverte au moins pendant les vacances scolaires en juillet et août et pour les autres mois selon la météo. La buvette sur la terrasse sera également ouverte durant la période de vacances scolaires estivales, le Concessionnaire disposant de la possibilité d'avoir recours à un prestataire extérieur.

Le Concessionnaire prendra les mesures nécessaires pour organiser un accueil adapté aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, de manière à ce que ces personnes bénéficient d'un accompagnement particulier à leur arrivée sur le site jusqu'à leur sortie. Le Concessionnaire devra prendre toutes les mesures pour assurer le maintien et le renouvellement du label Tourisme et Handicap du département, obtenu en 2022, renouvelable tous les 5 ans.

- **L'accueil des établissements scolaires de la CCPC**

Les candidats établiront leurs offres sur la base des plannings scolaires mis en place pour 2026-2027, lesquels seront annexés au DCE (ainsi que ceux de l'année précédente). Il sera notamment précisé que :

- ✓ D'une part des évolutions à la marge peuvent avoir lieu chaque année en fonction des prescriptions de l'Education Nationale ;
- ✓ D'autre part que l'utilisation scolaire du centre aquatique fera l'objet chaque année d'un arbitrage (au plus tard en juin, pour préparer la rentrée suivante) entre les demandes des établissements scolaires, le Concessionnaire et la Communauté de communes (et les communes pour les primaires).

- **L'accueil des clubs et associations**

Les candidats établiront leurs offres sur la base des volumes horaires en maintenant les créneaux affectés à chaque association sur les plannings mis en place pour 2026-2027, lesquels seront annexés au DCE. Ceux-ci font apparaître :

- ✓ Pour l'ENC (Etoile Nautique Chantonnaisienne) : 53,5 lignes de nage par heure (LnH) en période scolaire et 23,5 LnH en période de petites vacances scolaires (hors vacances de Noël et de printemps). De plus, devra être prise en compte l'obligation d'accueillir des compétitions de l'ENC : au moins 2 compétitions de niveau départemental ou régional par an et 2 compétitions internes au club. Prise en charge financière par la CCPC. Toute demande supplémentaire fera l'objet d'un échange écrit entre le club, l'ODYSS et la CCPC ;
- ✓ Pour Chantonnay Triathlon : 12 LnH en période scolaire et 10 LnH en période de petites vacances scolaires (hors vacances de Noël) ;
- ✓ Pour Vendée Sub Escale (club de plongée) : 6,25 LnH en période scolaire et en période de petites vacances scolaires (hors vacances de Noël).

La CCPC prend en charge financièrement les créneaux de ces 3 clubs.

En revanche, et s'agissant de l'association « La retraite sportive », la CCPC ne prend pas en charge ces créneaux ; les adhérents achètent des cartes nominatives individuelles 10 entrées (28,70 €), décomptées à chaque passage. L'association dispose de 2 créneaux hebdomadaires, hors vacances scolaires : le mercredi et le vendredi, de 10h à 11h, avec affectation de l'intégralité des 6 lignes d'eau du bassin sportif.

- **L'accueil d'autres structures (centres de loisirs, pompiers, gendarmerie…)**

Les dispositions actuelles sont maintenues. Il est précisé toutefois que les pompiers viennent désormais 1h par semaine, le mercredi de 11h à 12h. Le créneau est pris en charge par la Ville de Chantonnay.

4.5 Acquisition et renouvellement des biens mobiliers mis à la charge du Concessionnaire

La CCPC met à la disposition du Concessionnaire les biens immobiliers et mobiliers nécessaires à l'exploitation du service ; biens qui lui feront retour en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Considérant que le concessionnaire, en sa qualité de professionnel du secteur d'activité, est le plus à même d'acquérir, en cohérence avec son projet de fonctionnement, certains équipements nécessaires à l'exécution du service public (matériel pédagogique, d'animation, entretien, matériels de bureau…), la CCPC confie au Concessionnaire la responsabilité de l'investissement, du financement et du renouvellement des biens.

4.6 La tarification du service

La CCPC a le souci d'adopter une politique tarifaire aussi adaptée que possible à la situation des usagers du service public. L'objectif de la tarification doit par conséquent répondre à un double objectif :

- Assurer l'équilibre économique de la Concession en générant un chiffre d'affaires commercial en lien avec la typologie des clientèles ;
- Permettre l'accessibilité au plus grand nombre d'usagers sur les différentes périodes.

Il est proposé de laisser aux candidats le soin de proposer une grille tarifaire. Toutefois, les candidats devront à minima prendre en compte les spécificités suivantes :

- Maintien des tarifs individuels grand public existants (entrée plein tarif, tarif réduit, carnet 10 entrées) ;
- Maintien des conditions tarifaires pour les scolaires, clubs et associations du territoire de la CCPC ;
- Maintien des seuils d'âge actuels :
  - ✓ Gratuité pour les moins de 3 ans ;
  - ✓ Âge de passage au tarif payant : à partir de 3 ans (gratuité en-deçà) ;
  - ✓ Âge de passage du tarif réduit (3 à 15 ans) au tarif plein à partir de 16 ans.

4.7 Travaux - Répartition des charges d'entretien et de renouvellement

Le Concessionnaire est responsable du nettoyage et de l'entretien courant des ouvrages, des installations, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du service de manière à maintenir, pendant toute la durée du contrat, les biens en parfait état de fonctionnement et d'exploitation. La CCPC en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement.

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement lié à l'exploitation des installations techniques, il sera demandé aux candidats de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence selon les principes fixés par la norme FDX 60 000 (identification du besoin, demande préalable, accord préalable de l'autorité concédante sauf cas d'urgence). Le montant de cette provision est fixé annuellement à 15 000 € HT.

La CCPC percevra à chaque échéance annuelle ou en fin de contrat (à discuter avec les candidats), l'excédent du compte GER (gros entretien et renouvellement) si le solde est positif ou, si le solde est négatif, prendra en charge la différence entre le montant des dépenses réellement effectués par le Concessionnaire (après accord de la CCPC) et le montant provisionné au compte prévisionnel d'exploitation.

Dans ce contexte, il est proposé de retenir la répartition des responsabilités suivante :

1. Sur les installations techniques :
   - Entretien courant : Concessionnaire ;
   - Maintenance des niveaux 1, 2 et 3 de la norme FDX 60 000 : Concessionnaire
   - Maintenance des niveaux 4 et 5 de la norme FDX 60 000 : Concessionnaire avec provision GER gérée en transparence avec la CCPC (Le solde négatif est pris en charge par la CCPC).

2. Sur le bâtiment :
   - Entretien courant : Concessionnaire
   - Maintenance des niveaux 1, 2 et 3 de la norme FDX 60 000 : Concessionnaire
   - Maintenance des niveaux 4 et 5 de la norme FDX 60 000 : CCPC

4.8 Economie de la Concession - relations financières avec la CCPC

Le Concessionnaire prend en charge l'ensemble des dépenses d'exploitation afférentes à l'exécution du service. Le Concessionnaire percevra directement les recettes auprès des usagers et supporte directement les charges du service. Les candidats s'engageront par conséquent sur un niveau de charges et de recettes attendues sur la durée du contrat.

La CCPC imposant au Concessionnaire un certain nombre de contraintes particulières de fonctionnement découlant de la mission de service public qui lui est confiée, cette dernière versera annuellement au Concessionnaire une contribution financière forfaitaire (CFF).

Par ailleurs, la CCPC prendra en charge le règlement des créneaux des établissements scolaires du second degré et des trois clubs et associations du territoire à savoir l'Etoile Nautique Chantonnaisienne (ENC), Chantonnay Triathlon et Vendée Sub Escale (club de plongée).

Les scolaires du 1er degré relevant du territoire seront directement facturés aux communes. Les créneaux des établissements scolaires extérieurs au territoire seront facturés aux structures utilisatrices.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement au bénéfice de la CCPC en cas d'amélioration des résultats réels par rapport au prévisionnel.

4.9 Objectifs de développement durable

La période récente a été marquée par certaines évolutions législatives, portant notamment sur un meilleur suivi des consommations énergétiques et sur l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, en application du « Décret Tertiaire » issu de la Loi ELAN.

En effet, le « Décret Tertiaire » (23 juillet 2019 : publication du décret tertiaire créant Eco Energie Tertiaire) a pour objectif de réduire les consommations énergétiques des bâtiments tertiaires et s'inscrit dans un calendrier précis (exemple : 30/09/2022 première échéance de remontée des données de consommation 2020). Pour mémoire, le texte prévoit notamment :

- Une réglementation progressive : Eco Energie Tertiaire impose la réduction des consommations d'énergie finale de l'ensemble du parc tertiaire d'au moins -40% en 2030, -50% en 2040, -60% en 2050,

- Une obligation de compte rendu chaque année, via la plate-forme OPERAT, qui permet de mesurer les progrès accomplis en termes d'économie d'énergie.

Par ailleurs, le Décret du 20 juillet 2020 relatif aux systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments détermine les moyens permettant d'atteindre les objectifs de réduction de consommation fixées par le décret tertiaire.

Ce Décret impose de mettre en place un système d'automatisation et de contrôle de bâtiments, d'ici le 1er janvier 2025 a minima. Elle concerne tous les bâtiments tertiaires non résidentiels, pour lesquels le système de chauffage ou de climatisation, combiné ou non à un système de ventilation, a une puissance nominale supérieure à 290 kW. Pour les installations d'une puissance nominale supérieure à 70 kW, cette exigence devra être respectée d'ici le 1er janvier 2030 (Décret n°2025-1343 du 26 décembre 2025).

Les objectifs poursuivis par ce décret sont les suivants :

- Suivre, enregistrer et analyser les données de consommation énergétique ;
- Ajuster en temps réel la consommation des systèmes techniques en fonction des besoins ;
- Détecter et alerter les responsables d'exploitation des potentielles dérives de consommation, en amont des défauts de fonctionnement, afin d'éviter une surconsommation et des coûts de maintenance supplémentaires.

La CCPC s'inscrit dans une politique de développement durable et souhaite que le concessionnaire s'engage dans cette démarche par la mise en œuvre d'actions éco-responsables liées à l'exploitation de l'équipement et aux obligations réglementaires.

4.10 Comité de pilotage

Il sera constitué entre les parties un comité de pilotage constitué des représentants de la CCPC (élus et services), et du Concessionnaire. Il se réunira à la demande de l'une ou l'autre des parties au moins deux fois par an.

L'objectif du comité de pilotage est de débattre de toutes les questions concernant l'équipement afin d'étudier et d'améliorer le fonctionnement de l'équipement dans un souci d'adaptation constante du service aux attentes du public. Il formule tout avis sur :

- Les statistiques sur la fréquentation et sur la satisfaction des clients/usagers (Analyse qualitative et quantitative) ;
- Le pilotage financier (reportings financiers) ;
- L'entretien et la maintenance des installations ;
- La bonne exécution du contrat (juridique et financière).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-361 APPROBATION DE LA CONVENTION TRIPARTITE D'ACTION FONCIÈRE AVEC LA COMMUNE DE SAINT-PROUANT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LA VENDÉE (EPF) ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Nomenclature des actes : 2.3

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36, en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.1.1 prévoyant la compétence en matière d'aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire et de plan local d'urbanisme ;

. . . / . . .

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L. 213-3 et R. 213-1 à R. 213-3, relatifs à la délégation du Droit de Préemption Urbain (DPU) ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Chantonnay, approuvé en date du 11 décembre 2019, et révisé, en dernier lieu, le 2 juillet 2025 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2019-445, en date du 11 décembre 2019, instituant le DPU sur les zones U, AU et 2AU et déléguant ce même DPU aux Communes, notamment Saint-Prouant, à l'exception des zones à vocation économique délimitées (zonage Uxa, 1 AUxa, Uxd, 2Aux) ;

Vu la délibération n° 2026/32 du Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier (EPF) de la Vendée du 9 juillet 2026, approuvant la convention d'action foncière avec la commune de Saint-Prouant et la CCPC, portant sur le nouveau cœur de bourg - phase 2 ;

Considérant le transfert de la compétence en matière de planification urbaine et par conséquence de l'exercice du DPU à la CCPC ;

Considérant l'intérêt pour la commune de Saint-Prouant et la CCPC d'étudier la faisabilité et de mobiliser une emprise foncière pour réaliser un projet d'aménagement dans la poursuite de la dynamique du parcours de commerces et services, toujours associé à la création de nouveaux logements ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 16 septembre 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, telle que jointe en annexe, la convention tripartite de maîtrise foncière, avec l'Établissement Public Foncier de la Vendée et la commune de Saint-Prouant, en vue de réaliser la phase 2 du nouveau cœur de bourg de Saint-Prouant ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer ladite convention, ainsi que tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

COMMUNE de SAINT PROUANT

COMMUNAUTE DE COMMUNE DU PAYS DE CHANTONNAY

Convention d'action foncière

Nouveau cœur de bourg // Phase 2

CONVENTION

epf VENDÉE

SOMMAIRE

- **PREAMBULE 4**
- **CHAPITRE 1 : CADRE GENERAL DE LA CONVENTION 8**

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION 8
ARTICLE 2 – PERIMETRES D'INTERVENTION 9
ARTICLE 3 – ENGAGEMENT FINANCIER DE L'EPF DE LA VENDEE 9
ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION 10

- **CHAPITRE 2 : OBJECTIFS PARTAGES 10**

ARTICLE 5 – DEFINITION DU PROJET FONCIER ET ELEMENTS DE PROGRAMME 10
ARTICLE 6 – CONFORMITE DE LA COOPERATION AVEC LA STRATEGIE ET LE PPI DE L'EPF DE LA VENDEE 11

- **CHAPITRE 3 : MODALITES D'INTERVENTION ET DE COOPERATION SUR LE PROJET FONCIER 13**

ARTICLE 7 – CONTRIBUER A LA DEFINITION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DU PROJET FONCIER PAR DES ETUDES DE FAISABILITE URBAINE PREALABLES 13
ARTICLE 8 – ACQUISITIONS FONCIERES 14
ARTICLE 9 – TRAVAUX DE REQUALIFICATION DU FONCIER 16
ARTICLE 10 – JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS 16
ARTICLE 11 – CHOIX DES TIERS 18
ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE DONNEES 18

- **CHAPITRE 4 : PRINCIPES ET MODALITES DE LA REVENTE ET DE LA FIN DE LA CONVENTION 19**

ARTICLE 13 – ENGAGEMENT DE VENDRE ET D'ACQUERIR – RACHAT DES BIENS ACQUIS 19
ARTICLE 14 – REVENTE AUX OPERATEURS 20
ARTICLE 15 – CONDITIONS JURIDIQUES COMMUNES DE LA REVENTE 21
ARTICLE 16 – DETERMINATION DU PRIX DE CESSION - MINORATIONS 21
ARTICLE 17 – VERSEMENT DES AVANCES - PAIEMENT DU PRIX LORS DE LA REVENTE 24
ARTICLE 18 – SUIVI DE L'APRES CESSION 25
ARTICLE 19 – SUIVI DES ENGAGEMENTS EN L'ABSENCE DE CESSION 26

- **CHAPITRE 5 : SUIVI – MODIFICATION – RESILIATION DE LA CONVENTION 27**

ARTICLE 20 – MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SUIVI 27
ARTICLE 21 – EVOLUTION DE LA CONVENTION 27

PROJET

ARTICLE 22 – CONSTATATION DE BONNE FIN DE LA CONVENTION 28
ARTICLE 23 – RESILIATION DE LA CONVENTION 28
ARTICLE 24 – CONTENTIEUX 28

- **ANNEXE N° 1 ..... 30**
- **ANNEXE N° 2 ..... 31**
- **ANNEXE N° 3 ..... 32**

PROJET

Entre

La communauté de communes du Pays de Chantonnay, représentée par sa présidente, Madame Isabelle MOINET dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du XXX,

Désignée ci-après « la communauté de communes »,

Et

La commune de Saint Prouant, représentée par son Maire, Monsieur Julien CHARRIER, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal en date du XXX,

Désignée ci-après « la commune »

Et

L'Etablissement Public Foncier de la Vendée, établissement public à caractère industriel et commercial, sis 123, boulevard Louis Blanc à La Roche-sur-Yon, représenté par son Directeur Général, Monsieur Thomas WELSCH, nommé à cette fonction suivant l'arrêté en date du 6 avril 2022, et dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil d'administration en date du XXX,

Désigné ci-après « EPF de la Vendée »

Désignés ensemble ci-après « Les Parties »

D'autre part,

PROJET

PREAMBULE

L'EPF de la Vendée est un Etablissement Public d'Etat à caractère industriel et commercial chargé d'une mission de service public.

Dans le cadre de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme, l'EPF de la Vendée mobilise du foncier nécessaire aux collectivités pour favoriser le développement durable, la lutte contre l'étalement urbain et la limitation de l'artificialisation des sols de leur territoire. Ces interventions appuient la réalisation de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat.

En partenariat avec les collectivités poursuivant ces objectifs et projets d'aménagement, l'EPF de la Vendée met en œuvre les stratégies foncières. Il acquiert les terrains, en assure le portage financier et patrimonial, y réalise les travaux de réhabilitation du foncier puis cède à la collectivité, son concessionnaire ou l'opérateur désigné, un terrain prêt à être aménagé dans un délai conforme à la stratégie foncière.

L'EPF de la Vendée intervient conformément aux dispositions du Programme Pluriannuel d'Intervention 2025/2029 approuvé, par délibération de son Conseil d'administration le 13/03/2025.

La commune de Saint-Prouant s'étend sur 1 285 hectares et compte à ce jour plus de 1 671 habitants (INSEE 2022). Commune caractéristique du bocage industriel, avec son tissu productif inscrit dans la trame urbaine, la commune est traversée par une départementale (D950B). Elle se située à une quinzaine de kilomètres de Chantonnay, Pouzauges ou Les Herbiers.

Depuis les années 2000, la commune de Saint-Prouant a connu une croissance démographique stable, aux alentours de 1 %, portée principalement par un solde migratoire positif. En 2022, la commune comptait 694 logements, dont 3 % de logements sociaux. Ce pourcentage va augmenter avec la construction en cours de 17 logements locatifs sociaux avec le bailleur Podeliha. En parallèle, le nombre de logements vacants est estimés à 27 unités (LOVAC 2025) représentant environ 3,9% du parc. La présente convention comporte 2 logements actuellement vacants.

La commune de Saint-Prouant fait partie de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay, qui regroupe 10 communes. Un PLU intercommunal a été approuvé le 11 décembre 2019. Le PADD prévoit à ce jour une croissance démographique de 1,2 % par an sur l'ensemble des 3 pôles d'appui (Saint-Prouant, Bournezeau et Saint-Martin-des-Noyers), soit une production globale de 58 logements par an sur la période 2017-2032 sur ces 3 pôles regroupés.

PROJET

En parallèle, le PADD souhaite encourager sur ces pôles la consolidation d'une offre en équipements-services-commerces de proximité vivante et diversifiée

Saint-Prouant fait également partie du périmètre du SCoT du Pays du Bocage Vendéen, qui intègre 8 communautés de communes. Saint-Prouant est identifié par le SCoT comme un «pôle d'appui» à l'échelle du Pays, comme Bournezeau ou Saint-Martin-des-Noyers. Ce statut regroupe les pôles à consolider, car ils répondent aux besoins quotidiens des populations tant en termes de commerces de proximité, de services médicaux, que d'équipements sportifs. Les nouvelles constructions doivent être réalisées pour 30% dans l'enveloppe urbaine et avec une densité moyenne de 17 logements par hectare sur les pôles d'appui, tel Saint-Prouant.

La commune a également engagé une réflexion visant à soutenir la dynamique commerciale actuelle. Celle-ci s'est engagée à la fermeture de la boucherie-charcuterie-traiteur puis du commerce d'alimentation générale, avec notamment l'accompagnement de la CCI et du CAUE. Dans la continuité de ses réflexions, une convention a été initiée avec l'EPF en 2019. Elle a permis d'engager des études de faisabilité, négociation et maîtrise foncière, travaux de démolition et consultation opérateurs.

Le projet prend forme aujourd'hui avec :

- Réhabilitation de l'ancien bar-restaurant communal avec l'installation du Troquet des Feux ouvert depuis 2024 et la création d'un logement à l'étage.
- Chantier en cours par Podeliha pour la construction d'un immeuble de 11 logements locatifs sociaux et 4 cellules commerciales en rez-de-chaussée, accompagné de nouveaux espaces publics de rencontre. Livraison prévue à l'automne 2026.
- En parallèle de 6 logements sociaux groupés sortent de terre rue de la Forêt, proposant des logements T2 bis, T3 et T4 adaptés aux besoins des habitants. Des programmes conçus par le cabinet Atelier d'Architectes Duranteau-Pidoux (AADP), mandaté par Podeliha.

L'objectif est aujourd'hui de poursuivre le travail engagé, en intervenant sur des opportunités foncières à proximité du nouveau cœur de bourg, dans une logique d'aménagement global : poursuite de la dynamique d'aménagement, parcours de commerces et services, toujours associé à de nouveaux logements.

La commune souhaite étudier la faisabilité et mobiliser une emprise foncière pour réaliser un projet d'aménagement de son territoire entrant dans les axes et principes d'intervention du programme pluriannuel d'intervention suivants :

Axe 1 - Répondre aux besoins de logement de tous les territoires

Axe 2 - Soutenir l'attractivité économique par l'intervention foncière et accompagner les collectivités et les opérateurs vers davantage d'efficacité foncière.

PROJET

Axe 3 - Faire de la lutte et de l'adaptation au changement climatique de nos territoires un marqueur des projets urbains accompagnés par l'EPF

Les objectifs de la commune correspondent aux priorités et modalités d'intervention de l'EPF de la Vendée.

Les parties se sont donc rapprochées aux fins de coopérer entre pouvoirs adjudicateurs afin de réaliser leurs missions de service public et atteindre leurs objectifs communs en matière d'aménagement foncier, en vue de réaliser des projets d'intérêt général auxquels ils concourent ensemble selon leurs compétences respectives.

La présente convention a pour objet de définir les obligations de chacune des Parties dans le cadre de la coopération qui est instituée pour la réalisation du projet d'aménagement de la collectivité.

Cela exposé, il est convenu ce qui suit :

PROJET

CHAPITRE 1 : CADRE GENERAL DE LA CONVENTION

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de la coopération publique entre l'EPF de la Vendée et les collectivités signataires ainsi que leurs groupements pour la réalisation de leurs missions de service public. Ce document et ses annexes constituent la convention visée à l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme. Dans la suite, le terme **collectivité** désignera indifféremment les collectivités territoriales et/ou leurs groupements compétents.

Les collectivités confient à l'EPF de la Vendée les actions suivantes permettant de contribuer à son projet d'aménagement et désignées ensemble ci-après comme **« le projet foncier »** :

- Engager et suivre l'étude urbaine à réaliser en coopération avec la commune,
- Conduire des actions foncières spécifiquement corrélées au stade d'avancement des projets : par **maîtrise foncière**, permettant la réalisation du projet défini à l'article 5 ci-après sur le **secteur opérationnel** désigné au 2.2 ci-après,
- Assurer la sécurisation et la gestion des biens dont il acquiert la propriété en coopération avec la commune qui s'en voit déléguer la gestion dans les conditions définies ci-après,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de réhabilitation du foncier et de proto-aménagement,
- Accompagner la commune dans le choix d'un ou plusieurs opérateurs si la commune ne réalise pas l'opération en régie,
- Assurer le portage financier de ces actions dont la somme constituera le prix de revient des biens destinés aux collectivités garantes.

L'EPF de la Vendée consent aux présentes de mobiliser, sans répercussion financière pour la Collectivité compétente, son ingénierie technique, administrative et financière propre en matière d'action foncière, de gestion, de sécurisation et de maîtrise d'ouvrage de la réhabilitation des fonciers pour les actions énumérées ci-dessus.

Les collectivités partenaires s'engagent, au travers de leurs compétences propres à faciliter l'ensemble des opérations foncières en mettant à disposition toutes les informations nécessaires à leur conduite et en permettant à l'établissement de mobiliser les prérogatives de puissance publiques utiles qu'elles lui délèguent

La commune partenaire s'engage au titre des présentes à acquérir les biens réhabilités, le cas échéant, pour l'opération d'aménagement et portés par l'EPF de la Vendée dans les conditions fixées aux présentes ou à désigner un tiers en mesure de le faire. La convention fixe les modalités

PROJET

de calcul et de versement par la collectivité d'une subvention compensant le déficit global de l'opération.

La commune, en lien avec l'EPF, a défini les objectifs du projet d'aménagement relevant de sa compétence qui sera l'objet de la collaboration avec l'EPF de la Vendée et s'engage, eu égard aux portages de l'EPF Vendée, à ne pas modifier de manière substantielle ni son économie générale ni les vocations futures.

ARTICLE 2 – PERIMETRES D'INTERVENTION

2.1 PERIMETRE D'ETUDES

Le périmètre d'études couvre l'ensemble du périmètre opérationnel (article 2.2).

2.2 SECTEUR PRE-OPERATIONNEL EN MAÎTRISE FONCIERE

Le secteur couvre 3 parcelles, pour une surface totale de 1959 m^2 dont les références cadastrales sont les suivantes (cf. plans en Annexes 1 et 2) :

Commune de Saint-Prouant - Section AB n° 33, 43 et 733.

L'ensemble de ces parcelles sont situées en zone Uc du PLUi (approuvé le 11 novembre 2019) : sous-secteur destiné au renforcement de la centralité commerciale.

2.3 EXTENSION EXCEPTIONNELLE Du PERIMETRE

A titre exceptionnel, si une acquisition ponctuelle permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs du projet se présente en dehors de ces périmètres, la décision de préemption ou une réponse à la demande d'acquisition (article L. 211-5 du code l'urbanisme) de l'EPF de la Vendée par délégation de la communauté de communes, et sans modification des autres dispositions de la convention, vaudra extension des périmètres.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT FINANCIER DE L'EPF DE LA VENDEE

Le montant de l'engagement financier ou coût de revient du projet foncier décrit à l'article 2, de l'EPF de la Vendée au titre de la présente convention est plafonné à **650 000 euros HT**.

Il est destiné au financement de l'ensemble des dépenses liées au projet foncier listées à l'Article 1 notamment au paiement :

- des prix d'acquisition et frais annexes ;
- des indemnités liées aux évictions ;

PROJET

- des prestations de tiers liées aux études, travaux et opérations mentionnés aux ▪ Article 7 et ▪ Article 9ci-après ;
- des dépenses engendrées par la gestion des biens.

Les Parties reconnaissent que le projet foncier comporte des risques d'aléas liés notamment aux coûts d'acquisition et de travaux de réhabilitation des fonciers, pouvant conduire à l'augmentation des dépenses et du coût de revient.

Les parties s'accordent sur le fait que l'EPF de la Vendée pourra poursuivre l'opération en engageant des dépenses, sans nécessité d'en passer par la voie d'un avenant, tant que celles-ci ne conduisent pas à ce que le coût de revient prévisionnel HT dépasse de plus de 20% le montant indiqué ci-avant. Cette disposition est mise en œuvre sur sollicitation écrite de la commune signataire et par décision de l'établissement public foncier de la Vendée.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la convention est fixée à **4 ans** à compter de la date de signature des présentes.

Cette durée pourra être modifiée en application de l'Article 21de la présente convention.

CHAPITRE 2 : OBJECTIFS PARTAGES

ARTICLE 5 – DEFINITION DU PROJET FONCIER ET ELEMENTS DE PROGRAMME

Les biens acquis devront être aménagés pour permettre la réalisation d'un programme respectant les engagements :

- 25 logements par hectare minimum,
- 10% de logements sociaux minimum.

Les intentions de la commune de Saint-Prouant s'inscrivent pleinement dans la continuité de ces objectifs. Dans la première phase du projet de Nouveau cœur de bourg sous convention avec l'EPF, la commune a pu développer un projet comportant au total 17 logements sociaux et 4 cellules commerciales.

Les fonciers objets de la présente convention se composent de 3 ilots distincts, venant compléter le projet de réaménagement de la commune.

Hormis le cabinet de kinésithérapeute, en activité actuellement, le reste du foncier n'a plus d'usage actuellement et se compose de 2 logements et 3 cellules commerciales (supérette, bar et magasin de vêtements), aujourd'hui non exploités et vétustes.

PROJET

Des projets en réhabilitation, réhabilitation partielle ou démolition/reconstruction seront à étudier sur ces secteurs, avec l'objectif de mêler à terme logements et espaces publics qualitatifs, dans le projet d'ensemble qu'est le Nouveau cœur de bourg.

Pour traduire ces enjeux et objectifs en projet et définir un programme, les parties conviennent de conduire des études exposées à l'▪ Article 7.

ARTICLE 6 – CONFORMITE DE LA COOPERATION AVEC LA STRATEGIE ET LE PPI DE L'EPF DE LA VENDEE

Les projets sont en cohérence avec les objectifs définis dans le Programme Pluriannuel d'Intervention :

Axe 1 – Répondre aux besoins de logement de tous les territoires dans un objectif d'économie d'espace

- Soutenir la production de logements, notamment social, sur les zones tendues et moins tendues
- Mettre le renouvellement et l'intensité urbaine à la portée de tous nos cœurs de villes et de village ;
- Faciliter et sécuriser la réhabilitation des logements

L'économie d'espace se traduit en priorité par la reconquête de secteurs d'urbanisation délaissés ou dégradés afin d'encourager la qualité, notamment environnementale des opérations.

Les interventions de l'EPF privilégient ainsi les projets faisant l'objet de réflexions sur l'application des règles d'urbanisme, notamment au regard de la densité et poursuivant des objectifs affirmés de mixité sociale et des ambitions environnementales affichées.

Axe 2 – Soutenir l'attractivité économique par l'intervention foncière et accompagner les collectivités et les opérateurs vers davantage de sobriété foncière.

- Accompagner la transformation des zones d'activités et fonciers économiques vieillissants
- Soutenir le commerce de proximité

L'économie d'espace se traduit en priorité par la reconquête de secteurs d'urbanisation délaissés ou dégradés afin d'encourager la qualité, notamment environnementale des opérations.

Les interventions de l'EPF en matière de foncier économique privilégient le maintien d'activité dans les espaces déjà urbanisés et l'optimisation du foncier constituant ces

PROJET

espaces, notamment les délaissés ou fonciers sous-employés dans une objectifs d'intensification de l'usage de sols déjà urbanisés.

Axe 3 – Faire de la lutte et de l'adaptation au changement climatique de nos territoires un marqueur des projets urbains accompagnés par l'EPF.

- Adapter l'aménagement aux risques et accompagner les communes concernées par le recul du trait de côte ;
- Expérimenter des projets de renaturation.
- Développer les réserves foncières pour préparer l'aménagement résilient de demain

Principes transversaux d'intervention

- Principe 1 – Lutter contre la spéculation foncière
- Principe 2 – Accélérer, sécuriser et maîtriser le coût des projets ;
- Principe 3 – Veiller à la qualité environnementale des interventions à chaque étape et notamment limiter la consommation d'espace naturel agricole et forestier
- Principe 4 – Innover dans l'ingénierie foncière

La multiplication de projets de renouvellement urbain dans la durée suppose de veiller à des prix de foncier les plus bas possibles. La lutte contre la spéculation foncière est essentielle pour limiter les déficits et améliorer l'effet levier des fonds publics investis.

La conduite d'études et de procédures de maîtrise de foncier constitue également un levier pour éclairer l'investissement public en faveur des projets de renouvellement urbain. Elle permet également d'apporter l'ingénierie indispensable à la conduite des projets pour compléter et renforcer l'ingénierie propre des communes sur les enjeux spécifiques au foncier de négociation, étude, gestion des friches et bâtis et sols dégradés.

L'intervention de l'EPF contribue à limiter ou optimiser la consommation d'espaces en travaillant sur une densité renforcée des opérations pour limiter la consommation d'espace nécessaires pour faire face aux besoins de logement et de foncier économique. Elle veille par ailleurs à revaloriser le maximum de matériaux issus de la déconstruction et minimiser le volume de terres excavées ou qui sortent des sites et leur distance.

L'intervention de l'EPF permet de déployer une ingénierie foncière pour mener des projets complexes qui ne pourraient être conduits seuls par la commune.

PROJET

Le respect de ces objectifs par la collectivité ou les opérateurs qu'elle désignera sera assuré au moyen de clauses et/ou d'un cahier des charges associés aux actes de cession par l'EPF de la Vendée, précisant la nature des contraintes imposées.

CHAPITRE 3 : MODALITES D'INTERVENTION ET DE COOPERATION SUR LE PROJET FONCIER

ARTICLE 7 – CONTRIBUER A LA DEFINITION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DU PROJET FONCIER PAR DES ETUDES DE FAISABILITE URBAINE PREALABLES

7.1 CONTRIBUTION A LA DEFINITION DES PROJETS

Les études préalables permettent de préciser la définition et la faisabilité du projet d'aménagement porté par la commune ainsi que les conditions de sa réalisation, en particulier le projet foncier. Elles portent sur la définition : du programme, de la typologie des logements, de la qualité environnementale, de l'insertion urbaine.

Elles assurent la prise en compte des exigences qualitatives partagées par l'EPF de la Vendée et la commune citées à l'▪ Article 5. Elles vérifient les conditions de marché et l'équilibre économique de l'opération. Elles permettent ainsi d'évaluer les conditions d'acquisition du foncier et donc de sécuriser, sur le plan technique et financier, l'intervention foncière de l'EPF de la Vendée, le cas échéant.

L'EPF de la Vendée assurera la maîtrise d'ouvrage des études et à ce titre rédigera les cahiers des charges, désignera les prestataires et assurera le suivi et résultats des études, en étroite coopération avec la commune.

La commune s'engage à délibérer au regard de la faisabilité économique sur le résultat des études et la validation de la programmation afin de permettre l'engagement de la phase pré-opérationnelle ou opérationnelle.

La commune s'engage dans le cadre de sa compétence à mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour la réalisation du ou des projet(s) retenu(s), notamment en procédant, si nécessaire, à la modification du droit des sols et/ou en engageant les procédures d'aménagement et de maîtrise foncière (DUP et enquête parcellaire) dès lors que les conditions de faisabilité du projet sont réunies, et ce, dans un délai compatible avec la durée de la convention ou la mise en œuvre du projet.

PROJET

7.2 MODALITES DE FINANCEMENT DES ETUDES

Les dépenses liées aux études de faisabilité urbaine et études complémentaires éventuelles (notaire, géomètre, ingénierie d'études, huissier, avocat, expert, …), supportées par l'EPF de la Vendée seront intégrées dans le calcul du prix de revient, conformément à l'▪ Article 16.

ARTICLE 8 – ACQUISITIONS FONCIERES

L'EPF de la Vendée acquerra l'ensemble des biens désignés par la collectivité comme étant nécessaires au projet d'aménagement qu'elle poursuit. Ces acquisitions se dérouleront selon les conditions évoquées dans la présente convention, à un prix agréé par France Domaine selon la réglementation en vigueur, ou le cas échéant fixé par le juge de l'expropriation.

L'EPF de la Vendée n'engagera des négociations qu'avec l'accord écrit (courrier ou mail) du Maire de la commune ou de son représentant. Cet accord s'étend également à la mise en œuvre des actions de sécurisation des biens acquis et des dépenses associées décrites à l'Article 10.

8.1 ACQUISITIONS DANS LE CADRE DE LA MAÎTRISE FONCIERE

Sur les sites opérationnels définis et référencés à l'article 2.2, au titre de la maîtrise foncière, l'EPF de la Vendée s'engage à acquérir les assiettes foncières nécessaires à la réalisation du projet arrêté soit :

- par négociation amiable ;
- par délégation des droits de préemption et /ou de priorité, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, articles L.210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.214-1 et suivants, L.240-1 et suivants, et L.321-1 ; et du Code Général des Collectivités Territoriales, articles L.2122-22, 15° et L.2122-23.

L'exercice par l'EPF de la Vendée des droits de préemption et /ou de priorité dans le cas de maîtrise foncière fera l'objet d'une délégation générale au bénéfice de l'EPF de la Vendée, conformément au 8.3.

8.2 ACQUISITION PAR VOIE D'EXPROPRIATION

En vue d'obtenir la maîtrise complète des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération et en parallèle des acquisitions menées à l'amiable ou par exercice des droits de préemption et /ou de priorité, une procédure d'expropriation pourra être lancée au bénéfice de l'EPF de la Vendée, conformément à l'article R11-3 du Code de l'Expropriation. A cette fin, l'EPF de la Vendée engagera dans un premier temps, en sa qualité de futur expropriant, la procédure qui conduira à solliciter le préfet en vue de l'obtention d'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP), puis procédera, le cas échéant, à la saisine du juge de l'expropriation en vue du transfert de propriété et de jouissance, à son profit, des parcelles concernées.

PROJET

L'EPF de la Vendée conduira les phases administratives et judiciaires de la procédure d'expropriation, et engagera à ce titre l'ensemble des actes nécessaires, à savoir, notamment, la saisine du préfet du département de la Vendée en vue, d'une part, de l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'autre part, à l'ouverture d'une enquête parcellaire.

L'engagement formel par l'EPF de la Vendée de la procédure d'expropriation interviendra sur demande écrite de la collectivité accompagnée de la délibération du Conseil municipal approuvant le projet et le programme arrêté.

Pour assurer la maîtrise complète du périmètre nécessaire au projet d'aménagement, le recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique peut s'avérer nécessaire. La collectivité déclare en être parfaitement informée.

8.3 DELEGATION DES DROITS DE PREEMPTION ET/OU DE PRIORITE

La communauté de communes prendra les dispositions nécessaires pour déléguer à l'EPF de la Vendée l'exercice des droits de préemption et / ou de priorité.

En application des dispositions du Code de l'Urbanisme, articles L.210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.214-1 et suivants, L.240-1 et suivants, et L.321-1 ; et du Code Général des Collectivités Territoriales, articles L.2122-22, 15° et L.2122-23, il s'agira : sur le périmètre de maîtrise foncière d'une délégation générale du droit de préemption, au bénéfice de l'EPF de la Vendée.

Les collectivités transmettront l'ensemble des données utiles à la réalisation de la mission de l'EPF de la Vendée : délibération instaurant les droits de préemption et/ou de priorité, délibération délégant l'exercice des droits de préemption et/ou de priorité à l'EPF et éléments de projets sur les secteurs d'intervention.

8.4 TRANSMISSION DES DIA

Les collectivités s'engagent à communiquer toutes les DIA situées en secteur d'action foncière au plus tard dans les 5 jours suivants leur réception, en faisant connaître celles auxquelles elle souhaite que l'EPF de la Vendée donne suite.

Afin de permettre à l'EPF de la Vendée de constituer son observatoire foncier, la commune transmettra, dans la mesure du possible, de façon périodique, un tableau de saisie des DIA comportant notamment : la date de la DIA, la désignation du bien, sa nature et le prix proposé.

PROJET

ARTICLE 9 – TRAVAUX DE REQUALIFICATION DU FONCIER

Conformément à l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme, l'EPF de la Vendée est compétent pour réaliser des travaux de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des biens acquis, au sens de l'article L. 300-1 du même code. Il exerce une activité non économique en sa qualité d'autorité publique.

L'EPF de la Vendée définit le programme de réhabilitation du foncier en sa qualité de maître d'ouvrage des travaux en collaboration étroite avec les collectivités signataires. Il assure la passation des marchés publics de prestations intellectuelles et de travaux en sa qualité de pouvoir adjudicateur, conformément au code de la commande publique.

La commune sera associée à la définition et au pilotage des mesures conservatoires et d'une manière générale, des travaux de remise en état des sols. Les prestataires seront sélectionnés en application du code de la commande publique.

Du fait de la difficulté, malgré la réalisation d'études et de diagnostic préliminaires de cerner avec certitude l'étendue et l'ampleur précise des travaux, l'EPF de la Vendée ne pourra être tenu responsable des aléas en cours d'opération susceptibles de modifier le bilan prévisionnel.

L'EPF de la Vendée pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révèlerait nécessaire pour la conduite et la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues au titre de la présente convention : géomètre, notaire, ingénierie d'études, huissier, avocat, etc…

Sur les emprises qu'il a acquises, l'EPF de la Vendée pourra réaliser toutes études, travaux et opérations permettant de remettre un foncier compatible avec l'usage prévu, à l'exclusion des travaux d'aménagement et conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (avril 2017). Il pourra s'agir notamment de diagnostics ou de fouilles archéologiques, de travaux de démolition, de mise en sécurité, de remise en état des sols et pré-paysagement, de mesures de remembrement, d'opérations de traitement et de surveillance liées à la pollution des sols et du sous-sol et exécutées en vue de leur mise en compatibilité environnementale avec les projets ultérieurs.

Préalablement à certaines acquisitions de biens sur lesquels existe une suspicion de pollution (ou de vestiges archéologiques), des sondages pourront être engagés par l'EPF de la Vendée dès lors qu'ils seront prévus dans le cadre de promesses de vente, permettant le cas échéant de moduler les prix d'acquisition.

ARTICLE 10 – JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS

Les modalités techniques relatives à la jouissance et la gestion des biens, complétant les dispositions générales figurant ci-après, sont définies dans l'Annexe 3 jointe à la présente convention.

PROJET

10.1 BIENS ACQUIS EN L'ETAT LIBRE

Dans l'attente de leur revente, les biens à vocation agricole pourront être proposés à la SAFER Pays de la Loire pour en assurer la gestion temporaire.

Sauf disposition contraire justifiée par la nature ou l'état particulier du bien et dont l'EPF de la Vendée informerait la collectivité, les biens n'ayant pas vocation agricole sont remis en gestion à la collectivité dès que l'EPF de la Vendée en devient propriétaire et en a la jouissance, dans le cadre d'un procès-verbal de transfert de jouissance et de gestion.

La gestion porte avant tout sur la gestion courante comprenant notamment la surveillance, l'entretien des biens et le maintien des dispositifs de sécurisation des biens. Ainsi, d'accord entre les Parties, et en vue de limiter les coûts, les collectivités s'engagent à mobiliser leurs services techniques chaque fois que possible pour ces missions.

La collectivité délégataire doit prendre toutes assurances nécessaires la garantissant contre les risques liés à la gestion, aux intrusions et à l'occupation éventuelle, de façon que l'EPF de la Vendée ne soit jamais inquiété.

Les biens bâtis inoccupés ont vocation à être démolis au plus vite afin d'éviter tout risque d'occupation illégale ou d'accident dans le cadre des missions définies à l'article précédent

Toutefois, il peut être jugé opportun de préserver des bâtiments dans certains cas, la commune précisera après avis de l'EPF de la Vendée, pour chaque acquisition de parcelle bâtie s'il y a lieu de préserver ou non les bâtiments.

10.2 BIENS ACQUIS EN L'ETAT OCCUPE

Selon les cas, la gestion des biens occupés peut être assurée par la commune.

Dans tous les cas, la commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour assurer le relogement des locataires ou occupants des logements.

La commune s'engage à rechercher activement la relocalisation, le cas échéant, des commerces et activités afin de permettre une libération rapide des biens en vue de la réalisation du projet et à limiter les indemnités d'éviction.

10.3 VALORISATION TRANSITOIRE ET OCCUPATION TEMPORAIRE

Les biens portés par l'EPF peuvent faire l'objet de contrats d'occupation précaire auprès de tiers à la convention proposés par les Collectivités ou l'EPF de la Vendée ou auprès des collectivités elles-mêmes. Dans ce dernier cas, l'occupation temporaire est consentie à titre gracieux lorsqu'elle est autorisée pour l'usage propre de la collectivité. Le cas échéant, la collectivité réalise, avec l'accord de l'EPF Vendée, les travaux nécessaires à son occupation.

PROJET

Les Parties s'engagent à valoriser transitoirement les biens chaque fois que possible au travers d'occupations temporaires afin de réduire les coûts de gestion.

La collectivité ne peut autoriser l'installation d'activités de nature à conférer aux biens immobiliers dont elle assure la gestion, le caractère de domanialité publique conformément à l'article L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 11 – CHOIX DES TIERS

Dans l'hypothèse d'une cession des biens acquis à un ou plusieurs tiers (aménageurs, promoteurs, constructeurs, bailleurs sociaux), il sera procédé au choix du tiers selon les dispositions de la législation en vigueur, notamment dans le cas du choix des concessionnaires des opérations d'aménagement et du règlement du dispositif de la Minoration foncière ou du Fonds friche.

Il est d'ores et déjà convenu entre les parties que les critères de sélection du candidat seront au minimum les suivants :

- compétences de l'opérateur (financières, expériences, moyens…),
- qualités du projet proposé (urbaines, environnementales, sociales (prix de vente), gestion dans la durée et pérennité…),
- le montant des charges foncières (éventuellement).

L'EPF de la Vendée élaborera le cahier des charges de consultation validé par la commune et procèdera à la consultation et l'analyse des offres. Un jury composé à minima de l'EPF de la Vendée et de la commune désignera le lauréat. La commune s'engage à délibérer le choix du lauréat, la programmation retenue et la charge foncière éventuelle.

PROJET

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE DONNEES

12.1 DOCUMENT D'URBANISME

La commune et la communauté de communes s'engagent à transmettre à l'EPF de la Vendée l'ensemble des documents d'urbanisme (PLU, site patrimonial remarquable…) nécessaire à la mise en œuvre de cette convention, de préférence dans un format numérique.
Dans le cas où ces documents existent sous une forme exploitable par un système d'information géographique, ils seront transmis à l'EPF de la Vendée dans un format interopérable (shapefile par exemple).

12.2 AUTRES DOCUMENTS

La commune et la communauté de communes s'engagent à transmettre à l'EPF de la Vendée tout document ayant trait aux secteurs de projets (plans topographiques, plans de voirie, études préalables, …) de préférence sous forme numérique.

CHAPITRE 4 : PRINCIPES ET MODALITES DE LA REVENTE ET DE LA FIN DE LA CONVENTION

ARTICLE 13 – ENGAGEMENT DE VENDRE ET D'ACQUERIR – RACHAT DES BIENS ACQUIS

Conformément à l'article 2 du Décret n° 2010-503 du 18 mai 2010 portant création de l'Etablissement public foncier de la Vendée, la collectivité compétente poursuivant le projet d'aménagement s'engage, sans réserve, à racheter les biens acquis par l'EPF de la Vendée dans les conditions fixées au présent chapitre ci-avant, et au plus tard au terme de la présente convention.

Réciproquement, l'EPF de la Vendée s'engage à céder l'assiette foncière acquise à la collectivité compétente au plus tard au terme du portage, aux prix et conditions stipulées aux présentes.

Pour permettre le rachat par la collectivité, l'EPF de la Vendée lui adressera, dans des délais compatibles avec la préparation de son budget, un courrier ou courriel l'avisant des cessions arrivant à échéance et le montant prévisionnel de la cession. La collectivité adressera également à l'EPF toute demande relative à l'inscription de ses engagements financiers à son budget au minimum 2 mois avant le jour du vote.

Cette garantie de rachat par la commune des biens acquis par l'EPF de la Vendée sera réalisée au plus tard 6 mois après le terme de la convention fixé à l'▪ Article 4.

Au-delà de ce délai, la collectivité versera à l'EPF de la Vendée, en sus du prix de cession, une indemnité de retard. Celle-ci sera calculée sur la base d'un taux annuel de 10 %, appliqué au montant global de la cession, à chaque date anniversaire de la fin de la convention dès la première année de dépassement effectif et facturée chaque année.

Le portage conventionnel est interrompu si la commune renonce à une opération ou modifie substantiellement son programme. Dans ce cas, la revente est immédiatement exigible et il est fait application de l'Article 15 et de l'Article 16.

PROJET

ARTICLE 14 – REVENTE AUX OPERATEURS

La collectivité peut demander à faire racheter par un (ou des) tiers (opérateur, aménageur, promoteur, bailleur social…) de son choix après avis de l'EPF de la Vendée, dans les mêmes conditions et compensera les écarts de conditions et de prix le cas échéant. Elle reste garante de cette cession.

Dans cette hypothèse, il sera effectué une consultation définie par l'▪ Article 11 de la présente convention.

Sous réserve de dispositions particulières prévues dans la convention, la revente des biens par l'EPF de la Vendée (en accord avec la collectivité) aux opérateurs (aménageurs, bailleurs sociaux, promoteurs, constructeurs) est exigible dès la fin des travaux de réhabilitation du foncier, sans attendre le terme de la convention ou la fin de portage prévue, dès lors que les conditions suivantes sont remplies :

- pour la revente à un opérateur constructeur, dès lors que la dernière des conditions exigibles suivantes est remplie :

  - obtention du permis de construire ou du permis d'aménager purgé de tous recours (recours des tiers et retrait administratif) ;
  - logement social : obtention de la décision de financement ;
  - obtention du dossier loi sur l'eau (déclaration/autorisation).

- pour la revente à un aménageur, dès lors que la dernière des conditions exigibles suivantes est remplie :

  - dans le cadre d'une concession, aménageur désigné et traité de concession signé ;
  - obtention du permis d'aménager ou dossier de réalisation de ZAC approuvé purgé de tous recours (recours des tiers et retrait administratif) ;
  - obtention du dossier loi sur l'eau (déclaration/autorisation).

Dans l'hypothèse d'un recours à l'encontre des autorisations et des délibérations visées ci-dessus, les parties se réuniront afin de définir les conditions de sortie de l'opération.

La collectivité compense à l'EPF de la Vendée les écarts de conditions et de prix le cas échéant dans le mois suivant la cession du foncier à l'opérateur désigné.

PROJET

ARTICLE 15 – CONDITIONS JURIDIQUES COMMUNES DE LA REVENTE

La revente des biens acquis par l'EPF de la Vendée par préemption ou par expropriation devra respecter les dispositions légales et réglementaires se rapportant à ces modes d'acquisition motivés par un projet déterminé.

La commune ou l'opérateur (tiers) désigné prendront les biens dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée en jouissance, jouiront et supporteront d'éventuelles servitudes actives comme passives.

La ou les cession(s) aura (auront) lieu par acte administratif ou notarié au profit de la collectivité ou de l'opérateur désigné, avec la participation du notaire de la collectivité, de l'opérateur ou de l'EPF de la Vendée.

Toute cession à un opérateur autre que la commune se fera dans le cadre d'un cahier des charges, approuvé par la commune, précisant les droits et obligations des preneurs afin de garantir le respect par l'opérateur des objectifs partagés définis au Chapitre 2 de la présente convention.

Tous les frais accessoires à cette (ces) vente(s) seront supportés par la collectivité ou l'opérateur désigné.

ARTICLE 16 – DETERMINATION DU PRIX DE CESSION – MINORATIONS

Dans ce qui suit, la cession s'entend comme le transfert, par l'Établissement public foncier, à la collectivité ou groupement de collectivité bénéficiaire, de la propriété ou de la jouissance des biens, fonciers, études ou prestations réalisés dans le cadre de la présente convention, moyennant le remboursement du prix de revient correspondant. L'Établissement conserve toutefois la faculté d'utiliser et de valoriser les études et diagnostics cédés, notamment à des fins d'expertise, de capitalisation ou de diffusion de bonnes pratiques.

Le prix de cession est établi conformément aux conditions générales de cession de l'EPF de la Vendée définies dans son Programme Pluriannuel d'Intervention 2025-2029.

16.1 PRINCIPES DE CALCUL

Le prix de cession (HT) correspond au prix de revient comprenant :

1) prix d'acquisition du bien majoré des frais annexes (notaire, géomètre, ingénierie d'études, huissier, avocat, expert, …) et, le cas échéant, des frais de libération ;
2) le cas échéant, frais financiers, assurances ;

PROJET

3) études de faisabilité réalisées sur le bien ou en vue de son acquisition ;
4) travaux de réhabilitation du foncier (diagnostics et études, remise en état des sols, de mise en sécurité du bâti...,) ;
5) solde du compte de gestion[1] ;

Seront déduites de cette somme, lorsqu'elles existent :

- les minorations accordées pour la réalisation du projet ;
- les recettes locatives reçues par l'EPF de la Vendée pendant la durée de portage ;
- les recettes autres que locatives.

16.2 REVENTE A DES TIERS AUTRES QUE LA COLLECTIVITE

Dans le cas d'opérations mixtes avec revente aux opérateurs privés et sociaux se substituant à la collectivité, les reventes seront réalisées sur la base du prix de revient global du ou des terrains acquis, avec possibilité d'effectuer une péréquation entre les parties de programme à caractère social et les parties affectées au logement libre.
Dans le cadre d'une VEFA destinée au logement social, les parties veilleront au prix de vente aux opérateurs sélectionnés après mise en concurrence.

16.3 FONDS ETUDES

Dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain (projet à dominante habitat) dans une commune de moins de 8 000 habitants, un co-financement à hauteur de 50% du coût des études techniques et de faisabilité sous maîtrise d'ouvrage de l'EPF est retenu au titre de sa mission générale de conseil et de stratégie foncière, dans la limite d'un coût de prestations de 30 000€ HT.

Cependant, dans l'hypothèse où la commune refuse d'engager l'opération bien que les conditions d'équilibre économique soient réunies ou bien si la commune ne respecte pas ses engagements indiqués à l'article 5 concernant la définition de projet, la commune prendra en charge 100% des frais d'études engagés par l'EPF de la Vendée.

16.4 FONDS DESTINE AUX TRAVAUX DE REQUALIFICATION DES FRICHES

Ce dispositif permet de prendre en charge financièrement jusqu'à 80% des coûts des études et des travaux de requalification et de dépollution menés par l'EPF, sur des sites en friche dont il assure le portage dans la limite de 20 000 € HT / logement.

[1] Le compte de gestion retrace l'ensemble des frais réels (sécurisation, entretien, gardiennage, …) engagés par l'EPF pour assurer la gestion des biens mis en réserve, duquel sont déduites toutes les recettes perçues par l'EPF pendant la durée du portage.

PROJET

Au terme de la convention, l'EPF rétrocèdera le foncier à la collectivité au prix de revient du foncier duquel auront été déduits les coûts des études et des travaux de requalification plafonnés à 80% du montant HT et dans la limite de 20 000€ HT / logement.

En cas de revente à un opérateur après mise en concurrence, ces montants seront déduits de la subvention compensant le déficit global de l'opération versée par la collectivité.

Le montant éventuel du Fonds friches sera précisé par voie d'avenant.

16.5 MINORATION FONCIERE

Dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain (démolition/reconstruction ou en réhabilitation lourde sur le bâti existant), qui font l'objet d'une convention opérationnelle avec l'EPF - opération de logements ou mixte (logements, commerces et services) - l'EPF de la Vendée peut être amené à prendre en charge une partie du prix de revient du foncier acquis qui sera rétrocédé à la collectivité ou à un opérateur du choix de la collectivité de façon à minorer le coût du poste foncier et permettre ainsi la réalisation de l'opération.

Le montant éventuel de la Minoration foncière sera précisé par voie d'avenant.

Ce montant accordé pourra être ajusté sur la base du programme définitif de l'opération, au vu des autorisations d'urbanisme délivrées.

Les parcelles rachetées à la commune ne faisant pas l'objet d'opération de renouvellement urbain, sont exclues du calcul.

16.6 MINORATION FONCIERE REHABILITATION DE LOGEMENTS

Dans le cadre d'opérations en renouvellement urbain prévoyant la réhabilitation de bâtiments pour un usage de logement abordable (LLS, BRS, résidences sénior, étudiant, à vocation sociale ou location sous conditions de ressources et de loyers), qui font l'objet d'une convention opérationnelle avec l'EPF - opération de logements ou mixte (logements, commerces et services) - l'EPF de la Vendée peut être amené à prendre en charge une partie du prix de revient du foncier acquis qui sera rétrocédé à la collectivité ou à un opérateur du choix de la collectivité de façon à minorer le coût du poste foncier et permettre ainsi la réalisation de l'opération.
Cette minoration pour réhabilitation est calculée au prorata de la surface de plancher à destination de logements abordables et leurs annexes.

Le montant éventuel de la Minoration foncière Réhabilitation sera précisé par voie d'avenant.

En cas de revente à un opérateur après mise en concurrence, ces montants seront déduits de la subvention compensant le déficit global de l'opération versée par la collectivité.

PROJET

Les parcelles rachetées à la commune ne faisant pas l'objet d'opération de renouvellement urbain, sont exclues du calcul.

ARTICLE 17 – VERSEMENT DES AVANCES - PAIEMENT DU PRIX LORS DE LA CESSION

17.1 VERSEMENT DES AVANCES

La collectivité garante peut choisir de verser des avances mobilisables selon un échéancier particulier en déduction des sommes à verser au titre, soit des prix de vente ou remboursement de dépenses, soit des participations dues au titre des ventes à tiers.

La collectivité peut également demander à l'EPF de la Vendée en cours de convention la mise en place d'avances mobilisables sur les prix de vente des biens portés au titre de la Convention.

La décision de l'EPF de la Vendée retient une des trois options suivantes :

OPTION A : Versement d'une avance HT à l'échéance souhaitée de 30% du prix d'acquisition du bien considéré et des dépenses annexes ;

OPTION B : Versement d'une avance HT à l'échéance souhaitée de 50% du prix d'acquisition du bien considéré et des dépenses annexes ;

OPTION C : Versement d'une avance HT à l'échéance souhaitée de 70% du prix d'acquisition du bien considéré et des dépenses annexes.

Les avances réalisées dans ce cadre sont arrondies au millier d'euros supérieur et sont soumis à la TVA. L'échéancier de versement des avances peut prévoir un paiement en plusieurs fois dans la limite d'un versement maximum par an et d'un minimum de 100 000 € TTC pour chaque versement. Ces dispositions visent à encadrer la charge administrative pour l'EPF.

A l'approche de la date de versement de l'avance et au plus tard le 30 novembre de l'année de versement, l'EPF de la Vendée émet et communique à la collectivité garante le titre de recette correspondant. Au vu du titre, la collectivité procède au versement de l'avance dans les 30 jours suivant la date de versement inscrite aux présentes.

Dans le cas où les avances mobilisables devaient être supérieures aux subventions du déficit foncier ou au prix de vente contractuel des fonciers résiduels, l'EPF de la Vendée s'engage à reverser l'excédent à la collectivité garante dans les 30 jours suivant l'émission du titre de recette par la collectivité garante, établi sur la base du bilan financier définitif.

PROJET

17.2 VERSEMENT DU SOLDE OU PAIEMENT DU PRIX

Le versement du solde ou le paiement du prix aura lieu au moment de la cession, y compris en cas de substitution d'un tiers désigné par la collectivité.

ARTICLE 18 – SUIVI DE L'APRES CESSION

Les conditions indiquées dans les deux articles suivants seront reprises dans l'acte de cession des biens concernés par l'opération.

18.1 RESPECT DES ENGAGEMENTS PAR LA COMMUNE

Si, de sa propre initiative, dans les 5 ans suivant la revente des biens concernés par l'opération, la collectivité ne réalise pas un projet respectant les engagements définis avec l'EPF de la Vendée qui seront précisés dans l'acte authentique de vente, ou fait des biens revendus une utilisation incompatible avec ses engagements ; elle sera redevable envers l'EPF de la Vendée d'une pénalité fixée forfaitairement au plus haut montant entre 10 % du prix de revient (TTC) de l'ensemble des biens cédés hors aides accordées et 20 000€ par logement social non produit. L'acte authentique peut prévoir une durée inférieure ou supérieure suivant la nature et les contraintes du projet. Cette durée se substitue à la durée inscrite dans la convention. Elle ne peut être inférieure à 3 ans.

Les dispositions du présent article continuent de s'appliquer pour une durée de 6 ans après la fin de la durée de la convention prévue à l'▪ Article 4 ou à compter de la résiliation de la convention prévue à l'Article 23.

En outre, la collectivité devra rembourser les aides apportées au financement des études et des travaux dans le cadre de la réalisation du projet.

Le non-respect du projet est avéré lorsque :
- la collectivité ne réalise pas le projet convenu,
- la collectivité réalise un projet qui n'est pas conforme au projet convenu.

La collectivité ne sera pas sanctionnée, si elle justifie d'un cas de force majeure.

La conformité du projet sera vérifiée au vu de tout document permettant d'apprécier les conditions de réalisation effective de l'opération.
En conséquence, toute demande d'autorisation d'urbanisme (permis d'aménager, de construire…) et éventuellement toute modification de ces autorisations, devra recueillir au préalable l'agrément de l'EPF de la Vendée. De même la collectivité (ou l'opérateur choisi) s'oblige à justifier à l'EPF de la Vendée du démarrage du chantier par la transmission du récépissé de la déclaration d'ouverture de chantier visé par la mairie. Il en sera de même pour constater l'achèvement des travaux.

PROJET

Pendant la réalisation du projet et jusqu'à un an après l'achèvement des travaux, l'EPF de la Vendée pourra procéder à tout moment, sur pièces ou sur place, par lui-même ou par un représentant dûment mandaté, au contrôle de la bonne exécution de l'opération par rapport aux objectifs initiaux convenus dans l'acte de cession.

Pour les cessions à un tiers (choisi) autre que la collectivité, le présent article s'appliquera dans les mêmes termes.

18.2 COMMUNICATION

Dans le cadre de sa politique générale de communication, l'EPF de la Vendée pourra demander à la collectivité d'installer sur l'emprise du projet, un ou plusieurs supports de communication (panneau, banderole…) fournis par l'EPF de la Vendée.
Les emplacements seront définis en accord avec la collectivité (ou l'opérateur choisi) de manière qu'il n'occasionne aucune gêne pour le chantier.
Cette autorisation est consentie et acceptée, sans indemnité de part ni d'autre et pendant la durée des travaux. A l'expiration de ce délai (fin des travaux), la collectivité devra faire enlever le ou les supports de communication de l'EPF de la Vendée.

L'EPF de la Vendée sera associé à tout événement et support de communication lié au projet à compter du début de la convention et jusqu'à la mise en service de constructions et équipements prévus sur les fonciers portés et selon des modalités définies avec les partenaires : collectivités et opérateurs concernés.

Pour les cessions à un tiers (choisi) autre que la collectivité, le présent article s'appliquera dans les mêmes termes.

ARTICLE 19 – SUIVI DES ENGAGEMENTS EN L'ABSENCE DE CESSION FONCIERE

S'agissant des conventions ne donnant lieu à aucune cession, La commune devra rembourser les frais d'études engagés par l'Etablissement public foncier, déduction faite, le cas échéant, des aides au financement des études visées au 16.3.

Si, de sa propre initiative, dans les 5 ans suivant la fin de la convention ou sa résiliation, la commune ne réalise pas un projet respectant les engagements définis avec l'EPF de la Vendée, elle devra rembourser les aides apportées au financement des études.

Le respect de ces engagements s'apprécie selon les modalités définies au 18.1.

Les dispositions du présent article continuent de s'appliquer pour une durée de 5 ans après la fin de la durée de la convention prévue à l'article 4 ou à compter de la résiliation de la convention prévue à l'Article 23.

PROJET

CHAPITRE 5 : SUIVI – MODIFICATION – RESILIATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 20 – MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SUIVI

La collectivité et l'EPF de la Vendée réaliseront un point d'étape sur l'avancement du projet au minimum une fois par an. Ils évalueront le déroulement des missions et leur traduction budgétaire cumulée. Ils faciliteront la coordination des différents acteurs concernés et proposeront les évolutions souhaitables du contenu de la mission. Les partenaires nécessaires pourront être associés à la mise en œuvre du projet.

Dans ce cadre, l'EPF de la Vendée réalisera annuellement le bilan des acquisitions ainsi que le suivi du prix de revient.

La collectivité visée à l'▪ Article 13 s'engage à délibérer sur le bilan des acquisitions réalisées par l'EPF de la Vendée dans le cadre de la convention. Il est également annexé à son compte administratif (Articles L.2241-1 du CGCT ou L. 5211-37 du CGCT).

Pour ce faire, l'EPF de la Vendée adressera en début d'année civile, dès la clôture de ses opérations immobilières de l'exercice précédent, un récapitulatif de ses stocks en convention détenus par lui au 31 décembre.

ARTICLE 21 – EVOLUTION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra faire l'objet d'ajustements ou de précisions qui s'avéreraient nécessaires à la bonne mise en œuvre du dispositif conventionnel de la manière suivante.

21.1 PROROGATION

Les parties prenantes à la présente convention peuvent décider par échange de courriers la prorogation de la convention pour un délai n'excédant pas 6 mois.

21.2 AVENANT

Toute modification de la présente convention (hors prorogation de la convention d'une durée de 6 mois maximum) sera réalisée par voie d'avenant.

PROJET

ARTICLE 22 – CONSTATATION DE BONNE FIN DE LA CONVENTION

D'accord entre les Parties, les engagements nés de la convention, à l'exception de ceux portant sur la réalisation du projet, sa programmation et l'absence de spéculation foncière, prennent fin à la constatation, par l'EPF de la Vendée, de l'absence de portage foncier et de la complète réalisation des engagements financiers, notamment du versement du solde des remboursements exigibles.

Cette constatation prend la forme d'un courrier adressé aux collectivités signataires prenant acte de la situation de la clôture de la convention.

ARTICLE 23 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties.

L'EPF de la Vendée pourra proposer la résiliation :

- d'une convention n'ayant connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an ou dont l'exécution s'avère irréalisable ;
- si le programme prévu par la convention est entièrement exécuté avant l'échéance de celle-ci et qu'aucun avenant n'est envisagé ;
- si l'une des deux parties ne respecte pas ses engagements indiqués dans la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF de la Vendée. Ce constat fait l'objet de l'établissement d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'EPF de la Vendée doit remettre à la commune, l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.

La commune sera tenue de racheter les terrains acquis par l'EPF de la Vendée dans le cadre de la convention. Elle devra par ailleurs rembourser les dépenses et frais acquittés par l'EPF de la Vendée pour les acquisitions effectuées, dans les six mois suivant la décision de résiliation.

ARTICLE 24 – CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, dans un délai de 3 mois après la première convocation d'une partie par l'autre par LRAR, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Nantes.

PROJET

Fait à LA ROCHE-SUR-YON
En un exemplaire numérique

La commune de Saint Prouant Le Maire, Julien CHARRIER	L'Etablissement Public Foncier de la Vendée Le Directeur général, Thomas WELSCH
La communauté de communes La Présidente, Isabelle MOINET	

PROJET

Annexe n° 1 : plan de situation
Annexe n° 2 : plan de délimitation des périmètres
Annexe n° 3 : jouissance et gestion des biens

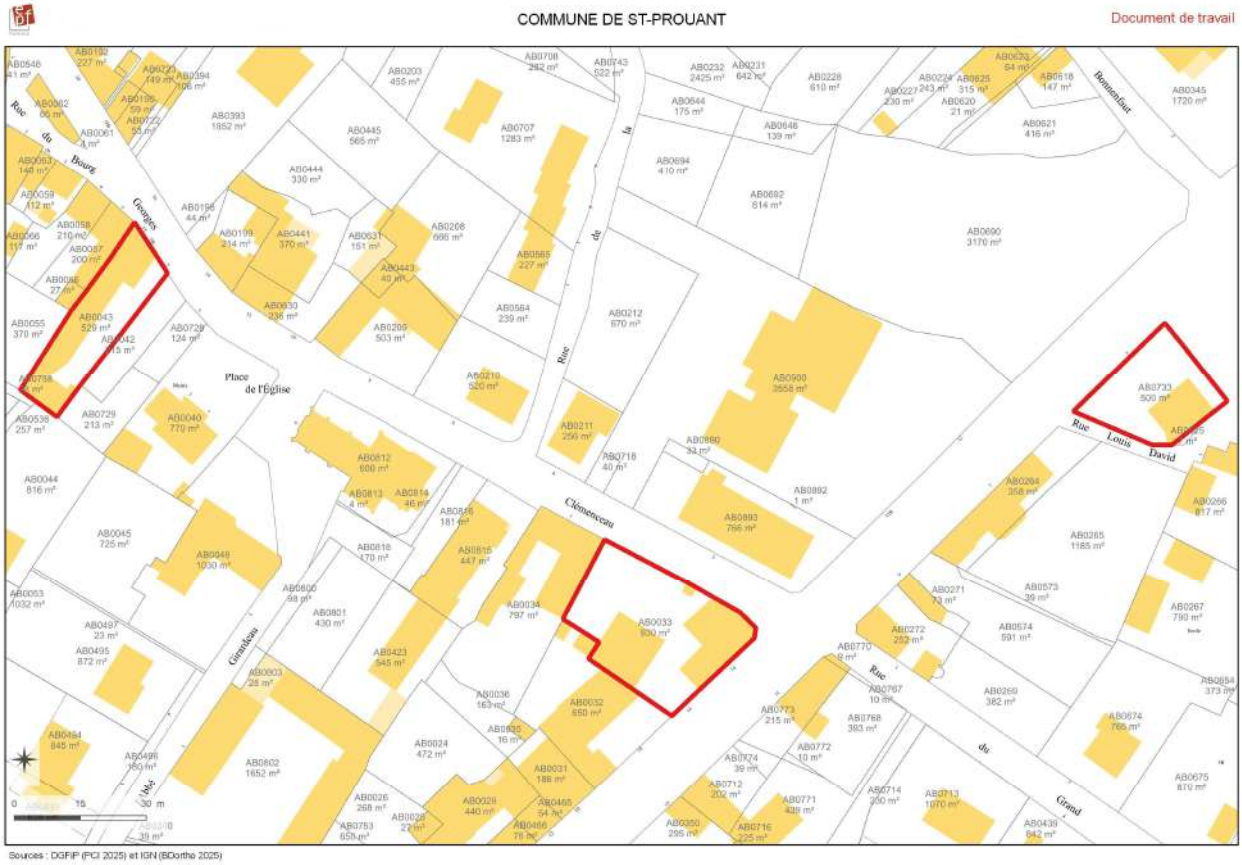
ANNEXE N° 1

Plan de situation



ANNEXE N° 2

Plan de délimitation des périmètres



ANNEXE N° 3

Jouissance et gestion des biens

Préambule

Dès que le bien est libre de toute occupation, bâti comme non bâti, il est remis en gestion à la collectivité afin qu'elle en assure la surveillance et l'entretien courant.
Cette remise en gestion est un transfert de jouissance et gestion. Elle autorise la collectivité à utiliser le bien dès lors que son état le permet et sous réserve que cela ne retarde en aucun cas la mise en œuvre du projet.
Les principes et modalités de gestion sont précisés au cas par cas dans le cadre d'un procès-verbal dressé avec la collectivité partenaire.

Biens libres de toute occupation

Dispositions générales

Article 1
Sauf dispositions contraires convenues entre la collectivité et l'EPF de la Vendée, en raison notamment de leur éventuel état de dangerosité, les biens acquis sont remis directement en gestion à la collectivité sous 1 mois.

Article 2
La remise en gestion est constatée par un procès-verbal de transfert de jouissance et gestion dressé conjointement avec la collectivité.
Il a pour objet de dresser un état des lieux du bien, d'en préciser également la nature, la localisation, la destination et le mode de gestion en phase transitoire.
Le procès-verbal précise les obligations respectives de l'EPF de la Vendée et de la collectivité, qui pourront évoluer pendant la durée de portage, notamment en fonction des caractéristiques du bien (libération des lieux, démolition partielle ou totale, occupation par la collectivité ou des tiers…).
Ce transfert de jouissance et de gestion ne fait pas obstacle à la réalisation par l'EPF de toute action de réhabilitation du foncier prévue à l'Article 9.

Article 3
L'EPF de la Vendée acquitte la taxe foncière, la prime d'assurance du propriétaire non occupant ainsi que les éventuelles charges de copropriété.

PROJET

La collectivité souscrit obligatoirement les polices d'assurance la garantissant contre les risques liés à la gestion et à l'occupation éventuelle, de façon que l'EPF de la Vendée ne soit jamais inquiété. Elle fournira un justificatif d'assurance dans le mois suivant la signature du procès-verbal de remise en gestion.

Article 4
La collectivité assure, à compter de la remise en gestion formalisée par le procès-verbal, les actes de gestion courante visés à l'article 606 du code civil, la surveillance et l'entretien courant du site. Cela comprend notamment :

- ✓ s'assurer de l'efficacité des dispositifs sécurisant les accès ;
- ✓ vérifier l'état des clôtures et les réparer le cas échéant ;
- ✓ débroussailler, faucher, ou tondre régulièrement les espaces verts et abords des bâtiments et clôtures ;
- ✓ élaguer si nécessaire et couper les arbres morts ;
- ✓ conserver le bien en état de propreté ;
- ✓ faire procéder au gardiennage du bien si les circonstances l'exigent.

Article 5
Cette remise en gestion autorise la collectivité à utiliser le bien dans la mesure où son état le permet, sous sa responsabilité exclusive.
La commune pourra octroyer, également sous sa responsabilité exclusive, une autorisation d'occupation. Elle devra notamment s'assurer que les biens qu'elle souhaite faire occuper sont dans un état locatif conforme à la réglementation en vigueur. Toute occupation devra faire l'objet d'une autorisation préalable de l'EPF de la Vendée.
Les éventuelles occupations ne pourront être consenties que sous la forme de « concessions temporaires » au sens de l'article L.221-2 qui stipule : « … *Ces immeubles ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit de renouvellement et aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive*. … ».
La durée d'occupation sera strictement limitée à la durée de portage et doit pouvoir prendre fin à tout moment (travaux, cession, etc…), afin de ne retarder en aucun cas la mise en œuvre du projet.

Article 6
La collectivité crée et met à jour, pour chaque bien dont la gestion lui est transférée, un outil de suivi précisant notamment : ses dates d'acquisition par l'EPF de la Vendée, de remise en gestion, de visites, l'évolution de son état, la nature et le montant des dépenses et recettes éventuelles de gestion, et d'une manière générale toute observation utile.
Ces informations sont transmises à l'EPF de la Vendée courant janvier chaque année et à tout moment sur simple demande.

Article 7
La collectivité désigne auprès de ses services un interlocuteur chargé de la gestion.

PROJET

Article 8
La collectivité visite le bien périodiquement, au moins une fois par trimestre, et après chaque évènement climatique exceptionnel.

Article 9
La collectivité informe sous trois jours maximum l'EPF de la Vendée des évènements particuliers comme l'atteinte au bien, squat, contentieux, intervention sur le bien…

Dispositions spécifiques aux biens bâtis à démolir

Article 10
Les travaux portant sur la remise en état des biens (mise en sécurité, démolition, dépollution) sont en principe à la charge de l'EPF de la Vendée qui en assure la maîtrise d'ouvrage.
Les interventions sont réalisées en concertation avec la collectivité qui assure la gestion courante.

Dispositions spécifiques aux biens bâtis à conserver

Article 11
Si l'état du bien l'exige, l'EPF de la Vendée en tant que propriétaire, procèdera aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du Code Civil afin de préserver l'immeuble dans l'attente de sa réhabilitation.

Article 12
Si l'état du bien le permet, une occupation pourra être envisagée pendant la durée de portage. Les modalités de cette occupation seront définies en concertation entre l'EPF de la Vendée et la collectivité.
Dans cette hypothèse, la collectivité prendra en charge les abonnements nécessaires (eau, électricité, gaz).

Article 13
Si le bien n'est pas utilisable en l'état, il fera l'objet d'une vigilance accrue de la part de la collectivité dans le cadre de la gestion courante, afin notamment d'éviter tout squat et risque d'occupation pouvant porter atteinte à sa sécurité.

BIENS OCCUPES

Article 14
Avant l'acquisition d'un bien occupé, l'EPF de la Vendée et la commune définissent les modalités de libération et de gestion du bien. Au plus tard dans le mois suivant sa libération, le bien est remis en gestion selon les modalités visées aux articles précédents.

PROJET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-362 SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS DE L'EST VENDÉEN (SYCLEA) : RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Nomenclature des actes : 8.8

Vu le Code général des collectivités territoriales, et particulièrement l'article L. 5211-39, relatif aux modalités de mise à disposition des rapports d'activités des établissements publics de coopération intercommunale, applicable aux « *syndicats mixtes constitués exclusivement de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale et ceux composés uniquement d'établissements publics de coopération intercommunale* », par renvoi de l'article L. 5711-1 du même Code ;

. . . / . . .

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36, en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.1.5 portant sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés ;

Vu les statuts modifiés du Syndicat mixte de Collecte des Déchets Ménagers de l'Est Vendéen (Sycléa), approuvés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL- BICB-717 du 21 octobre 2025 ;

Considérant le rapport d'activité présenté par Sycléa ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de prendre acte, tel que joint en annexe, du rapport d'activité du Syndicat mixte de Collecte des Déchets Ménagers de l'Est Vendéen (Sycléa) pour l'exercice 2025.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

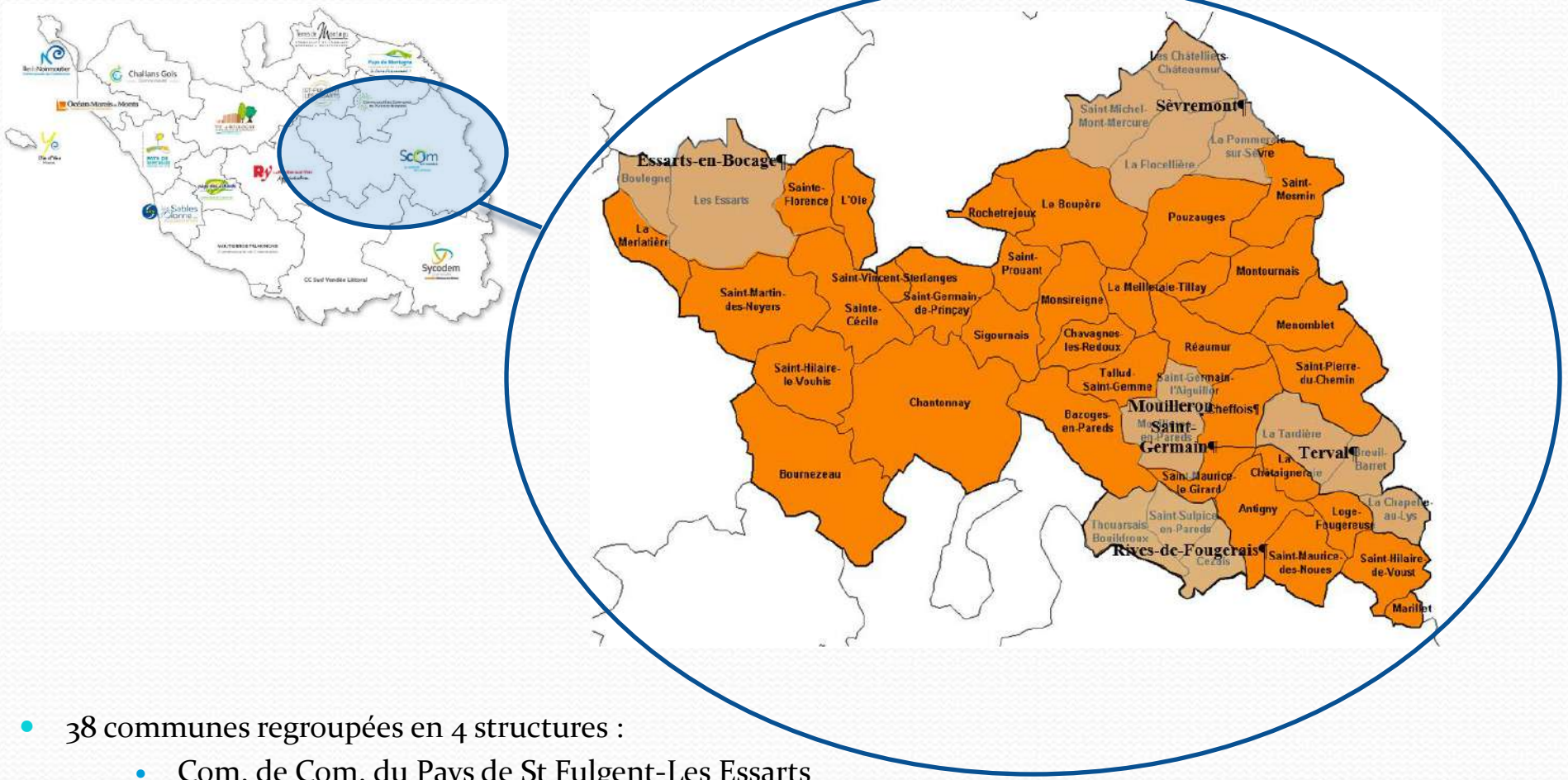
Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

ScOm EST-VENDÉEN
La collecte des déchets

Sycléa
syndicat de collecte des déchets ménagers

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés

Exercice 2025



- 38 communes regroupées en 4 structures :
  - Com. de Com. du Pays de St Fulgent-Les Essarts

    (Pour les communes de Essarts-en-Bocage, l'Oie, Sainte-Florence et la Merlatière)
  - Com. de Com. du Pays de Chantonnay
  - Com. de Com. du Pays de Pouzauges
  - Com. de Com. du Pays de la Châtaigneraie

74 896 habitants (INSEE 2023)

soit une augmentation de 0,39 % sur un an.

Les services

- Trois services principaux :

➔ **la collecte en « porte-à-porte » (PàP)**

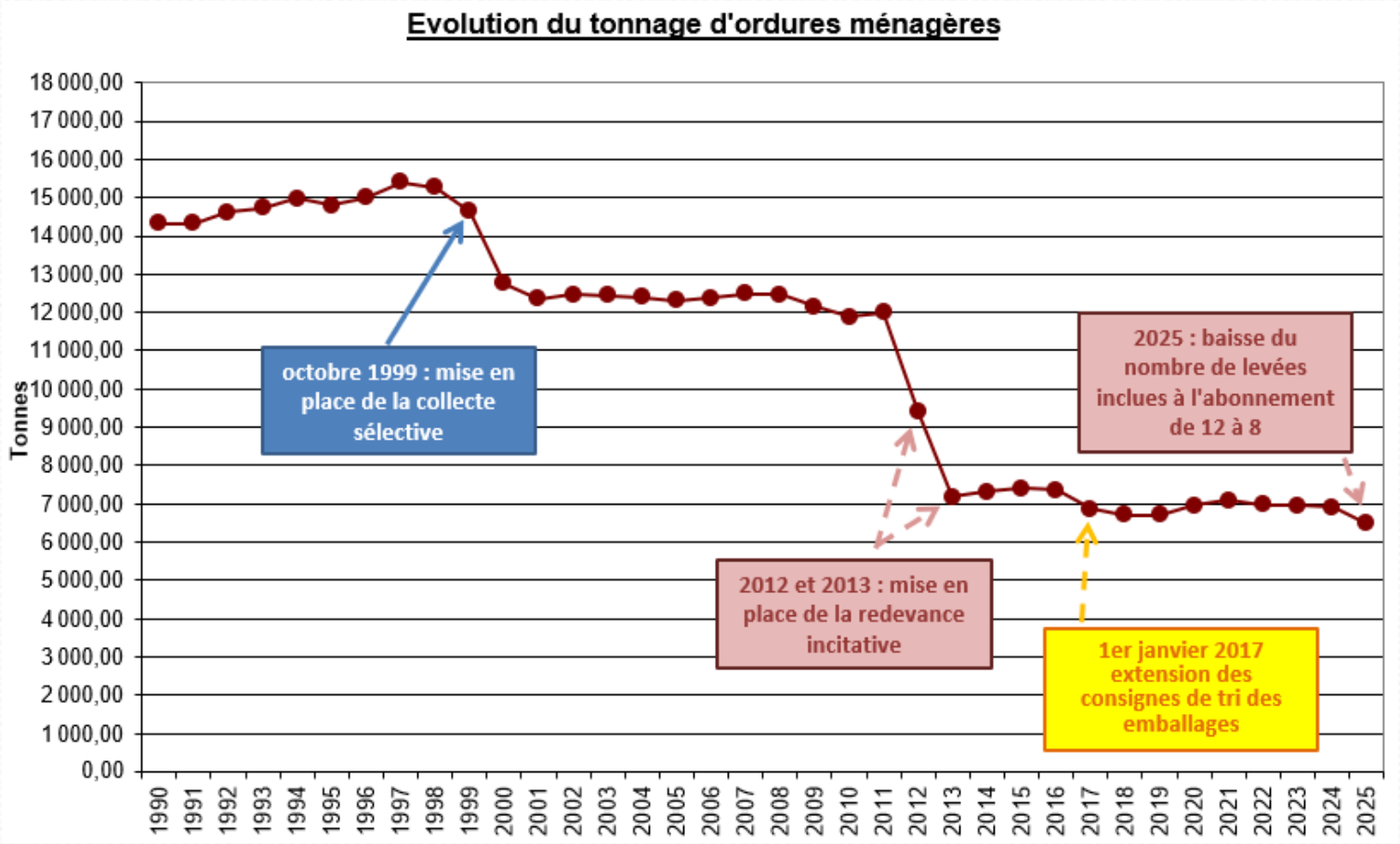
- les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR),
- les EMBALLAGES recyclables (sacs jaunes).

➔ **la collecte en Apport Volontaire (AV)**

- les emballages en VERRE,
- le PAPIER.
- Les Textiles

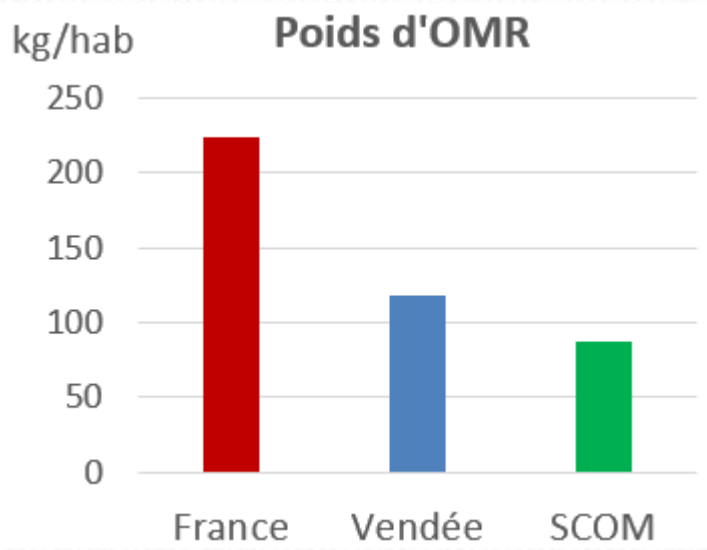
➔ **les déchèteries**

Tonnages d'OMR





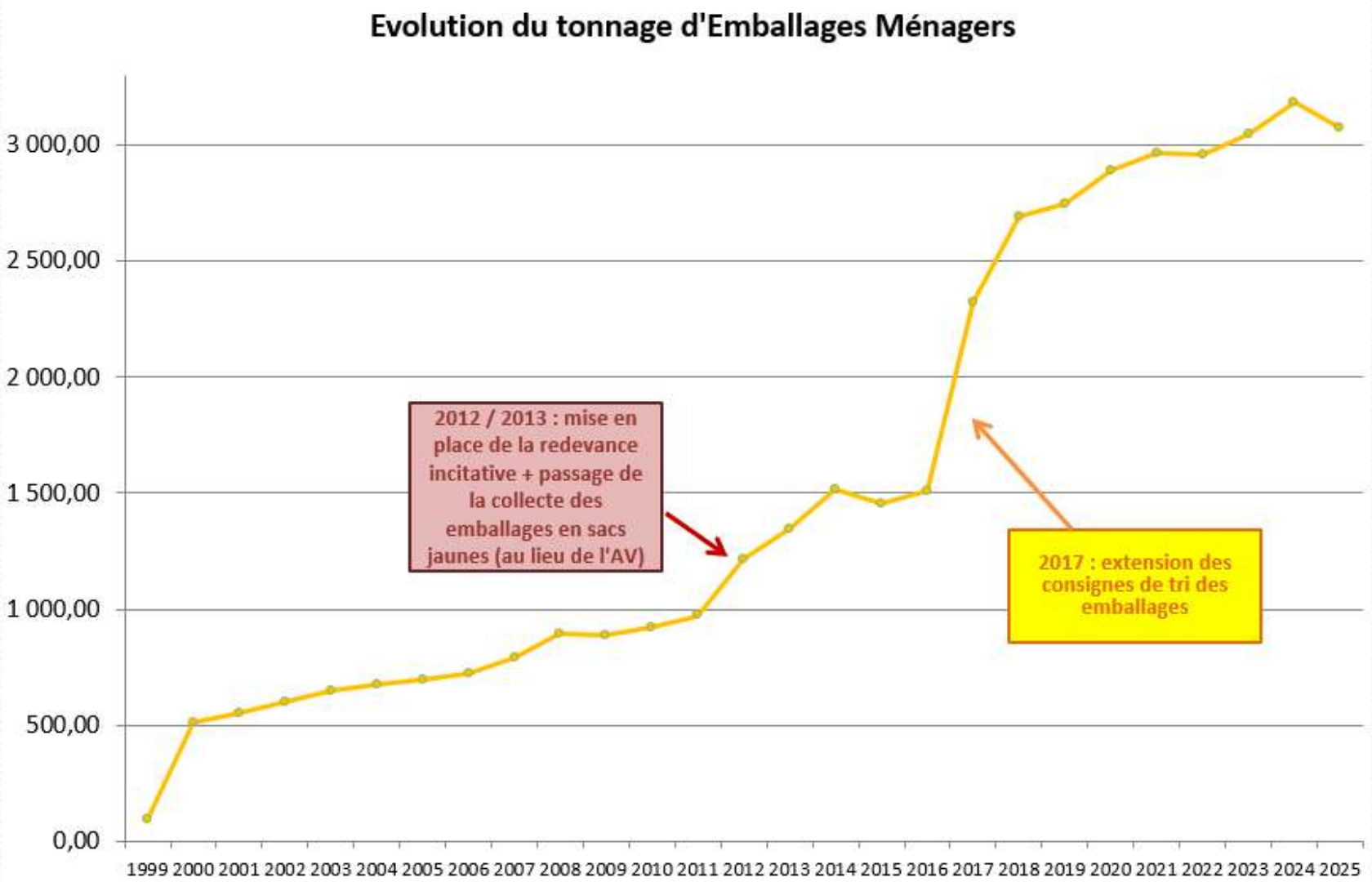




Tonnage 2025 : 6 539 T (- 5,5 %)

Poids par habitant sur le SCOM : 87,7 kg

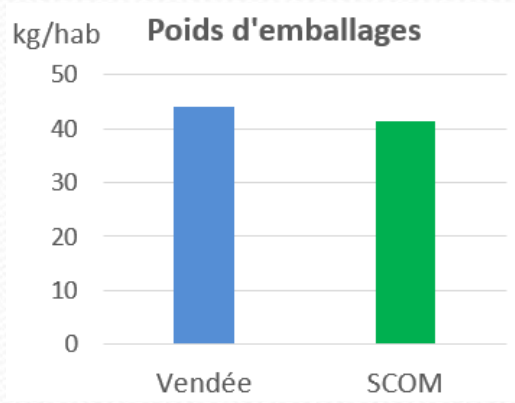
Tonnages d'Emballages



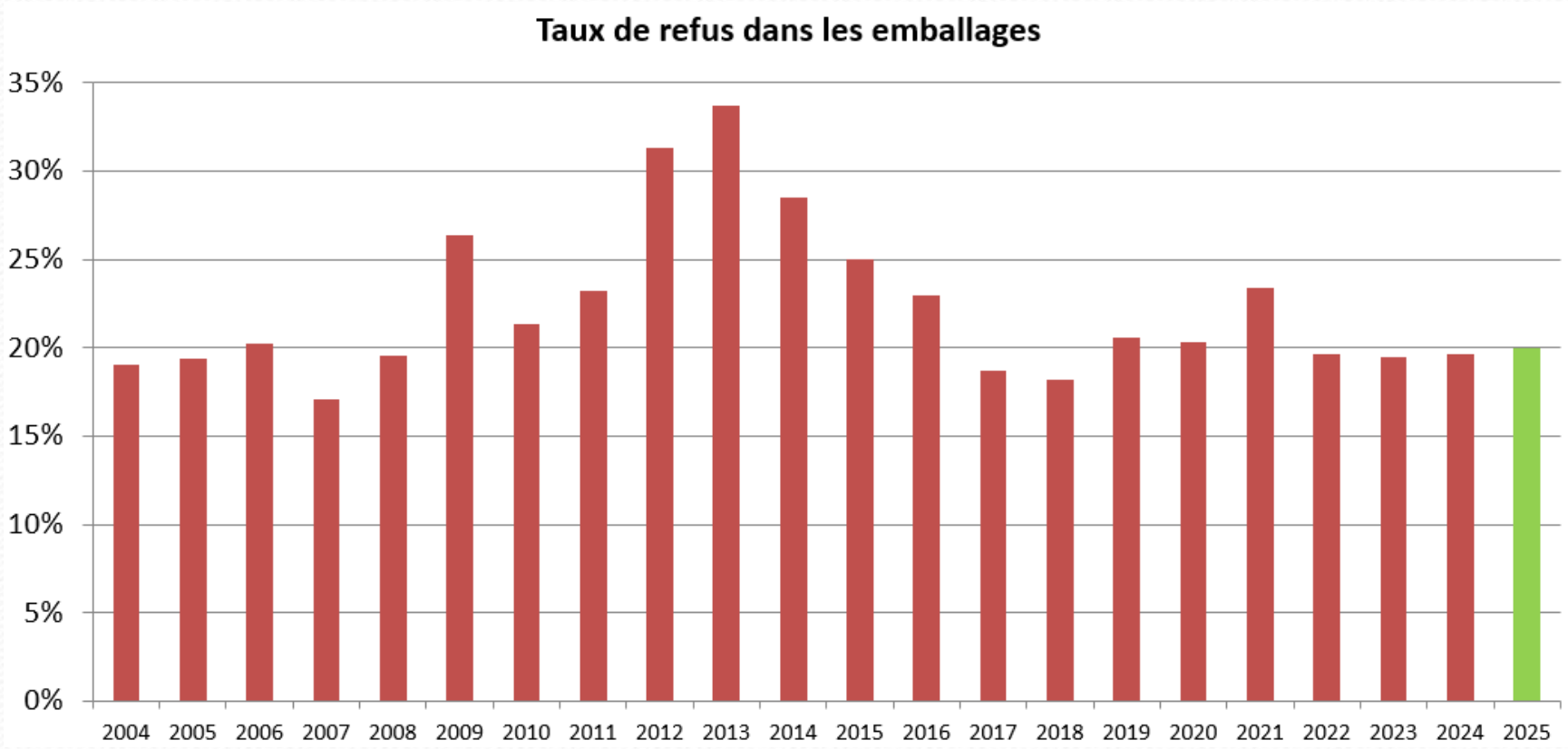


Tonnage 2025 :
3 083 T (- 3,1 %)

Poids par habitant :
41,3 kg



Qualité des Emballages

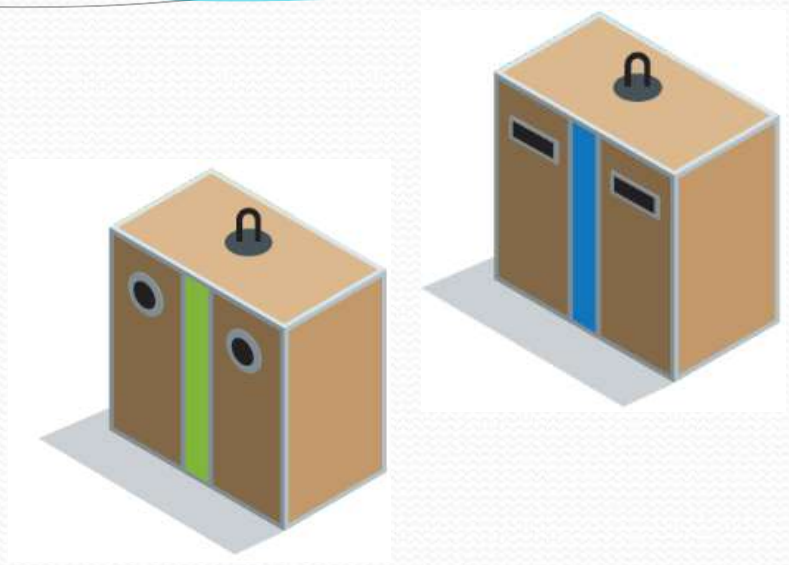


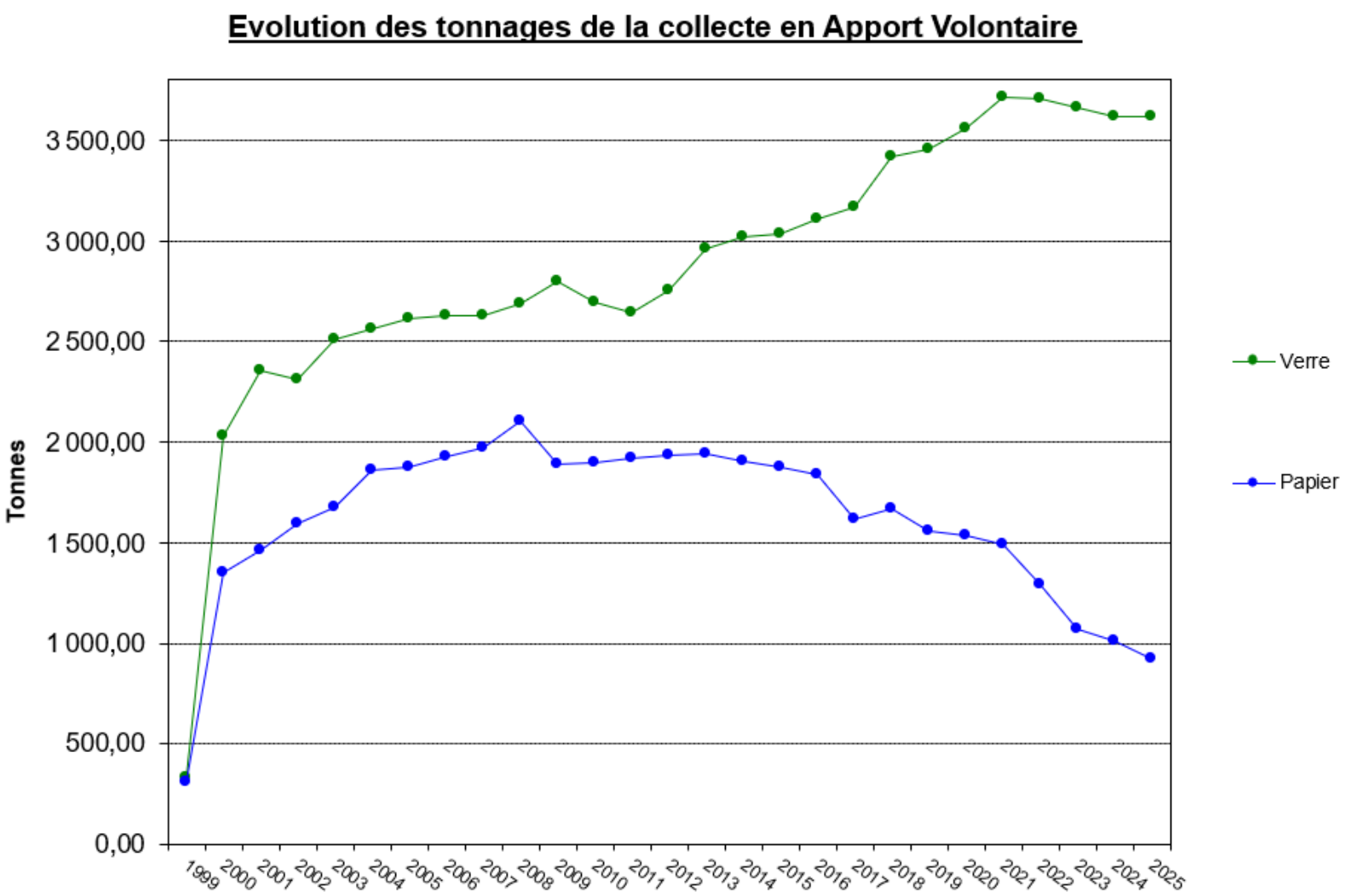


Taux de refus des emballages 2025 : 20,0 %

(34,6% en moyenne sur le département en 2024)

Tonnages de verre et de papier





Tonnages 2025 :

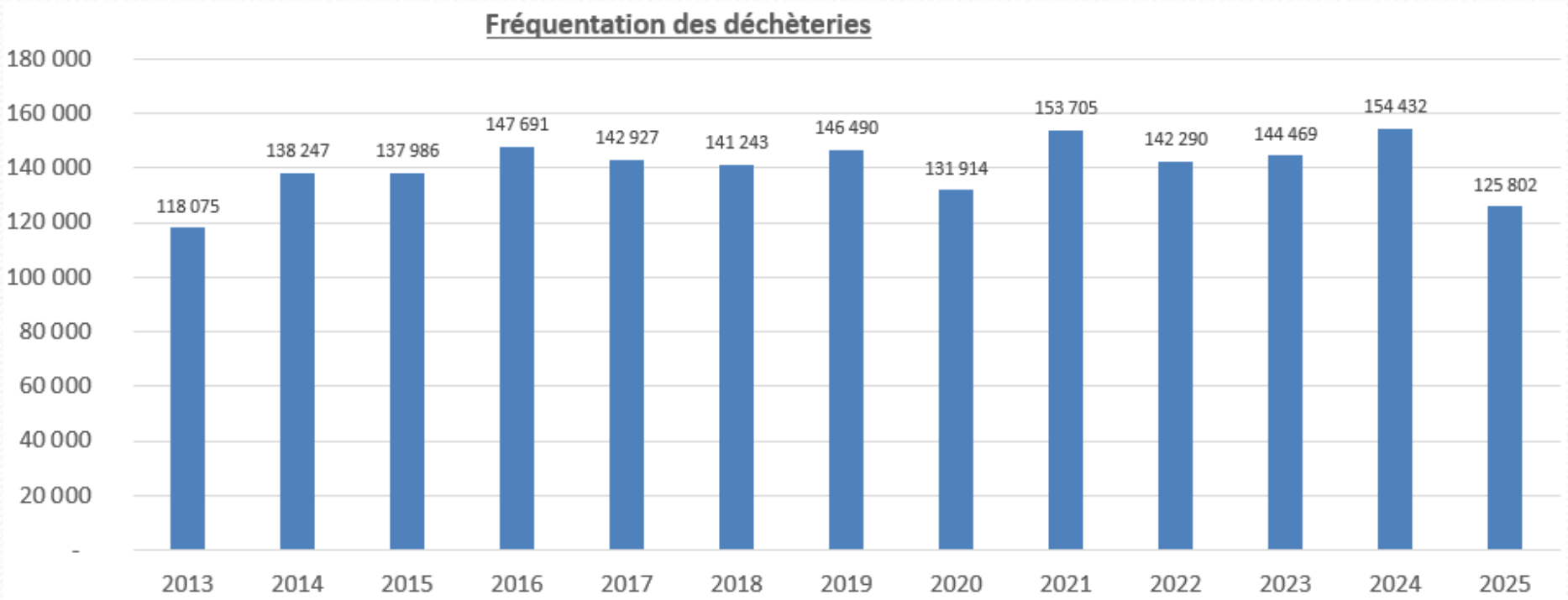
Verre : 3 610 T (- 0,1 %)
48 kg/hab

Papier : 939 T (-7,3 %)
13 kg/hab

Les déchèteries

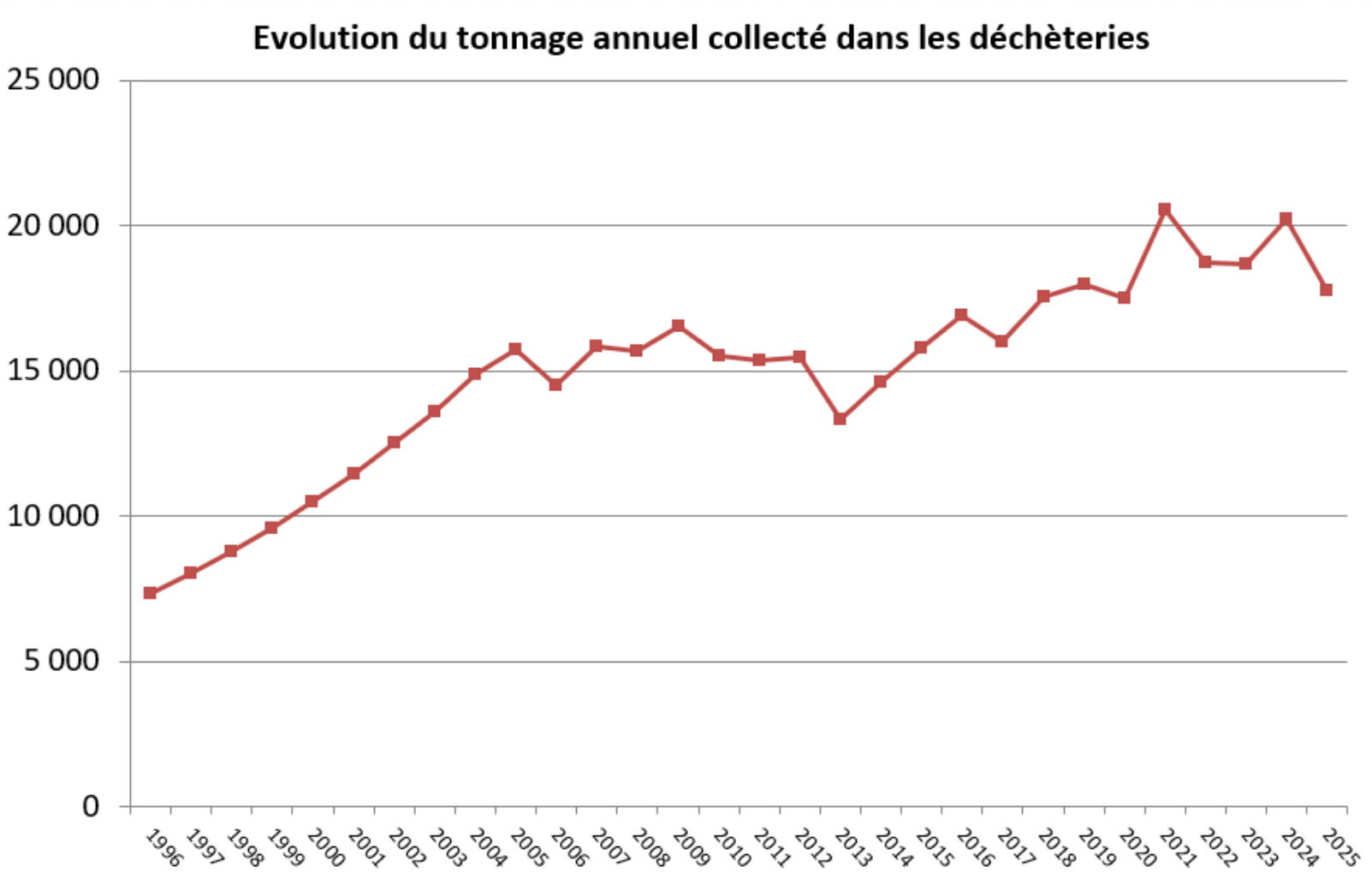


- 5 déchèteries principales
- 125 802 accès en 2025, soit 3,7 par usager en moyenne (- 12,9 %)



Tonnage des déchèteries

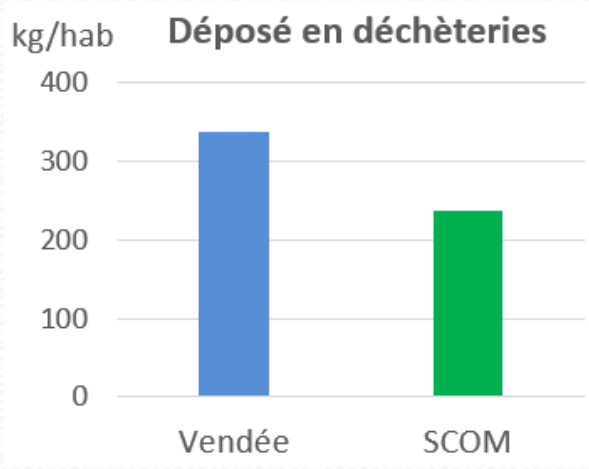




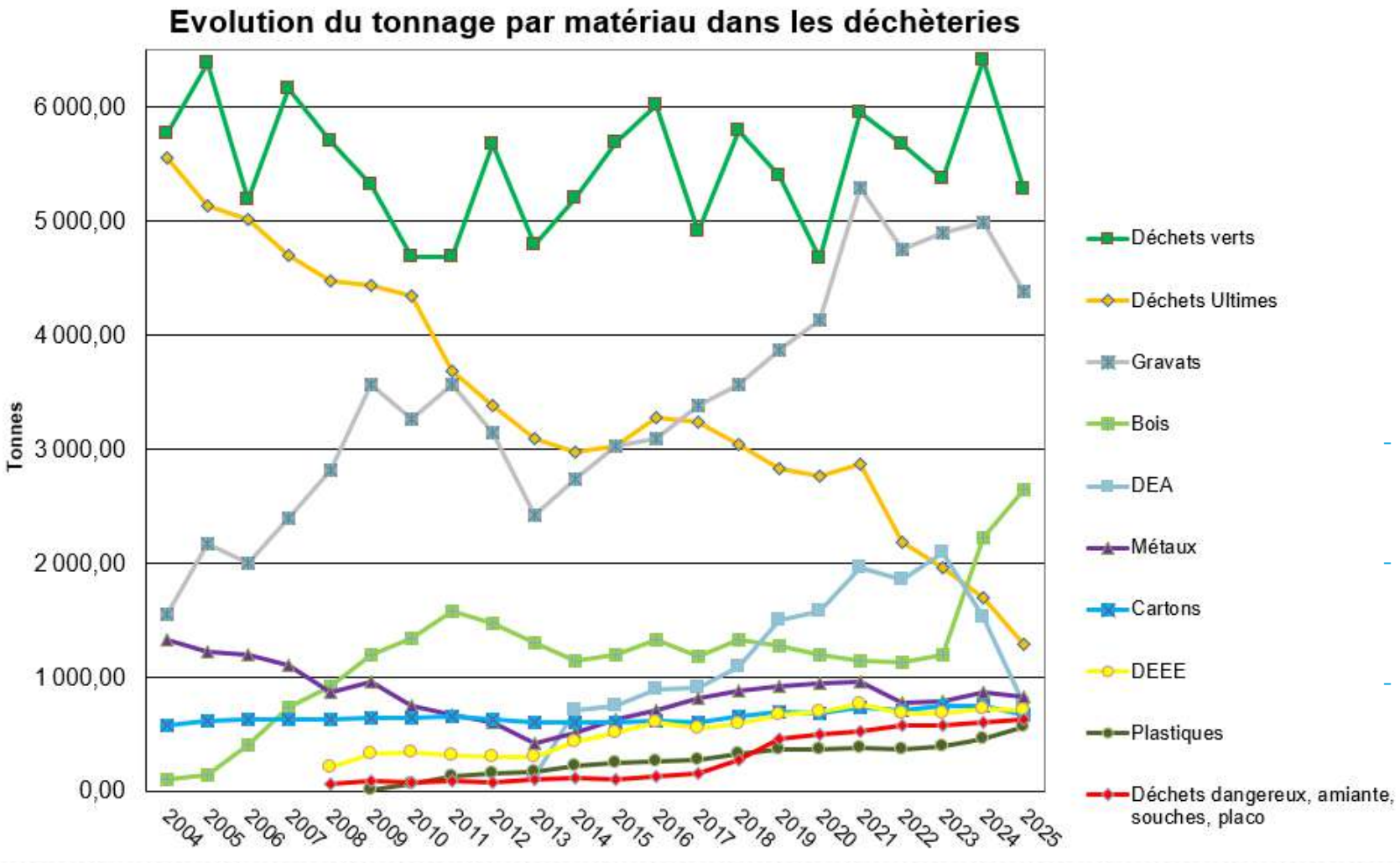
Tonnage 2025 : 17 749T

(- 12,3 %)

Poids par habitant :
238 kg



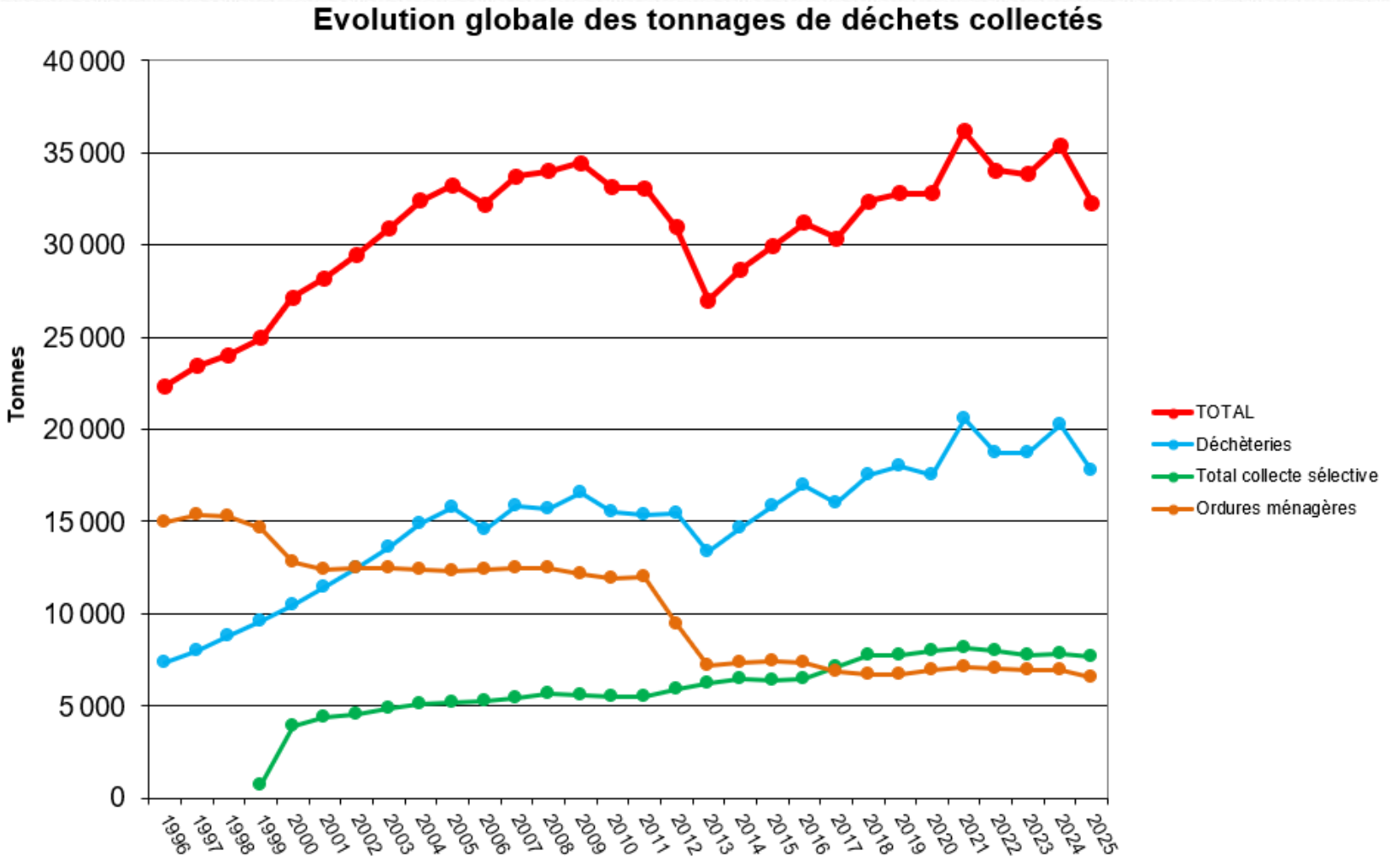
Tonnages des déchèteries





- Poursuite de la baisse importante des **déchets ultimes** (-24%)
- Baisse importante des **déchets verts** (-18%) et des **gravats** (-12%)
- Impact des **nouvelles REP** (Articles de Bricolage et de Jardin, sports et loisirs, bâtiment) : répartition différente des matériaux selon les flux (**DEA** vers le **BOIS** notamment)

Bilan global des tonnages 2025



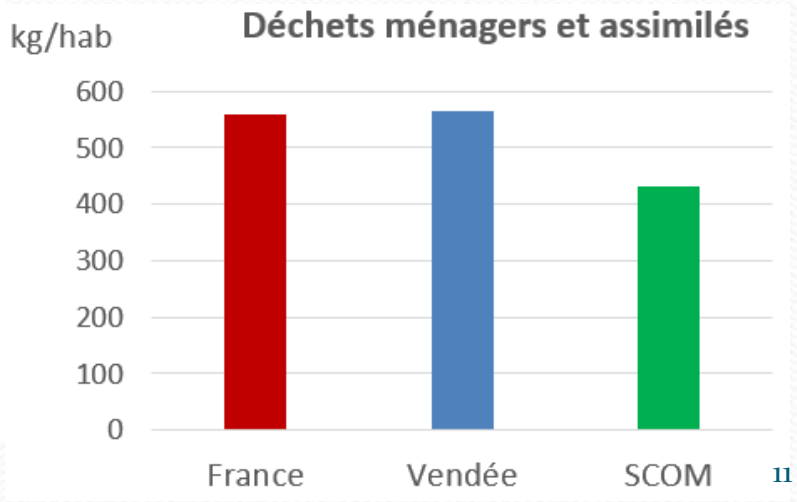
Tonnage total :

32 294 T

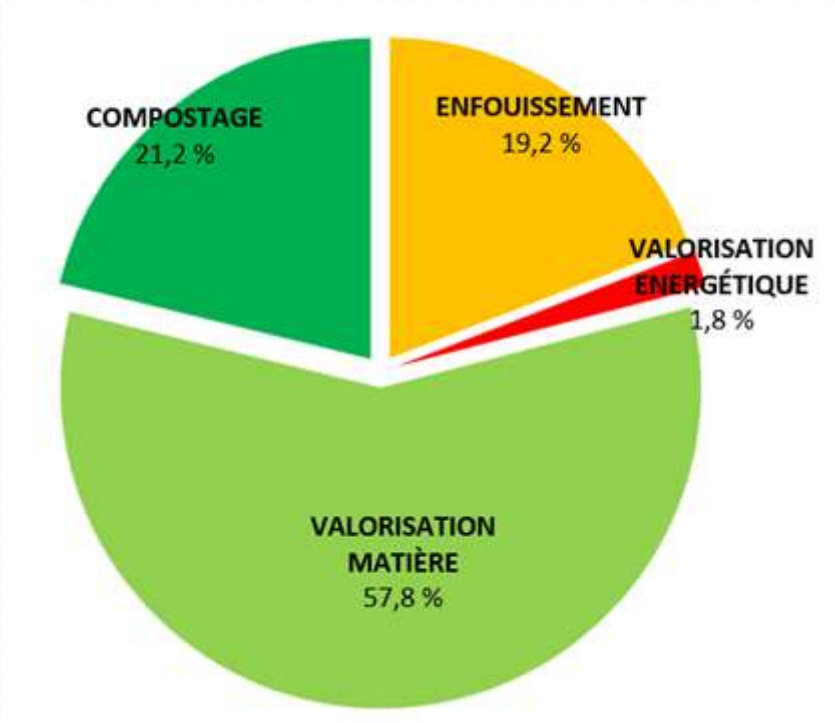
Poids par habitant :

433 kg

(-9,1 %)



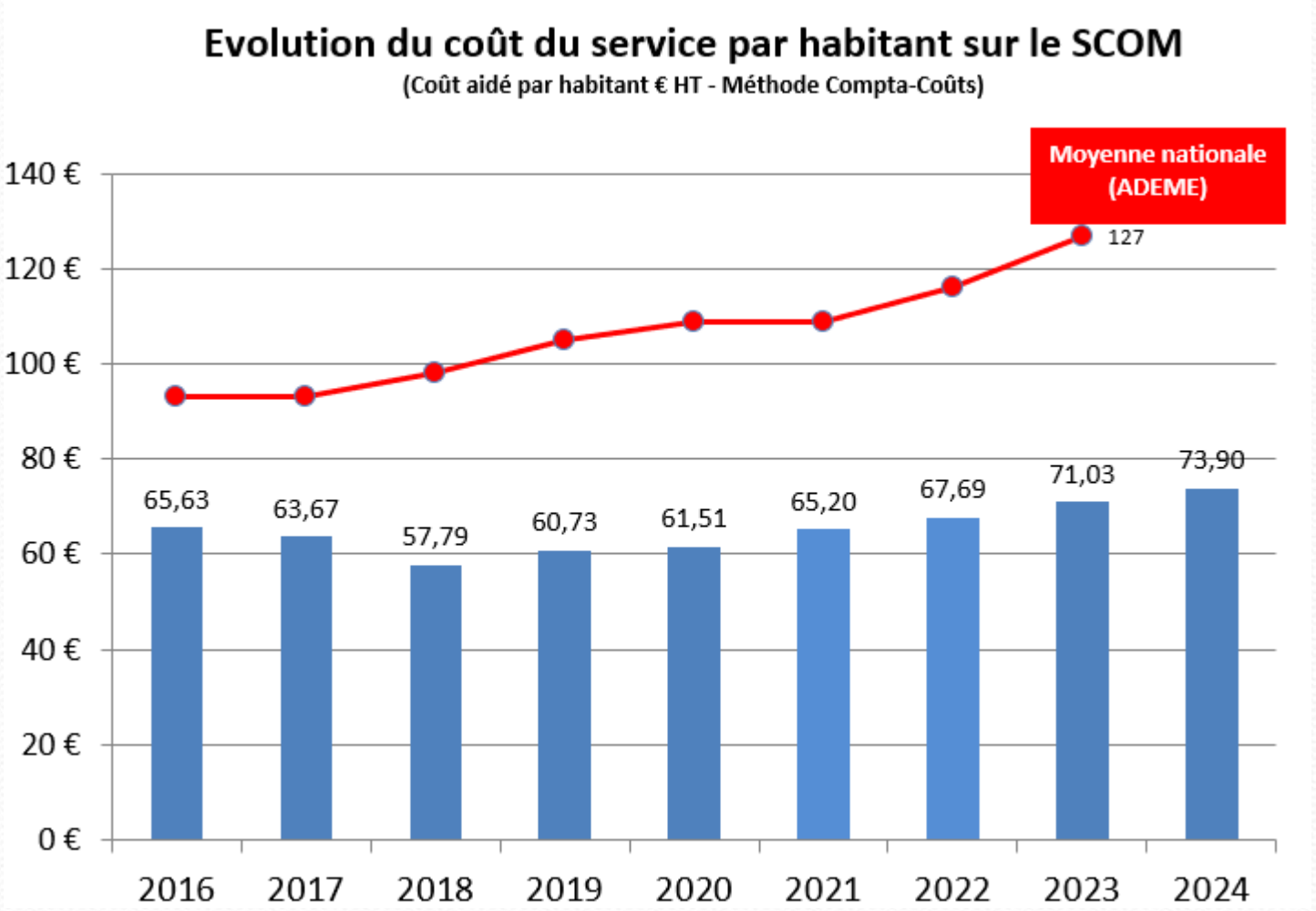
Taux de valorisation



Taux de valorisation 2025 = 81 %

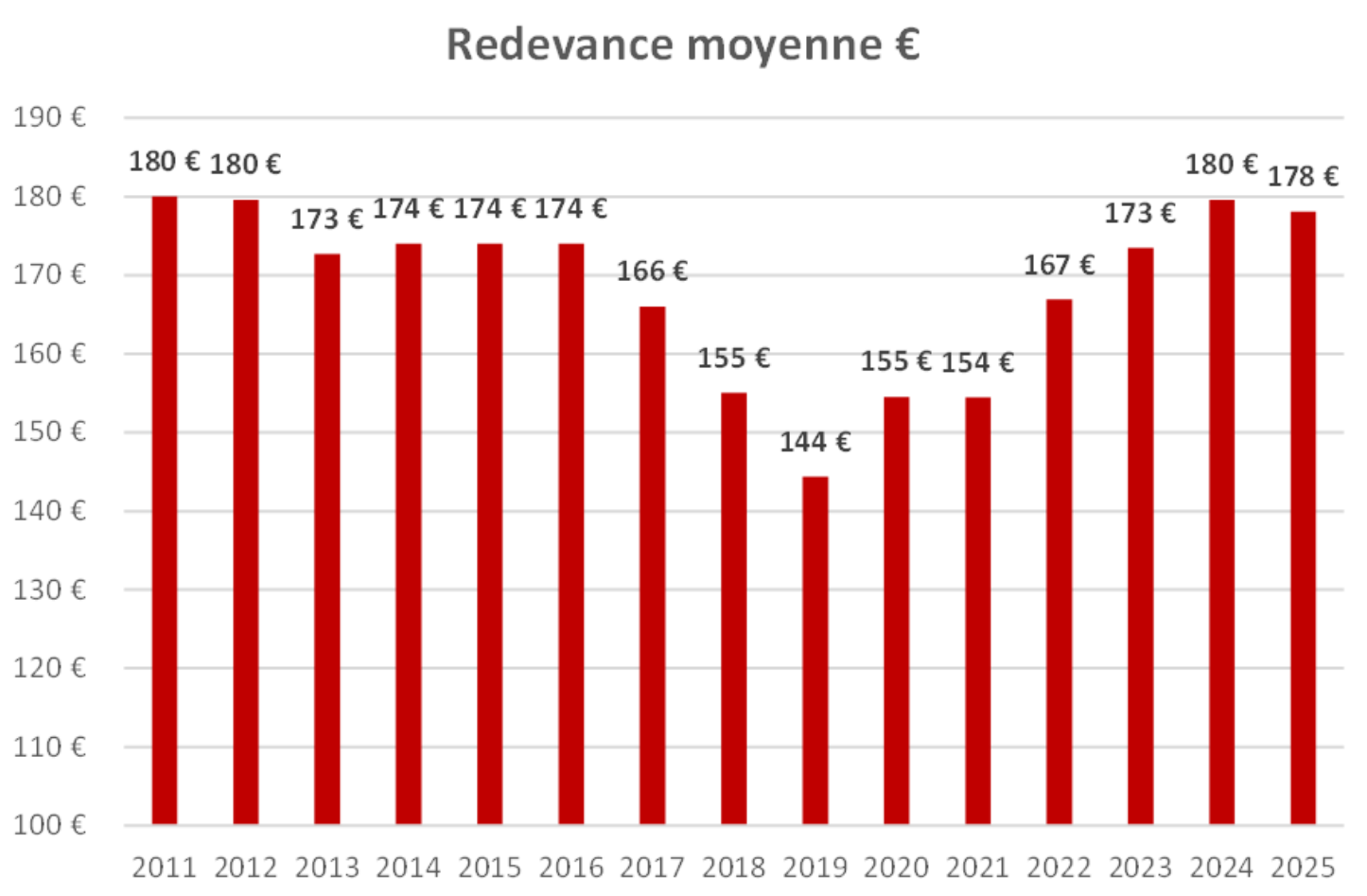
(Objectifs fixé par la Loi de Transition Energétique :
55% mini pour 2020 et 65% mini en 2025)

Evolution du coût du service



(Chiffre 2025 non disponible au 15/06/26)

Evolution du coût du service



Evolution des tarifs de la redevance

Tarifs 2025

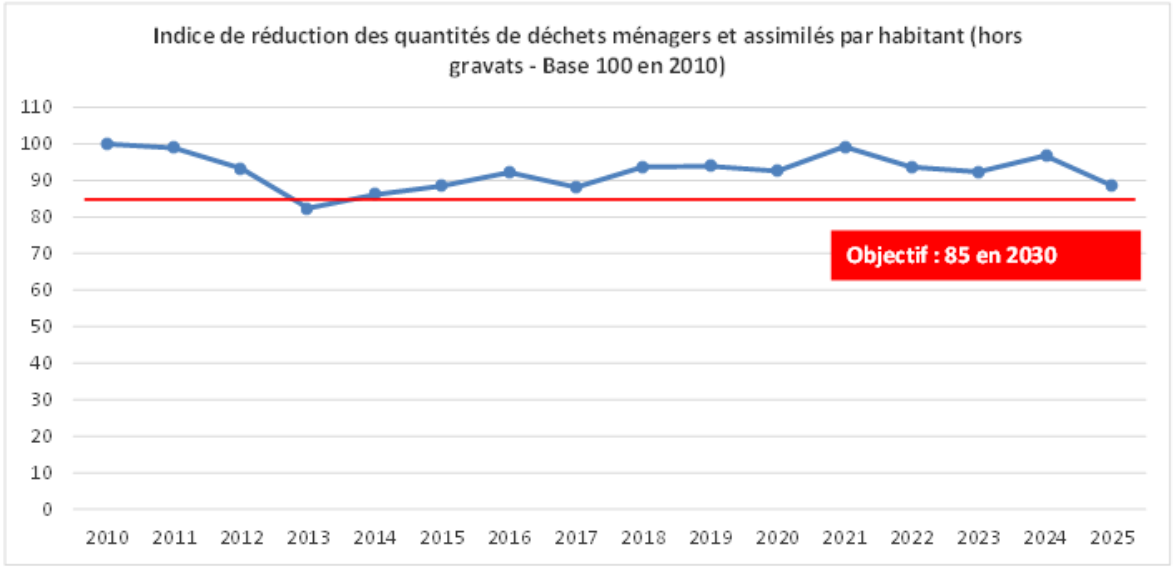
	Abonnement annuel (8 levées incluses)		Levée supplémentaire	
Bac **80L** OMR	-3,53%	130,00 €	-1,86%	3,70 €
Bac **120L** OMR	-3,23%	150,00 €	-1,33%	5,10 €
Bac **180L** OMR	-2,60%	180,00 €	-1,61%	7,00 €
Bac **240L** OMR	-1,61%	210,00 €	-1,33%	9,00 €
Bac **340L** OMR	-8,84%	280,00 €	-1,07%	15,30 €
Bac **660L** OMR	-9,32%	430,00 €	9,35%	31,00 €

- Nombre de levées inclues à l'abonnement : passage de **12 à 8**
- Nombre d'accès en déchèteries inclus à l'abonnement : passage de **15 à 8**
  (5€ par passage supplémentaire)
- Baisse du tarif des abonnements et du prix des levées supplémentaires

=> Priorité donnée à la réduction des déchets plutôt qu'une hausse générale des tarifs

Indice de réduction des déchets

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Indice de réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés par habitant (hors gravats - Base 100 en 2010)	100,00	98,91	93,27	82,40	86,14	88,52	92,17	88,11	93,69	93,84	92,58	99,22	93,63	92,31	96,80	88,46



- En 2025, les quantités de déchets ménagers et assimilés (hors gravats) sont **inférieures de 11,54 %** à celles de 2010.
- Objectif : **15% de réduction entre 2010 et 2030** (Loi AGEC)

Projets

- Intégration de la totalité de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Fulgent-les Essarts
  - + 8 communes (-> 46 communes)
  - + 18 000 habitants (-> 93 000 habitants)
- Agrandissement des locaux administratifs de Saint-Prouant
- Révision des statuts du syndicat
  - Changement de nom : SYCLEA au 1er janvier 2026
  - Modification de la représentativité des adhérents
- Construction d'une nouvelle déchèterie à Chantonnay
- Etude de réaménagement des 4 autres déchèteries du SCOM

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-363 PRÉSENTATION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Nomenclature des actes : 8.8

Vu l'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. [...]. Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13. [...]. Les services d'assainissement municipaux sont soumis aux dispositions du présent article.* » ; . . . / . . .

Vu l'article L. 1411-13 du CGCT disposant que le rapport et l'avis de l'assemblée délibérante précités sont mis à disposition du public « *[...] dans les quinze jours qui suivent leur réception par voie d'affiche apposée. Le public est avisé par le maire de cette réception par voie d'affiche apposée en mairie et aux lieux habituels d'affichage pendant au moins un mois.* » ;

Vu l'article D. 2224-1 du CGCT disposant que « *[...] le président du groupement de collectivités présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable. Il en est de même pour le service public de l'assainissement ainsi que pour le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, qu'il concerne l'assainissement collectif ou l'assainissement non collectif. Ces rapports sont présentés au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.* » ;

Vu l'article D. 2224-3 du CGCT disposant que « *Le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement. Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière [...] ou d'assainissement ou [...] à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés. [...]* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, approuvés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36, en date du 8 janvier 2026, et notamment l'article 4.2.6 relatif à la compétence supplémentaire en matière de création et gestion d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ;

Considérant le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay établi pour l'année 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, tel que joint en annexe, le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'assainissement non collectif (RPQS ANC) - Exercice 2025 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à adresser ce rapport et la présente délibération aux Maires des 10 Communes membres de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, pour qu'il soit mis à la disposition du public sur place à la mairie, et le cas échéant à la mairie annexe, dans les quinze jours qui suivent sa réception, par voie d'affiche apposée.

. . . / . . .

Étant rappelé que la présente délibération sera affichée au siège de la Communauté de communes au moins pendant 1 mois et sera tenue à la disposition du public sur le site internet de la Communauté de communes jusqu'à l'approbation du prochain RPQS-ANC.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

Pays de Chantonnay
Communauté de communes

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (RPQS – ANC)

EXERCICE 2025

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services publics (RPQS) d'eau et d'assainissement, prévu par l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), a pour principal objectif de donner toute transparente au fonctionnement de ces services par une information précise des consommateurs sur la qualité et la performance du service.

Est concerné par cette obligation tout service exerçant tout ou partie des compétences d'un service d'eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif. Ces dispositions s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation du service.

Ce rapport doit être présenté dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné (loi n°2015-992 du 17 août 2015), soit au plus tard le 30 septembre.

Le décret et l'arrêté du 2 mai 2007, modifié par un arrêté du 2 décembre 2013, en complètent le contenu en intégrant notamment des indicateurs de performance du service public :

- ✓ Indicateurs descriptifs :
  - D301.0 : évaluation du nombre d'habitants desservis par le SPANC ;
  - D302.0 : indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif ;
- ✓ Indicateurs de performance :
  - P301.3 : taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectifs.

Ces données sont rassemblées dans le présent rapport, avec en complément des descriptifs et des éléments chiffrés qui permettront aux particuliers et aux élus d'avoir toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du service.

Tout renseignement concernant la règlementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr

65 avenue du Général de Gaulle
CS60098 - 85111 CHANTONNAY Cedex
02 51 94 40 23

contact@cc-paysdechantonnay.fr
www.paysdechantonnay.fr
Retrouvez-nous sur

SOMMAIRE

1. RAPPELS ____ *3*

2. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE ____ *4*

2.1. PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI ____ **4**

2.2. MODE DE GESTION DU SERVICE ____ **5**

2.2.1. Le contrôle des installations ____ 5

2.2.2. L'entretien des installations ____ 7

2.2.3. L'aide à la réhabilitation des installations ____ 8

2.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVICE PAR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SISPEA 301.0) ____ **10**

2.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SISPEA D302.0) ____ **11**

3. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE ____ *12*

3.1. MODALITÉS DE TARIFICATION ____ **12**

3.2. RECETTES ____ **13**

4. INDICATEURS DE PERFORMANCE ____ *14*

4.1. TAUX DE CONFORMITÉ DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3) ____ **14**

5. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS ____ *15*

5.1. MONTANTS FINANCIERS DES TRAVAUX RÉALISES ____ **15**

5.2. PRÉSENTATION DES PROJETS À L'ÉTUDE EN VUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SERVICE À L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE ____ **15**

5.3. PRÉSENTATION DES PROJETS HORS INVESTISSEMENT ____ **15**

1. RAPPELS

Le transfert de la compétence Assainissement Non Collectif, vu l'accord des communes membres, a pris effet le 31 décembre 2005 (Préfecture de la Vendée - Arrêté n°05-D.R.C.L.E/2-466 portant modification des statuts de la Communauté de communes des Deux Lays). Le nombre d'ANC en 2006 était évalué à 2 800 installations.

En 2017, les communes de Sainte-Cécile et de Saint-Martin-des-Noyers ont rejoint la CCPC. Ce sont 800 installations supplémentaires que notre SPANC a pris en charge, soit environ 30% de dossiers supplémentaires

Aujourd'hui, le service est composé d'un responsable et d'une assistante administrative. Cette équipe gère environ 3 741 assainissements non collectif, avec la participation de la SAUR, titulaire des 2 marchés reliés au service (détails dans la partie 2.2. Mode de gestion du service).

Le rôle du SPANC :

- ✓ Conseiller les usagers ;
- ✓ Vérifier techniquement la conception, l'implantation et la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités ;
- ✓ Vérifier périodiquement le bon fonctionnement et l'entretien des installations ;
- ✓ Contrôler les installations dans le cadre de la vente d'un bien immobilier.

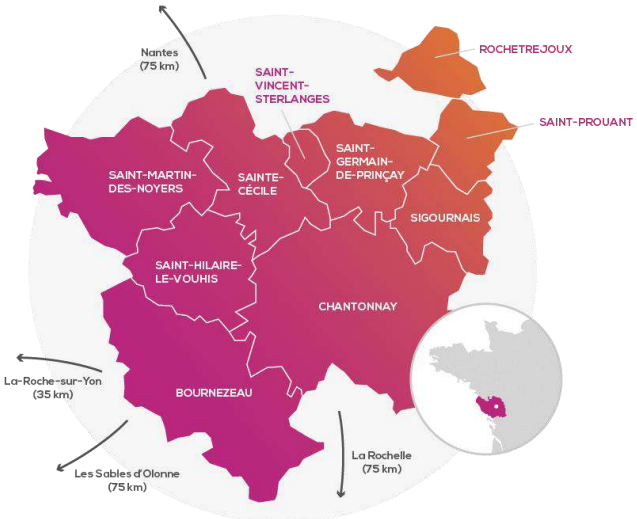


2. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE

2.1. PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI

Le service est géré au niveau intercommunal, depuis le 1er janvier 2006, date de création du service.

Nom de la collectivité :	Communauté de communes du Pays de Chantonnay
Nom de l'entité de gestion	Assainissement non collectif
Caractéristiques :	EPCI
Compétences liées au service :	Article 4.2.1 des statuts de la CCPC : ✓ Contrôle des installations ; ✓ Entretien des installations ; ✓ Aide à la réhabilitation des installations.
Territoire desservi :	Les 10 communes adhérentes au service : ✓ Bournezeau ; ✓ Chantonnay ; ✓ Rochetrejoux ; ✓ Sainte-Cécile ; ✓ Saint-Germain-de-Prinçay ; ✓ Saint-Hilaire-le-Vouhis ; ✓ Saint-Martin-des-Noyers ; ✓ Saint-Prouant ; ✓ Saint-Vincent-Sterlanges ; ✓ Sigournais.
Existence d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) – obligatoire pour les EPCI de plus de 50 000 habitants :	Non.
Existence d'un zonage :	Oui, chaque commune adhérente a élaboré son zonage.
Existence d'un règlement de service :	Oui, approuvé le 8 décembre 2021.



2.2. MODE DE GESTION DU SERVICE

Le service est exploité en régie, avec des prestaires de service (marchés publics).

2.2.1. Le contrôle des installations[1]

Depuis le 1er janvier 2024, la prestation de service a été confiée à la société SAUR, déjà titulaire des marchés précédents. La durée du marché est d'un an, renouvelable pour 3 années supplémentaires par reconduction expresse, soit jusqu'au 31 décembre 2027.

Les contrôles effectués sont :

- ✓ Les contrôles de Conception et d'Implantation (CCI) :
  - Analyse des études de conception réalisées par des bureaux d'études indépendants. L'objectif est de vérifier la faisabilité du projet par rapport aux normes sanitaires et techniques en vigueur (DTU 64.1) et à toute autre réglementation en vigueur (urbanisme, arrêté de protection de captage d'eau potable, etc.).
- ✓ Les contrôles de Bonne Exécution (CBE) :
  - Permet d'attester la bonne exécution et la conformité des travaux, conformément au CCI préalablement remis.
- ✓ Les contrôles de Bon Fonctionnement (CBF) :
  - Contrôle périodique et obligatoire qui a pour objectif de vérifier le bon état de fonctionnement de l'installation et son bon entretien afin d'établir un état des lieux réglementaire et sanitaire de l'assainissement non collectif.
- ✓ Les contrôles en cas de vente (CBF de vente) :
  - Contrôle de bon fonctionnement (CBF) réalisé si le précédent rapport date de plus de 3 ans.

Les installations visitées dans le cadre d'un CBF ou un CBF de vente sont classées en 3 catégories, selon la grille nationale présentée dans l'arrêté contrôle du 27 avril 2012 et appliquée depuis le 1er juillet 2012[2] :

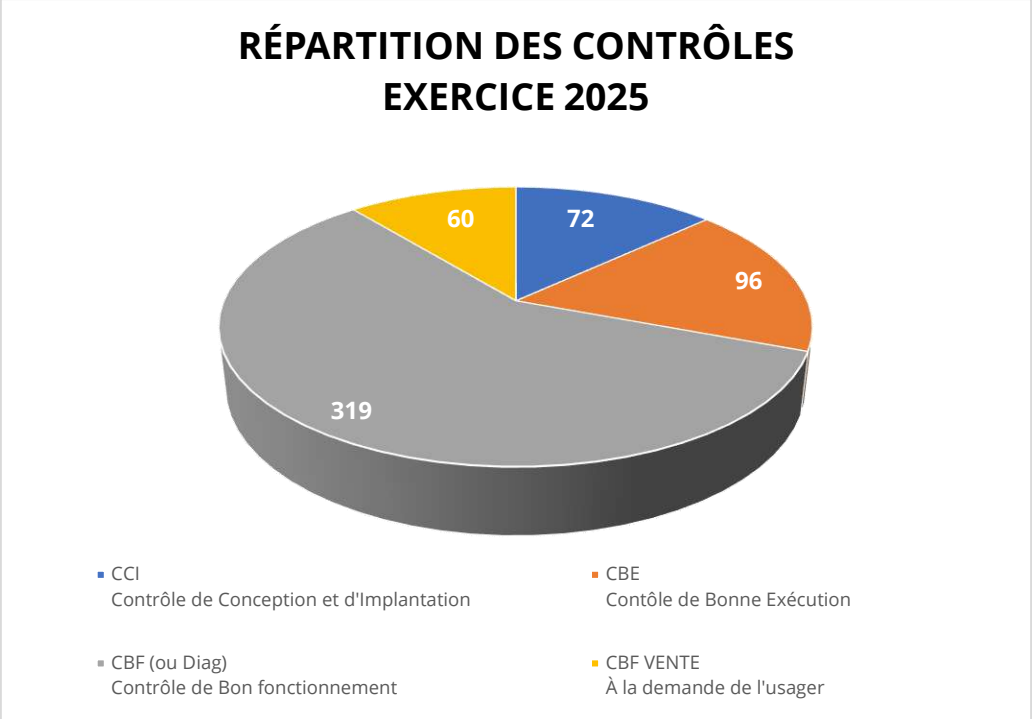
- ✓ Installation non conforme présentant un risque :
  - Pour la santé des personnes ;
  - Et/ou l'environnement ;
- ✓ Installation non conforme :
  - Incomplète ;
  - Présentant des dysfonctionnements majeurs :
  - Significativement sous-dimensionnée ;
- ✓ Installation présentant une absence de non-conformité :
  - Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs ;
  - Installation ne présentant pas de défaut.

Une habitation ne disposant d'aucun assainissement est caractérisée en « Absence d'assainissement non collectif ».

[1] Comparatif du nombre d'opérations effectuées dans le cadre du service par année et par commune présenté en annexe 1 de ce présent rapport ;

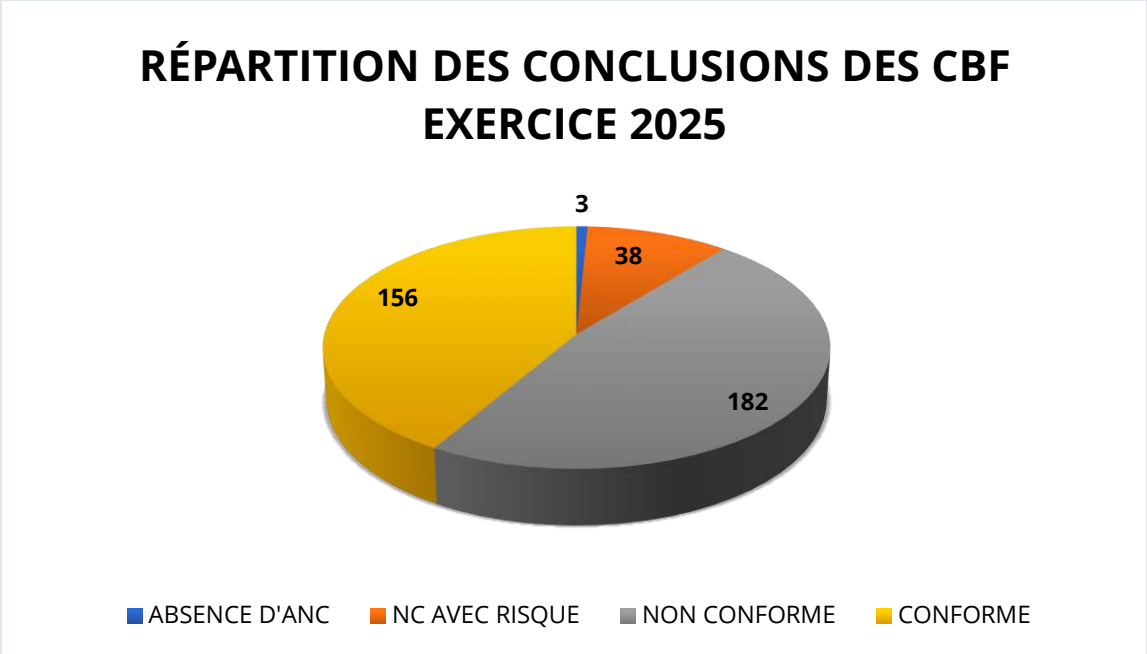
[2] Grille nationale présentée en annexe 2 de ce présent rapport.

En 2025, 547 contrôles ont été réalisés, voici un graphique représentant les répartitions des demandes.



379 contrôles de bon fonctionnement ont été réalisés par les techniciens de la SAUR. Sur ces 379 contrôles, 60 ont été réalisés à la demande expresse des usagers, dans le cadre d'une transaction immobilière.

Le graphique ci-dessous permet de visualiser l'état des dispositifs d'ANC du Pays de Chantonnay contrôlés en 2025, par la répartition des conclusions des contrôles de bon fonctionnement.

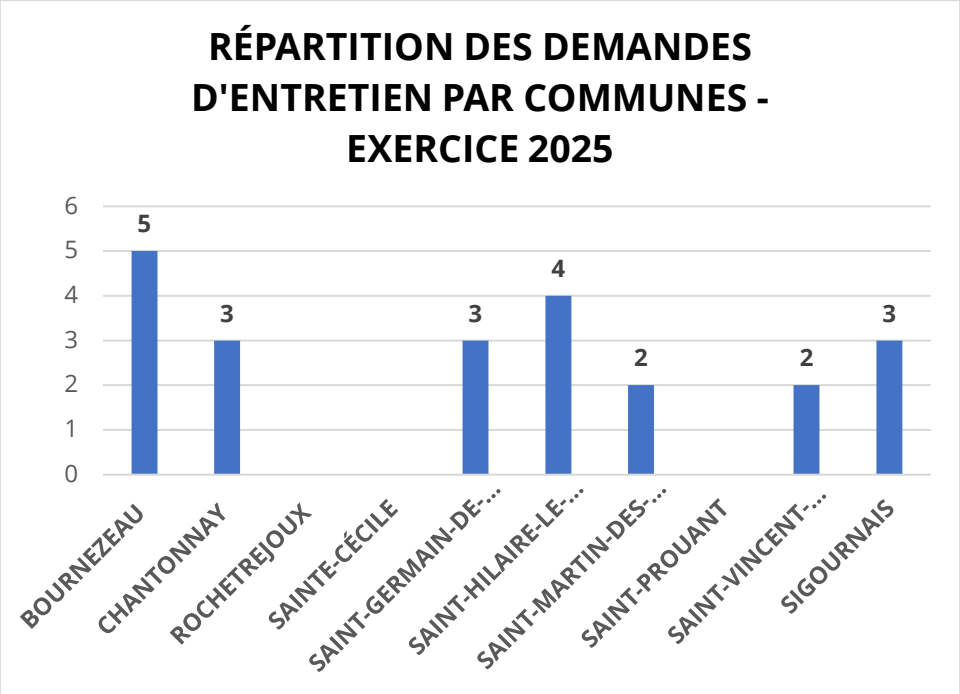


Il est à noter que les 38 dossiers non conformes avec risque et les 3 dossiers en absence d'ANC vont être suivis jusqu'à leur réhabilitation, au même titre que les acquisitions non conformes.

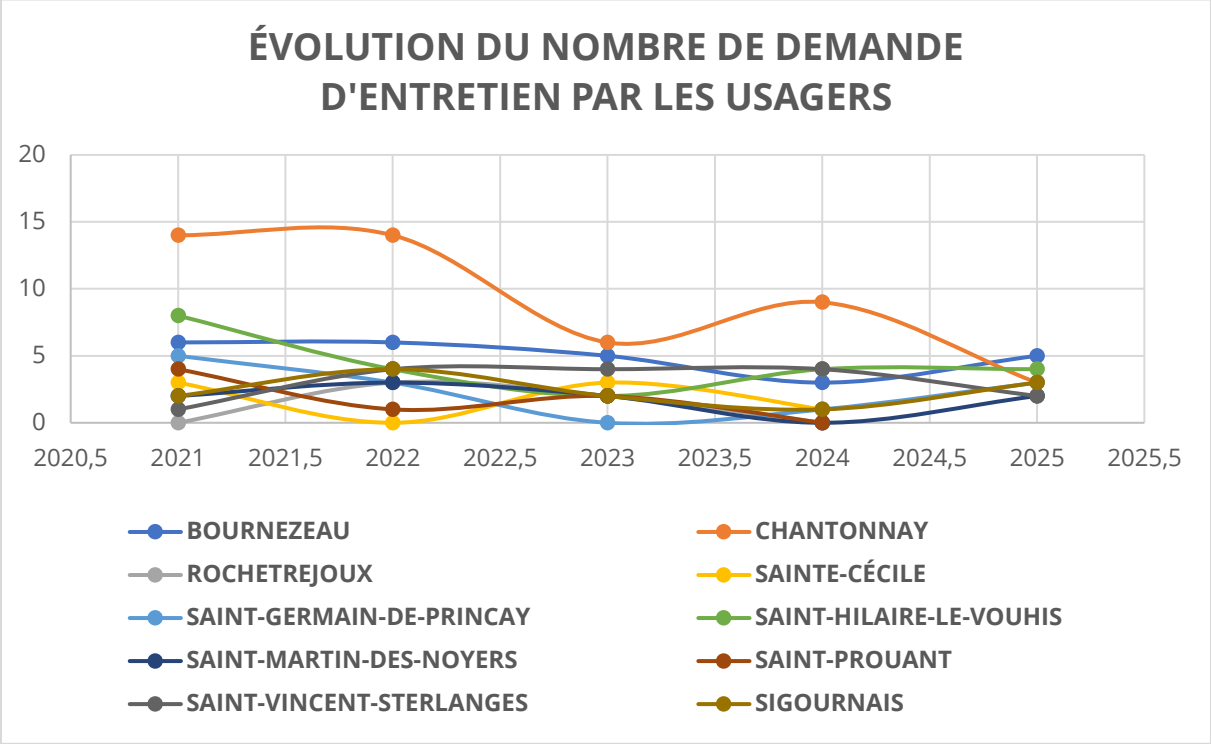
2.2.2. L'entretien des installations

Le service « Entretien » a été mis en place en 2012, afin de rationaliser les opérations d'entretien sur le territoire et de diminuer l'impact financier pour les usagers.

Depuis le 1er mars 2024, la prestation de service a été confiée à la société SAUR HYDROCURAGE. La durée du marché est d'un an, renouvelable pour 2 années supplémentaires par reconduction expresse, soit jusqu'au 31 décembre 2026.



En 2025, le service a enregistré 22 demandes d'entretien.



Ce graphique démontre la baisse des demandes d'entretien. Pour rappel, ce service est une compétence facultative proposée par la CCPC aux usagers. Du fait de sa non-obligation, les usagers peuvent contacter le vidangeur agréé de leur choix.

Le marché actuel se termine le 31/12/2026, un nouveau marché va être lancé. Ce nouveau marché va être l'occasion pour le service de lancer une campagne de communication avec 2 objectifs :

- ✓ ***Rappeler aux usagers l'importance de l'entretien et de la vidange de leur installation,***
- ✓ ***Rappeler la possibilité de se rapprocher du SPANC pour cette intervention.***

2.2.3. L'aide à la réhabilitation des installations

Cette mission consiste en l'accompagnement des particuliers lors de leur projet de réhabilitation de leur assainissement, tant techniquement que financièrement avec la mise en place d'une aide depuis 2012.

Cette aide de 1 000€ est attribuée à tout usager ayant eu un contrôle de leur installation présentant une non-conformité, qu'il soit propriétaire ou nouvel acquéreur. L'enveloppe budgétaire du service pour cette subvention est de 70 000€ par année.

	2025
BOURNEZEAU	8
CHANTONNAY	14
ROCHETREJOUX	1
SAINTE-CÉCILE	6
SAINT-GERMAIN-DE-PRINCAY	4
SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS	3
SAINT-MARTIN-DES-NOYERS	5

SAINT-PROUANT	1
SAINT-VINCENT-STERLANGES	8
SIGOURNAIS	2
TOTAL	**52**

En 2025, 52 dossiers ont été validés par le service, soit 52 000€ d'aides et 689 992,18€ de travaux, tous réalisés par des entreprises du territoire.

2.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVICE PAR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SISPEA 301.0)

Ici est considérée comme un habitant desservi toute personne, y compris les résidents saisonniers, qui n'est pas desservi par un réseau d'assainissement collectif.

Nombre d'habitants sur le territoire	23 216 (INSEE 2022)
Nombre d'installation	3 713
Nombre d'habitants desservis *(D301.0 SISPEA)*	8 131*
Taux de couverture de l'assainissement non collectif *(VP.230 SISPEA)*	35,29%

** formule de calcul = nombre de logements en ANC x Nombre moyen d'habitants par logement (critère FAM G1 2022 INSEE = 2.19)*

Voici, pour chaque commune, le nombre de ménages concernés par l'assainissement individuel :

COMMUNES	NOMBRE D'ANC EXISTANTES, NEUVES OU RÉHABILITÉES	POPULATION DESSERVIE*
Bournezeau	538	1 178
Chantonnay	1016	2 225
Rochetrejoux	150	329
Saint-Germain-de-Prinçay	315	690
Saint-Hilaire-le-Vouhis	248	543
Saint-Martin-des-Noyers	414	907
Saint-Prouant	138	302
Saint-Vincent-Sterlanges	278	609
Sainte-Cécile	404	885
Sigournais	212	463
TOTAL	**3 713**	**8 131**

** formule de calcul = nombre de logements en ANC x Nombre moyen d'habitants par logement (critère FAM G1 2022 INSEE = 2.19)*

Le SPANC dessert 8 131 habitants, pour un nombre total de résidents sur le territoire du service de 23 216.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapportée à la population totale du territoire couvert par le service) est de 35.02% au 31/12/2025. Ce taux était de 35.1% au 31/12/2024.

2.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SISPEA D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans le tableau ci-dessous.
Attention, le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

		Exercice 2024	Exercice 2025
A. Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération	**Oui**	**Oui**
20	Application d'un règlement de service approuvé par délibération	**Oui**	**Oui**
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	**Oui**	**Oui**
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	**Oui**	**Oui**
B. Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	**Oui**	**Oui**
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	Non
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	Non	Non

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2025 est de 110 (110 en 2024).

3. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE

Le service n'est pas assujetti à la TVA.

3.1. MODALITÉS DE TARIFICATION

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (CCI, CBE, CBF, Vente) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer, s'il le souhaite, à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- ✓ La part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction des critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité. La tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;
- ✓ La part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'usager. La tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.

TARIFS AU 01/01/2024		
COMPÉTENCES OBLIGATOIRES		
Contrôle de conception et d'implantation (CCI)	60 €	
Nouveau contrôle de conception et d'implantation (CCI)	45 €	
Contrôle de bonne exécution (CBE)	145 €	
Nouveau contrôle de bonne exécution (CBE)	120 €	
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien (CBF)	140 €	
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien sur demande (VENTE)	205 €	
COMPÉTENCES FACULTATIVES		
ENTRETIEN	**INTERVENTION PROGRAMMÉE**	**INTERVENTION URGENTE**
Jusqu'à 1500 L	200 €	260 €
Jusqu'à 2500 L	215 €	285 €
Jusqu'à 3500 L	245 €	330 €
Jusqu'à 4500 L	275 €	350 €
Jusqu'à 6000L	300 €	380 €
Au-delà de 6000 L (coût du m3 supplémentaire)	50 €	50 €
Poste de relevage, en plus d'une vidange de fosse (coût au m3)	60 €	60 €
Bac à graisse	20 €	20 €
Microstation	155€ + 55€ par m3 vidangé	200€ + 60 € par m3 vidangé

Curage et/ou nettoyage des canalisations au-delà de 20m	2€ par mètre	2.50€ par mètre
Mise en place de tuyaux supplémentaires au-delà de 50 m	3 € par mètre	3€ par mètre
Déplacement en intervention (absence du particulier au rendez-vous, ouvrage inaccessible)	160€	200€

✓ Délibération n°2023-466 du 6 décembre 2023 fixant les tarifs à compter du 1er janvier 2024 pour les redevances SPANC des contrôles des installations neuves ou existantes ;
✓ Délibération 2024-103 du 6 mars 2024 fixant les tarifs à compter du 15 mars 2024 pour les redevances SPANC du service facultatif d'entretien.

3.2. RECETTES

Ces recettes correspondent aux contrôles réalisés dans l'année concerné.

		2024	2025
COMPÉTENCES OBLIGATOIRES			
Contrôle de conception et d'implantation (CCI)	Montant de la redevance	60/45€ 145€ si +20EH	60/45€ 145€ si +20EH
	Nombre de contrôles réalisés	105	72
	Montant de la recette	6 410€	4 290€
Contrôle de réalisation (CBE)	Montant de la redevance	145/120€ 300€ si +20EH	145/120€ 300€ si +20EH
	Nombre de contrôles réalisés	85	95
	Montant de la recette	12 430€	13 845€
Contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien (CBF)	Montant de la redevance	140€	140€
	Nombre de contrôles réalisés	314	316
	Montant de la recette	43 960€	44 240€
Contrôle périodique sur demande (VENTE)	Montant de la redevance	205€	205€
	Nombre de contrôle réalisés	52	56
	Montant de la recette	10 660€	11 480€
Contre-visite sur demande (suite vente)	Montant de la redevance	145€	145€
	Nombre de contrôles réalisés	29	6
	Montant de la recette	4 205€	940€
COMPÉTENCES FACULTATIVES			
Entretien des installations	Nombre de prestations réalisées	23	22
	Montant des recettes	5 275€	5 480€
	TOTAL DES RECETTES	**82 940€**	**80 395€**

Les recettes dépendent chaque année du nombre de contrôles ou d'entretien qui vont être réalisés.

4. INDICATEURS DE PERFORMANCE

4.1. TAUX DE CONFORMITÉ DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3)

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maitrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- ✓ D'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service depuis la création du service jusqu'au 31/12/2025 ;
- ✓ D'autre part le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service jusqu'au 31/12/2025.

		2024	2025
Nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou sans risque sanitaire et/ou environnemental, ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service à la fin de l'année	Installation diagnostiquées et classées conformes ou sans risque sanitaire et/ou environnemental	5 444	5 779
	Installations neuves ou réhabilitées, conformes à la règlementation en vigueur	1 338	1 433
	TOTAL	**6 782**	**7 212**
Nombre d'installations contrôlées depuis la mise en place du service		9 209	9680
TAUX DE CONFORMITÉ		**73.6 %**	**74.5 %**

5. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

5.1. MONTANTS FINANCIERS DES TRAVAUX RÉALISES

Aucuns travaux d'investissement n'ont été réalisés en 2025.

5.2. PRÉSENTATION DES PROJETS À L'ÉTUDE EN VUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SERVICE À L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE

PROJETS À L'ÉTUDE	MONTANT PRÉVISIONNELS DES TRAVAUX EN €
Acquisition d'une nouvelle application de suivi du service	0 € si création de l'application par le service SIG de la collectivité
	24 000 € si acquisition d'une application par un éditeur de logiciel privé

5.3. PRÉSENTATION DES PROJETS HORS INVESTISSEMENT

Les agents du SPANC mènent différents projets d'optimisation et d'amélioration pour le service et les usagers :

- ✓ Nouvelle rédaction des rapports de contrôles et des courriers pour une meilleure compréhension par les usagers ;
- ✓ Optimisation des tableaux de bord en place avec des publipostages pour tous documents type bons de commande.

ANNEXE 1

COMPARATIF DU NOMBRE D'OPERATIONS EFFECTUEES DANS LE CADRE DU SERVICE PAR ANNEE ET PAR COMMUNE

	2021				2022				2023				2024				2025			
Contrôle conception	105				99				102				**108**				**72**			
Bournezeau	14				12				17				11				10			
Chantonnay	25				23				24				27				20			
Rochetrejoux	4				5				4				6				1			
Ste Cécile	6				15				14				14				6			
St Germain de P.	9				9				10				9				6			
St Hilaire le V.	8				6				4				7				3			
St Martin des N.	18				10				12				21				13			
St Prouant	4				3				4				2				2			
St Vincent S.	9				14				5				8				8			
Sigournais	8				2				8				3				3			
Contrôle réalisation	92				85				83				**85**				**96**			
Bournezeau	16				11				10				10				21			
Chantonnay	21				18				18				20				18			
Rochetrejoux	6				3				4				4				2			
Ste Cécile	6				5				10				8				15			
St Germain de P.	6				7				13				5				8			
St Hilaire le V.	3				11				5				2				3			
St Martin des N.	11				14				11				14				16			
St Prouant	7				1				3				4				3			
St Vincent S.	8				8				7				10				8			
Sigournais	8				7				2				8				2			
	absence	NC avec	non confo	conforme	absence	NC avec	non confo	conforme	absence	NC avec	non confo	conforme	absence	NC avec	non confo	conforme	absence	NC avec	non confo	con for
Contrôle Diagnostic ou CBF	11	43	309	134	4	55	269	131	25	58	308	164	7	46	186	150	3	38	182	156
Bournezeau	4	5	57	20		4	11	25	4	20	61	22	1	9	14	18	1	5	38	33
Chantonnay	1	18	78	28	1	17	79	30	11	11	78	48	3	8	44	38		20	69	30
Rochetrejoux			10	4		4	28	5		1	4	8		2	11	8		1		4
Ste-Cécile	2	3	41	10		5	14	11	2	10	52	11	1	3	21	11		2	31	23
St-Germain-de-P.		3	20	15		5	42	15		4	17	11		5	25	12		4	6	9
St-Hilaire-le-V.	1	1	15	15		8	22	14	2	4	20	20		4	11	14	1		2	11
St-Martin-des-N.	1	9	20	10	2	10	44	13	2	3	39	10	2	7	34	15	1	2	10	14
St-Prouant		1	18	17			7	3	1		6	10		2	4	10		1	4	15
St-Vincent-S.	2	1	40	9	1	2	7	7	2	2	18	14		2	17	11		1	10	11
Sigournais		2	10	6			15	8	1	3	13	10		4	5	13		2	12	6
TOTAL diagnostic ou CBF	497				459				555				**389**				**379**			
DONT contrôle dans le cadre des ventes immobilières	100				99				61				52				60			
Nombre d'installations visitées dans l'année (diagnostic/CBF + réalisation installation neuve ou réhabilitée)	589				544				638				474				475			

ANNEXE 2
GRILLE NATIONALE PRESENTÉE DANS L'ARRÊTÉ CONTRÔLE DU 27 AVRIL 2012

<table>
<tr><th colspan="4">RÉCAPITULATIF DE VOTRE SITUATION (GRILLE ISSUE DE L'ARRÊTÉ DU 27/04/2012)</th></tr>
<tr><td rowspan="3">Problèmes constatés sur l'installation</td><td colspan="3">Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux</td></tr>
<tr><td colspan="2">Oui</td><td>Non</td></tr>
<tr><td>Enjeux sanitaires</td><td>Enjeux environnementaux</td><td></td></tr>
<tr><td>➲ Absence d'installation</td><td colspan="3">Installation non conforme :
➢ Non-respect de l'article L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique
- Travaux à réaliser dans les meilleurs délais</td></tr>
<tr><td>➲ Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmissions de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes)</td><td colspan="3" rowspan="3">Installation non conforme :
➢ Danger pour la santé des personnes
- Travaux obligatoires sous 4 ans
- Travaux dans un délai de 1 an si vente</td></tr>
<tr><td>➲ Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation</td></tr>
<tr><td>➲ Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution</td></tr>
<tr><td>➲ Installation incomplète</td><td rowspan="3">Installation non conforme :
- Travaux dans un délai de 1 an si vente</td><td rowspan="3">Installation non conforme :
➢ Danger pour la santé des personnes
- Travaux obligatoires sous 4 ans
- Travaux dans un délai de 1 an si vente</td><td rowspan="3">Installation non conforme :
➢ Risque environnemental avéré
- Travaux obligatoires sous 4 ans
- Travaux dans un délai de 1 an si vente</td></tr>
<tr><td>➲ Installation significativement sous-dimensionné</td></tr>
<tr><td>➲ Installation présentant des dysfonctionnements majeurs</td></tr>
<tr><td>➲ Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs</td><td colspan="3">- Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation</td></tr>
<tr><td>➲ Installation complète ne présentant pas de défaut d'usure ou d'entretien</td><td colspan="3">- Rappel des opérations d'entretien à poursuivre</td></tr>
</table>

Un territoire qui nous ressemble,
Un territoire qui nous rassemble.



Pays de
Chantonnay
Communauté de communes

65 avenue du Général de Gaulle
CS60098- 85111 CHANTONNAY Cedex
02 51 94 40 23

contact@cc-paysdechantonnay.fr
www.paysdechantonnay.fr
Retrouvez-nous sur

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 23 septembre 2026

DÉLIBÉRATION

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-six à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du dix-sept septembre deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay pour une huitième séance en 2026.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALMEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Héléna	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Laure ROUET pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2026-364 APPROBATION D'UNE SUBVENTION AUPRÈS DE LA MAISON DES ADOLESCENTS POUR L'EXERCICE 2026

Nomenclature des actes : 7.5

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 2121-29 disposant que « *Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune* », applicable à la Communauté de communes par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code qui prévoit que « *Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale* » ;

. . . / . . .

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC), modifiés par arrêté préfectoral n° 2026-DCL-BICB-36 en date du 8 janvier 2026 ;

Vu la Convention Territoire Globale (CTG) approuvée par le Conseil communautaire par délibération n° 2024-367, en date du 25 septembre 2024, et dont l'axe n° 2 « L'enfance et la jeunesse : Accompagner les jeunes et leurs parents face à leurs préoccupations » qui prévoit des interventions auprès de ces publics un mercredi sur deux à l'Espace Sully à Chantonnay ;

Considérant que la Maison des adolescents contribue à soutenir et accompagner gratuitement les adolescents et leurs parents dans leurs préoccupations, notamment grâce à une équipe pluridisciplinaire composée d'éducateurs, d'animateurs, de professionnels de santé, etc.

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 16 septembre 2026 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver l'attribution d'une subvention pour l'année 2026 auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP) de la Maison des Adolescents (MDA) comme suit :

Structure	Action/Manifestation	Montant proposé
Maison des Adolescents	Fonctionnement de la permanence tous les 15 jours à Chantonnay	11 553 €

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 28/09/2026

Publié le 28/09/2026

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET

Pays de Chantonnay
Communauté de communes

Feuillet de clôture de la séance du Conseil communautaire
du 23 septembre 2026 à 18h30
à la salle des fêtes à Saint-Germain-de-Prinçay

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AIRAUD Martine	P	CHARRIER Julien	E	GUINAUDEAU Dany	P	PUAUD Daniel	P
ALVEIDA de OLIVEIRA Carlos	P	CONNIL Jérémy	P	KERBELLEC Laurence	P	RÉAU Emma	P
AUBINEAU Jérôme	P	COUDRAY Danièle	P	MADORRA Hélène	P	ROUET Laure	P
AUDUREAU Julien	P	COUTANSAIS Bruno	P	MANDIN Mathilde	E	ROUSSEL de COURCY Arthur	E
BONNEAUD Yoann	P	DEBORDE Jeannick	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOUDEAU Serge	P	GABORIT Hélène	P	MATHÉ Pascal	P	TONARELLI Valérie	P
BOURDET Joel	P	GENTY Béatrice	P	MEUNIER Céline	P	VRIGNAUD Charlène	P
BREGEON Philippe	P	GOURAUD Christophe	P	MOINET Isabelle	P		
BRETEAU Pierrick	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	MOREAU Laëtitia	P		
BROCHARD Monique	E	GUIBERT Cyrille	P	PAILLAT Dominique	P		

Absent(e)s et excusé(e)s avec pouvoir :

Mme BROCHARD Monique a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick – Mme MANDIN Mathilde a donné pouvoir à M. AUBINEAU Jérôme

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37
Nombre de conseillers communautaires présents : 33
Nombre de conseillers communautaires votants : 35 (n° 2026-333 à 2026-350), 34 (n° 2026-351 à 2026-353), 35 (n° 2026-354 à 2026-364).

2026-333	NOMINATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE	Approuvée à l'unanimité
2026-334	ARRÊT DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU PAYS DE CHANTONNAY DU 1ER JUILLET 2026	Approuvée à l'unanimité
2026-335	DÉCISIONS PRISES PAR LA PRÉSIDENTE SUITE AUX DÉLÉGATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE	Le Conseil communautaire prend acte
2026-336	COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU BUREAU COMMUNAUTAIRE	Le Conseil communautaire prend acte
2026-337	ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI » EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE EMERIT	Approuvée à l'unanimité
2026-338	ÉLECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE « CULTURE ET LOISIRS » EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR DOMINIQUE EMERIT	Approuvée à l'unanimité
2026-339	ADHÉSION ET DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS AUX COMMUNAUTÉS PROFESSIONNELLES TERRITORIALES DE SANTÉ	Approuvée à l'unanimité
2026-340	CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHEF DE PROJET INFORMATIQUE ET TECHNICIEN ÉQUIPEMENTS ET USAGES	Approuvée à l'unanimité
2026-341	MODIFICATION DE L'AFFECTATION DES RÉSULTATS 2025 BUDGET ANNEXE ATELIERS RELAIS	Approuvée à l'unanimité
2026-342	AFFECTATION DES RÉSULTATS 2025 BUDGET GÉNÉRAL	Approuvée à l'unanimité
2026-343	FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) : RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE 2026	Approuvée à l'unanimité
2026-344	DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET ANNEXE « ATELIERS RELAIS »	Approuvée à l'unanimité
2026-345	DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET ANNEXE « MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE »	Approuvée à l'unanimité
2026-346	DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET ANNEXE « ZONES D'ACTIVITÉS »	Approuvée à l'unanimité
2026-347	DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET PRINCIPAL	Approuvée à l'unanimité
2026-348	ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ENTRANT DANS LE CHAMP DU RÈGLEMENT DES ASSOCIATIONS CULTURELLES, SPORTIVES ET/OU DE LOISIRS	Approuvée à l'unanimité
2026-349	ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS 2025/2026 À LA COMMUNE DE ROCHETREJOUX	Approuvée à l'unanimité
2026-350	ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS 2026 À LA COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DES-NOYERS	Approuvée à l'unanimité
2026-351	BUDGET PRINCIPAL – REDEVANCE ORDURES MÉNAGÈRES : ADMISSION EN NON-VALEUR POUR LA LISTE N° 8541720315 TRANSMISE PAR LE COMPTABLE PUBLIC	Approuvée à la majorité (1 abstention : J. CONNIL)
2026-352	BUDGET PRINCIPAL – REDEVANCE ORDURES MÉNAGÈRES : ADMISSION EN NON-VALEUR POUR LA LISTE N° 8542510115 TRANSMISE PAR LE COMPTABLE PUBLIC	Approuvée à la majorité (1 abstention : J. CONNIL)
2026-353	BUDGET PRINCIPAL – REDEVANCE ORDURES MÉNAGÈRES : ADMISSION EN CRÉANCES ÉTEINTES POUR LA LISTE N° 8258960515 TRANSMISE PAR LE COMPTABLE PUBLIC	Approuvée à la majorité (1 abstention : J. CONNIL)

2026-354	AVENANT N° 1 À LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE RELATIVE AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE (BALAYAGE DES VOIES ET NETTOYAGE DES AVALOIRS)	Approuvée à l'unanimité
2026-355	MODIFICATION DU DÉLAI IMPOSÉ À CERTAINS PORTEURS DE PROJET POUR BÉNÉFICIER DES ANCIENS TARIFS DE VENTE DES TERRAINS EN ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	Approuvée à l'unanimité
2026-356	ADHÉSION AU CENTRE D'ÉTUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITÉ ET L'AMÉNAGEMENT (CEREMA)	Approuvée à l'unanimité
2026-357	DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AUPRÈS DE L'ASSOCIATION FIBOIS PAYS DE LA LOIRE	Approuvée à l'unanimité
2026-358	DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF (SCIC) VENDÉE BOIS ÉNERGIES (VBE)	Approuvée à l'unanimité
2026-359	DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE L'ODYSS : RAPPORT ANNUEL 2025 DU DÉLÉGATAIRE	Le Conseil communautaire prend acte
2026-360	CENTRE AQUATIQUE L'ODYSS : PRINCIPE DE GESTION PAR DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	Approuvée à l'unanimité
2026-361	APPROBATION DE LA CONVENTION TRIPARTITE D'ACTION FONCIÈRE AVEC LA COMMUNE DE SAINT-PROUANT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LA VENDÉE (EPF) ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY	Approuvée à l'unanimité
2026-362	SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS DE L'EST VENDÉEN (SYCLEA) : RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS	Le Conseil communautaire prend acte
2026-363	PRÉSENTATION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)	Approuvée à l'unanimité
2026-364	APPROBATION D'UNE SUBVENTION AUPRÈS DE LA MAISON DES ADOLESCENTS POUR L'EXERCICE 2026	Approuvée à l'unanimité

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Laure ROUET